

Après son succès aux élections législatives

## M<sup>me</sup> Thatcher entame un troisième mandat

### La victoire de l'obstination

En remportant — et de quelle façon ! — pour la troisième fois consécutive les élections à la Chambre des communes, M<sup>me</sup> Margaret Thatcher et le Parti conservateur réalisent un exploit inédit dans l'histoire politique britannique d'après-guerre.

Une confortable majorité — plus de cent sièges — va lui permettre de poursuivre cette « révolution thatcherienne » qui lui a servi d'emblème et de programme au cours de la campagne électorale. En votant massivement « Maggie », les Britanniques sevalent de ce qui les attendait : un nouveau pas en avant dans la transformation de leur société vers plus de liberté pour les entreprises et moins d'intervention de l'Etat dans la vie collective.

Quel chemin parcouru depuis 1979, où les conservateurs demandaient aux électeurs, humblement, de « donner une chance » à cette quasi-inconnue qu'était alors l'ancienne secrétaire d'Etat à l'éducation du gouvernement de M. Edward Heath ! De cette chance qui lui fut accordée de justesse. M<sup>me</sup> Thatcher a fait un usage sans concession : les Argentins, le Syndicat des mineurs, le Parti travailliste, en ont des souvenirs cuisants.

En huit ans, le conservatisme musclé de la « dame de fer » a plus profondément transformé la Grande-Bretagne que les trois décennies d'alternance tories-Labour qui l'avaient précédée. La dure médecine de M<sup>me</sup> Thatcher provoque parfois des réactions de rejet : ainsi, l'an passé, on avait pu croire un moment que la persistance d'un taux de chômage élevé — trois millions de sans-emploi —, l'accroissement des inégalités sociales et la montée de la violence dans les ghettos noirs et asiatiques des grandes villes mettaient en danger son pouvoir.

Mais si les Britanniques, comme l'écrivait l'hebdomadaire de gauche « New Statesman », avaient « cent raisons de ne pas voter tory », ils en avaient à peu près autant de ne pas accorder leurs suffrages à leurs concurrents. Certaines d'entre elles ont été déterminantes : les positions « unitaristes » du Labour en matière de désarmement nucléaire l'ont empêché d'acquiescer à une crédibilité suffisante, malgré la remarquable campagne de M. Neil Kinnock, son nouveau leader. L'Alliance de M<sup>me</sup> David Steel et David Owen a pâti d'avoir deux têtes.

A vues humaines, l'avenir de la Grande-Bretagne est donc thatcherien pour les cinq prochaines années. « Cet adjectif sera considéré comme un compliment par les hommes du futur », déclare une M<sup>me</sup> Thatcher qui ne s'est jamais signalée par une modestie excessive. Entourée des « meilleurs thatcheriens d'Angleterre », c'est-à-dire d'hommes dont aucun ne lui fait de l'ombre — les autres ont été éliminés sans pitié —, « Maggie » joue son image dans l'histoire sur un troisième mandat périlleux. Le pays, en effet, ne se contentera plus des promesses de bonheur après l'effort, pas plus que les exclus du bien-être ne se satisferont d'un « aide-toi toi-même » souvent bien hautain.

Le président des Etats-Unis à Berlin-Ouest

## M. Reagan met M. Gorbatchev au défi d'« abattre le mur »

Le président Ronald Reagan, en visite à Berlin-Ouest le vendredi 12 juin, devait, devant la porte de Brandebourg, prononcer un discours, dans lequel il met M. Gorbatchev au défi d'« abattre le mur ». Le président américain prévoyait de quitter Berlin-Ouest en fin d'après-midi en même temps que le chancelier Kohl, avec lequel il devait s'entretenir à nouveau, à l'aéroport de Cologne-Bonn, avant de regagner les Etats-Unis.



Lire nos informations page 2

A l'Assemblée nationale

## Fonctionnaires : la majorité veut limiter le droit de grève

Après la décision de M. Jacques Chirac de donner l'aval du gouvernement au rétablissement, dans la fonction publique, de la règle du « trentième indivisible », qui consiste à suspendre intégralement le paiement de toute journée entamée par une grève, la CGT, la CFDT, la FEN et la Fédération générale autonome des fonctionnaires ont protesté et appelé à manifester contre cette mesure.

Le texte limitant en fait le droit de grève des fonctionnaires devait être adopté par la majorité à l'Assemblée nationale, vendredi après-midi 12 juin.

(Lire nos informations page 32 et page 6 l'article de THIERRY BRÉHIER.)

### Rivalité franco-américaine

Bras de fer entre Airbus et Boeing. Controverse sur le Rafale.

PAGE 29

### Jean-Paul II à Gdansk

Mise en garde du gouvernement et large déploiement policier.

PAGE 3

### Un sondage SOFRES pour « le Monde » sur le PC

Les sympathisants communistes en majorité favorables aux thèses des rénovateurs.

PAGE 8

### Société générale : l'action à 407 F

Le prix de l'action de la Société générale a été fixé, vendredi 12 juin, à 407 F. C'est la première entreprise nationalisée par le général de Gaulle à être rendue au privé. Comme pour les autres privatisations, M. Balladur a veillé à mélanger petits actionnaires et investisseurs stables, un « noyau dur » où le ministre a exercé son pouvoir discrétionnaire.

PAGE 28

Le sommaire complet se trouve page 32

Réduction des impôts et compression des dépenses : des promesses difficiles à tenir

## Le casse-tête du budget 1988

Après deux années relativement favorables, le budget de 1988 est difficile à mettre au point. Le ministre de l'Economie et des Finances aura du mal à concilier les réductions d'impôts et la diminution du déficit.

par Alain Vernholes

Les années prélectorales se suivent et se ressemblent : on y fait généralement beaucoup de promesses pour s'apercevoir ensuite qu'elles sont difficiles, souvent même impossibles à respecter. 1987 n'échappe pas à la règle.

Le budget de l'Etat pour 1988, année de l'élection présidentielle, fiévreusement préparé au ministère de l'Economie et des Finances, est déjà plein d'engagements de toutes sortes. M<sup>me</sup> Chirac et Balladur avaient promis de réduire

les impôts d'une cinquantaine de milliards de francs en 1987-1988. Cette année, la baisse devant avoisiner 27 milliards de francs, il restait 22 milliards de francs à supprimer en 1988.

Mais on n'en est pas resté là. Pour faire bonne mesure et prouver à l'opinion étrangère qu'en France, pas plus qu'en RFA on ne cède à la facilité, l'engagement a également été pris de réduire chaque année de 15 milliards de francs le déficit budgétaire. Celui-ci devrait donc revenir de quelque 129 milliards cette année à 115 milliards de francs l'année prochaine. Encore l'engagement vaut-il pour 1989. On se retrouverait donc, dans deux ans, à cent milliards tout juste de déficit.

Voilà pour les promesses chiffrées, celles qu'on énonce pour donner du poids aux idées lancées

d'une campagne électorale. Avant sa victoire aux élections législatives de 1986, la droite avait en effet beaucoup polémique sur deux thèmes : les Français paient trop d'impôts et de cotisations de toutes sortes, ce qui explique leur manque de dynamisme ; la gauche a croulé trop le déficit, ce qui explique le manque de compétitivité de l'économie française. L'Etat accaparait une trop grande part des ressources financières du pays. Ces deux thèmes, on les retrouve au centre du programme RPR-UDF, la fameuse « plate-forme commune ».

Pour 1987, ce programme prévoyait 40 milliards de francs de réduction d'impôts, gagés par 40 milliards de francs d'économie. Les baisses d'impôts (27 milliards de francs) et les réductions de dépenses (une douzaine de milliards) seront cette année moins

dres qu'annoncé. Mais, dans l'ensemble, les choses se passent bien, car les rentrées fiscales sont abondantes. L'année 1988 devrait permettre de parachever l'œuvre entreprise. Tel était en tout cas le schéma.

Un schéma qui s'est vite révélé difficile à suivre. 1988 risquant fort de ne pas bénéficier des mêmes aubaines que 1986 et 1987.

La baisse des prix pétroliers et les économies qu'elle a fait faire (33 milliards aux ménages, 50 milliards de francs aux entreprises), si elle n'a pas eu toutes les conséquences heureuses qu'on en attendait — sur la croissance économique, notamment, qui ne s'est guère accélérée dans le monde —, n'en a pas moins eu quelques avantages appréciables.

(Lire la suite page 27.)

Les « Maîtres de l'art indépendant » au palais de Tokyo

## Le Salon des ressuscités

Dans le cadre de l'exposition universelle de 1937, l'exposition dite des indépendants — 130 artistes, 1500 œuvres — a été reconstituée en abrégé. Une excellente leçon d'histoire.

« Un tel rassemblement nous permet enfin de comprendre pourquoi l'école de Paris jouit d'un tel prestige à travers le monde. L'hégémonie artistique de la France est un fait qui confirme splendidement l'exposition du Petit Palais. » Raymond Escholier, l'organisateur des « Maîtres de l'art indépendant » à l'été 1937, ne redoutait pas les affirmations catégoriques. Quitte à vexer à l'occasion telle ou telle nation, il professait la supériorité de l'art français, d'un art français élargi, il est vrai, aux artistes « vivants ou ayant vécu en France depuis de longues années ». C'est-à-dire élargi à Picasso, à Van Dongen, à Marcoussis, à Gris ou à Soutine,

élargissement qui semble tout naturel de nos jours mais qui ne manqua pas de choquer alors.

Si Escholier se montrait tranchant et solennel, il le devait, il ne faut pas l'oublier. Il le devait pour défendre un art contemporain qui sans lui aurait eu à peine droit de séjour à l'Exposition universelle. S'il n'avait eu l'idée, en sa qualité de conservateur du Petit Palais, de profiter de la proximité de l'Exposition et du flux attiré par le voisin Palais de la découverte, l'art moderne n'aurait été représenté que par quelques-uns de ses décorateurs — et il aurait manqué aussi bien Matisse que Derain, Maillol que Gargallo.

Les « Maîtres de l'art indépendant », c'est d'abord cela : une étonnante opération de captation du public, soutenue par une campagne de presse organisée par le même Escholier ; autrement dit : la reconnaissance de l'art moderne en forme de coup de

force et d'audace, en dépit des difficultés économiques et de l'opposition plus ou moins avouée des chers « corps constitués ». Ecole des beaux-arts et Académie réunies.

PHILIPPE DAGEN.

(Lire la suite page 22.)

### Le Monde

■ Près de Milan, la ville natale du Caravage. ■ Itinéraire archéologique en Turquie du Nord-Est. ■ Un nouveau métier : bradeur de billets d'avion. ■ Université d'été à Malte. ■ Gastronomie.

Pages 13 à 19

THIERRY BRETON

Après SOFTWARE

son nouveau roman-événement

# NETWAR

LA GUERRE DES RESEaux

ARIANE, TITAN, CHALLENGER...  
SABOTAGES?

"Nous n'excluons rien dans notre enquête à ce sujet!"  
RONALD REAGAN, 11 avril 1987

Collection "Best-sellers"

ROBERT LAFFONT



La visite du président des Etats-Unis à Berlin-Ouest

## Des manifestations ont précédé l'arrivée de M. Reagan

Le président Reagan a fait vendredi 12 juin, une visite à Berlin-Ouest. Une manifestation hostile au président a dégénéré dans la nuit en affrontements avec la police. M. Ronald Reagan, après avoir prononcé un discours face au mur, devait quitter Berlin-Ouest en fin d'après-midi en compagnie du chancelier Kohl, avec lequel il devait s'entretenir une heure à l'aéroport de Cologne-Bonn, avant de regagner les Etats-Unis.

BERLIN-OUEST  
de notre envoyé spécial

Le quartier de Kreuzberg, lieu des alternatives et des immigrés, ne pouvait pas laisser passer sans réagir la visite du président Reagan honoré ce vendredi 12 juin Berlin-Ouest pour le sept cent cinquantième anniversaire de l'ancienne capitale allemande. On a une réputation à tenir, dès lors que quelques jours auparavant, juste de l'autre côté du mur, les jeunes amateurs de rock est-allemands avaient su faire entendre leur voix pour protester en quelque sorte contre l'absurdité du monde.

Dans la nuit de jeudi à vendredi, quelques centaines de jeunes se sont livrés, côté ouest, dans leur quartier favori, à une partie de cache-cache avec les forces de police. Ces derniers avaient été soigneusement entraînés pour éviter que ne se renouvellent les scènes d'émeutes et de pillages qu'avait connues le quartier en mai dernier.

Rien de très nouveau finalement sous le ciel berlinois. Les « Hönkers », comme se baptisent eux-mêmes les jeunes marginaux qui tiennent le pavé de Kreuzberg, ont bien eu leur heure, jeudi après-midi, à l'issue de la manifestation à laquelle avaient appelé toutes les organisations, des pacifistes aux communistes, hostiles à la politique du président Reagan.

Dans les quartiers huppés de Schöneberg, les vitrines du grand magasin de luxe KDW et les halls d'exposition de voitures offraient des cibles de choix. Quelques débuts de barricades vite délogées par la police, des pavés arrachés, un spectacle assez habituel ici, et qui n'est pas l'effet d'une fièvre particulière. La manifestation elle-même, qui a réuni quelques dizaines de milliers de personnes, est restée étonnamment bon enfant. Tout ce que Berlin compte de pacifistes, de féministes et de représentants de toutes les communautés contestataires s'était rassemblé pour protester contre la politique américaine.

Les négociations en cours sur le démantèlement des euro-missiles menaient pourtant l'exercice moins facile que de coutume. Les banderoles réclamaient donc que l'on

## Washington renonce à vendre des missiles antichars à Ryad

Washington. — Devant l'opposition du Congrès, le gouvernement américain a annoncé, jeudi 11 juin, qu'il renonce à son projet de vendre mille six cents missiles air-sol Maverick à l'Arabie saoudite. Ce contrat aurait représenté un montant de 360 millions de dollars.

L'annonce du retrait du projet figure dans une lettre signée par le général d'aviation Philip Cast et qui a été remise à la commission des affaires étrangères du Sénat par le secrétaire d'Etat adjoint pour les affaires intergouvernementales, M. Edward Fox. L'un des membres de la commission, le sénateur républicain Jesse Helms (Caroline du Nord), a estimé que la Maison Blanche avait « réagi avec sagesse ».

Au moins soixante-sept sénateurs s'étaient déclarés favorables à une résolution du sénateur Robert Packwood (républicain, Oregon) visant à bloquer la vente des missiles antichars à Ryad. Le Congrès a la possibilité de s'opposer à une vente d'armes à l'étranger en adoptant des résolutions les désapprouvant.

L'opposition du Congrès à ce projet de contrat avait été renforcée par le refus saoudien d'intercepter l'avion irakien qui a attaqué la frégate américaine Stark dans le Golfe, le 17 mai dernier. De nombreux parlementaires craignent également que ces armes puissent être utilisées contre Israël et reprochent à l'Arabie saoudite de se montrer réticente à fournir aux Etats-Unis une assistance militaire dans le Golfe. — (AFP.)

signe le plus vite possible un accord sur la double option zéro — que les Américains ont déjà en principe acceptée. On dénonçait également l'intervention américaine au Nicaragua, la guerre des étoiles et la mise en état d'alerte de l'US Navy dans le Golfe.

Il y a cinq ans, en 1982, la première visite de M. Reagan à Berlin-Ouest, à l'époque des grandes manifestations pacifistes, avait suscité une tout autre mobilisation. Jeudi, en revanche, le parti de la contestation, les Alternatifs n'a pas poussé les feux. Le terrain a été largement laissé aux autorités, qui avaient prévu de leur côté un impressionnant dispositif. Dix mille policiers quadrillaient la ville, dont mille venus spécialement en renfort de la République fédérale par le couloir de transit qui traverse la RDA.

Depuis jeudi, les alentours de la porte de Brandebourg, où Ronald Reagan devait prononcer vendredi un discours face au mur, ont été passés au peigne fin. Sur tout le parcours de sa visite, qui ne devait durer que trois heures et demie, des équipes de spécialistes ont ausculté les toits, repéré les endroits névralgiques ; aux entrées de Berlin-Ouest, les arrivées sont filtrées depuis plusieurs jours pour empêcher d'hypothétiques terroristes de se glisser parmi la faune berlinoise.

## Rockers à l'Est

Tout ce remue-ménage a fait la joie des organes de presse de la RDA, qui ont pu constater que les brutalités policières à Berlin-Ouest. On se rattrape comme on peut à l'Est après l'effet désastreux laissé par

## Le discours devant la porte de Brandebourg

## « M. Gorbatchev, abattez ce mur ! »

Lors du discours qu'il a prononcé, le vendredi 12 juin, à Berlin-Ouest, devant la porte de Brandebourg, c'est-à-dire face à l'endroit où de jeunes Allemands de l'Est s'étaient heurtés il y a quelques jours à la police aux cris de « A bas le mur ! », le président américain a mis au défi M. Mikhaïl Gorbatchev, d'« abattre le mur ».

« Secrétaire général Gorbatchev, a lancé M. Reagan, si vous cherchez la paix, si vous cherchez la prospérité pour l'Union soviétique et l'Europe de l'Est, si vous cherchez la libéralisation, venez ici, à cette porte. M. Gorbatchev, ouvrez cette porte. M. Gorbatchev, abattez ce mur. »

« Prés du Reichstag, a-t-il ajouté, on peut lire des mots peints sur le mur — peut-être par un jeune Berlinois — des mots qui fournissent la réponse à la question allemande : « Ce mur tombera. Les désirs deviennent des réalités. » « Oui, a renchérit M. Reagan, car ce mur tombera, à travers l'Europe, car ce qui ne peut résister à la foi, il ne peut résister à la vérité. Le mur ne peut résister à la liberté. »

Revenant à sa manière la formule qui il y a vingt-quatre ans avait valu à John Kennedy l'acclamation des Berlinois, « Ich bin ein Berliner », le président des Etats-Unis, précisant qu'il s'adressait également aux habitants de l'Est, a déclaré : « Comme beaucoup de présidents avant moi, je viens ici aujourd'hui car, quel que je fasse, où que j'aille, Ich hab noch ein Koffer in Berlin » (J'ai toujours une valise à Berlin).

« Es gibt nur ein Berlin (Il n'y a qu'un seul Berlin), a encore déclaré M. Reagan. Derrière moi se trouve un mur qui encercle les secteurs libres de cette ville, qui fait partie d'un vaste système de barrières divisant tout le continent européen. Depuis le sud de la Baltique, ces barrières coupent l'Allemagne avec

l'intervention de la milice au cours du week-end dernier contre les amateurs de rock locaux.

Du podium qui lui a été aménagé à la porte de Brandebourg, le président Ronald Reagan peut d'ailleurs voir l'avenue Unter-den-Linden, là même où les jeunes Allemands de l'Est réclamaient, dimanche et lundi derniers, que le mur tombe. Ce n'était pourtant pas son nom qui était scandé, mais celui de Mikhaïl Gorbatchev. En 1977, lors des batailles auxquelles avait donné lieu, à Berlin-Est, un concert de rock — officiel celui-là — on réclamait le départ des Russes.

La flamme de révolte du week-end n'aura-t-elle été qu'une bouffée d'oxygène dans la grisaille de la scène journalistique est-allemande ? C'est l'interprétation qu'on en fait le plus souvent à l'Ouest. Même si quelques responsables du mouvement pacifiste indépendant est-allemand ont bien tenté de tirer la couverture à eux, rien ne laisse penser qu'on ait assisté au réveil d'un saut sur quelle sensibilité politique nouvelle. Si on doit tirer de ces événements un enseignement, il semble plutôt qu'il faille chercher du côté de la nervosité manifestée par les autorités en la circonstance.

Ce qui est sûr, c'est que, des deux côtés du mur, les derniers développements de la politique internationale et les ouvertures de M. Gorbatchev obligent de bien tenir de la couverture à eux, rien ne laisse penser qu'on ait assisté au réveil d'un saut sur quelle sensibilité politique nouvelle. Si on doit tirer de ces événements un enseignement, il semble plutôt qu'il faille chercher du côté de la nervosité manifestée par les autorités en la circonstance.

HENRI DE BRESSON.

## Le discours devant la porte de Brandebourg

## « M. Gorbatchev, abattez ce mur ! »

Lors du discours qu'il a prononcé, le vendredi 12 juin, à Berlin-Ouest, devant la porte de Brandebourg, c'est-à-dire face à l'endroit où de jeunes Allemands de l'Est s'étaient heurtés il y a quelques jours à la police aux cris de « A bas le mur ! », le président américain a mis au défi M. Mikhaïl Gorbatchev, d'« abattre le mur ».

« Secrétaire général Gorbatchev, a lancé M. Reagan, si vous cherchez la paix, si vous cherchez la prospérité pour l'Union soviétique et l'Europe de l'Est, si vous cherchez la libéralisation, venez ici, à cette porte. M. Gorbatchev, ouvrez cette porte. M. Gorbatchev, abattez ce mur. »

« Prés du Reichstag, a-t-il ajouté, on peut lire des mots peints sur le mur — peut-être par un jeune Berlinois — des mots qui fournissent la réponse à la question allemande : « Ce mur tombera. Les désirs deviennent des réalités. » « Oui, a renchérit M. Reagan, car ce mur tombera, à travers l'Europe, car ce qui ne peut résister à la foi, il ne peut résister à la vérité. Le mur ne peut résister à la liberté. »

Revenant à sa manière la formule qui il y a vingt-quatre ans avait valu à John Kennedy l'acclamation des Berlinois, « Ich bin ein Berliner », le président des Etats-Unis, précisant qu'il s'adressait également aux habitants de l'Est, a déclaré : « Comme beaucoup de présidents avant moi, je viens ici aujourd'hui car, quel que je fasse, où que j'aille, Ich hab noch ein Koffer in Berlin » (J'ai toujours une valise à Berlin).

« Es gibt nur ein Berlin (Il n'y a qu'un seul Berlin), a encore déclaré M. Reagan. Derrière moi se trouve un mur qui encercle les secteurs libres de cette ville, qui fait partie d'un vaste système de barrières divisant tout le continent européen. Depuis le sud de la Baltique, ces barrières coupent l'Allemagne avec

CLAUDE ESTIER  
VÉRONIQUE NEIERTZVÉRIDIQUE  
HISTOIRE  
d'un septennat  
peu ordinaire

## Véridique histoire d'un septennat peu ordinaire

« Que s'est-il passé entre le 21 mai 1981 et le 16 mars 1988 ? Le seul fait de nous renseigner si partiellement sur quelques-uns des grands dossiers qui ont agité la vie nationale pendant ces années-là devrait suffire à contenter le lecteur. Ce livre apporte une contribution aussi précise que possible à la connaissance d'une période inédite de notre histoire. »

Jean-Marie Colombani/Le Monde

La session du Conseil atlantique à Reykjavik

## Compromis franco-américain sur la négociation concernant le désarmement classique

REYKJAVIK  
de notre envoyé spécial

Mission accomplie. Les ministres des affaires étrangères de l'alliance atlantique, réunis, jeudi 11 et vendredi 12 juin, à Reykjavik, en Islande, ont ouvert la voie à la conclusion d'un accord américano-soviétique sur l'élimination des euro-missiles à longue et à courte portée. Ils l'ont fait en évitant les manifestations trop impétueuses des divisions qui commencent à se dessiner à propos de la manière dont il convient de répondre aux initiatives de M. Mikhaïl Gorbatchev.

Les Etats-Unis, maîtres d'œuvre de l'opération, sont parvenus, moyennant quelques gestes en faveur de la RFA et de la France, à écarter les obstacles qui auraient pu empêcher cette conclusion historique. Mais les différences d'interprétation du projet de communiqué qui apparaissent jeudi soir portaient à penser que les formules choisies avaient surtout pour objet de permettre à chacun des délégués d'afficher sa satisfaction. Car, en réalité, le flot artistique domine.

Ainsi, M. Hans Dietrich Genscher s'est félicité de la « compréhension » dont ont fait preuve les alliés au sujet de la préoccupation particulière que pose aux Allemands le sort des armes nucléaires à très courte portée (moins de 500 kilomètres). Une fois la « double option zéro » accomplie, ces armes tactiques resteront les seules déployées en Europe, à vrai dire surtout en Allemagne, et visant des objectifs situés en RFA ou en RDA.

## Bonn satisfait

Le gouvernement de Bonn souhaitait que l'alliance suggère une négociation sur ces armes après que l'accord sur la double option zéro aura été mis en œuvre. Plusieurs des partenaires de la RFA, au premier rang desquels les Etats-Unis, le Royaume-Uni et la France, considérant qu'il faut stopper le processus de dénucléarisation de l'Europe, ne le voulaient pas, et plaçaient même pour qu'il soit explicitement indiqué qu'après l'accord sur les euro-missiles on « révoque un traité », autrement dit qu'on remettrait à bien plus tard toute nouvelle négociation sur les armes nucléaires en Europe.

## Espionnage électronique sur le Transsibérien

Citant le journal les Investices, l'agence Tass annonce qu'une opération d'espionnage sur les chemins de fer de l'URSS a été mise en échec par les organes compétents soviétiques.

Selon l'agence, qui met en cause plusieurs sociétés japonaises et ouest-allemandes, un contenu arrivé du Japon au port de Nakhoda (Extrême-Orient soviétique) avait été chargé sur le Transsibérien à destination de la RFA, via Leningrad. L'attention du personnel des chemins de fer fut attirée pendant le trajet par les bruits et les « émissions lumineuses » en provenance de cette caisse qui fut en conséquence ouverte en gare de Kouratovo, près de Moscou.

Toujours selon Tass, furent alors découverts à l'intérieur « deux ordinateurs de conception spéciale, des capteurs enregistreurs de radioactivité et des caméras spéciales dont les objectifs étaient braqués vers l'extérieur » permettant de filmer « vingt-quatre heures sur vingt-quatre chaque mètre de voie parcourue ».

Une enquête est en cours, ajoute Tass, et une protestation a été adressée au Japon et à la RFA, « dont on attend les explications ».

Afin d'apaiser les Allemands, on s'abstient de le préciser. Qui plus est, les armes nucléaires tactiques devraient être mentionnées, après les forces conventionnelles et les armes chimiques, comme devant par la suite être traitées dans le processus de désarmement.

Jendi soir, M. Genscher, le ministre allemand faisait valoir aux journalistes qu'elles étaient citées sur un pied d'égalité avec les autres types d'armes dont devraient un jour s'occuper les négociateurs. Dans la pièce voisine, son collègue britannique, Sir Geoffrey Howe, affirmait pour sa part qu'il était tout à fait clair que le sort des armes tactiques ne pourrait être abordé le cas échéant que dans l'ultime phase du processus de négociation.

Autre satisfaction pour Bonn, le communiqué devrait faire apparaître que les Pershing 1-A, ces euro-missiles à courte portée qui sont déployés par l'armée allemande, mais dont les ogives nucléaires sont détenues par les Américains, ne devraient pas être incluses dans le futur accord américano-soviétique. C'est là un point contesté par Moscou.

Quant au projet de conférence sur les forces conventionnelles de

l'Atlantique à l'Oural, qui faisait problème entre la France et les Etats-Unis, il est apparu, à l'arrivée de M. Jean-Bernard Raimond, de Venise, que les entretiens tenus en marge du sommet, en particulier entre M. Carlucci, le conseiller du président Reagan pour les affaires de sécurité, et M. Bajon de l'Elysée, le conseiller diplomatique de M. Chirac, avaient permis d'apaiser le polémisme.

Dès le début de la réunion, jeudi, M. Raimond indiqua à ses collègues que la France restait à l'écart de la future négociation sur les forces classiques s'il n'était pas décidé, comme elle le demandait, de l'entreprendre dans le cadre de la conférence sur la sécurité et la coopération en Europe. Les Américains lui ont donné partiellement satisfaction.

Le mandat de la future conférence sur la réduction des forces conventionnelles devra être adopté par les trente-cinq pays de la CSCE, y compris par les neutres et les non-alignés, qui seront par ailleurs informés du déroulement de la négociation. Celle-ci sera cependant réservée aux pays directement concernés, à savoir les sept membres de l'alliance atlantique et les sept pays du pacte de Varsovie.

PHILIPPE LEMAITRE.

## Le numéro un du Kremlin propose de limiter le nombre des essais nucléaires américains et soviétiques

Moscou (AFP). — M. Mikhaïl Gorbatchev a proposé jeudi 11 juin de limiter le nombre d'essais nucléaires américains et soviétiques : deux à trois par an avec 1 kilomètre au maximum, a annoncé l'agence soviétique Tass.

Cette proposition est contenue dans un message au « groupe des six » pays qui font campagne pour le désarmement nucléaire.

Depuis l'expiration, en février dernier, du moratoire unilatéral posé sur ses essais pendant dix-neuf mois, l'URSS, dont l'objectif déclaré est l'interdiction de tout essai nucléaire souterrain, a procédé à six essais souterrains d'une puissance maximale de 20 kilotonnes. Les Etats-Unis ont, eux aussi, pro-

posé à six essais nucléaires souterrains.

M. Gorbatchev a indiqué que son offre est une « mesure pratique et immédiate ». « Nous invitons à nouveau les Etats-Unis à des pourparlers globaux pour une suppression totale des essais nucléaires sous un strict contrôle international, l'absence des visites sur place », a ajouté le numéro un soviétique.

M. Gorbatchev a, par ailleurs, réaffirmé son souhait que l'URSS et les Etats-Unis procèdent chacun à des essais nucléaires sur le territoire de leur partenaire. L'URSS, a-t-il ajouté, est favorable à un contrôle de ces expérimentations par les pays du « groupe des six », comme l'avait proposé ce groupe qui rassemble l'Argentine, la Grèce, l'Inde, le Mexique, la Tanzanie et la Suède.

## En Iran

## Nouvelles expulsions de diplomates britanniques

Entre la Grande-Bretagne et l'Iran, la diplomatie du talon se poursuit à un rythme soutenu : Téhéran a expulsé jeudi 11 juin quatre nouveaux diplomates britanniques, en représailles à l'expulsion cette semaine de deux autres représentants iraniens à Londres. La réaction iranienne est intervenue au terme de deux semaines de crise grave entre les deux pays, déclenchée par l'enlèvement à Téhéran — durant vingt-quatre heures — du diplomate britannique Edward Chapman. Depuis, les deux parties sont entrées dans un cycle ininterrompu de représailles : neuf diplomates britanniques, au total, ont été expulsés par Téhéran, cependant que Londres ordonnait le départ de sept Iraniens.

On n'en restera vraisemblablement pas là, puisque le Foreign Office a déjà fait savoir que la dernière décision de Téhéran amènerait Londres à « réexaminer » le nombre de diplomates iraniens en poste en Grande-Bretagne. Alors qu'il reste encore treize diplomates britanniques en Iran, certains commentateurs de la presse londonienne estimaient vendredi que les deux pays sont au bord de la rupture pure et simple de leurs relations. — (AFP, Reuters.)

## Le conflit du Sahara occidental

## Une mission de l'ONU va étudier l'organisation d'un référendum

M. Javier Perez de Cuellar, secrétaire général de l'ONU, a annoncé, jeudi 11 juin à New-York, que trois responsables de l'organisation, parmi lesquels l'un de ses adjoints, M. Adnan Ibrahim Firsirot, se rendraient dans les jours qui viennent au Maroc et en Algérie pour examiner sur place tous les problèmes que pose l'organisation d'un référendum d'autodétermination au Sahara occidental. L'objet immédiat de cette visite sera de préparer l'envoi d'une commission technique chargée de faire des propositions en vue de « neutraliser » l'armée et l'administration marocaines pendant la préparation puis la tenue du référendum qui serait organisé et contrôlé par l'ONU.

D'autre part, une délégation de parlementaires soviétiques en visite au Maroc a demandé, au cours d'une conférence de presse tenue jeudi à Rabat, « le problème du Sahara qui demeure l'un des héritages douloureux de l'époque coloniale ». Moscou, qui ne reconnaît pas la République arabe saoudienne démocratique (RASD) est « neutre » dans cette affaire et soutient l'idée d'un référendum, a dit M. Arnold Ruiter, vice-président du président du Soviet suprême cité par l'agence marocaine de presse MAP. — (AFP.)

## M. Albert Pavet nommé ambassadeur à Bangui

Le porte-parole du Quai d'Orsay a annoncé, jeudi 11 juin, la nomination de M. Albert Pavet au poste d'ambassadeur de France à Bangui (Centrafrique), en remplacement de M. Jean-Jacques Mano.

[Né le 23 juillet 1936, licencié en droit et bachelier de l'Ecole nationale de la France d'outre-mer, M. Pavet était sous-directeur à l'administration centrale (Afrique du Nord et Moyen-Orient) depuis novembre 1983. Il avait auparavant occupé les postes suivants : premier secrétaire à Bangkok (1971-1973) ; chargé d'affaires à Phnom-Penh (1973-1975) ; deuxième conseiller à Sofia (1976-1978) ; premier conseiller à Brazzaville (1978-1981), enfin premier conseiller au Caire (1981-1983).]



GRASSI



## Europe

GRANDE-BRETAGNE : la victoire des conservateurs aux élections

### Le parti de M<sup>me</sup> Thatcher conserve une large majorité aux Communes

LONDRES

De notre correspondant

A l'aube du 12 juin, M<sup>me</sup> Thatcher se rend à Smith Square, au siège du Parti conservateur. Sur la place la foule est joyeuse, mais pas très nombreuse. M<sup>me</sup> Thatcher est souriante, mais sans plus. Aucun signe d'excitation, ni de sa part ni de celle de son entourage. C'est le premier ministre déclare : « C'est un jour merveilleux et historique. » Elle ne peut dire mieux. Elle eut en effet dans l'histoire nationale pour être, au cours de ce siècle, le premier chef de gouvernement à obtenir un troisième mandat consécutif.

« Plus grande est la confiance, plus grand le devoir », poursuit M<sup>me</sup> Thatcher. Faisant allusion à l'« habileté » unanimement reconnue — de la campagne travailliste, elle déclare : « Nous ne sommes pas un parti habile, nous sommes le parti qui apporte une politique saine et sûre. » Au regard des discours tenus les jours précédents pour prédire notamment que les Tories resteraient au pouvoir au-delà de l'an 2000, ce ton confie presque à la modestie. Puis, parlant de l'avenir, M<sup>me</sup> Thatcher va même jusqu'à reconnaître implicitement l'une des principales lacunes de ses deux précédents gouvernements : « Nous allons devoir fournir un gros travail à l'extérieur des grandes cités », ces ghettos de pauvreté souvent peuplés en majorité d'immigrés, là où se sont produites en 1981 et 1985 de violentes émeutes.

Pas de triomphalisme donc. Dans sa retenue même, M<sup>me</sup> Thatcher paraît vouloir donner l'impression que le conservatisme qu'elle incarne est sûr de lui et dominant. Et quelle domination, compte tenu que les conservateurs ne pouvaient espérer préserver l'exceptionnelle et écrasante majorité acquise en 1983 !

Cette fois pas d'effet Malouines — plus qu'un effet de tablier sur le désastre d'un Parti travailliste tombé au plus bas voici quatre ans. Dans ces conditions, malgré une certaine usure du pouvoir que l'on a cru deviner durant la campagne et qui s'était manifestée très gravement l'an dernier après l'affaire Westland, obtenir plus de 100 sièges de majorité (au lieu de 144 dans le précédent Parlement) sur l'ensemble de l'élection est tout à fait étonnant. Beaucoup d'observateurs avaient émis des doutes quand M<sup>me</sup> Thatcher avait annoncé le mois dernier un programme « radical », au lieu de choisir la modération, comme ses adversaires, convaincus de ne pouvoir gagner du terrain qu'au centre. Les élections ont confirmé qu'elle pouvait se permettre ce choix.

#### Roses rouges

Avant de repasser le 10 Downing Street, qu'elle va occuper pour quatre années encore, M<sup>me</sup> Thatcher a reçu des mains de M. Norman Tebbit, le président du Parti conservateur, un gros bouquet de roses rouges. Tout un symbole pour de nombreux Tories, car l'emblème du Labour depuis peu est une rose pâle.

Le Parti travailliste a vraisemblablement payé pour apparaître toujours trop rouge aux yeux de l'électorat flottant. M. Kincock semble avoir insuffisamment mis cette « gauche dingue » qui sert de repoussoir aux conservateurs presque autant que sa politique de désarmement nucléaire unilatéral, handicap majeur du Labour selon tous les sondages.

L'excellente campagne menée de l'avis général par les travailleurs, et surtout par leur leader, n'a pas porté ses fruits. « Je pense que nous avons souffert d'être partis de beaucoup trop loin », a déclaré M. Kincock, député et peu loquace. Le Labour éprouve une partie de son énorme déficit de 1983, mais pas suffisamment pour éviter dans les mois à venir un réexamen de sa stratégie. Considérant les compliments qui lui

l'Alliance, qui n'est pas parvenue à concrétiser la menace qu'elle représentait pour le Labour. Si les conservateurs préservent à peu près leur pourcentage de voix par rapport à 1983, les travaillistes regagnent plus de trois points, et ce essentiellement au détriment de l'Alliance.

Les centristes libéraux et sociaux-démocrates (particulièrement ces derniers), sont les grands perdants



ont été adressés de toutes parts ces dernières semaines, M. Kincock ne paraît pas devoir être remis en cause dans son poste, mais les efforts qu'il a déployés depuis quatre ans pour reorganiser le mouvement et tempérer les options de celui-ci dans le but de l'orienter vers le centre gauche devront être considérablement accrues.

#### La défaite de l'Alliance

Comme à son habitude, M. Tebbit a été tranchant : « S'il est vrai que le Labour a réalisé une bonne campagne, et si, dit-il, alors il est clair que les travaillistes proposent un très mauvais produit. » M. Tebbit

#### Un scrutin uninominal majoritaire à un tour

Les élections générales du 11 juin étaient destinées à renouveler pour cinq ans les 650 députés de la Chambre des communes, au scrutin uninominal majoritaire à un tour. Ce mode de scrutin favorise naturellement les deux principaux partis, en écartant les formations intermédiaires.

L'Angleterre compte 523 circonscriptions, l'Ecosse 72, le Pays-de-Galles 38 et l'Irlande du Nord 17.

Au total, 2324 candidats sollicitaient les suffrages de 43,86 millions d'électeurs. Sont admis à participer au scrutin tous les citoyens britanniques âgés de plus de 18 ans. En outre, les ressortissants du Commonwealth résidant en Grande-Bretagne, ainsi que les Irlandais dans le même cas, sont également autorisés à voter.

estime que le meilleur atout de son parti aura été la bonne santé actuelle de l'économie britannique. M. Kincock, lui, juge que « le boom que connaît la Grande-Bretagne sera de courte durée, car il est artificiel ». Plus d'un expert est prêt à partager peu ou prou cette opinion. Mais pour le moment il ne s'agit que d'une faible espérance pour le Parti travailliste.

Autre consolation pour M. Kincock : la lourde défaite de

de ces élections. « C'est la fin de la tentative du tripartisme », a conclu un député conservateur. Fait marquant, le Parti social-démocrate (SDP), formé en 1981 par des dissidents du parti travailliste, enregistre l'échec spectaculaire de trois de ses principaux dirigeants, membres de la « bande des quatre » qui avaient fondé le SDP. M. David Steel, leader du Parti libéral, a admis sa « déception », mais il s'est déclaré néanmoins persuadé que l'Alliance « qui représente toujours près d'un quart de l'électorat, continuera d'exister ». L'Alliance en tout cas doit se préparer à des révisions décevantes, et M. Owen, qui était resté à cette idée, a dû laisser entendre qu'une « fusion » entre les deux partis devait être désormais envisagée.

Malgré une confortable victoire, le parti conservateur et M<sup>me</sup> Thatcher ont de sérieux motifs d'inquiétude. Les divisions du pays sur le plan économique et social entre le Nord et le Sud, sont maintenant davantage soulignées par la très nette aggravation du partage politique de la Grande-Bretagne. Les Tories ont réussi à conserver les acquis de 1983 dans les Midlands, et à consolider leur hégémonie dans le sud de l'agglomération londonienne notamment.

Mais dans le Nord, et surtout en Ecosse (où ils perdent la moitié des sièges qu'ils restaient), c'est une catastrophe pour la majorité au pouvoir. Le Nord de l'Angleterre, l'Ecosse et aussi le Pays de Galles sont plus que jamais travaillistes. Cela pose de surcroît le problème du régionalisme ou du nationalisme des Ecosseis et des Gallois, dont les mouvements autonomistes obtiennent des gains appréciables.

Si M<sup>me</sup> Thatcher a jugé bon de souligner la nécessité pour son gouvernement d'agir bien davantage en faveur des quartiers déshérités des grandes villes, c'est à coup sûr en raison d'une nouveauté : l'arrivée pour la première fois dans l'histoire parlementaire britannique de trois députés noirs, tous trois travaillistes et personnellement engagés dans la dénonciation de l'incurie du gouvernement lors des émeutes de 1981 et 1985.

FRANCIS CORNU.

ESPAGNE : les élections du 10 juin

### Le nationalisme radical a progressé au Pays basque

MADRID

de notre correspondant

Les enjeux électoraux au Pays basque ne sont traditionnellement pas les mêmes que dans le reste de l'Espagne. La triple consultation du mercredi 10 juin n'a pas failli à la règle. Elle s'est transformée, dans les trois provinces basques de Biscaye (Bilbao), Guipuzcoa (Saint-Sébastien) et Alava (Vitoria), en un règlement de comptes entre les différentes formations qui se réclament du nationalisme.

La consultation devait apporter une réponse à plusieurs questions. Le PNV (Parti nationaliste basque), traditionnellement prépondérant dans la région, allait-il perdre

du terrain après la scission dont il a souffert l'an dernier ? La nouvelle formation née de cette scission, Euzko Alkartasuna, qui se veut plus radicale, allait-elle faire jeu égal avec le PNV ? La coalition Herri Batasuna, qui ne cache pas sa sympathie pour l'ETA militaire, allait-elle à nouveau progresser ?

Sur tous ces points, les résultats du 10 juin ne peuvent que précéder le gouvernement socialiste de Madrid. D'une part, parce que les formations nationalistes, globalement, augmentent encore leur implantation aux dépens des partis « espagnolistes ». Elles occupent désormais, ensemble, 69 % des sièges au conseil municipal de Bilbao (où les socialistes perdent trois sièges), 70 % à Saint-Sébastien et 62 % à Vitoria.

La « famille nationaliste » domine donc plus que jamais, et ce sont, en son sein, les formations les plus radicales qui progressent, aux dépens des modérés du PNV. La coalition Herri Batasuna est désormais la seconde force politique à la mairie de Saint-Sébastien, et la première pour l'ensemble du Guipuzcoa.

La formation Euzko Alkartasuna, plus radicale elle aussi que le PNV, réalise un excellent résultat.

Quant au PNV, c'est le grand perdant de la consultation : à Saint-Sébastien, où il constituait auparavant la première force politique, il arrive désormais... en sixième position. Il ne limite les dégâts que dans son fief traditionnel de la Biscaye, réussissant à conserver, malgré un

recul, la majorité relative à la mairie de Bilbao.

THIERRY MALINIAK.

● Vingt-cinq ans de prison pour un député. — Un député indépendant basque, M. Juan Carlos Yoldi, membre de la coalition Herri Batasuna, a été condamné, jeudi 11 juin, à vingt-cinq ans de prison. Il a été reconnu coupable d'avoir participé à plusieurs attentats, notamment contre des biens français au Pays basque. Le 30 novembre 1986, alors en détention préventive, il avait été élu député au Parlement basque et désigné par son parti comme candidat à la présidence du gouvernement autonome basque. — (AFP.)

Le pape en Pologne

### Mise en garde du gouvernement et énorme déploiement policier pour la visite de Jean-Paul II à Gdansk

Jean-Paul II passait la journée de vendredi 12 juin à Gdansk où, après une rencontre avec la jeunesse polonaise sur la presqu'île de Westerplatte, il devait célébrer dans l'après-midi, dans le quartier ouvrier de Zaspa, une messe solennelle en présence notamment de M. Lech Walesa, fon-

dateur du syndicat dissous Solidarité. En fin de journée, le pape devait se rendre au monastère de Jasna Gora à Czestochowa, où il passera la nuit. Jeudi soir, le souverain pontife avait prononcé à Gdynia, près de Gdansk, son plus important discours depuis le début de son voyage.

GDYNIA  
de notre envoyé spécial

Cette fois le pape a mis les points sur les « i », allant aussi loin qu'il lui était possible dans son éloge de Solidarité. Et il l'a fait tout de suite, dès son arrivée, jeudi 11 juin, tard dans la soirée, dans la courbure où le mouvement est né. Plus précisément devant la foule de cinq cent mille personnes rassemblée à Gdynia, un port créé entre les deux guerres, à proximité de Gdansk, pour donner à la Pologne d'alors un accès à la mer.

Dès que Jean-Paul II a commencé à parler de solidarité, pour se féliciter que nous nous sommes juste prononcé ici d'une manière nouvelle, mais qui confirme son sens ancien, les applaudissements ont naturellement éclaté. Mais le pape a demandé — comme il l'avait déjà fait souvent lors de son précédent voyage quand il abordait un sujet sensible — qu'on ne l'interrompe pas, ce qu'il avait à dire étant « très important ».

Le son s'est fait plus grave, la voix plus basse et Jean-Paul II, dans un silence de plomb, a expliqué que, « au nom de l'avenir de l'homme et de l'humanité, il était bon d'avoir prononcé ce mot de solidarité qui, aujourd'hui, roule comme une large vague à travers le monde (...). Et le monde ne peut l'oublier, ce mot est tout à votre honneur, hommes de la mer polonaise, de Gdynia et de Gdansk qui gardes vivants dans votre mémoire les événements des années 1970 et 1980. » (La répression des manifestations de grévistes avait fait des dizaines de morts dans ces deux villes voisines en décembre 1970 et ces deux villes furent encore, avec Szczecin où le pape s'est arrêté, le moteur des grandes grèves d'août 1980.)

Après quoi, il reste au pape à prononcer hautement qu'il « prononce lui aussi, au nom de la solidarité, ce mot de solidarité qui contient également celui de pluralisme, ajoute-t-il, s'écarter largement du texte de son discours diffusé précédemment à la presse.

Jean-Paul II explique encore que si la solidarité doit passer « avant la lutte », elle peut aussi justifier une lutte. Mais c'est « une lutte qui ne traite pas l'homme comme un ennemi et tend à le détruire. C'est une lutte pour l'homme, ses droits, son progrès véritable ».

Il raconte alors avec quelle émotion il a entendu, lors de son voyage en Inde, le petit-fils du Mahatma Gandhi le remercier « pour son pays, pour la Pologne ». Et le pape fait semblant de s'interroger sur les raisons de ce compliment exprimé « par le petit-fils du défenseur infatigable des droits de l'homme et de l'indépendance de son pays ».

Tout est dit mais pour que les choses soient encore plus claires, le

pape ajoute, comme pour écartier tout reproche : « Je crois que si le pape n'avait pas été polonais, il aurait dû aussi parler de cette manière. » Le discours, car c'est un discours et non une homélie, se poursuit par un développement sur le rôle de la mer et des gens de mer et de Gdynia « symbole de notre seconde indépendance » (c'est-à-dire de la Pologne reconstituée après 1918). Après quoi le pape, comme il se doit, termine en évoquant un passage de l'Evangile, celui où Simon Pierre, à qui Jésus a dit de marcher sur les flots, prend peur et s'écrie : « Seigneur, sauve-moi ! », tandis que le Christ lui répond : « Pourquoi as-tu douté, homme de peu de foi ? » Ce qui, évidemment, est une manière de dire à nouveau : « N'ayez pas peur ! ».

#### Mise en garde

En d'autres temps, le discours prononcé à Gdynia aurait pu apparaître comme un coup terrible porté au pouvoir, d'autant que, le soir même, le pape recevait Lech Walesa, le président de Solidarité. Mais tout cela ne venait-il pas bien tard, trop tard en tout cas pour changer le cours des choses près de six ans après la proclamation de l'état de siège et l'interdiction du mouvement dont le pape a fait un éloge si retentissant ?

Paradoxalement, c'est à Gdynia, ville pourtant combative s'il en est, que les drapeaux de Solidarité ont fait les apparitions les plus furives au sein de cette foule qui se dispersait très calmement. Bien entendu, la surveillance policière était colossale, dans la foule, autour d'elle, sur les toits, partout, avec, parmi ces policiers de tout poil, des chefs (en civil) qui portaient au revers de leur veston le curieux nom d'« organisateur » et applaudissaient, goguenards, quand le pape fit pour la première fois allusion à Solidarité.

Ce vendredi, le pape est à Gdansk pour, entre autres, une grande cérémonie de messe dans le quartier de Zaspa, et il semble qu'un certain nombre de militants aient l'intention de tenter de montrer leur fidélité à leur mouvement, en dépit des dizaines de milliers de policiers présents et aussi du respect dû au pape.

#### Recharger les accusés

En tout cas, ce n'est sûrement pas par hasard que le porte-parole du gouvernement, M. Urban, a publié jeudi une très ferme mise en garde. Le prétexte en était les incidents de Cracovie, la veille, qui, selon la version officielle, auraient été provoqués par des fauteurs de troubles ayant lancé des pétards et des pierres sur les policiers.

Un repris de justice a été arrêté pour jets de pierres, et vingt-deux personnes ont été interpellées, a indiqué le porte-parole, « pour avoir troublé l'ordre en scandant des slogans ou en déployant des bande-

roles ». Mais le commentateur qui suit semble tout à fait disproportionné à ces incidents, d'ampleur très modeste et d'origine douteuse. Le porte-parole affirme en effet que « les provocateurs politiques s'apprêtent à entreprendre de nouvelles actions pour compromettre la démocratisation et la réforme » et par la même occasion « rendre plus difficile l'activité de l'Eglise dans les pays socialistes ».

En conclusion de sa longue diatribe, M. Urban annonce que les autorités « auront recours à des moyens plus décidés contre les provocateurs avec la conviction que c'est là dans l'intérêt de l'établissement de rapports harmonieux entre l'Eglise et l'Etat ». On peut difficilement proposer plus clairement une saine alliance des deux institutions contre les tribulations qui voudraient tout gâcher. Mais cela signifie aussi qu'au moment même où Jean-Paul II, sous la protection écrasante des services de la sécurité de l'Etat, prononce à très haute voix le mot de solidarité, ceux qui se risqueraient à le crier dans la rue seraient traités en ennemis publics.

Et, comme pour ajouter à la confusion et à la contradiction, lorsque M. Lech Walesa rend visite au pape, avec sa femme et ses huit enfants, son minibus est précédé et suivi par des voitures de police, gyrophares allumés, sans doute pour lui ouvrir la route... Ce qui de fait est indispensable dans une ville en état de siège, hérissée de barreaux de police.

Tout cela n'a pourtant pas suffi à gâcher le plaisir de M. Walesa, enchanté de son entrevue d'un peu plus d'une demi-heure avec le pape qui, a-t-il déclaré, lui a permis de « recharger ses accusés ».

JAN KRAUZE.

● L'URSS « n'a pas l'intention d'inviter le pape ». — L'URSS n'a pas l'intention d'inviter le pape Jean-Paul II l'an prochain à l'occasion du 600<sup>e</sup> anniversaire du catholicisme en Lituanie, a déclaré, jeudi 11 juin, à Moscou, le porte-parole du ministère des affaires étrangères. Interrogé lors d'une conférence de presse sur les commentaires du souverain pontife, qui avait regretté, mercredi, à Cracovie, de ne pouvoir se trouver parmi les Lituanais, M. Boris Pischychev a répondu : « Nous n'avons pas le projet d'inviter le pape en Union soviétique. » — (AFP.)

● URSS : le chef du parti en Bachkirie accusé de corruption. — Accusé le mois dernier par la Pravda d'avoir fait jeter en prison un collègue qui s'opposait à ses vues, Michkhat Chakirov, chef du Parti communiste de Bachkirie, a été dénoncé par la direction du parti de cette République autonome de l'Oural, qui a demandé son limogeage, a annoncé, mercredi 10 juin, l'agence Tass. Agé de soixante-dix ans, Chakirov avait été nommé en 1969 à son poste par Leonid Brejnev. — (Reuters.)





## Proche-Orient

## La guerre du Golfe

## Le secrétaire général des Nations unies évoque la possibilité de sanctions contre les belligérants

NATIONS UNIES (New-York)  
de notre correspondant

« Je le répète, le conflit du golfe Persique ne sera pas résolu par la force (militaire), mais plutôt par la force morale et la persuasion : c'est pourquoi il est important que le Conseil de sécurité parvienne à mettre au point une résolution globale, susceptible de faciliter la solution. » S'exprimant au cours d'une conférence de presse, le jeudi 11 juin, le secrétaire général des Nations unies a pris ses distances à l'égard de la politique américaine de présence militaire accrue dans le Golfe. En même temps, il a souligné la responsabilité — primordiale selon

lui — du Conseil de sécurité dans le processus en cours.

M. Perez de Cuellar n'a apporté aucune précision sur le contenu du projet de résolution mis au point, dans le plus grand secret, par les cinq membres permanents du Conseil de sécurité (le Monde daté 31 mai-1<sup>er</sup> juin), laissant ainsi aux cinq puissances permanentes (Etats-Unis, Union soviétique, Chine, France, Grande-Bretagne) l'entière responsabilité des négociations qu'elles mènent entre elles. Quant à l'irritation exprimée par les dix membres non permanents du Conseil de se voir écartés du processus, le secrétaire général a admis qu'il était lui-même tenu à l'écart par les Cinq : « Une éventuelle résolution sera la leur et non pas la mienne », a-t-il dit.

Les Etats-Unis étudient l'installation de Harrier sur ses navires dans le Golfe. — Les Etats-Unis pourraient installer des chasseurs-bombardiers à décollage vertical Harrier sur des navires de commerce et des bâtiments de l'US Navy chargés de protéger le trafic maritime dans le Golfe, a indiqué, mercredi 10 juin, le chef d'état-major interarmes, l'amiral William Crowe. Selon des sources proches du Pentagone, les Harrier américains seraient déployés dans un premier temps uniquement sur des navires de guerre, leur stationnement sur des bâtiments de commerce exigeant certaines modifications. — (AFP.)

Le projet existant — dont les dispositions sont présentées comme « obligatoires » — demande à l'Irak et à l'Iran de cesser les combats et de respecter les frontières internationales. Selon les Etats-Unis — les responsables américains l'ont répété lors du sommet de Venise — la résolution devrait être « munie de dents », c'est-à-dire comporter une menace contre celle des parties belligérantes qui refuserait de s'y conformer. Le secrétaire général ne rejette pas ce raisonnement : « S'il est souhaitable que l'on cesse de vendre des armes aux belligérants, il est également clair qu'à un stade quel-

conque il faudra bien venir aux sanctions. »

Pour l'instant donc, rien n'est encore décidé de la manière dont les Nations unies pourraient faciliter la paix dans le Golfe. M. Perez de Cuellar s'est félicité du rôle assigné, dans cette affaire, à l'organisation internationale par le sommet de Venise, mais les milieux diplomatiques onusiens attendent la clarification de la position américaine. Après avoir accepté un projet « minimal », Washington critique désormais celui-ci, le considérant comme inefficace. Aussi est-il probable qu'une nouvelle série de consultations secrètes sera nécessaire, afin d'ajouter au projet existant, et à la lumière des conclusions du sommet de Venise, une menace de sanctions.

La question des sanctions divise toutefois profondément le groupe des Cinq et constitue la véritable difficulté : des sanctions obligatoires contre les deux parties ne frapperaient que Bagdad, estiment les amis de l'Irak, notamment la France, car l'Iran dispose déjà d'un réseau secret de fournisseurs. Quant aux sanctions sélectives, dirigées contre la partie qui refuserait le cessez-le-feu, elles frapperaient automatiquement Téhéran, qui occupe une partie du territoire irakien et dont le gouvernement refuse d'envisager l'arrêt des hostilités « tant que l'ONU n'aura pas désigné l'Irak comme fauteur de guerre ».

CHARLES LESCAUT.

## La condamnation de Georges Ibrahim Abdallah

## « Une seconde affaire Dreyfus » selon M. Joublât

Dans une interview à *Middle East Mirror*, lettre hebdomadaire publiée à Londres, M. Walid Joublât, chef du Parti socialiste progressiste (PSP, à majorité druze) estime que la condamnation à perpétuité de Georges Ibrahim Abdallah, chef présumé des Fraternités armées révolutionnaires libanaises (FARL), est « un peu une seconde affaire Dreyfus pour la France ». « On attend un jugement plus impartial, affirme-t-il, de Georges Ibrahim Abdallah, loin des passions de l'opinion publique, et cela pour la réputation de la justice française et pour maintenir un esprit de tolérance envers les Libanais et les Arabes en France, tout en condamnant les attentats qui ont eu lieu à Paris. »

« Georges Ibrahim Abdallah n'est pas un terroriste, estime encore le leader druze. Je refuse les attaques contre les civils, mais c'est un militant à sa façon. Je mets en question le jugement de la justice française. »

M. Joublât, qui s'est entretenu de cette affaire avec M. Jacques Chirac lors de son récent voyage à Paris, venant d'Algérie, refuse toutefois de dire quelle a été la réaction du premier ministre.

A propos de la situation au Liban, M. Joublât estime que la solution est « la solution militaire ». « Il y a, dit-il, impossibilité de réconciliation entre le courant arabe que nous représentons avec la Syrie et le courant isolationniste chrétien axé sur Israël et l'Amérique. »

## MÉDECINE - PHARMACIE

La seule école qui, depuis 20 ans, vous offre ces garanties : professeurs, maîtres-assistants et chefs de travaux. Taux de réussite exceptionnel. Sélection sur dossier. Stage pré-entrée septembre, soutien annuel, classe préparatoire. 57, rue Charles-Laffitte, 92200 Neuilly 47.45.09.19 ou 47.22.94.94.

CEPES

## Asie

## CORÉE DU SUD : l'accroissement de la tension

## La désignation de M. Roh Tae Woo comme candidat à la présidence a donné lieu à de violentes manifestations

Plusieurs centaines d'étudiants occupaient encore, vendredi 12 juin en milieu de journée, une cathédrale de Séoul encerclée par les forces de l'ordre. La veille, de véritables batailles rangées avaient eu lieu dans la capitale entre militants de l'opposition et policiers. Mercredi, plus de sept cents policiers avaient été blessés au cours d'affrontements qui ont coïncidé avec la désignation, par le Parti démocratique de la jus-

tice (au pouvoir), de M. Roh Tae Woo comme candidat à la succession du président Chun Doo Hwan (le Monde du 11 juin). La virulence de ce mouvement de protestation souligne la dégradation du climat politique depuis deux mois. La candidature officielle de M. Roh pourrait ressembler à une opposition qui va d'une minorité de politiciens enclins au compromis aux étudiants radicaux.

## Assurer la pérennité du système

TOKYO  
de notre correspondant

La désignation de M. Roh, pour attendre qu'elle ait pu être, consacre en fait la pérennité d'un système qui fait des militaires les véritables tenants du pouvoir politique, même si ceux-ci sont sur le devant de la scène ont renoncé à l'uniforme. M. Chun, fait-on valoir dans son entourage, sera le premier président à procéder à une passation du pouvoir conformément à la procédure constitutionnelle. Ce qui est exact : Syngman Rhee, le premier président d'une république fondée en 1948, fut chassé par des manifestations étudiantes, et son successeur, quelques mois plus tard, par le coup d'Etat du général Park Chung Hee. Quant à M. Chun, il a pris le pouvoir en 1979 à la faveur d'un putsch. Aujourd'hui, il ne fait que donner un vernis démocratique à une passation de pouvoir, certes pacifique, mais tout de même à un autre ancien général.

M. Roh est sans doute l'homme en qui le président actuel a le plus confiance. Ils sortirent en même temps de l'Académie militaire, en 1955 (classe 11). Puis ils complétèrent leur formation à Fort Bragg aux Etats-Unis avant d'être affectés au Vietnam au commandement de deux bataillons de la 1<sup>re</sup> division d'infanterie, stationnée sur l'estuaire de la rivière Han, au nord-ouest de Séoul. C'est de là qu'il envoya sur Séoul, dans la nuit du 12 décembre 1979 (et sans en réfé-

rer au commandement des forces armées), les troupes qui éliminèrent le général Chun dans son palais. Celui-ci était alors chef des services de renseignement de l'armée. Son plan commençait à être connu, et il risquait d'être arrêté. Sans l'appui du général Roh, il n'aurait pu prendre le pouvoir.

## Troika d'ex-général

Une telle dette pour des hommes liés par des carrières parallèles et surtout (ce qui est essentiel en Corée) par des origines provinciales communes ne s'oublie pas. Aussitôt après le putsch, le général Roh prit le commandement de la garnison de Séoul, puis la direction des services de renseignement de l'armée, ce qui lui permit de rétablir l'ordre en évinçant les généraux hostiles au coup.

Le général Roh, au même titre que M. Chun et trois autres généraux, est tenu responsable par les Coréens du massacre de Kwangju (mai 1980 : au bas mot cinq cents personnes tuées par les unités spéciales). Une fois que le pouvoir de l'ex-général Chun, devenu président par l'entremise d'un collège électoral sur mesure, fut établi, M. Roh quitta également l'armée. Ministre à plusieurs reprises, il est devenu en 1985 président du Parti démocratique pour la justice. Dirigeant son parti avec l'aide d'un petit cercle de fidèles, M. Roh a mis du temps à prendre le contrôle d'une machine électorale fortement enracinée localement et créée du temps de Park Chung Hee. Depuis son arrivée, le nombre des politiciens du parti gouvernemental ayant un passé militaire a tendu à augmenter. Les postes-clés sont occupés par une troika d'ex-général. La collaboration entre militaires et politiciens

professionnels n'est pas toujours aisée, comme en a témoigné, il y a un an, une émeute dans un restaurant de Séoul entre membres de la majorité et hauts gradés.

Pour beaucoup de Coréens, l'existence de ce lobby militaire contraindant le pouvoir politique empêche toute démocratisation du système. Tout en l'admettant, certains font cependant valoir que les militaires, dont le patriotisme ne fait pas de doute, sont aussi les plus capables, par leur formation, de tenir le pays en cas de crise. Même si l'armée n'entend pas intervenir dans la gestion quotidienne des affaires, « il y a une sorte de division du travail entre ceux qui portent l'uniforme et ceux qui l'ont quitté, mais le système de pouvoir reste celui d'une junte », ainsi que le soulignait récemment un observateur. M. Roh peut donner toute garantie à l'armée. Plus efficace et plus souple que l'actuel président, il pourrait aussi être enclins à une certaine conciliation envers les opposants. On s'attend d'ailleurs que l'une de ses premières initiatives, au cours de sa campagne électorale, soit un geste en direction de l'opposition.

Au cours des mois qui viennent, il devra d'abord essayer de se dégager de l'héritage, quelque peu pesant et dans lequel il a sa part de responsabilité, de M. Chun, afin de se forger une certaine légitimité que ne pourra guère lui conférer son élection, en février prochain, par un collège de grands électeurs contrôlés par le pouvoir. Il devra, en outre, acquiescer à un poids politique sans porter ombre au président encore en fonction et dont on ignore quel rôle il entend jouer. Beaucoup doutent qu'à cinquante-six ans M. Chun souhaite n'être qu'un simple « ancien président ».

PHILIPPE PONS.

## CHINE : le premier ministre en Europe de l'Est

## M. Zhao Ziyang restaure formellement les relations « de parti à parti »


Arrivé jeudi 11 juin à Prague, M. Zhao Ziyang y a été reçu par M. Gustav Husak, chef de l'Etat et secrétaire général du PC tchécoslovaque. Selon l'agence officielle tchécoslovaque CTK, MM. Zhao Ziyang et Husak ont exprimé la conviction que « cette visite sera à la base de nouveaux projets dans l'élargissement de l'entente tchécoslovaque-chinoise, de la coopération au niveau des deux partis et des deux Etats ».

La veille, à l'issue d'une visite de trois jours en Allemagne de l'Est, le premier ministre chinois avait déclaré à la presse que les perspectives d'un développement accru des relations économiques et politiques entre Pékin et la RDA étaient excellentes. « Ce ne sont pas seulement les relations entre nos deux Etats qui se sont développées au cours des années récentes, mais les relations entre nos partis ont repris. Les contacts se sont développés dans ce domaine », avait-il déclaré.

Les relations entre Pékin et l'Europe de l'Est, gelées lors de la rupture entre Pékin et Moscou au début des années 60, se sont améliorées ces dernières années. Dans les milieux diplomatiques occidentaux, on estime que ce changement a reçu l'assentiment tacite de Moscou. La *Pravda*, quotidien du Parti communiste soviétique, écrivait jeudi que « la Tchécoslovaquie et la Chine développent (...) un dialogue politique, bien que les deux parties aient des points de vue différents sur certains problèmes internationaux ». — (Reuters.)

15 JUIN : LA FRANCE VUE PAR ..... LE FINANCIAL TIMES  
Un N° spécial à ne pas manquer !  
(en vente 6,50 F dans les kiosques)

**TOP**  
Darl'mat



146, bd de Grenelle 75015 Paris / 45.75.62.80  
Une 505 Darl'mat, série spéciale limitée Top Comfort avec calandre 4 blocs optiques Iode, radio-lecteur stéréo Clarion 902 à 15 mémoires, affichage digital + tweeters + boomers et antivol électronique Codcar, soit + 8 000 francs d'équipements complémentaires pour le prix d'une Peugeot 505.  
Bravo Darl'mat!

(Publicité)  
**LES MYSTÉRIEUX ISMAËLIENS DU HUNZA**  
Adeptes de l'islam, ils ont les yeux bleus, mais brisés. Ils vivent dans un royaume taillé dans le roc, il y a douze siècles. Non loin de l'Himalaya...  
Un reportage en couleurs, publié dans le numéro de juin d'ARABIES en kiosques et en librairies 78, rue Jouffroy, 75017 Paris Tél. 46-22-34-14.

**RESTAURANT NOUVELLE CUISINE CAL LA TRUFFE BLANCHE**  
Sous le contrôle du Beth-Din de Paris  
REPAS D'AFFAIRE RECEPTIONS  
RESERVATION : 45-75-59-90  
16, rue Linois, 75015 Paris

(Publicité)  
**MÉDECINE - PHARMACIE**  
La seule école qui, depuis 20 ans, vous offre ces garanties : professeurs, maîtres-assistants et chefs de travaux. Taux de réussite exceptionnel. Sélection sur dossier. Stage pré-entrée septembre, soutien annuel, classe préparatoire. 57, rue Charles-Laffitte, 92200 Neuilly 47.45.09.19 ou 47.22.94.94.

## Partez à deux pour Los Angeles, payez pour un.

3 vols par semaine sans escale. Sans oublier que TWA dessert près de 100 villes à l'intérieur des Etats-Unis. Contactez TWA au 47.20.62.11 ou votre agence de voyages.

TWA ouvre la voie vers les USA.

TWA

Conditions particulières du 10 juin au 10 juillet. Sous réserve d'approbation gouvernementale.



## Amériques

PANAMA : les troubles et l'instauration de l'état d'urgence

### Washington souhaite le rétablissement d'une « démocratie complète »

Panama. — Le président panaméen, M. Eric Devalle, a annoncé que son gouvernement usera de « tous les moyens pour réprimer toute tentative de déstabilisation ».

Lors d'une allocution diffusée sur les ondes nationales le jeudi 11 juin, le chef de l'Etat a mis en cause en termes voilés les Etats-Unis pour leur rôle dans la campagne de déobéissance civile qui sévit à Panama depuis trois jours. Les agitateurs extérieurs sont ceux « qui mettent en cause notre politique, dirigée vers l'obtention d'une solution pacifique en Amérique centrale, et ceux qui tentent d'empêcher la réalisation du traité Torrijos-Carter », qui donnera à Panama le contrôle du canal en l'an 2000, a ajouté le président.

Tout en repoussant les accusations de fraude électorale formulées par l'ancien chef d'état-major, le colonel Roberto Diaz, M. Devalle a affirmé que les manifestations de rue contre son gouvernement étaient « incitées par des forces extérieures » et réalisées par ceux qui « ont perdu aux élections de mai 1984 ».

A cette date, la coalition menée par M. Nicolas Ardito, un ancien fonctionnaire de la Banque mondiale, avait triomphé de 1 713 voix seulement sur le dirigeant conservateur, M. Arnulfo Arias, qui, selon l'opposition, aurait été victime d'une fraude électorale.

D'autre part, le président Devalle a justifié la proclamation de l'état d'urgence, jeudi, comme une mesure nécessaire pour « rétablir l'ordre et sauvegarder les institutions ».

Malgré l'instauration de l'état d'urgence, l'agitation a continué jeudi dans les quartiers populaires de Panama.

Cette atmosphère laisse craindre de nouveaux affrontements, d'autant qu'en fin de journée un des principaux meneurs de la campagne de désobéissance civile décrétée par l'opposition, M. Aurelio Barria, a été arrêté alors qu'il se préparait à participer à une réunion anti-

gouvernementale. Il a été appréhendé devant le siège de la chambre de commerce de Panama, dont il est le président. Ce bâtiment était étroitement surveillé depuis les premières heures de la matinée par les troupes gouvernementales.

Accusé par les autorités d'être le principal responsable des troubles, le président du petit Parti démocrate-chrétien, M. Ricardo Arias Calderon, a, quant à lui, été placé en résidence surveillée à son domicile. Des troupes anti-émeutes encerclent le domicile de l'ancien chef d'état-major de l'armée, le colonel Roberto Diaz, dont les accusations contre l'armée et le général Noriega ont déclenché la vague de troubles qui secoue le pays. L'ancien chef militaire, de crainte d'être l'objet d'un attentat, s'apprête à chercher refuge à la nunciature apostolique.

#### Des élections libres et sans fraude

Directement mis en cause par son ancien adjoint, le général Noriega, commandant en chef des forces armées, a affirmé, jeudi, après la proclamation de l'état d'urgence, qu'il n'avait pas la moindre intention de démissionner. Il semble qu'il puisse toujours compter sur les vingt mille hommes de la force de défense (ancienne garde nationale).

Ceux-ci ont jusqu'à présent réussi à faire échouer aux violentes manifestations de rue des dernières quarante-huit heures.

Jedi matin, le centre de Panama était jonché de débris, et les habitants ont préféré ne pas se hasarder dans les rues, où les militaires multiplient les patrouilles. Dans les autres grandes villes du pays, la situation était calme. Les écoles et les universités sont restées fermées. Après la proclamation de l'état d'urgence, le patronat et les principaux responsables des mouvements d'opposition n'avaient pas confirmé leur mot d'ordre de désobéissance civile. Pourtant, les radios de l'opposition

continuent de lancer des appels en ce sens.

Le décret instituant l'état d'urgence doit être ratifié ou repoussé par l'Assemblée législative dans un délai de dix jours.

A Washington, le gouvernement a exprimé jeudi son soutien à la tenue à Panama d'élections « libres et dépourvues de fraude » et à la mise en place d'institutions militaires « apolitiques ». Le porte-parole du département d'Etat a également souligné la « préoccupation » des autorités américaines à la suite des manifestations des derniers jours dans ce pays. Il a, d'autre part, indiqué que trois Américains avaient été légèrement blessés au cours de ces incidents et que le département d'Etat allait publier une mise en garde recommandant aux citoyens américains de ne pas se rendre à Panama pour le moment. Le porte-parole a déclaré que Washington ne prenait pas position sur les révélations du colonel Diaz, mais a souligné que les Etats-Unis « soutiennent fermement les efforts des Panaméens pour que toute la lumière soit faite sur ces faits ».

Le porte-parole du département d'Etat a encore exprimé l'espoir d'un retour au calme « d'une manière qui respecte les droits de l'homme et la liberté de tous les Panaméens » et a appelé à une levée rapide de la suspension des garanties constitutionnelles décrétées par le gouvernement. Les Etats-Unis, a-t-il souligné, continuent à souhaiter le rétablissement à Panama d'une « démocratie complète », objectif que se sont fixés les dirigeants du pays il y a environ dix ans. Le gouvernement américain se montre généralement discret sur ses sentiments à l'égard des dirigeants du Panama, en partie parce que ce pays abrite le commandement sud des forces américaines (couvrant l'Amérique latine). Les Etats-Unis doivent, d'autre part, remettre le contrôle du canal de Panama à ce pays en l'an 2000. — (AFP, Reuters, UPI.)

#### CHILI

### L'opposition désire que le cardinal Silva Henriquez soit son candidat à une éventuelle élection présidentielle

Deux des quatre membres de la junte chilienne, le général Fernando Matthei, commandant en chef de l'armée de l'air, José Toribio Merino, ont estimé jeudi 11 juin, qu'une personnalité civile devrait remplacer le général Pinochet à la présidence à la fin de son mandat en 1993. Ces déclarations interviennent au moment où manœuvres et intrigues se multiplient dans la capitale chilienne pour l'éventuelle succession du général Pinochet.

SANTIAGO-DU-CHILI  
de notre correspondant

Rompant un silence de plusieurs mois, le général Matthei a fini par se fier. Il est vrai que, au-delà du débat politique, le commandant en chef de l'aviation avait des raisons personnelles de sortir de ses gonds : le carnet du journal *El Mercurio*, en date du 5 juin, venait d'annoncer — en termes voilés mais transparents — l'hypothétique naissance d'un fils du général conquis hors des liens du mariage. Ce nouveau fait-part avait été précédé d'une campagne des plus malicieuses concernant la vie privée du membre de la junte, notamment sous la forme de lettres anonymes adressées aux journaux ainsi qu'aux responsables politiques du pays.

De retour en début de semaine d'un voyage privé en Europe et aux Etats-Unis en compagnie de son épouse, le général Matthei s'est rendu au palais de la Moneda où il eut un bref entretien avec le président Pinochet, alors en réunion avec plusieurs généraux de l'armée de terre. On ignore, bien sûr, ce que les deux hommes se sont dit. Mais, visiblement irrité, le général Matthei a ensuite convoqué les journalistes, s'en prenant d'abord à eux pour la façon dont ils avaient rendu compte de son voyage, puis mettant les choses au point en ce qui concerne le futur plébiscite présidentiel prévu en 1989.

« Il n'est pas convenable que des pressions s'exercent sur la junte, et que certains représentants du gouvernement et des forces armées prennent déjà position sans prendre en considération ce que pensent les membres de la junte des commandants en chef. C'est elle et elle seule qui désignera un candidat, et il reste encore plus d'un an pour cela. » Le représentant de l'aviation ne pouvait contredire plus clairement les proches du président de la République

qui multiplient depuis plusieurs semaines les « petites phrases » allusives à un possible plébiscite dès l'an prochain, ainsi que les déclarations en faveur de la réélection du général Pinochet.

#### Manœuvres et intrigues

Avant que le général Matthei ne revienne au Chili, son voyage avait fait couler beaucoup d'encre. Dans un article très remarqué de *La Epoca*, le rédacteur en chef du principal quotidien d'opposition affirmait que celui-ci s'était rendu à Bonn, où il aurait été rejoint au début du mois par le général Stange, commandant en chef des carabiniers. D'origine allemande l'un et l'autre, et entretenant des relations d'amitié, les deux hommes y auraient eu une longue conversation. Le général Matthei a démenti cette information, sans toutefois dissiper le mystère qui a entouré son voyage à l'étranger.

Et cela d'autant plus que manœuvres et intrigues se succèdent en vue de la désignation du candidat au plébiscite. Si un candidat au sein de la junte ne pouvait être choisi par « consensus », et si l'on se trouvait dans une deuxième phase avec des candidatures « libres », l'opposition

pourrait jouer une carte inattendue pour remonter la pente : le cardinal Silva Henriquez, archevêque de Santiago de 1962 à 1983, est proposé par différents secteurs pour servir de médiateur entre civils et militaires, voire même comme candidat à la présidence pour une courte période.

Le cardinal vient de recevoir l'appui discret de la conférence épiscopale après celui du Parti républicain (conservateur), des socialistes modérés dirigés par M. Ricardo Nunez et du Parti communiste, dont le dirigeant, M. Luis Guastavino, a déclaré, il y a quelques semaines, qu'« il s'agissait de la meilleure candidature d'unité pour l'opposition, puisque le cardinal est un grand démocrate qui a fait la preuve de son dévouement en faveur des droits de l'homme ».

Malgré ses soixante-dix-neuf ans, Mgr Silva n'a rien perdu de son dynamisme ni de son sens politique. Beaucoup plus populaire que son successeur, le cardinal Fresno, il a fait preuve après le coup d'Etat d'une grande fermeté à l'égard du régime. Apparemment tenté par l'offre qui lui est faite, il est sans doute pour l'opposition la seule personnalité capable de mettre une sourdine à ses querelles.

GILLES BAUDOU

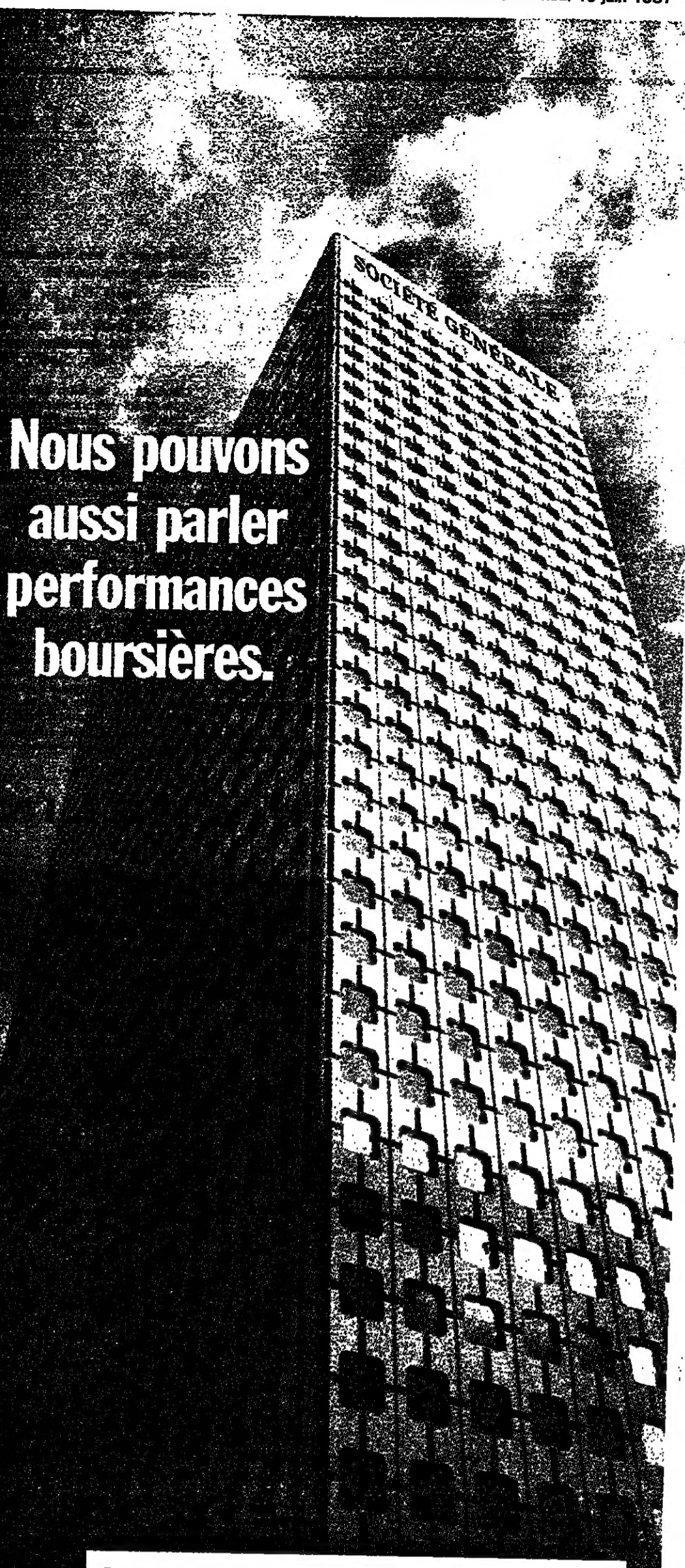
#### CUBA

### « Rien d'autres que des rumeurs... »

La Havane. — Plusieurs dizaines des personnes ont été arrêtées à la suite d'incidents devant l'ambassade de France à La Havane, où de nombreuses personnes s'étaient rassemblées à la suite de rumeurs sur l'octroi de visas aux candidats à l'émigration, a annoncé, jeudi 11 juin, un communiqué officiel. Le « désordre » a été provoqué par des « patriotes » qui ont été repoussés « par les passants et les habitants du quartier », précise le communiqué. Des renforts de police avaient été déployés mercredi autour de l'ambassade alors que des groupes de jeunes gens se formaient dans le quartier.

La rumeur selon laquelle l'ambassade de France allait accorder des visas d'immigration s'était répandue comme une traînée de poudre. Elle aurait été déclenchée par une émission de Radio-Marti, la station financée

par le gouvernement américain qui émet à destination de Cuba. Dans une de ses émissions, Radio-Marti avait fait état de l'interview accordée par M. Fidel Castro au journal *l'Humanité*. Celui-ci déclarait : « Nous sommes disposés à laisser partir ceux qui le souhaitent, si la France leur accorde un visa. » Le communiqué publié par les autorités indique simplement que les responsables des incidents étaient « frustrés dans leur aspiration à émigrer aux Etats-Unis ». Cette frustration, poursuit le communiqué, est due à « la politique retorse du gouvernement Reagan, qui continue à empêcher l'émigration légale », tout en encourageant l'émigration illégale. Un diplomate français a simplement précisé que le mouvement était « fondé sur des rumeurs, et rien d'autre que des rumeurs ». — (AFP, Reuters.)



Nous pouvons aussi parler performances boursières.

Depuis longtemps nous entretenons des relations étroites avec la Bourse.

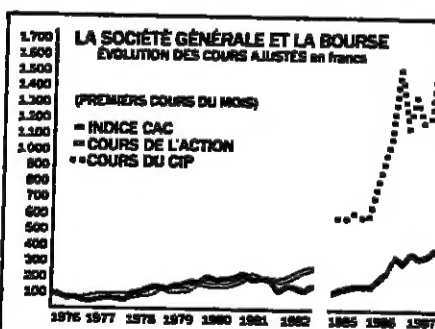
➔ Dès 1976, à la suite de la distribution par l'Etat d'une partie du capital au personnel, l'action Société Générale était cotée.

➔ En 1980, nous avons procédé à la première augmentation de capital faite dans le public par une société nationalisée. Plus de 13% des titres appartenaient alors à des actionnaires privés.

➔ Après la renationalisation de 100% de notre capital en 1982, nous avons été la première banque à émettre des Certificats d'Investissement Priviliégiés, l'équivalent d'actions mais sans droit de vote.

➔ Quant à l'évolution des cours de nos titres en Bourse, un graphique en dit plus qu'un long discours.

Renseignez-vous en appelant le (16.1) 47.30.44.11 ou Minitel : 36.14. Générale



Bientôt vous pourrez devenir actionnaire.

**SOCIÉTÉ GÉNÉRALE**  
LE TALENT EN PLUS

Une note d'information (visa COB n°87.165 du 19.05.1987) est tenue gratuitement à la disposition du public auprès des établissements chargés de la vente des actions.



20100101

# Politique

A l'Assemblée nationale, la majorité veut limiter le droit

## M. Chirac et le Parti républicain

Pour montrer sa détermination, est-il nécessaire de confondre autorité et autoritarisme ? Pour tenter de satisfaire les électeurs de droite toujours ravis de voir réduits les « privilèges » des agents de l'État, est-il indispensable d'allumer un brasier qui risque d'embraser toute la fonction publique ? Vouloir faire un « coup » politique est une chose. Encore faut-il qu'il soit sérieusement préparé, afin d'éviter une improvisation qui fait éclater au

grand jour — une fois encore — les divisions de la majorité et même du gouvernement.

La droite n'a su, le jeudi 11 juin, éviter aucun de ces pièges. Emportée par les plus durs des siens, elle a décidé de mettre en cause l'un des « acquis » de la gauche les plus sensibles pour les fonctionnaires : en cas de grève, leur perte de salaire n'est plus, depuis 1982, le prix d'une journée entière de

travail, quelle que soit la durée de leur arrêt de travail, mais proportionnelle à celle-ci.

L'offensive est partie des rangs du PR, mais, M. Jacques Chirac lui ayant donné personnellement son aval, toute la majorité ne pouvait que s'y associer. Ce ne fut pas de gaieté de cœur, surtout de la part du principal ministre concerné : celui qui est chargé des rapports avec les syndicats, M. Philippe Séguin. Le

Pourquoi ne pas profiter du fameux (DMOS) projet de loi portant diverses mesures d'ordre social pour tenter de faire rentrer dans le rang les contrôleurs aériens qui, depuis plus de neuf semaines, mettent hors d'aux les habitués des liaisons aériennes ? D'autant que M. Jacques Douffiaques n'avait guère apprécié la « conduite de Grenoble » qu'il avait dû subir mercredi de la part des députés RPR, lesquels avaient dénoncé son manque de fermeté.

Dès le début de la journée de jeudi, il annonçait donc aux sénateurs que le Parlement devrait prendre les décisions qui s'imposent. Entre le ministre Matar- dion et M. Michel Pelchat, député PR de l'Essonne, la ligne est directe. L'hu- dépôt donc, vers 17 heures, un amende- ment au DMOS rétablissant la règle du « trentième indivisible » pour les contrôleurs aériens.

Si elle en était restée là, l'affaire aurait pu être facilement jouable. Mais,

aux yeux de certains, ce n'était pas assez. M. Hervé de Charette, le ministre délégué à la fonction publique, n'avait jamais caché qu'il trouvait la loi de 1982 « illégitime » et qu'il ne la tolérât que tant qu'elle ne permettait pas « des abus » ; or, à ses yeux, les contrôleurs aériens abusent. Entre ce ministre giscardien et M. Alain Lamassoure, député UDF des Pyrénées-Atlantiques, l'un des derniers proches de l'ancien président de la République, le contact est facile. M. Lamassoure lit donc savoir qu'il était prêt à sous- signer M. Pelchat pour étendre la suppression des dispositions de 1982 à toute la fonction publique.

Un saut rapide de M. de Charette à Matignon lui permit, avec l'aide de M<sup>me</sup> Marie-Hélène Bérard, de convaincre M. Jacques Chirac qu'il fallait fon- cer. La décision fut prise sans que soit consulté M. Séguin, qui n'apprit la nou- velle qu'à 19 heures.

L'honneur du ministre des affaires sociales s'assombrit encore un peu plus. Le DMOS, que chacun s'employait à surcharger, lui pesait de plus en plus. Il venait juste d'être averti que le premier ministre avait cédé à M. Michel d'Ornano : sa proposition de loi organi- que, donnant un droit de regard au Par- lement sur les finances de la Sécurité sociale, serait débattue en même temps que le projet de loi alourdissant les pré- lèvements en sa faveur.

Quant, à 22 heures, la discussion s'engageait à l'Assemblée nationale sur les propositions Pelchat-Lamassoure, les trois ministres RPR (M. Séguin, M<sup>me</sup> Barzach, M. Valade) s'assurent ostensiblement à un banc différent des deux ministres PR (MM. Douffiaques et de Charette). Et quand le responsa- ble de la fonction publique prit la parole pour y apporter l'appui du gouverne- ment, le ministre des affaires sociales quitta son siège pour se réfugier, avec

son air furieux des mauvais jours, au milieu des attachés de cabinet qui, dans leur antichambre de l'hémicycle, ne perdaient rien du spectacle. Son désac- cord était ainsi public.

L'atmosphère était surréaliste. Les centristes venus en force, avec même le soutien physique de M. Pierre Méhaignerie, pour défendre leurs positions contre la publicité politique mirent du temps à comprendre que la colère de M. Séguin à leur encontre n'était qu'un dérivatif. Mais M. Etienne Pinte (RPR, Yvelines) un proche du minis- tre des affaires sociales, n'était pas plus satisfait que les centristes de la tournure prise par les événements.

M. Jacques Barrot, le président de la commission des affaires sociales, étant camouflé dans la travée la plus haute, M. Pinte, vice-président de cette com- mission, se gissa entre les multiples rappels au règlement et demandes de

suspension de séance de la gauche, pour s'étonner que sa commission n'ait pas été saisie d'un dossier aussi important. M. Séguin, de son côté, essayait d'avoir au téléphone le premier ministre pour lui expliquer tous les inconvénients de sa décision de l'après-midi. Sans succès. A 22 h 40, M<sup>me</sup> Bérard arrivait pour voir comment se déroulait sa minis- tre, repart une avocate du ministre des affaires sociales. Elle y est habituée ; cela ne l'empêcha pas de s'associer dans l'hémicycle derrière les ministres pour manifester le soutien de Matignon.

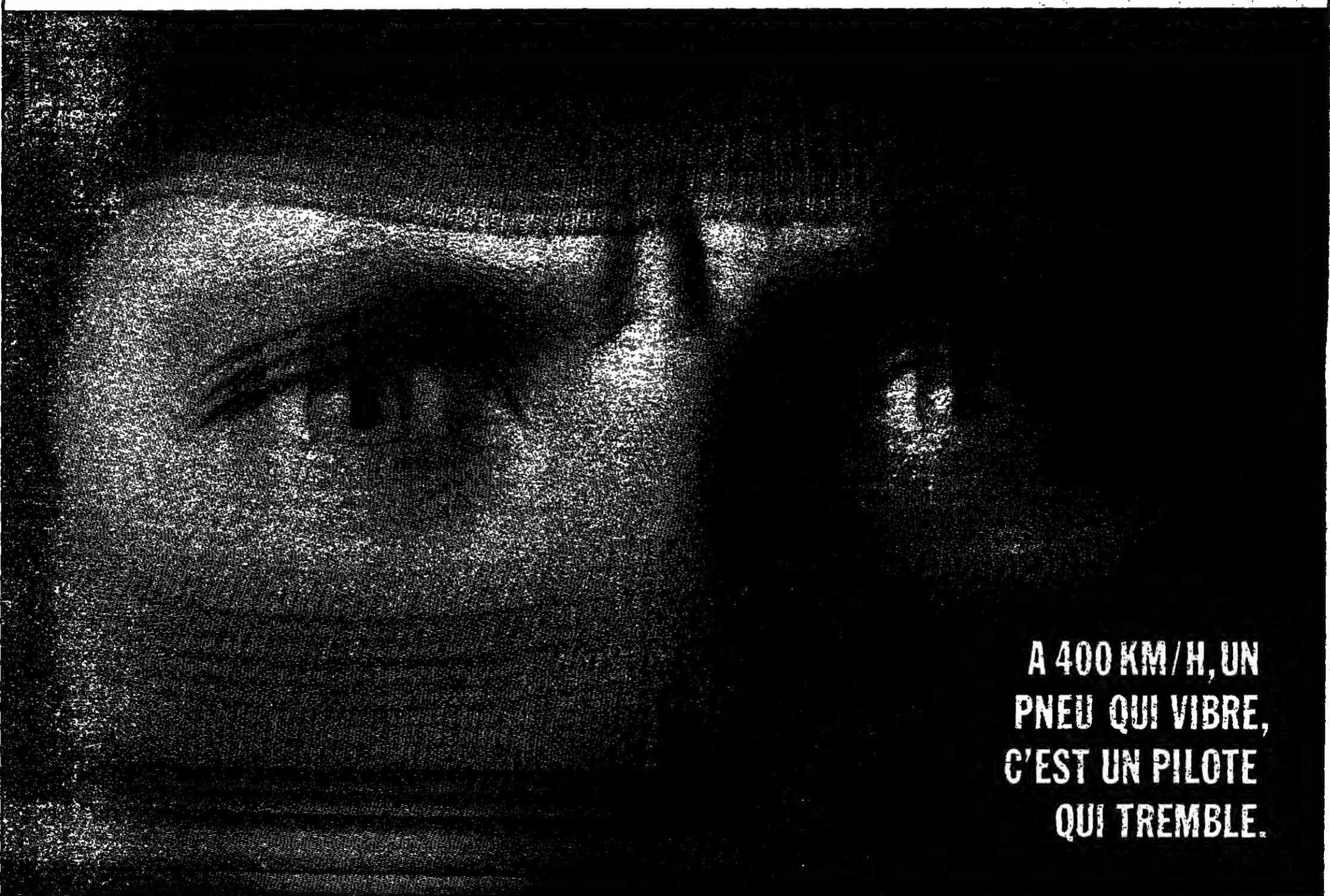
Le temps s'écoulaît interminablement. D'autant que socialistes et commu- nistes se relayaient pour limiter contre « cette remise en cause du droit de grève », et exiger des suspensions de séance afin de donner à chacun le temps de la réflexion. Mais, fort de l'appui de M. Chirac, M. de Charette l'emporta sur M. Séguin.

Député, le ministre des affaires sociales quitta à minuit le Palais-Bour- bon pour aller surveiller un débat plus serein au palais de Luxembourg.

La majorité peut voter ce qu'elle veut, mais l'opposition a les moyens d'en retarder le moment. A 0 h 40, quand fut mis au vote le sous- amendement de M. Lamassoure, M. Pierre Joxe — tiré de son lit par ses amis — demanda la vérification du quorum. Bien entendu, une demi-heure plus tard, il fallut constater que la moi- tié des députés n'étaient pas présents. Le vote devait être réglementairement renvoyé à la prochaine séance. Le scri- tin n'aura lieu que vendredi dans l'après-midi après que la séance du matin aura été, comme le veut la Constitution, réservée aux questions orales.

THÉOPHILE BERNIER.

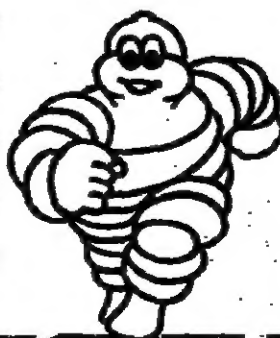
## LE DEFI MICHELIN AUX 24H DU MANS.



A 400 KM/H, UN  
PNEU QUI VIBRE,  
C'EST UN PILOTE  
QUI TREMBLE.



Pour Michelin, chaque compétition est le banc d'essai d'un défi technologique. L'objectif pour Le Mans : réduire la fatigue physique et nerveuse du pilote, faire un pneu qui endure le maximum pour que le pilote souffre le minimum. Absorption parfaite des irrégularités de la piste aux plus hautes vitesses, tenue de cap au millimètre même lorsqu'en une seconde 111 mètres sont parcourus, réponse au 1/10 de



seconde à la moindre sollicitation : pour se concentrer à tout instant sur l'essentiel, le pilote doit pouvoir se reposer en permanence sur ses pneus. C'est parce que les pneus Michelin sont, dès leur fabrication, équilibrés au demi-gramme près, et que leurs performances sont absolument régulières d'un train à l'autre, qu'au moment de doubler à 400 km/h dans les Hunaudières quand ses pneus font 57 tours à la seconde, un pilote en Michelin ne tremble pas.

**MICHELIN**



## Politique

JOURNAL D'UN AMATEUR, par Philippe Boucher

### de grève des fonctionnaires contre M. Séguin

spectacle donné dans la nuit du jeudi 11 au vendredi 12 juin, au Palais Bourbon, fut on ne peut plus révélateur. D'autant que, face à la détermination de la gauche, la droite fut incapable d'imposer sa volonté : les amendements, de dernière minute, au projet — toujours en discussion — portant diverses mesures d'ordre social qui supprimeraient la législation de 1982 n'ont pu être votés. Ils ne devaient l'être que vendredi dans l'après-midi.

#### « Elle croit qu'elle est ministre... »

Autant, le ton facilement cassant, Mme Marie-Hélène Bérard, conseillère sociale de M. Jacques Chirac à Matignon, s'est vite taillée une réputation de « dame de fer ». Les parlementaires sociaux, qui se souvenaient des talents de conciliateur révélés par ses prédécesseurs, comme M. Raymond Soubie, qui l'avait formée auprès de M. Barre, ou M. Bernard Brunhes (auprès de M. Mauroy), se sont souvent effrayés des méthodes érudites de cette jeune énarque, peu disposée au compromis.

Les mauvaises langues lui attribuent nombre de ces conflits larvés qui ont encombrent les relations sociales depuis mars 1986. Longtemps, elle n'a, par exemple, pas vu la nécessité de recevoir officiellement les organisations syndicales et patronales. Et il a fallu attendre dix mois pour que M. Chirac, enfin, accepte de jouer « la politique du perron ».

Mais c'est surtout dans les rapports avec « son » ministre, M. Philippe Séguin, que le climat s'est détérioré au fil des dossiers et des arbitrages. Mme Bérard, dit-on, « corrige » impitoyablement la copie du ministre des affaires sociales, quand elle ne

s'efforce pas de l'écrire elle-même. On a vu « sa patte » dans la suppression de l'autorisation administrative des licenciements économiques, comme dans le durcissement de l'ordonnance sur le temps de travail.

Depuis son entrée au gouvernement, M. Séguin a, pourrait-on dire, deux bêtes noires, le grand argentier, M. Edouard Balladur, et Mme Marie-Hélène Bérard, à laquelle il réserve ses phrases les plus assassines. En levant au ciel ses lourdes paupières, il vitupère « les incorporents dont Jacques Chirac a la fâcheuse habitude de s'entourer ».

L'affaire n'est pas secrète. Plus d'une fois avant la nuit dernière on a pu voir à l'Assemblée nationale M. Séguin s'entretenir « vivement » avec Mme Bérard, sur laquelle M. Chirac ne tarit pas d'éloges.

« Au fond, il n'y a pas vraiment de problème », a dit un jour M. Séguin. Elle croit qu'elle est ministre des affaires sociales et de l'emploi et moi je sais que ce n'est pas elle. Mais il est des jours où, sans l'avouer, le ministre doit douter.

A. L.

#### Le trentième irréductible

La règle du « trentième irréductible » avait été introduite par la loi du 19 octobre 1982, défendue par M. Auzan Le Pors, ministre de la fonction publique, l'un des quatre ministres communistes du gouvernement de l'Union de la gauche.

Depuis cette date, le prélèvement sur le revenu d'un gréviste, agent de la fonction publique, était fonction de la durée de l'arrêt de travail effectif. L'objectif, selon le ministre était « de rétablir le droit de grève des fonctionnaires dans sa plénitude ». Le comportement des organisations syndicales en avait été modifié pour faire valoir leurs revendications, elles avaient moins recours aux journées entières de grève, préférant appeler à des arrêts de travail temporaire avec pour conséquence la multiplication des mouvements de grève limités dans le temps et organisés par rotation dans plusieurs services.

Dans quelques cas, comme par exemple lors de la grève des centres de tri, on vit apparaître des arrêts de travail bloqués sur la dernière heure de service qui perturbaient l'envoi du courrier et avaient pour avantage de permettre une action prolongée sans que la répercussion financière soit élevée pour les personnels.

L'amendement présenté par M. Felchat (UDF), concernant les

#### La réforme des prisons est adoptée

L'Assemblée nationale a adopté définitivement, le jeudi 11 juin, le projet de loi relatif au service public pénitentiaire. La majorité et le Front national ont voté en faveur de ce texte, l'opposition de gauche contre. Le garde des sceaux, M. Albin Chalandon, voit ainsi s'achever un parcours difficile, qui l'avait conduit à abandonner l'idée de confier le gardiennage des détenus à des entreprises privées.

Ce projet de loi doit faciliter la construction de quinze mille places supplémentaires. Les entreprises, publiques ou privées, ne seront éventuellement sollicitées que pour la conception de la construction et l'aménagement des prisons. Les députés se sont ralliés à la disposition transactionnelle proposée par M. Chalandon et adoptée par les sénateurs en deuxième lecture : elle prévoit que les condamnés à moins de trois ans exécutent leur peine dans un établissement qui leur est spécialement réservé, et que les condamnés à des peines inférieures à cinq ans, et dont le reliquat de peine à purger est inférieur à trois ans, pourront être également incarcérés dans ces établissements particuliers.

LES personnages subtils, il ne faut pas vouloir l'être plus qu'eux, mais moins ; en procédant à la manière d'Edgar Poe dans le *Lettre volée* : le mystère est qu'il n'y a pas de mystère.

Pour comprendre M. Mitterrand et la décision qu'il doit prendre pour son avenir, il convient peut-être d'abord d'oublier ce qu'en dit M. Mitterrand et de rappeler ce que fut le souhait (ostensible ou caché) de ses prédécesseurs en matière de réélection, quelle que soit la République.

Sous la V<sup>e</sup>, M. Giscard d'Estaing et le général de Gaulle se sont représentés, et Georges Pompidou est mort avant que le sujet ne soit d'actualité. Sous la IV<sup>e</sup>, René Coty ne pouvait prétendre faire renouveler un septennat interrompu pour cause de général de Gaulle. Mais Vincent Auriol a bien cru qu'on allait faire appel à lui lorsque l'élection de son successeur prit l'allure d'une farce interminable.

Sous la III<sup>e</sup> République, Albert Lebrun s'est représenté, et a été réélu. Avant lui, Paul Doumer est assassiné (en 1922) après moins d'un an de fonctions. Gaston Doumergue se retire au terme des siennes... mais ne refuse pas de reprendre aux affaires comme président du conseil après les émeutes de février 1934. Deschanel ne fait que passer, victime d'un train de nuit et des émeutes de Rambouillet...

Millerand, poussé à la démission en 1924 en raison de ses options « présidentielles », ne pouvait demander à remplacer. Poincaré (modèle de M. Giscard d'Estaing, avoue celui-ci) ne s'est pas représenté en 1920, mais il sera par la suite deux fois (1922-1924 et 1926-1929) président du conseil et refusera même de l'être une troisième fois. Ce qui ne signifie pas précisément renoncer au pouvoir.

Armand Fallières abandonne toute vie politique en quittant l'Élysée en 1913, à l'âge de soixante-douze ans. Il mourra nonagénaire, tout comme son prédécesseur Loubet qui, lui aussi, s'en tiendra à un seul septennat.

Auparavant, Félix Faure meurt dans les bras d'une belle, Cassini-Perier, au après l'assassinat de Sadi Carnot, est contraint à la démission par la gauche. Cependant que Jules Grévy, au début de son second mandat, avait été accusé au retrait par le malheur d'avoir un gendre. Avant... c'était Mac-Mahon.

Bref, en dehors de Fallières et de Loubet, tous les autres ont souhaité conserver leur place... ou le pouvoir, moi oreiller qu'on ne quitte pas sans hésitation. Ces présidents ne constituent pas une preuve, mais une ambiance, celle de la tentation.

Que peut-on dire, pour M. Mitterrand, la certitude d'un départ glorieux, accompagné de l'affection générale, de l'unanimité estime pour l'homme que les sondages enregistrent mais qui ne lui dictent pas sa conduite, pour l'homme qui s'en va au plus fort de sa popularité ? Rien. Qui ne sait que les retraites triomphales sont aussi des veilles d'enterrement ?

Comme le dit un de ses collaborateurs, « voilà trois mois que le président fait comprendre à ses proches qu'il n'y a rien de plus beau qu'une campagne électorale ». Somme

toute, jusqu'alors, il n'avait pas décidé de ne pas se représenter. Désormais, il n'a pas encore décidé de se représenter.

Réserve faite de ses chances de réélection (qu'il jugera sans doute plus lucidement que ne le fit son prédécesseur), c'est l'âge qui commandera tout. Comme pour d'autres. Le reste n'est que barbe à papa pour amuser la galerie.

Ly a déjà quelques années, M. Mitterrand disait que s'il avait été élu dès 1974, il se serait représenté en 1981, mais que, du côté arriéré-là, il s'interrogeait. C'est en ce sens que son propos le plus impudent à Solutré est celui qui se réfère à « la dernière fraction de [son] âge ».

## Age

Il craint les défaillances de cette fraction-là. Il connaît et évoque parfois la débâcle intellectuelle qui peut atteindre certains grands hommes ; par exemple, Winston Churchill, dont il cite volontiers la longue fin difficile. Or il est plus facile d'en masquer les manifestations les pinceaux à la main, comme Churchill, amateur de qualité, qu'au pouvoir sous le regard du public, solitaire aujourd'hui, cruel demain. Pour 1988, ce n'est pas un choix que fera M. Mitterrand, mais un pari, qu'il appartiendra à ses neurones de savoir gagner.

QUE les socialistes ne viennent pas gémir parce que, majorité parlementaire oblige, le bureau de l'Assemblée nationale a rejeté leur demande de voir M. Charles Pasqua traduit devant la Haute Cour pour l'affaire du vrai-faux passeport de M. Châlier. Pour les socialistes, ce refus est palmé.

Imaginons l'hypothèse inverse. Elle eût été un cadeau empoisonné que les socialistes se seraient à eux-mêmes servi. Car, pour prétendument judiciaires que sont des poursuites devant la Haute Cour, elles sont avant tout politiques, pour ne pas dire partiales, puisque chacun vote selon le camp qui est le sien.

Parce qu'elles sont de nature politiques, de telles poursuites auraient été jugées à la même aune. Or si M. Nucci, lui-même bel et bien engagé dans cet engrenage, est un inconnu pour le grand public et d'avance sanctionné pour ceux qui se soucient de son histoire, M. Pasqua est loin d'être dans ce cas.

Non seulement il est, comme il est normal pour la fonction qu'il occupe, fort célèbre, mais il est aussi populaire. Nombre de raisons expliquent qu'il soit ainsi, même si un nombre égal justifie qu'on trouve cette faveur imméritée.

L'homme a du sang, il parle d'abondance, simple plutôt que subtil, à gros traits plutôt que nuancés, tripes plus que cervelle : il fait montre de ce qu'il faut de vulgarité pour que les foules le trouvent beau. Il peut aussi faire valoir les résultats de ses services dans la lutte contre le terrorisme. Quand, sur d'autres terrains, les résultats font défaut, il sait faire croire qu'ils sont pour demain.

Dès lors que M. Pasqua est populaire, ses assaillants auraient nécessairement été mal reçus, et avec eux tous ceux de leur famille, président de la République inclus. L'idée générale eût été qu'on cherchait noise à un homme qui faisait bien son travail. Les socialistes se seraient retrouvés dans la situation de l'arroseur arrosé, n'ayant pour seule issue, après, que de s'en prendre à eux-mêmes des coups qu'ils auraient reçus.

D'autant que le combat — au demeurant plus que fondé — qu'ils entendaient mener ne pouvait convenir à l'enceinte qu'ils avaient choisie, dans les termes que la Constitution et la loi leur assignaient.

Que le PS monte à l'assaut de M. Pasqua lors de séances d'actualité le mercredi à l'Assemblée nationale, fort bien. La polémique y a sa place sur des sujets dont l'enjeu et les règles du jeu sont immédiatement perceptibles. Mais s'il s'agit d'organiser une leçon de morale publique s'appuyant sur des gloses, le « message », comme l'on dit, n'a pas la moindre chance de « passer », comme encore l'on dit, au travers du labyrinthe (vocabulaire égyptien avant d'être grec) parlementaire. L'opinion s'en lasserait avant d'être édiflée, sous réserve qu'elle le souhaite.

TOUT autre eût été la situation si la justice n'avait pas obligamment donné son blanc-seing au ministre de l'intérieur pour couvrir du label « secret-défense », au gré de son humeur et des opportunités du moment, la recette de la tarte aux pruneaux, le fonctionnement des casinos, le concours de Miss France et la fabrication des passeports.

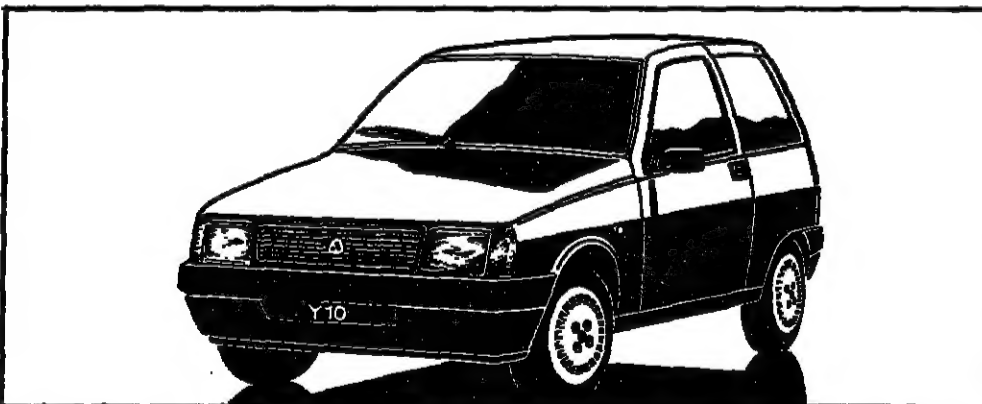
Il est vrai que la justice ne peut pas se mêler de tout, avoir une opinion sur tout et contrôler au jour le jour les bonnes et les mauvaises actions d'un ministre, fût-il de l'intérieur, fût-il M. Pasqua.

Mais quand même ! A quelle pantalonnade la justice ne prête-t-elle pas son concours ! Tout le monde sait que M. Châlier, accusé et témoin à la fois de ce Carrefour du développement, a été en possession d'un vrai-faux passeport, tout le monde sait que celui-ci a été fabriqué par la DST, tout le monde sait qu'un haut fonctionnaire de police a été l'intermédiaire empressé de ces opérations ; personne ne voudrait croire que pareille embrouille aurait pu se faire à l'insu de M. Pasqua — un homme si sourcilieux, — mais personne ne doit en piper mot. C'est secret. C'est défense. C'est vertueux. Il y a plus grave qu'une justice dont on doute, c'est une justice dont on rit.

Pour sacrifier à la manie des références historiques, disons que l'arrêt « secret-défense » est le digne fils de l'arrêt Zola à propos de l'affaire Dreyfus. Une fois encore, la justice a dit : « La question ne sera pas posée. » In memoriam.

Du 1<sup>er</sup> au 30 Juin 87

# 5000 F DE REPRISE MINIMUM



5000 F minimum de reprise de votre vieille voiture quels que soient son âge et son état, (carte grise au nom de l'acheteur) pour l'achat d'une Autobianchi Y10 neuve.

C'est le moment de vous offrir la petite automobile qui a tout pour plaire avec

sa ligne futuriste, son étonnant CX de 0,31, son exceptionnelle habitabilité et son révolutionnaire moteur Fire 1000 qui lui procure souplesse et brio. 5 modèles au choix, 4 et 5 CV.



## POUR L'AUTOBIANCHI Y10

75 PARIS 9, 7, rue Bleue, 45.23.10.10. 75 PARIS 11, 160, rue de la Roquette, 43.79.86.16. 75 PARIS 13, 213, bd Vincent-Auriol, 45.84.15.39. 75 PARIS 14, 70, av. Jean-Moulin, 45.39.57.33. 75 PARIS 15, 44, rue Gutenberg, 45.50.19.21. 75 PARIS 16, 13, bd Edouard, 45.24.50.30. 75 PARIS 17, 3-5, bd Pénine, 46.22.14.40. 75 PARIS 19, 93, rue Petit, 46.07.37.88. 77 AVON, 2, av. F-Roosevelt, 64.22.38.71. 77 MARLEU-LES-MEAUX, Route de Melun, 64.24.10.25. 77 OZON-LA-FERRIÈRE, 105, av. du Col-de-Gaule, 40.28.20.41. 77 DAMMARE-LES-LYS, Quai Voltaire, 64.39.04.18. 78 ORGIVAL, R.N. 13, 39.75.95.84. 78 SAINT-GERMAIN-EN-LAYE, 1, place Guynemer, 34.51.86.55. 78 VERSAILLES, 18-22, rue de Condé, 30.71.14.04. 91 ATHES-MONS, 138, route de Fontainebleau, 60.48.39.65. 91 DOURDAN, R.N. 836, 64.59.66.65. 91 MASSY, 38, rue Gabriel-Péri, 69.20.08.03. 91 SAINCY-SUR-ORGE, 91, rue Aristide-Briond, 69.96.13.18. 91 VIGNEUX, 215, 221, av. H-Barbusse, 69.03.33.14. 91 VRY-CHATELON, 155, Route Nationale 7, 69.05.35.71. 92 ANTONY, 35, av. Aristide-Briond, 46.66.05.89. 92 BOULOGNE, 38, rue Dantier-Rochereau, 46.04.91.19. 92 BOULOGNE, 15, rue de l'Eglise, 46.05.09.69. 92 CLAMART, 66-68, rue Henri-Barbusse, 46.45.55.00. 92 LEVALLOIS-PERRET, 120, rue Aristide-Briond, 47.37.16.94. 92 LEVALLOIS-PERRET, 80, 82, quai Michelet, 47.30.50.00. 92 NANTERRE, 36, 38, rue Raymond-Poincaré, 47.24.12.13. 92 NEUILLY-SUR-SEINE, 65/67, av. du Roule, 47.45.33.11. 93 AULNAY-SOUS-BOIS, 2-4, rue de Bruehl, 48.66.13.31. 93 LE BOURGEOIS, 77-79, av. Ulysse-Lacroix, 48.37.91.30. 93 LA COURNEUVE, 116, av. Jean-Jaurès, 48.36.41.82. 93 NEUILLY-PLAISANCE, 33, bd Gollini, R.N. 34, 43.08.95.73. 93 SAINT-DENIS, 15, rue Gabriel-Péri, 42.43.44.18. 93 VILLEMONAIE, 107 bis, Grande-Rue, 48.55.18.42. 94 CHAMPIGNY/MARNE, 248, bd de Stalingrad, 47.06.07.70. 94 IVRY-SUR-SEINE, 5, rue J.-J. Rousseau, 46.72.70.30. 94 NOGENT-SUR-MARNE, 150, bd de Strasbourg, 48.75.49.38. 94 SAINT-MAUR, 7 bis, av. Foch, 48.83.06.83. 94 VILLEJUIF, 6, bd Madame-Gaule, 47.26.17.06. 94 VINCENNES, 2, av. Paul-Déroulède, 43.28.16.33. 95 ENGHEN-LES-BAINS, 14, rue Jules-Ferry, 39.64.70.32. 95 ERMONT, 18, rue de la République, 34.15.97.85. 95 ST-OUEN-LAUNOIS, 29, rue de Paris, 30.87.20.78. 60 BEAUVAIS, 13 et 15, rue de Calais, 44.48.29.35. 60 CHANTILLY, 29, av. du Mal-Joffe, 44.57.13.83. 60 COMPIEGNE, 10, rue de Saint-Lazare, 44.40.10.10. 60 CREIL, 132, rue Beaudry, 44.24.23.72.



## Politique

L'élection présidentielle de 1988

## La conférence nationale du PCF devrait approuver la candidature de M. André Lajoinie comme candidat à l'élection présidentielle

La conférence nationale du Parti communiste devait s'ouvrir le vendredi 12 juin à Nanterre (Hauts-de-Seine) et durer deux jours. Cette instance délibérative regroupe, selon l'article 44 des statuts du PCF de 1979, les membres du comité central, les délégués élus par les comités fédéraux et d'éventuels invités avec voix consultative. M. Georges Marchais, le secrétaire général, devait lire le rapport introductif qui reprend les grandes lignes du long document qu'il a présenté aux membres du comité central le 13 mai (le Monde du 20 mai).

Ce document donnait le canevas du « programme du Parti » — le précédent, intitulé « Changer de cap », remonte à 1971 — qui devrait être adopté au prochain congrès (décembre 1987) et proposait la candidature de M. André Lajoinie, le président du groupe communiste à l'Assemblée nationale, à l'élection présidentielle.

Cette proposition de M. Marchais, unanimement acceptée par le bureau politique, a été

adoptée par le comité central à l'unanimité moins deux refus de vote (MM. Félix Damette et Claude Liabres) baptisés « abstentions » par le secrétaire général. M. Pierre Juquin, chef de file des « rénovateurs », ne participait pas à cette session du comité central.

Au cours de la réunion hebdomadaire du bureau politique, jeudi, il a été indiqué aux participants que des réunions pour discuter de la candidature Lajoinie s'étaient tenues dans « 75 % des cellules ». Ce taux est mis en doute par certains contestataires. Au cours d'une réunion du groupe de travail chargé d'élaborer le pré-rapport du congrès, M. Jean-Claude Gaysot, secrétaire à l'organisation et président du groupe restreint, a indiqué : « Il faut s'en tenir au rapport de Georges Marchais, pas plus ». Trois sous-groupes ont été constitués : l'un concernant « la crise » dirigé par M. Philippe Herzog ; l'autre sur le « programme » présidé par M. Gaysot, et le dernier intitulé « une autre démarche politique » animé par M. Pierre Blotin.

Un sondage SOFRES pour « le Monde »

## Les sympathisants communistes sont en majorité sensibles aux thèses des rénovateurs

« Il s'agit d'une poignée de gens... » Les rénovateurs, ça n'existe plus ! Ces deux jugements, émis par des membres de la direction du PCF pour qualifier l'échec enregistré, selon eux, par les contestataires dans l'appareil du parti, ne trouvent pas de confirmation dans l'électorat communiste.

Selon le sondage réalisé par la SOFRES pour le Monde, la défection interne des rénovateurs cache un succès externe : ils ont l'accord de 55 % des électeurs communistes dans leur contestation de l'équipe de M. Georges Marchais. Une direction qui s'est déjà « trompée pendant vingt-cinq ans » peut-elle rester longtemps encore en place contre son propre électorat ? Depuis 1981, les différents échecs électoraux du parti ont apporté une réponse positive.

Pourtant, ce rapport de « faiblesse » inquiète d'autant plus les dirigeants communistes que, parmi les personnes interrogées ayant l'intention de voter pour M. André Lajoinie lors du scrutin présidentiel de 1988, 54 % se déclarent en accord avec les amis de M. Pierre Juquin.

S'il provoque l'inquiétude des uns, ce sondage incitera les autres à la prudence. Avec 2 % des intentions de vote pour son entrée dans une telle enquête, M. Juquin fait mieux que l'extrême gauche (1,5 %), mais la moitié du résultat dont est crédité M. Lajoinie (4 %). Pour symbolique qu'il soit, ce cas de figure apparaît, dans l'état actuel des choses, comme un combat marginal au regard des véritables enjeux d'une élection présidentielle.

Que pensez-vous du courant rénovateur qui conteste l'action de la direction au sein du Parti communiste ? Êtes-vous tout à fait d'accord avec ses idées, plutôt d'accord, plutôt pas d'accord ou pas d'accord du tout ?

	Ensemble des Français	Sur 100 électeurs du Parti communiste le 16 mars 1986
Tout à fait d'accord	11	25
Plutôt d'accord	24	33
Plutôt pas d'accord	7	23
Pas d'accord du tout	16	16
Sans opinion	42	22
	100 %	100 %

A l'élection présidentielle de 1988, il y aura un candidat désigné par le Parti communiste, probablement André Lajoinie. Vous-même, seriez-vous favorable ou opposé à ce que Pierre Juquin soit également candidat à l'élection présidentielle au nom des rénovateurs ?

	Ensemble des Français	Sur 100 électeurs du Parti communiste le 16 mars 1986
Favorable	36	40
Opposé	19	44
Sans opinion	45	16
	100 %	100 %

Intention de vote au premier tour de l'élection présidentielle dans l'hypothèse d'une candidature Juquin (sur 100 suffrages exprimés)

André LAJOINIE (soutenu par le Parti communiste)	4
Pierre JUQUIN	2
Ariette LAGUILLER	1,5
François MITTERRAND	39
Raymond BARRE	24
Jacques CHIRAC	19,5
Jean-Marie LE PEN	10
	100 %

(N'ont pas exprimé d'intention de vote : 11 %)

En dehors de l'épineuse question des « électeurs rénovateurs », ce sondage fait surgir une volonté unitaire, qui va jusqu'à la participation gouvernementale en cas de victoire du candidat socialiste l'an prochain.

Si la direction du PCF prenait la décision d'appeler à l'abstention au second tour, elle serait suivie par un quart de son électorat : 61 % des électeurs communistes du premier tour voteraient pour M. François Mitterrand. Et 66 % d'entre eux souhaitent une participation au gouvernement contre un petit quart — noyau irréductible, présent tout au long du sondage — qui refuserait de refaire l'expérience de 1981. Cette dernière solution, à l'heure actuelle, semble avoir pourtant les faveurs de la direction.

Les dirigeants du Parti communiste auront au moins une consolation : ils ont raison de présenter un candidat à l'élection présidentielle. Alors que la conférence nationale, précédemment, pour but d'entériner la candidature de M. Lajoinie, 72 % des électeurs communistes estiment que le PCF a raison de présenter un candidat, décision de principe, prise au vingt et unième congrès de 1974, officialisée au suivant, en 1976, et mise à exécution en 1981. Ce raz de marée positif montre que l'électorat communiste admet cette démarche et considère logique de se différencier du Parti socialiste.

Dans un sondage globalement négatif pour la direction, cette seule consolation est bien maigre.

OLIVIER BIFFAUD.

Si le second tour de l'élection présidentielle oppose François Mitterrand et Raymond Barre et que la Parti communiste appelle à ne pas choisir entre les deux, quelle sera votre attitude ?

	Ensemble des Français	Sur 100 électeurs du Parti communiste le 16 mars 1986
Je voterai François Mitterrand	61	61
Je voterai Raymond Barre	3	3
Je refuserai de choisir entre les deux candidats (abstention, vote blanc ou nul)	26	26
Sans réponse	10	10
	100 %	100 %

Si le candidat socialiste est élu à l'élection présidentielle de 1988 et propose la participation de quelques ministres communistes au gouvernement, pensez-vous que le Parti communiste devrait :

	Ensemble des Français	Sur 100 électeurs du Parti communiste le 16 mars 1986
Accepter pour contribuer à la mise en œuvre d'une politique de gauche	37	66
Où devrait refuser, car il n'aurait rien à y gagner	35	22
Sans opinion	28	12
	100 %	100 %

La fiche technique de la SOFRES.

- Sondage effectué pour : Le Monde.
- Date de la réalisation : du 4 au 26 mai 1987. En trois vagues du 4 au 7 mai, du 9 au 13 mai et du 21 au 26 mai.
- Échantillon national de trois mille personnes représentatif de l'ensemble de la population française âgée de dix-huit ans et plus, interrogées en trois vagues d'enquêtes réalisées chacune auprès d'un échantillon national de mille personnes.
- Méthode des quotas (sexe, âge, profession du chef de ménage PCS) et stratification par région et catégorie d'agglomération.

La mobilisation contre l'extrême droite à Marseille

## « Le Pen raciste, on n'en veut pas »

MARSEILLE  
de notre correspondant régional

A l'appel du Parti communiste et d'une trentaine d'organisations, dont la CGT, plusieurs milliers de personnes ont participé, le jeudi 11 juin, à Marseille à la première des deux manifestations anti-Le Pen précédant la venue dans cette ville, dimanche, du président du Front national. Sous l'égide du collectif Marseille Fraternité regroupant les autres partis de gauche et plus d'une centaine d'organisations, la seconde de ces manifestations, « de caractère national », aura lieu samedi. La désunion de la gauche contre l'extrême droite a créé un malaise dans les rangs de plusieurs associations et syndicats — notamment d'enseignants — dont plusieurs ont invité leurs adhérents à répondre aux deux initiatives concurrentes.

En dépit — ou à cause — de la qualité des manifestations anti-Le Pen, le PC a beaucoup mieux mobilisé ses troupes — quatre mille personnes selon la police, vingt mille selon les organisateurs — que lors de précédents rassemblements sur le

même thème à Marseille. La plus grande sobriété a marqué le défilé des manifestants sur la Canebière. Deux banderoles seulement avaient été déployées en tête du cortège, la première appelant à lutter « contre la haine, l'intolérance et le racisme » et « pour la justice, la liberté, la paix », la seconde portant le nom des organisations participantes. Slogans les plus fréquemment repris : « Le Pen raciste, on n'en veut pas ! » et « Le racisme est un crime, pas une opinion ! », entrecoupés de quelques « Le racisme à la mer ».

Autre « cas de conscience », celui de la FEN, dirigée au plan national par la tendance Unité, indépendance et démocratie (proche du PS) et au plan départemental par celle d'Unité et action (proche du PC), qui avait finalement décidé elle aussi de « doubler ». Comme il l'avait annoncé, enfin, M. Philippe Sanmarco, député PS des Bouches-du-Rhône, accompagné de

M<sup>me</sup> Edmonde Charles-Roux-Defferre et de plusieurs de ses amis du courant Socialisme et République, était venu saluer les organisateurs de la manifestation pour avoir celle-ci ne commence « afin de démontrer qu'il ne se résignait pas à la division de la gauche ».

G. P.

« Menaces de mort contre M. Le Pen. — Depuis plusieurs jours, M. Jean-Marie Le Pen est l'objet de menaces de mort. Le président du Front national a eu, le mardi 8 juin, un contact direct et personnel avec M. Robert Pandraud, ministre délégué auprès du ministre de l'Intérieur, chargé de la sécurité. Celui-ci a confirmé à M. Le Pen qu'il faisait effectivement l'objet d'un « contrat sur sa tête ». Selon le ministre de l'Intérieur, ces menaces seraient d'origine islamiste et venaient, outre M. Le Pen, MM. Charles Pasqua et Robert Pandraud ainsi que le garde des sceaux, M. Alain Chénedon.

## Nouvelles demandes socialistes de saisie de la Haute Cour de justice

Comme prévu, les députés socialistes ont déposé, le vendredi 12 juin, deux demandes de mise en accusation devant la Haute Cour de justice. Les deux ont le même exposé des motifs, qui est, au mot près, identique à celui de leur proposition de résolution qu'a rejetée le bureau de l'Assemblée mercredi.

La première vise M. Charles Pasqua, mais, comme souligné par la droite, elle reprend dans ses articles le détail des accusations portées contre le ministre de l'Intérieur ; elle évoque, entre autres, l'impossibilité pour la justice ordinaire de lever le « secret-défense » et fait remarquer que le bureau de l'Assemblée est tenu de s'appréhender que la force de la proposition de résolution qui lui est soumise ; ni le fond, ni l'opportunité, ni la matérialité des faits reprochés au ministre accusé ne sont de son ressort.

La seconde demande vise M. Robert Pandraud, ministre délégué à la sécurité. Elle reprend les mêmes arguments que ceux développés contre M. Pasqua, sauf le « secret-défense », mais s'appuie en plus sur la déclaration de M. Pandraud à des journalistes du Monde reconnaissant qu'il était « au courant » de l'action de la DST dans l'affaire Chénedon.

La date de réunion du bureau n'a pas encore été fixée. En revanche, la commission chargée d'étudier la proposition de résolution visant M. Christian Nègre s'est réunie jeudi. Elle a élu à sa présidence M. Jean-François Deniau, député UDF du Cher. Mais pour respecter scrupuleusement le règlement, son rapporteur n'a pas été désigné. Il le sera lors de la prochaine réunion, mardi.

M. JACQUES DELORS  
invité du «Grand Jury  
RTL-le Monde»

M. Jacques Delors, président de la commission des Communautés européennes, sera l'invité de l'émission hebdomadaire « Le grand Jury RTL-le Monde », le dimanche 14 juin, de 19 h 15 à 19 h 30.

L'ancien ministre de l'Économie et des Finances de gouvernement Mauroy répondra aux questions d'André Passeron et Bruno Desbordes de Monde, Paul-Jacques Trauffen et Jacques Bessas de RTL. Le débat sera dirigé par Olivier Manceaux.

**AUDACE**  
Annuaire à l'Usage  
Des Auteurs  
Cherchant un Éditeur  
360 éditeurs de littérature !  
Saturé par l'ensemble de la presse  
comme la meilleure contribution  
à l'information des écrivains  
CALCREIM BP17 94400 VITRY

**La Macroéconomie**  
Robert J. Bano  
Professeur à  
l'Université de Chicago  
Une excellente  
introduction  
à l'analyse économique  
moderne, qui intéressera  
aussi bien  
les étudiants que  
l'ensemble de la  
profession  
économique.  
245 F  
**ARMAND COLIN**

**Le marxisme et la gauche française** Tony Judt  
"Un ouvrage érudit et décapant qui montre comment la culture politique de l'Hexagone a abusé du marxisme avant de le digérer".  
François Furet - Le Nouvel Observateur  
"Je trouve particulièrement remarquable l'analyse incisive du marxisme français d'après-guerre".  
Pierre Dax  
Le Quotidien de Paris  
Collection "La force des idées" Hachette

**UNIVERSITÉ PARIS-DAUPHINE**  
10 DEA - 21 DESS - 1 DESUP  
Des 3<sup>e</sup> cycles recherchés dans les grands domaines des organisations publiques et privées.  
Des cours privés par des universitaires et des praticiens renommés.  
**Gestion, Economie, Informatique, Droit, Sciences sociales et politiques**  
**PRÉINSCRIPTION, OBLIGATOIRE**  
en cours jusqu'au 19 juin  
Place Maréchal-de-Lettre-de-Tassigny, 75016 PARIS. Tel. 45-05-14-10, poste 4003  
Bureau D407 - 4<sup>e</sup> étage, du lundi au vendredi de 10 heures à 16 heures.



NOUS AVONS DES MODELES POUR PAPAS, CHERS PAPAS,  
ET TRES CHERS PAPAS.



CHIVAS REGAL

CHIVAS REGAL - NE EN 1801 - 12 ANS D'AGE - 43% VOL. - IMPORTE D'ECOSSE PAR MUMM CORIMA.  
SACHEZ APPRECIER ET CONSOMMER AVEC MODERATION.



# Société

Le procès de Klaus Barbie

## M. Chaban-Delmas : « Nous savons bien, hélas ! que la bête immonde n'est pas morte »

LYON  
de notre envoyé spécial

Toujours les témoins d'intérêt général. Avec ceux qui déposaient jeudi 11 juin, il s'agissait d'exposer à la cour d'assises du Rhône ce que fut la Résistance de la France occupée, de montrer la légitimité de son action contre cette « politique d'hégémonie idéologique d'un Etat », constitutive, selon l'arrêt de la cour de cassation du 20 décembre 1985, du crime contre l'humanité.

Ce fut l'occasion de témoignages divers qui eurent, toutefois, en commun le souci de rendre hommage à la jeunesse des années 1940-1944 engagée dans le combat. Mais, si Klaus Barbie n'était évidemment pas perdu de vue, puisque c'est son procès qui donne l'occasion de broder de tels parousies, il faut bien constater que l'audience a, tout de même, perdu en intensité et en émotion par rapport aux semaines précédentes.

A cette vingt et unième journée, M. Jacques Chaban-Delmas apparaissait en vedette. Président de l'Assemblée nationale, il mit une coquetterie certaine à ne pas faire état de cette qualité, se présentant seulement comme « fonctionnaire à

### Une lettre de M. Kriegel-Vafrimont

« J'ai témoigné au procès de Lyon, étant le seul membre encore en vie du COMAC, le commandement des Forces françaises de l'intérieur. Seulement, après mon audition, j'ai pris connaissance de déclarations tendant à exonérer pour une part considérable Klaus Barbie de certains crimes, et particulièrement de nombreux crimes contre les résistants. C'est un moyen de défense qui, qu'on le veuille ou non, va à l'encontre des conclusions du tribunal international de Nuremberg qui a confirmées récemment la Cour de cassation.

« Ces décisions ont retenu l'action constante du nazisme comme des crimes contre l'humanité.

« Aller à l'encontre de ce jugement est une manière de nier les aspects essentiels du nazisme et d'écarter de très nombreuses victimes du droit à la justice. »

MAURICE KRIEGL-VAFRIMONT  
ancien député PC.

Protecteur de Paul Touvier

### Mgr Charles Duquaire est mort

Mgr Charles Duquaire, qui fut le protecteur de Paul Touvier, l'un des responsables de la milice lyonnaise pendant l'Occupation, est décédé le 9 juin, à l'âge de quatre-vingts ans, dans une maison de retraite de Vernaison, près de Lyon. Ses funérailles devaient être célébrées vendredi 12 juin, en la primatiale Saint-Jean à Lyon, sous la présidence du cardinal Decourtray.

Né dans une famille de la bourgeoisie lyonnaise — son père fut bâtonnier du barreau de Lyon — Charles Duquaire est ordonné prêtre en 1933 après des études de droit canonique. Vicaire de la paroisse Saint-Irénée, à Lyon, entre 1938 et 1945, il siège au même temps au tribunal ecclésiastique.

### Une grâce présidentielle très contestée

Proche collaborateur du cardinal Gerlier, primat des Gaules qui s'était exilé en chaire le 18 novembre 1940 : « Pétain, c'est la France ! et la France, c'est Pétain ! », Mgr Duquaire devient son secrétaire particulier en 1950. Il le restera jusqu'en 1965 puis conservera les mêmes fonctions auprès de son successeur, le cardinal Villot. Ce dernier est nommé secrétaire d'Etat en 1967 et Mgr Duquaire le suit à Rome. Il reste au Vatican jusqu'en 1979, date de son retour à Lyon, où il prendra sa retraite en 1985.

Le nom de Mgr Duquaire a surtout été évoqué à l'occasion de l'affaire Touvier. Ancien chef des services de renseignement de la milice à Lyon, entre 1943 et 1944, Paul Touvier avait été condamné à

la retraite, détaché de l'inspection des finances au Parlement depuis 1946. C'est qu'aujourd'hui ce n'était pas l'homme politique actuel qui déposait, c'était le résistant qui parlait, soucieux de se montrer didactique.

« La Résistance, comme vous le savez, commença-t-il, est apparue dès le lendemain de la défaite de 1940, et l'appel du 18 juin du général de Gaulle n'y a pas été étranger. Nous ne fûmes d'abord qu'un poignée puis ce fut un développement incessant, différent, en zone dite libre, de celui de la zone occupée. Face à ces groupes qui se constituaient, il y avait l'ennemi, l'occupant, qui, lui aussi, a mis du temps à s'organiser, les plus cruels étant les SS. Il y avait aussi des Français collaborateurs qui ont fait plus que leur part de la malice. »

### Expulser l'occupant

A grands traits, M. Chaban-Delmas devait alors rappeler les principales étapes : l'action de Jean Moulin, qui, à partir de 1943, réalisa l'unité des différents mouvements issus des partis politiques au sein du Conseil national de la Résistance, le CNR, « dont il fut, hélas ! le président éphémère, auquel succéda Georges Bidault ». Il évoqua les deux objectifs du CNR : action civile et action militaire. Il parla de son programme politique, « appliqué partiellement à la Libération et qu'il est toujours utile de consulter ». Il donna les grandes lignes de l'action militaire avec la constitution d'un état-major national des Forces françaises de l'intérieur, dont le chef, nommé par le général de Gaulle, fut le général Kœnig. Lui-même, délégué militaire national en France, eut à discuter avec le comité d'action militaire du CNR « pour peaufiner l'organisation matérielle à mettre en place en vue du débarquement allié ».

« L'aide que nous avons pu apporter aux alliés à partir du 6 juin a été considérable. Le général Eisenhower l'a évaluée lui-même à l'équivalent, au début, de huit divisions, de seize à la fin. Quand on sait que, pendant des semaines, les troupes débarquées se sont trouvées

bloquées devant Avranches, on peut se demander ce qu'il serait advenu sans ce concours, à l'arrière du pays, de la Résistance. »

Bien sûr, pour le président de l'Assemblée nationale, il ne s'agit

Pour le président de l'Assemblée nationale, « les jeunes gens d'aujourd'hui doivent savoir que les Français se sont, au total, conduits honorablement ».

pas de présenter une France tout acquise à la Résistance mythique et irréprochable.

« C'est vrai, dit-il. Nous n'avons jamais été plus de quelques centaines de milliers. C'était déjà considérable, car on n'aurait pas pu facilement dans la Résistance. En fait, il y avait l'ennemi et ses auxiliaires, comme je vous l'ai dit, et quelques dizaines de milliers de Français. Nous savions fort bien les risques encourus, car, rapidement, nous avons appris ce qui se passait dans les prisons. Pourtant, nous ne savions pas grand-chose, c'est vrai, de la déportation. Son abominable nous a été révélée qu'en 1945, à l'hôtel Lutetia à Paris, où arrivaient les premiers rescapés.

« C'est que, dans les premières années, notre action était commandée par l'expulsion de l'occupant. C'est progressivement, en apprenant ce qui se passait, que nous avons pris conscience d'un phénomène qui nous avait échappé et qui était le nazisme, c'est-à-dire la malsédiction, l'abomination, je le répète. »

Voici maintenant la réponse donnée par le témoin à « certains qui, notamment à l'étranger, ont voulu, à l'occasion de ce procès, faire celui de la France durant l'Occupation ». Car M. Chaban-Delmas a, de cette époque, son analyse. « Dans leur grande masse, explique-t-il, les Français ont d'abord pensé que le maréchal de France qui se trouvait à Vichy les protégeait. Mais le phénomène de Gaulle et le phénomène Résistance sont apparus et insensiblement se sont combinés avec le phénomène Vichy pour finalement le dominer, le submerger. Ces Français, qui avaient à survivre, car la vie était difficile et rude, l'ont fait dans un sentiment de plus en plus vif contre l'occupant, et cela est essentiel. Car si nous sommes devant vous aujourd'hui, c'est que, parmi nous, il n'en est pas un qui ne doive son salut à l'aide d'un inconnu. Il a pu arriver que des

portés ne s'occupaient pas, mais ce fut vraiment l'exception. »

Unité donc, et fraternité dans l'unité : « Nous avions tous, alors, entre vingt et trente ans. Les autres, nos aînés, avaient combattu pendant

la Première Guerre mondiale sous les ordres du vainqueur de Verdun. Nous leur apparaissions donc choquants, condamnables ou pour le moins surprenants. Mais entre nous se sont tissés, du même coup, des liens tels que rien ne peut les détruire. On a parlé de trahison. Oui, la trahison a existé, mais ce fut celle de collaborateurs ou agents de l'occupant infiltrés dans nos rangs. On a parlé aussi de ceux qui cédaient sous la torture. Qui serait assez inconscient de lever la main et de demander : « Qui est capable de ne pas céder sous la torture ? Pas moi en tout cas. Alors, de grâce, que cesse ce genre de discours. »

### An comble à comble

Et puis, pour M. Chaban-Delmas, si des contradictions, des différences, ont pu apparaître entre les mouvements, ce ne fut jamais sur l'objectif à atteindre mais seulement sur les méthodes pour l'atteindre.

« C'est vrai, dit-il, que l'on peut distinguer entre les mouvements d'obédience communiste, comme les FTP, qui se sont battus si fort, et les autres. Ce ne furent, en réalité, que des différences d'approche. Les uns privilégiaient l'action de masse, les autres préconisaient des opérations plus organisées. Mais tous s'étaient finalement terminés au coude à coude, comme l'a montré la libération de Paris. »

Procès utile que ce procès Barbie ? Assurément, M. Chaban-Delmas le tient pour tel.

« Lorsque j'apprends que des élèves de lycée assistent à votre audience, je ne peux que m'en réjouir. Ils auront à méditer de manière à être très attentifs, très vigilants, très lucides, et à réagir, comme il conviendra, au moindre signe, car nous savons bien, hélas ! que la bête immonde n'est pas morte. Mais les jeunes gens d'aujourd'hui doivent savoir que les

Français ne sont au total conduits honorablement et qu'ils n'ont pas à rougir de leurs aînés. »

Tel fut le propos spontané. Il faut y ajouter la réponse à une question de M. Henri Nogues, qui était allusive mais significative. L'avocat de la Ligue des droits de l'homme pensait, en la posant, à la thèse répandue par M. Vergès depuis qu'il est l'avocat de Klaus Barbie sur les raisons de la mort de Jean Moulin : un suicide par désespoir de se dédouaner par lui-même.

« A votre connaissance, demanda l'avocat à M. Jacques Chaban-Delmas, est-il un seul de nos camarades parmi ceux qui se sont donné la mort aux mains de l'ennemi qui l'ait fait parce qu'il aurait été trahi ou, au contraire, simplement pour être sûr de ne pas céder à la torture ? »

« Je ne peux répondre que pour moi. Je sais seulement que la cause que nous défendions commandait effectivement de ne pas parler et que c'est pour cela que certains avaient sur eux des pilules de cyanure et en ont usé. »

M. Vergès a enregistré sans réagir.

Les autres témoins du jour n'avaient point la renommée du premier. Du moins ont-ils pu dire, comme M. Pierre-Yves Lesage, arrêté le 12 juillet 1942 par la Milice et détenu à Lyon dans les locaux de la rue Saint-Hippolyte, que Klaus Barbie venait à lui-même choisir les orages pour ce qu'on appelait des « corvées de bois », en réalité la fusillade.

### André le baroudeur

De leur côté, MM. Camille Labrousse et René Ronsard, victimes des arrestations de mai 1944 qui démantelèrent l'état-major des FTP de la zone sud, ont dit quelles furent leurs conditions de détention aux mains de Klaus Barbie.

« Toute la nuit, j'ai entendu des hurlements, a raconté M. Labrousse, quand je suis arrivé, j'ai vu mon camarade Chambonnet complètement ensanglanté et que nous avons vu sur le point de mourir. »

Déporté à Neuenengamme, M. Labrousse fut de ceux qui, du 18 avril au 3 mai 1945, se retrouvaient embarqués par les SS sur des cargos battant pavillon de la Kriegsmarine, et que l'aviation britannique coula dans la baie de Lübeck. C'est sur l'un de ces bateaux qu'a péri le fils de M. Labrousse, arrêté

comme sa mère et son père par Barbie, qui les fit tous déporter. M. Vergès fut-il alors bien inspiré en voulant tirer argument du fait que ces déportés se trouvaient aux mains de la Kriegsmarine et non des SS et qu'on les avait placés sur le pont des navires précisément pour que les avions anglais voient bien qu'ils étaient et ne lâchaient pas leurs bombes sur eux ?

La journée s'achève avec l'audition de MM. Henri Bailly et André Jarrot. Le premier, chargé de mission au cabinet du secrétaire d'Etat aux anciens combattants et secrétaire général de l'Association des combattants volontaires de la Résistance, a lui aussi évoqué l'image des jeunes gens qui adhèrent à la Résistance pour « rappeler, sans grands mots, les sacrifices qu'ils consentirent ». Arrêté à Lyon, M. Bailly devait s'échapper du train qui l'emmenait en Allemagne, mais il fut repris à Paris. A Dachau, où il se retrouva, c'est encore le comportement de ses plus jeunes camarades qui lui resta en mémoire, et c'est avec émotion qu'il a parlé de ceux qu'il vit refuser un morceau de pain que de plus âgés leur proposaient par pitié, pour ne pas passer favoris.

Quant à M. André Jarrot, bon pied bon œil à soixante-dix ans, sénateur de Seine-et-Marne, maire honoraire de Montceau-les-Mines, une des dix-sept villes médailles de la Résistance, sa venue à la barre fut une occasion, pour lui, de rappeler le baroudeur qu'il fut. Parachuté six fois en France, instructeur de sabotage, il a lui aussi « apprécié les qualités de la jeunesse française », à laquelle il dispensait son enseignement sur la meilleure manière de manier le plastique, de saboter une usine et de faire sauter des voies ferrées.

« Je suis là, dit-il, au nom de tous ces hommes et de toutes ces femmes qui sont tombés. Je souhaite que la cour et le jury fassent maintenant leur devoir. Ils nous fassent du courage, mais le Bon Dieu vous le donne. »

Le président André Corbion lui fit connaître qu'un tel conseil n'était pas de mise. Mais, finalement, quel mieux que ce bref dialogue avec M. Jarrot ? Question : « N'avez-vous pas reçu pour mission, pendant la guerre, d'abattre Klaus Barbie ? » Réponse : « Non, mais si je l'avais eu, il ne serait pas là. Parce que tous ceux que j'ai eu pour mission d'abattre, je les ai envoyés au ciel. »

JEAN-MARC THÉOLÉRY.

Les auteurs de la fusillade de l'avenue Trudaine aux assises de Paris

## Réclusion à vie requise contre Régis Schleicher

Vingt ans et dix ans de la même peine réclamés contre les frères Halfen

C'est presque aphone, la voix rompue par le combat qu'il venait de livrer et brisé par l'émotion, que l'avocat général, M. Gérard Guilloux, a conclu, jeudi 11 juin, son réquisitoire. Il venait de lire quelques lignes d'un texte d'Action directe affirmant : « La guerre entre les éléments armés du prolétariat et les forces de l'Etat impérialiste est une guerre totale. C'est une expression de la guerre civile. » Il se tourne alors vers le défenseur de Claude et Nicolas Halfen pour dire : « M. Thierry Lévy, au début de ce procès, vous m'avez lancé au cours d'un incident d'audience qu'il fallait me taire ou que c'était alors le signe que j'étais là pour un autre but que celui d'un magistrat. »

Le souffle court, M. Guilloux a continué en ces termes : « Eh bien, je voudrais vous le dire, mon but : 1) je suis ici pour que la justice triomphe de la terreur ; 2) pour que mes enfants et mes petits-enfants ne connaissent jamais la guerre civile. » Ces derniers mots tombent, raqués, murmurés. L'avocat général a déjà ses notes rassemblées sous le bras. C'est fini. Il quitte son fauteuil, se ravise soudain et requiert, comme on prescrit une ordonnance allant de soi : perpétuité pour Régis Schleicher, vingt ans de réclusion criminelle pour Claude Halfen et dix ans pour son frère Nicolas.

Durant une heure et demi, le ministère public avait clairement laissé entrevoir ses intentions, s'employant méthodiquement à démontrer la responsabilité de Régis Schleicher et Claude Halfen dans la fusillade de l'avenue Trudaine, le 31 mars 1983.

« Etait-il facile que Régis Schleicher devienne un militant de l'ultra-gauche ? Certes non. » Après ce préambule, l'avocat général décrit l'itinéraire de ce fils d'un ancien secrétaire national de la CFDT se transformant progressivement en autonome, puis s'impliquant dans le groupe Action directe, au point d'en devenir l'un des chefs. Le 31 mars 1983, il est donc là, avenue Trudaine, mobilisé comme les autres membres du groupe, pour participer, selon le ministère public, à un hol-up.

L'avocat général s'appuie sur les aveux de Frédéric Germain, la « repentie » d'Action directe, et deux autres témoignages : « Régis Schleicher se vante d'avoir tué. Il tire sur Goudry et la brigadier s'écroule. Ce fait d'armes appartient d'ailleurs à la légende d'Action directe. Plus tard, il tire sur le gardien Thouvenin. » M. Guilloux s'arrête, laisse passer un silence et se tourne vers M. Bernard Ripert, avocat de Régis Schleicher.

« Il a confié peu après : « Je risquais la perpétuité. » Il s'est jugé lui-même. Pourquoi voulez-vous que je le déjuge ? »

La fusillade, sans cesse évoquée depuis le 3 juin, reprendra encore une fois. M. Chaban-Delmas et Franco Florina sont interrogés par les gardiens de la paix, Claude Ciola et Guy Adé. Hanami jette à terre Claude Ciola et le tire de plusieurs balles sans lui donner le temps de réagir. Franco Florina esquive un mouvement de recul. C'est à ce moment-là, selon l'avocat général, quelques pas plus bas dans l'avenue Trudaine, que Gloria Argano et son ami Régis Schleicher tuent le brigadier Emile Goudry, alors qu'il cherche à rejoindre ses collègues.

C'est à ce moment-là aussi, toujours selon l'avocat général, s'appuyant sur une déclaration de Frédéric Germain, que Claude Halfen, sortant du café Le lycée 43, qui s'est glissé derrière Claude Ciola et Guy Adé, flairent quelque chose de suspect, fait feu sur ce dernier : « Il y a deux personnes qui tiennent sur Adé, affirme M. Guilloux, et le deuxième, c'est vous, Claude Halfen. C'est vous qui dites : « Je vais te flinguer » dans un français sans accent. C'est M. Claude Halfen que tout désigne et tout est cohérent. »

Pour l'avocat général, tout était dit — ou presque. Il lui restait encore à lancer quelques traits à Claude Halfen, qui assure n'avoir pas été présent sur les lieux de la fusillade. Sur un ton crispé, il lui rappelle qu'il a été traité de « pétaud de merde », dès la première audition, pour ajouter : « Il n'y a pas de doute dans votre famille que l'on ait été de la Résistance. » Et à son tour, il lui lance : « Vous savez comment Germain vous avait appelé ? Un petit bourgeois. » Evoquant la grand-mère de l'accusé, grande résistante communiste, il lui assène : « Vous avez trahi les idées de votre grand-père en adhérant dans les générations grignotantes du gauchisme. » Claude Halfen se contentera de pousser un soupir.

Ensuite, M. Christiane Signat-Corvenant, pour le gardien Guy Adé, Alexandre Martin-Combe pour la famille de Claude Ciola et Guy Nicolas pour M. Goudry, avaient demandé une justice ferme. M. Nicolas devait insister auprès de la cour : « La justice ne doit pas être exemplaire, mais juste. Elle ne veut pas dire être faible. »

Les audiences des 12 et 13 juin seront consacrées aux plaidoiries de M. Bernard Ripert et Thierry Lévy.

LAURENT GRIELSAMER.



## Société

La garde à vue des joailliers Pierre et Jacques Chaumet

### Les policiers de la brigade financière de Paris enquêtent en vue de l'ouverture d'une information judiciaire

MM. Pierre et Jacques Chaumet, propriétaires de la célèbre joaillerie de la place Vendôme, ont été interpellés, jeudi 11 juin, au lendemain du dépôt de bilan, par les policiers du 1<sup>er</sup> cabinet de délégué judiciaire de Paris agissant à la demande du parquet de Paris. Interpellés vers 14 heures, les deux frères ont été conduits dans les locaux de la brigade financière et placés en garde à vue. Ils pourraient être libérés au terme de cette-ci, soit vendredi 12 juin, soit le lendemain si une prolongation de vingt-quatre heures est demandée par les enquêteurs pour approfondir leurs interrogatoires.

Le parquet indiquait, vendredi, que les policiers agissaient dans le cadre d'une enquête préliminaire. Leurs investigations devraient permettre de mieux cerner les éléments nécessaires à l'éventuelle ouverture d'une information judiciaire qui, en tout état de cause, ne devrait pas intervenir avant une dizaine de jours. C'est le temps nécessaire, selon le parquet, « pour y voir plus clair ».

La procédure utilisée à l'égard des frères Chaumet est classique dans les affaires financières. Moins classique en revanche est la « langue » manifestée par les autorités judiciaires, qui ont attendu de longues semaines, malgré des bruits alarmants, avant d'intervenir (le Monde des 20, 22 et 28 mai). Le rapport de M. Hubert Lafont, administrateur provisoire nommé par le tribunal de commerce, remis à l'occasion du dépôt de bilan, a donné l'impulsion nécessaire.

Assez succinct — une dizaine de pages, y compris l'historique de la société — il ne permet pas de comprendre l'ampleur du trou constaté dans la trésorerie des joailliers ni, surtout, la façon dont il s'est creusé.

Deux chiffres sont, sous toutes réserves, avancés par l'admini-

trateur : 205 millions de francs pour les actifs, 597 millions pour le passif. Mais M. Lafont reconnaît lui-même dans son rapport qu'il ne s'agit que d'une évaluation partielle et qu'il est encore dans l'impossibilité d'obtenir tous les éclaircissements nécessaires. Le chiffre cité le plus souvent dans les milieux spécialisés d'un passif de 1,3 milliard de francs serait donc tout à fait fondé.

Comment en est-on arrivé là ? L'enquête de la brigade financière a précisément pour but de le découvrir. Au-delà des mauvaises affaires dues aux aléas du marché du diamant, il est probable que les activités financières occultes des frères Chaumet ont contribué à la mauvaise santé de leur entreprise. En 1983, déjà, une vérification fiscale avait permis de constater que les joailliers bénéficiaient de prêts financiers de la part de particuliers auxquels ils consentaient, en retour, une rémunération annuelle de 10 % à 12 %.

#### Comptabilité occulte

Cette pratique de prêts — qui n'est pas illégale — n'avait en aucune suite judiciaire. Les prêts consentis aux frères Chaumet étaient d'ailleurs inscrits sur leurs livres de comptes, mais il n'est pas impossible que ces livres n'aient été que la partie émergée d'un iceberg. De sources judiciaires, on n'exclut pas l'existence d'une comptabilité occulte, ni celle de prêts rémunérés à 20 %. Resterait alors à savoir comment les joailliers ont pu espérer rembourser à un tel taux les capitaux placés chez eux.

Resterait aussi à connaître l'identité de ceux qui ont placé de l'argent place Vendôme ou dans une filiale étrangère de la maison française. Deux catégories de créanciers attendent leur remboursement. Il y a d'abord des professionnels du diamant qui ont confié à la maison Chaumet des

pièces pour la vente et qui n'ont jamais été payés. A cette catégorie appartiennent les six personnes qui, ces jours derniers, ont porté plainte avec constitution de partie civile auprès du doyen des juges d'instruction de Paris.

A la suite de ces plaintes, deux informations judiciaires, confiées à M. François Chaut, premier juge d'instruction au tribunal de Paris, viennent d'être ouvertes pour « non-restitution de confies », c'est-à-dire abus de confiance. Parmi ces créanciers dupés se trouveraient, selon l'Express, les maisons Reza, Raymond Bloch, Behar, et Marcel Rubel. Cinq plaintes pour abus de confiance ont été également déposées à Genève par des clients de la joaillerie qui n'auraient pas récupéré l'argent provenant de la vente des bijoux qu'ils avaient donné à vendre.

D'autres créanciers de la maison Chaumet seront vraisemblablement plus discrets : ce sont ceux qui, ne pouvant justifier fiscalement l'origine de certains capitaux, en auraient confié une partie aux joailliers pour qu'ils les plaçaient et les rémunèrent à un taux intéressant. Selon les rumeurs du milieu des joailliers, plusieurs de ces créanciers envisageraient d'intervenir par l'intermédiaire de sociétés financières suisses qui garantiraient leur anonymat.

L'affaire Chaumet ne ferait ainsi que commencer, avec cette particularité que les créanciers victimes des malheurs de la joaillerie se recrutent dans la haute société. Aux côtés du président saoudien Mobutu, du roi marocain Hassan II, on trouve ainsi M. Albin Chalandon, actuel garde des sceaux, ou M. Jean Piatowski, cousin germain de l'ancien ministre. Ce dernier assure, sans son accord, en novembre 1986, un bijou qu'il leur avait confié en 1979. Une vente dont il n'a jamais vu le produit...

S. M. & E. P.

A la cour d'appel de Bordeaux

### Le procureur général demande des sanctions contre deux avocats

BORDEAUX

de notre correspondant

M. Claude Jordy, procureur général près la cour d'appel de Bordeaux, a officiellement saisi, le 10 juin 1987, le bâtonnier, M. Alfred Peyre-longue, d'une demande de sanctions disciplinaires à l'encontre de M. Daniel Lalanne et Denis Sutter, les défenseurs bordelais de l'accusé candidat RPR François Korber, accusé de trafic d'or et de devises avec le Luxembourg et de meurtre d'un de ses collaborateurs.

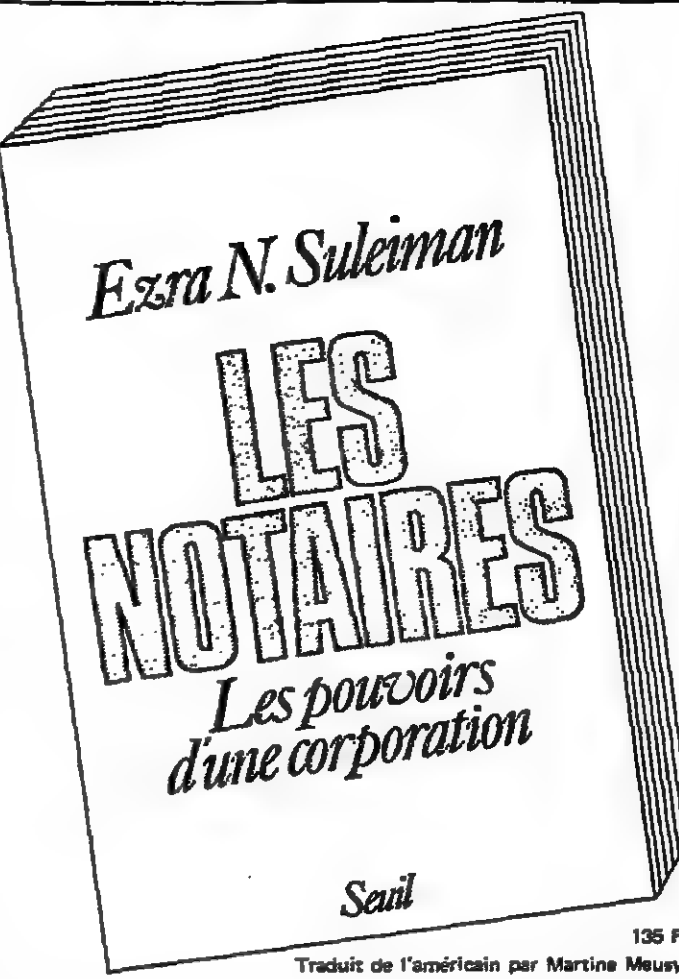
Le 11 mai 1987, devant la cour d'assises de la Gironde, les deux avocats et M. Thierry Lévy, du barreau de Paris, ont été récusés par leur client. Constaté d'office, ils ont alors refusé de plaider, obligeant ainsi la cour à renvoyer l'affaire. Le procureur général les avait immédiatement menacés de sanctions disciplinaires (le Monde du 21 mai).

Il estime, en effet, que les avocats de François Korber ont commis à l'audience un manquement aux obligations que leur impose leur serment d'avocat en aidant un accusé à choisir le lieu, la date de son procès et ses juges. La sanction encourue peut être par ordre croissant : un avertissement, un blâme, une suspension pouvant aller jusqu'à trois ans, et enfin la radiation.

Le conseil de l'ordre du barreau de Bordeaux doit statuer au plus tard le 25 juin. Le bâtonnier précise cependant que cette instance se réunira sous sa forme disciplinaire pour étudier l'affaire avant le 22 juin. Ce jour-là, en effet, François Korber, en principe assisté de ses trois avocats, doit comparaître de nouveau devant la cour d'assises de la Gironde.

GINETTE DE MATHA.

## LE MONDE SECRET DES NOTAIRES



Comment préserver en France des "droits acquis" historiques, voire certains privilèges qui auraient dû depuis longtemps être balayés par le vent des mutations de la société ?

Pierre Drouin / Le Monde

Le livre de référence sur la question.

Luc Ferry / L'Événement du jeudi

S E U I L

Aujourd'hui, les toutes dernières affaires en

fonds de commerce

Tous les fonds, dans le journal spécialisé depuis 42 ans

bourgeois, bureaux, locaux commerciaux

« Les Annonces »

En vente partout, 6 F et 36, c. Males, 75011 PARIS. Tél. (1) 48-05-30-30



## TENIR LA DISTANCE

Avec les ingénieurs de Télésystèmes

vous irez au fond des problèmes pour aller plus loin dans les solutions. Vous tiendrez la distance parce qu'ils tiendront leurs délais et leurs budgets. Cette maîtrise, ils l'ont acquise au contact des différents métiers qu'ils pratiquent chez Télésystèmes sur des centaines de chantiers de pointe en France et dans le monde : Banques de données : Avec sa division Questel, leader en France et en Europe, Télésystèmes vous fournit l'information dont vous avez besoin dans le domaine des marques, des brevets, de la vie des sociétés.

Télématique : Télésystèmes offre les plus grands serveurs au service de la télématique professionnelle mais aussi de la télématique grand public.

Gestion de centres informatiques : Télésystèmes vous

apporte conseil et assistance pour l'exploitation de vos centres informatiques, pour répondre à vos besoins d'informations et pour prendre en charge la gestion de vos ordinateurs.

Logiciels : Nous vous proposons notre maîtrise des techniques de développement d'applications et des outils de génie logiciel. Nous réunissons pour vous des prestations de haut niveau dans le domaine du conseil et de l'assistance technique.

Ingénierie de réseaux et de systèmes : Nous nous situons aujourd'hui à la toute première place en matière de réseaux locaux et systèmes de communication d'entreprise.

Nous développons des progiciels bancaires et offrons un niveau d'expertise élevé dans le domaine de la sécurisation des transactions et de la carte à mémoire.

Mais, si importante soit-elle, la technique n'est pas tout.

Télésystèmes a été l'une des premières entreprises à comprendre l'importance d'une relation de qualité entre les hommes. Formés dans cet esprit, nos ingénieurs sauront s'adapter harmonieusement à vos équipes.

Télésystèmes fait partie du groupe COGECOM (Compagnie Générale des Communications). Télésystèmes - 115, rue du Bac 75007 Paris - Tél. (1) 45.44.38.98.

**Telesystemes**  
Gagnons ensemble.

Banques de données - Télématique - Centres informatiques - Logiciels - Ingénierie.



## Société

## Soixante-dix enfants victimes d'un gang organisé aux Pays-Bas

## Les tristes clowns du « baby porno »

OUDE-PEKELA (Pays-Bas)  
de notre envoyé spécial

« Après... après, il est arrivé des choses pas jolies pour les enfants. » Comme on le comprend, Tina Detmers, vingt-six ans, institutrice à Oude-Pekela, une ville de 8 000 habitants à l'extrême nord des Pays-Bas. Elle n'a pas envie d'entrer dans les détails.

Que s'est-il passé, en mai, à Oude-Pekela ? L'enquête est difficile puisqu'elle repose essentiellement sur le témoignage d'enfants de trois à six ans, tous traumatisés et qui manquent souvent de précision. Les enfants concernés sont environ 70 alors que la ville compte 168 enfants de cette tranche d'âge.

C'est l'institutrice Tina Detmers qui, la première, reçoit les confidences de trois d'entre eux. Deux portent des traces de brûlures de cigarette et l'autre de pénétration anale avec un bâton. Le médecin du village constate les faits et les enfants commencent à parler. D'abord au médecin ou à l'institutrice, puis, plus difficilement, à leurs parents. Les « scénarios » diffèrent.

Méticuleusement — « professionnellement », ajoutent un des policiers de la ville — trois ou quatre adultes, deux hommes, une ou deux femmes, ont attiré les enfants sans doute dans une des maisons du village, pour des étouffements sexuels, des photos et des films pornographiques. Tous les enfants sont en effet formels : ils ont reconnu leurs camarades « à la

télévision ». Parfois déguisés en clowns, parfois en simples ouvriers du bâtiment, les adultes attirèrent les enfants qui jouaient près de chez eux : « Venez chez le père du petit Jean, il y aura des glaces, des limonades, on va bien s'amuser. » Et le conte de fées tragique commençait. Transportés dans un minicar, les enfants, pas plus d'une dizaine à chaque fois, étaient menés dans une maison avec une piscine. Là, ils se déshabillaient « pour nager dans la piscine ou pour se déguiser », leur disaient les adultes. Et les « jeux » se passaient sous l'œil de la caméra. Une dernière plus tard, trois quarts d'heure au maximum, c'était fini. Les enfants étaient récompensés avec des menaces : « Si tu parles, il arrivera des choses très graves à toi et à tes parents. » Une explication du silence prolongé des enfants. Les « petits » affabulés ?

« Impossible », répond-on à Oude-Pekela, « sinon tous les enfants concernés ne seraient pas aujourd'hui aussi traumatisés. » Marijke de Vries, trente-deux ans, mère de Paula, trois ans, raconte : « Aujourd'hui, ma fille, qui adorait l'eau, pleure quand je veux l'amener à la piscine. Elle dort mal, ne suit pas à l'école. » « Pour nous aussi, c'est très dur, poursuit Marijke, nous ne faisons plus nos courses dans le village car chaque fois on nous parle de l'affaire. Au début, j'étais persuadée que cela n'était pas arrivé à mon enfant. C'était trop ignoble. Je lui ai quand même posé la question. Alors, un jour, elle s'est mise à pleurer et m'a

raconté, mais petit à petit et pas tout de suite. Il a fallu attendre plusieurs jours. De toute manière, je n'en dirai pas plus. Paula m'a dit : « Maman, c'est un secret ! »

Se sent-elle coupable ? « Non, car ici nous avons l'habitude de laisser les enfants jouer dans les jardins des autres parents. C'est impossible de surveiller un enfant vingt-quatre heures sur vingt-quatre, ou alors il faudrait toujours être derrière lui et ce n'est pas bon non plus ! » Dernier souhait de Marijke : quitter cette ville. Une ville qui, tout entière, ne demande aujourd'hui : « Pourquoi nous ? »

Huit mille habitants, Oude-Pekela, à 30 kilomètres de Groningen, la grande ville du Nord, ressemble à tous les gros villages de cette région, mélange curieux de modernisme et de l'Amérique — et de tradition typiquement néerlandaise, comme ce moulin et ce canal où l'hiver tout le monde peut patiner. On y voit uniquement des maisons individuelles, le plus souvent en bois, ce qui donne cette impression mitigée de relative richesse et d'isolement. « C'est une ville plutôt industrielle explique M. Warchemester, porte-parole de la mairie, mais beaucoup d'entreprises ont fermé. Le chômage touche maintenant près de 20 % de la population. Les gens d'ailleurs viennent s'installer ici pour quelque temps, ce qui a peut-être rendu possible cette affaire. Dans un village agricole où tout le monde se connaît, je pense qu'on aurait repéré le manège de cette bande. »

Une bande que l'on soupçonne maintenant d'avoir opéré dans d'autres villes, à Haarlem, à Rotterdam, la police aurait été saisie d'affaires similaires mais impliquant toutefois moins d'enfants qu'à Oude-Pekela. Tout le pays commence à être traumatisé et se pose des questions. Les Pays-Bas, sous couvert de liberté des mœurs mais aussi souvent par goût du lucre, n'ont-ils pas permis trop de dérives ? L'affaire d'Oude-Pekela va sans doute réveiller certaines rancunes. Ainsi les Américains n'avaient-ils pas accusé en 1984 Amsterdam d'être au centre d'un trafic mondial de pornographie enfantine ? Ainsi des Britanniques demandent-ils que les Pays-Bas s'occupent enfin à leur demande d'extradition d'un des responsables d'une publication spécialisée dans le « baby porno » arrêté il y a deux ans à Amsterdam. En Belgique, où le journal le Soir a récemment révélé l'existence d'un trafic d'enfants loués, on sait que la filière passe aussi par les Pays-Bas.

Notre situation centrale, l'existence de ports comme Rotterdam, qui est le plus important du monde, ce qui permet toutes sortes de trafics et attire toutes sortes de « commerçants », n'expliquent pas tout, conclut un homme politique. Nos lois aussi sont peut-être responsables. Elles sont trop laxistes en matière de drogue comme de pornographie. Elles sont arriérées, les bandes d'Oude-Pekela risquent au maximum trois ans de prison. »

JOSÉ-ALAIN FRALON.

## Le Sénat adopte la réforme de l'apprentissage

Après sa séance mensuelle consacrée aux questions du gouvernement, le Sénat a adopté définitivement, le jeudi 11 juin, le projet de loi relatif à l'aménagement du temps de travail dans le texte mis au point en commission mixte paritaire et déjà voté par l'Assemblée nationale (le Monde du 11 juin). Ouvert en décembre 1984 par l'échec des négociations entre parlementaires

Relancer la formule de l'apprentissage, objectif de M. Philippe Séguin, ministre des affaires sociales et de l'emploi, passe par l'idée que l'éducation professionnelle des jeunes relève de la responsabilité de l'ensemble de la collectivité nationale. Or les entreprises sont, aux yeux du gouvernement, trop faiblement impliquées dans cette formule et, d'autre part, l'apprentissage mérite d'être une « voie complète » de formation.

Les réserves exprimées par M. Ragot, rapporteur du Conseil économique et social, ont été abondamment reprises, amplifiées et complétées par la gauche. C'est en vain que les communistes ont tenté de faire voter, au Sénat, une exception d'irrecevabilité contre ce texte, puis une question préalable.

Défendant la première motion, M. Hector Viron (PC, Nord) reproche au gouvernement de « poursuivre l'œuvre entreprise » par ses prédécesseurs de « destruction du droit du travail » et d'« asservissement de la formation aux intérêts patronaux ». Pour lui, il n'est pas acceptable que l'apprentissage devienne, « aux mains du patronat », une filière concurrente de l'enseignement public. Quant à l'inconstitutionnalité elle-même du projet, il estime qu'elle serait avérée dès lors que les apprentis toucheraient une rémunération ne correspondant pas au travail fourni. Mme Hélène Luc (Val-de-Marne), présidente du groupe communiste, qui plaide sans succès pour le vote d'une question préalable, reproche au gouvernement de porter atteinte à l'enseignement technique et technologique à tel point que « plus aucun obstacle, dit-elle, ne s'opposera à la volonté du patronat de généraliser les « formations maison », facteurs de précarisation car inutilisables dans d'autres entreprises ».

Du côté de la majorité, les préoccupations sont surtout

sociales, le débat sur l'aménagement du temps de travail est désormais clos au Parlement. D'autre part, le Sénat a adopté (la gauche votant contre) dans la nuit du 11 au 12 juin, et après l'avoir amendé, le projet de loi modifiant le livre premier du code du travail et relatif à l'apprentissage dont, saisi en première lecture, il avait commencé l'examen le 10 juin (le Monde des 8 avril et 5 mai).

d'ordre financier. Ainsi M. Jean Madelaine (Un. cent., Ille-et-Vilaine), rapporteur de la commission des affaires sociales, regrette le silence du projet sur ce point et observe qu'une réforme de la taxe d'apprentissage est urgente, point sur lequel s'accordent tous les groupes. Lui, tout comme MM. Jean Boyer (RI, Isère), Gérard Delfau (PS, Hérault), Louis Souvet (rattach. RPR, Doubs), exprime également la crainte de voir l'Etat se défaire sur les régions pour le financement de l'augmentation du nombre d'heures de formation.

M. Séguin affirme que l'Etat assumera ses responsabilités financières. Il s'empêche que c'est à l'unanimité que le Sénat vote un amendement prévoyant que la compensation des charges nouvelles, évaluées à 36 millions de francs par le gouvernement, incombant aux régions sera assurée par l'Etat, conformément à l'esprit et à la lettre des lois de décentralisation.

Tout en permettant aux entreprises de dispenser elles-mêmes des enseignements donnés par les CFA (centres de formation

d'apprentis, après habilitation par l'inspection de l'apprentissage, les sénateurs suivent M. Gouteyron, qui offre à ces mêmes CFA la possibilité de conclure avec des lycées professionnels (publics et privés sous contrat) des conventions, pour que ces derniers les remplacent pour certains enseignements.

Sur la délicate question des rémunérations, la majorité suit la position de M. Madelaine, qui rappelle que l'apprenti reçoit un salaire, précise que des dispositions plus favorables peuvent être prévues, non seulement par le contrat, mais aussi par des conventions ou des accords collectifs et réintroduit l'avis de la commission permanente du Conseil national de la formation professionnelle avant que ne soit élaboré le décret fixant le montant des rémunérations. Enfin, le gouvernement ne s'oppose pas à la revalorisation de la situation des inspecteurs de l'apprentissage qui, dès lors qu'ils seront fonctionnaires, seront intégrés dans le corps des inspecteurs de l'enseignement technique.

A. Ch.

## ÉDUCATION

## Un plan de formation pour mille sportifs dans les universités

M. Christian Bergelin, secrétaire d'Etat chargé de la jeunesse et des sports, et M. Jacques Valade, ministre chargé de la recherche et de l'enseignement supérieur, ont présenté, mercredi 10 juin, à la presse, le « plan de formation » qui doit permettre aux sportifs de haut niveau de poursuivre des études universitaires (le Monde du 6 juin).

Ces athlètes pourront bénéficier d'un statut particulier et d'aménagements dans l'emploi du temps, le régime d'examen, les modalités d'enseignement... Près de mille étudiants sont concernés par ce dispositif mis en place dans cinq académies (Bordeaux, Grenoble, Lyon, Paris et Poitiers) et qui intéresse vingt et une disciplines sportives.

« L'Université du Pacifique est créée. L'Université française du Pacifique vient d'être créée à Papeete et à Nouméa par un décret du premier ministre, publié au Journal officiel du 2 juin. L'idée en avait été lancée en septembre 1985 par le président de la République, qui y voyait un moyen de développer la présence de la langue et de la culture française dans le Pacifique sud, où trois cent mille francophones font face à vingt millions d'anglophones ».

Cette création donne une existence propre à des formations universitaires de premier cycle existant déjà en Polynésie mais rattachées jusqu'à présent à des universités métropolitaines.

DENAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde

RADIO TELEVISION

COMMUNICATION

## Au tribunal de Paris

## « Minute » condamné pour diffamation envers le bâtonnier Mario Stasi

La société éditrice de l'hebdomadaire Minute devra verser 100 000 F de dommages et intérêts au bâtonnier de l'Ordre des avocats du barreau de Paris, M. Mario Stasi, en réparation du préjudice causé par un article publié dans la semaine du 5 mai.

Un différend survenu entre un éditeur de musique et son avocat avait été soumis au bâtonnier de l'Ordre, qui avait conclu, après enquête du conseil de l'Ordre, en considérant que l'avocat avait menti, à la réponse du bâtonnier avait été publiée par l'hebdomadaire Minute dans le cadre d'un article intitulé « De l'Ordre à la clé », où l'auteur laissait entendre que des pressions auraient pu être exercées sur le bâtonnier Mario Stasi, qui se serait rendu coupable de faits au bénéfice du jugement rendu, jeudi 11 juin, par la première chambre du tribunal civil de Paris relative : « La société éditrice de Minute, qui ne se prévaut d'aucun élément pouvant justifier, atténuer ou faire disparaître le caractère diffamatoire des propos incriminés, a, par son attitude insupportable, le chef de l'Ordre des avocats de Paris, commis une faute particulièrement grave. » Outre les dommages et intérêts, la Société d'éditions parisiennes associées (SEPA) devra publier un texte précisant cette condamnation dans l'hebdomadaire Minute et dans cinq journaux.

Mort du collectionneur Alexandre Iolas

Alexandre Iolas, propriétaire de galeries de tableaux et collectionneur réputé, est mort le 11 juin à New-York. Il était âgé de soixante ans.

Grec d'Alexandrie, Alexandre Iolas avait possédé des galeries à Paris, Milan, Zurich et Genève. Mais c'est à New-York qu'il avait sa première officine en 1945.

Il avait commencé sa carrière comme dandy dans les ballets de marquis de Cuevas. Elle fut interrompue à la suite d'un accident. La découverte d'une toile de Chirico lui ouvrit un nouvel horizon. Il commença par exposer des artistes surréalistes comme Max Ernst, Matta et Brauner.

À la fin des années 50 et au début des années 60, il découvre le pop art et les nouveaux réalistes. Il soutient activement Andy Warhol, qui parlait de lui comme d'« une sculpture vivante », et, en France, Tinguely, Martial Rayssac et Niki de Saint-Phalle.

Installé depuis vingt ans aux portes d'Athènes, il avait peuplé sa villa d'œuvres de Chirico, Ernst, Braque, Magritte, Matta et Taki. Il y menait une vie fastueuse, mais ses dernières années furent assombries par ses démêlés avec le gouvernement grec. On ne sait ce que va devenir sa fabuleuse collection.

## Les missions respectives de la police et de la gendarmerie

## La FASP demande la création d'une commission indépendante de réflexion

M. Bernard Deleplace, secrétaire général de la Fédération autonome des syndicats de police (FASP), a demandé, jeudi 11 mai, le « retrait immédiat » de la circulaire qui fixe les circonstances et les conditions dans lesquelles les gendarmes peuvent porter « la tenue civile » (le Monde du 6 juin).

M. Deleplace, qui s'exprimait au cours d'une conférence de presse, a estimé que la circulaire de la direction de la gendarmerie témoignait de la « méfiance » dans laquelle le gouvernement tient la police nationale. « Il faut en finir avec cette méfiance des responsables politiques envers les policiers, a-t-il précisé, alors que notre service public, parce qu'il est au service public et que les syndicats peuvent jouer un rôle constructif, où les personnels peuvent s'exprimer, où les policiers eux-mêmes peuvent aider à améliorer l'efficacité et la rentabilité, est l'un des piliers de la République et des institutions démocratiques ».

Après avoir ironisé sur l'impression de « désordre » que cette affaire donne de la gestion des affaires policières, le secrétaire général de la FASP a souligné que ce dossier ne fasse pas « l'objet

d'une polémique stérile ». Les gendarmes ne sont pas nos ennemis, mais nos sources attachées à ce que la sécurité des villes reste la mission d'une police civile et non militaire », a encore insisté M. Deleplace, avant de poser la question : « Comment adapter l'existence de deux polices à l'évolution du pays ? »

En fait, l'organisation de M. Deleplace ne semble pas trouver nécessaire l'existence de deux polices, l'une civile, l'autre militaire, qui se font concurrence. C'est pourquoi elle demande la création d'une « commission indépendante de réflexion sur les missions respectives de la gendarmerie et de la police nationale ». Le gouvernement, pour sa part, a annoncé mercredi qu'une commission chargée d'harmoniser « en permanence » les actions des deux polices serait prochainement mise sur pied. Elle devrait être présidée par M. Daniel Vidéau, conseiller d'Etat. La création de cette commission fait suite à la vive polémique qui a opposé M. Robert Pinard, ministre délégué chargé de la sécurité, à M. André Girard, ministre de la défense, au sujet de cette circulaire.

## REPÈRES

## Catholicisme

## Une théologienne conteste la virginité de Marie

Parce qu'elle ne croit pas en la virginité de la Vierge Marie, Mme Ursula Ranka-Heinemann, seule Allemande titulaire d'une chaire de théologie catholique en RFA, risque de ne plus pouvoir enseigner à l'université d'Essen.

Mme Ranka-Heinemann est la fille de l'ancien président de la République, Gustav Heinemann, qui était un membre influent de l'Eglise protestante. Son sort devait être décidé dans les jours à venir, au retour de l'évêque d'Essen, Mgr Franz Hengsbach, actuellement en Pologne avec Jean-Paul II. — (AFP, Reuters.)

## Cattenom

## Un tribunal interdit des rejets radioactifs

Le tribunal administratif de Strasbourg, statuant sur des plaintes du Land allemand de la Sarre et de plusieurs dizaines de communes du Luxembourg et de RFA s'est prononcé, jeudi 11 juin, pour l'annulation des autorisations de rejets d'effluents radioactifs liquides et gazeux des tranches 3 et 4 de la centrale nucléaire de Cattenom (Moselle). Pour les tranches 1 et 2, le tribunal a prononcé un recours devant la Cour européenne de justice.

## Mexico

## 70 % des nourissons intoxiqués par le plomb

70 % des nourissons âgés de un à douze mois et 22 % des enfants habitant Mexico ont dans le sang une concentration de plomb (10 microgrammes par litre) dépassant largement les normes acceptables et qui provoquent des troubles neurologiques et du fonctionnement cérébral, a déclaré, le jeudi 13 juin, M. Luis Guerra, président de l'Institut autonome d'enquêtes biologiques, devant le Congrès mexicain. La pollution urbaine qu'entraîne la surpopulation, la circulation automobile et le climat de Mexico est responsable de cette véritable intoxication.

## Museum

## Deux nouvelles salles de minéralogie

Le président de la République a inauguré, jeudi 11 juin, les deux nouvelles salles de la galerie de minéralogie du Muséum national d'histoire naturelle (au Jardin des plantes de Paris). La première salle abrite définitivement l'extraordinaire collection de cristaux géants achetée par le Muséum en 1883. La seconde, véritable chambre forte souterraine, permet de présenter enfin au public, dans le cadre de l'exposition « La pierre et l'homme », les plus pré-

cieuses pièces de pierres et de métaux du Muséum et de son « annexe » le Musée de l'homme ainsi que quelques objets prêtés temporairement.

Depuis des décennies, la plupart de ces pièces étaient entreposées dans des coffres de banque, faute d'installations conçues pour la sécurité.

## Pollution

## Delphes sauvée

Le site naturel de Delphes et ses vestiges archéologiques sont sauvés des risques graves de pollution qui les menaçaient. Le gouvernement grec a en effet annoncé, le mercredi 10 juin, qu'il reconstruit l'installation d'une usine d'alumine qui devait être construite par les Sociétés à Agilée-Estienne, à 11 kilomètres du site.

C'est une victoire pour l'association « Sauvez Delphes » et pour l'écologiste suisse Franz Weber qui avait prêté d'organiser avec la presse grecque et internationale une importante manifestation sur le site de Delphes les 13 et 14 juin.

## Sciences

## Inauguration de l'IN2P3 à Villeurbanne

Le centre de calcul de l'Institut national de physique nucléaire et de physique des particules (IN2P3) a été ouvert officiellement, jeudi 11 juin, sur le campus de La Doua à Villeurbanne (Rhône). La dédicace de cet établissement, qui était auparavant à Paris, a coûté cent millions de francs. Sa mission principale est de « coordonner les recherches » de sept cents chercheurs français travaillant dans les seize laboratoires rattachés à l'IN2P3. Des équipes spécialisées permanentes sont en place pour assurer le transit des informations traitées à Villeurbanne par les plus puissants des ordinateurs IBM. Le centre de calcul traite notamment les données enregistrées auprès des accélérateurs de physique nucléaire (le Gani) à Cern et à Saclay (à Saclay) ou de physique des hautes énergies comme « Desy » à Hambourg et le « Cern » européen de Genève. — (Corresp. rég.)

## Survie 87

## Retraite aux flambeaux devant le Palais-Bourbon

Survie 87, organisation qui milite pour « légitimer la lutte contre le faim » et pour « le refus de la faiblesse » a appelé à une retraite aux flambeaux le vendredi 12 juin à 22 heures, de la place de la Concorde à la Chambre des députés, à Paris. Survie 87, qui a le soutien de cent deux Prix Nobel et de personnalités, organise cette manifestation pour obtenir le vote à l'Assemblée nationale d'une loi prévoyant qu'un million de PIB français soit consacré à des actions pour la survie et le développement des régions les plus menacées par la famine.

(Publié)  
ÉCOLE D'ÉTÉ DE SCIENCE DE L'INFORMATION  
5<sup>e</sup> cours : Information scientifique et société  
LA VULGARISATION DES SAVOIRS  
SCIENTIFIQUES ET TECHNIQUES  
9-18 septembre 1987  
Inscription :  
Ministère de la recherche et de l'enseignement supérieur  
DEBIST, 3, boulevard Pasteur, 75015 PARIS



# Le Monde SANS VISA

Enquête, près de Milan,  
aux sources de l'inspiration caravagesque,  
dans la ville qui vit naître le peintre  
et lui donna son nom.

Le Caravage n'a cessé  
de faire son autoportrait  
sous les traits d'un adolescent,  
d'un pèlerin, d'un assassin, d'un témoin.



## A Caravage, chez le Caravage

par Jean-Noël  
Schifano

**C**OMMENT se trouver à Milan sans désirer voir Caravage, le bourg où est né le peintre et dont il a glorifié le nom ? Le Caravage, qui parcourt la péninsule du nord au sud, le pinceau et l'épée meurtrière au poing, pour en voler, dans sa rage de lumière, le cœur ténébreux. Le Caravage qui, de Milan à Rome, de Naples à Syracuse, et même au-delà jusqu'à Malte, dans le sang de saint Jean, la plus cruelle décollation qui soit au monde, sema son génie vigoureux comme un miroir de la seule et suprême unité de l'Italie, celle de l'art, avant de mourir seul, sur une plage au sud de Rome, le 18 juillet 1610, à l'âge de trente-neuf ans.

Nul encore ne s'est avisé que Michelangelo Merisi ne serait pas devenu le Caravage sans sa naissance et ses années passées à Caravage : non seulement il y vécut jusqu'à treize ans, mais après son apprentissage à Milan et avant son errance tourmentée et féconde, il y passa les années 1589-1592.

Las ! ce bretteur impétueux, outre son œuvre révolutionnaire de peintre « selon la nature » qui pousse brutalement les saints de leurs images pour en faire des hommes aux pieds sales, n'eut pas le temps de nous laisser la moindre ligne d'un journal intime (comme Delacroix), ou l'histoire de sa vie (comme Benvenuto Cellini, qui mourut en 1571, l'année où naquit le Caravage : en somme, le passage du flambeau des forgerons de l'art !) et encore moins des « mémoires d'outre-tombe », lui qui est mort jeune, les doigts tachés de sombres couleurs — le *Martyre de sainte Ursule*, son dernier tableau, retrouvé à Naples en 1980 et sans doute peint quelques semaines avant sa mort, est l'un des plus noirs de l'histoire de la peinture — et de sang.

Cependant, une journée passée à Caravage et dans le Bergamasque m'apprent qu'en changeant le lieu, on pouvait appliquer à Michelangelo Merisi et transporter sans se tromper les mots de Chateaubriand parlant des bois de Combourg : « C'est dans le bourg de Caravage que je suis devenu ce que je suis. »

### Combats de condottieri

Nous sommes partis de Milan au petit matin, par la nationale 11, le long du *naviglio* de Martesana. C'est en filant que nous fîmes les écuries blanches qui séparent Milan de Caravage. Nous contourâmes Gorgonzola, plus connu et apprécié dans le monde gaulois des critiques d'art que le bourg du Caravage, et fîmes une première halte au château viscontien de Cassano qui domine le fleuve Adda : la guivre dévoreuse d'enfants, emblème de la noble famille milanaise, se devine encore sur les murs de la forteresse devenue une énorme ferme. Autour de Caravage, entre l'Adda et l'Oglio, les deux fleuves qui forment sur la carte un enton-

noir où coulent une infinité de canaux d'irrigation, nous en vîmes des dizaines de ces châteaux des treizième, quatorzième, quinzième siècles, en ruine, miraculeusement conservés, tel le château de Romano, ou transformés en exploitations agricoles : ils témoignent des « siècles d'or » des condottieri qui, sur le dos des populations spoliées et massacrées, se livraient de féroces batailles.

d'épée... Toutes les armées, les bandits, les proscrits, les mercenaires passèrent par Caravage qui marque la frontière entre les deux Etats en guerre perpétuelle, Milan et Venise. Par les plaines muettes et dont la terre renversée rougit au soleil, on aborde à Caravage plein de ressouvenances farouches.

Que disent les guides touristiques les plus complets ? Caravaggio : bourg agricole de



L'évêque au fût et l'entrée de la cathédrale.

Qui ne se souvient, ici, en passant à côté de son fier château de Malpaga, du grand condottiere vénitien Colonnio — Coglioni de son vrai nom, qu'on peut lire dans les actes officiels du quinzième siècle : si grande était sa force d'homme de guerre et de tueur de femmes, qu'il portait trois paires de testicules sur ses armes et deux gueules de lion unies par deux langues de feu — lequel, à soixante-douze ans, combattit contre Milan de l'aube au couchant, en plein mois de juillet ? Et c'est dans cet entourage de toutes les violences que naît, un siècle plus tard, Michelangelo Merisi.

« Pais de cunfi, o lader oasari » : pays de frontière, on voleurs ou assassins, dit le proverbe local ; et le Caravage a été, jusque dans ce proverbe, digne de son bourg : il se couvrit de mille forfaits et fut l'assassin, à Rome, le 29 mai 1606, de Ranuccio Tomassoni, son compagnon de jeu, qu'il cloua au sol d'un coup

de 13 600 habitants, pays natal de Michelangelo Merisi et de Polidoro Caldara. (C'est tout pour le Caravage, mais pas pour Caravaggio.) Le célèbre Santuario della Madonna di Caravaggio se trouve à 2 km au sud-ouest du centre, au milieu d'une vaste place entourée de portiques ; il commémore une apparition de la Vierge au quinzième siècle. La fontaine miraculeuse est située sous les sculpteurs antiques.

D'autres guides ajoutent que nous sommes à 111 mètres d'altitude et que, près du sanctuaire, quelques chambres sont disponibles à l'auberge des Trois Rois ; en revanche, au Coq d'or on ne peut espérer que le couvert et point le gîte : mais, apparemment, ni Rois, ni Coq à Caravage même. Sans ce monumental sanctuaire et la source sacrée, saurait-on encore que le bourg de Caravage existe ? Lourdes avec quatre siècles d'avance.

L'important, c'est que le jeune Michelangelo ait vu, chaque

année, ces foules dépêchées de pèlerins fondre sur les campagnes, envahir le bourg, et, avec leurs groupes de « barbeaux », implorer grâce dans le malheur et le dénuement où elles se trouvaient, ainsi que l'avait fait la pauvre femme battue par son mari, Giovanna, le lundi 26 mai 1432, jour où la Vierge vint la consoler... Et puis, sur le chemin qui mène au sanctuaire, il se sera arrêté plus d'une fois dans la douce et belle église de San-Bernardino bâtie de brique rouge, où Fermo Stella peignit ses célèbres fresques retraçant, en quatre épisodes et une immense *Crucifixion*, la vie du Christ.

### « Rage » et « Ravage »

Si, dans Caravage, en français il y a « rage » et « ravage », ce que fut au vrai la vie du bourg et la vie de Michelangelo Merisi, en nous dirigeant vers la tour et les cinq clochetons de la cathédrale San-Fermo-e-San-Rustico aux pierres saumonées, nous avions présent à l'esprit la *Conversion de saint Paul* qui se trouve dans Rome, à Santa-Maria-del-Popolo. Quel est en effet le personnage qui domine toute la scène ? Un cheval. Un de ces bourrins trapus, de robe claire, que nous croisons, attelés à une charrette, descendant de ceux que, en grands troupeaux, l'enfant Michelangelo voyait sillonner son bourg et entendait hanter dans les longues nuits d'hiver.

En 1776 (le plus ancien recensement dont nous disposons), il y avait quatre mille quatre cent soixante et onze chevaux dans le Bergamasque, deux mille sept cent onze mulets et barbois, deux mille deux cent soixante-dix-neuf ânes ; quant au nombre de bipèdes, il est incertain. *Caravaggio*, dit l'étymologie, autrement dit : gué des chariots ; et encore : caballatum, lieu de rassemblement des palefreniers et des charretiers... un de ceux, grossiers, et brutaux, qui racontaient parfois leurs courses à travers les marais et l'histoire de la mystérieuse Carraca, cette ville disparue pour laisser place au bourg qui, selon les légendes, était alors au lie surgie au milieu d'une mer immense.

Dès l'automne et jusqu'en printemps, non seulement Caravage redevenait une île, mais, certains jours d'hiver, une nuit qui n'en finit pas d'abat sur le bourg et tout le Bergamasque : c'est la fameuse *borda*, un brouillard si épais que chacun devient, des jours durant, une île noire pour l'autre. L'été, en revanche, un soleil en poussière blanche tombe sur le sol et vous aveugle ; et, dès les beaux jours, les mottes de terre vous envoient dans les yeux des reflets d'acier.

Faut-il chercher ailleurs l'origine du ténébreux caravagesque, la violence de son monde peureux aux rais de lumière qui forment les chairs crucifiées, martyrisées, assassinées ? David tient la tête sombre et coupée et exsudent le plaisir et le sang du Caravage qui, sur l'éclair blanc de la lame, signe son nom. Le Caravage n'a cessé de faire son portrait, sous les traits d'un adolescent, d'un pèlerin, d'un assassin, d'un témoin : il est présent, jusqu'au dernier moment, au martyre de sainte

Ursule. Dans tous les lieux où il passe, se bat, peint, même à Naples, la ville des ardents contrastes et des sommets de son art, c'est d'abord la lumière et la nuit du bourg natal qui lui élance l'âme, qu'il jette sur ses toiles.

Sur la place de la cathédrale, le café Torre fait face au parvis. Vert et rose pastel, charmante tonnelle : le café est grand ouvert mais fermé au public, ce jour-là. Nettoyage de printemps oblige : yeux bleu vert, jupes noires que le mouvement des hanches tire au-dessus du genou, renversée dans un rire nerveux, une femme jeune et belle, assistée de sa vieille mère qui tient la chaise où elle est perchée, frotte les vitres comme où étirait une jument.

« Vous n'êtes pas de Carias, me dit cette madone des palefreniers, d'où venez-vous ? » Ainsi, les habitants du bourg commentent leur Caravaggio : Carias au rire carné, Carias qui agresse et siffle dans la nuit des coeurs. Une putain retrouvée noyée et le ventre gonflé d'eau servit de modèle au peintre de toutes les transgressions pour le tableau qu'on peut admirer au Louvre, la *Mort de la Vierge*.

### Un œil globuleux et féroce

Dans le chœur de la cathédrale, tel que le voyait l'enfant Michelangelo Merisi, si un frisson nous parcourt devant la tragique *Déposition* de Francesco Prati, et ses fresques — un obscur *Paradis* d'ailes et de rondeurs fendues couvre la coupole à la Bramante, de la chapelle du Corpus Domini —, ce sont surtout les fresques de Bernardino Campi, d'un réalisme éclatant, qui nous requièrent : et, entre autres, ce très caravagesque jeu de mains et de muscles à nu d'où semble émaner la lumière.

Soudain, comme nous nous retournons, dans l'angle gauche de l'entrée, un évêque mitré se dresse, surgi là, dirait-on, pour nous barrer le chemin, en pied, d'une taille humaine mais hissé sur un piédestal qui le gigantifie.

sculpté dans le plâtre et peint à fresque par le même Campi : le prélat paraît figé dans sa cruauté, l'œil globuleux et féroce, et, dans sa main droite, il serre pour les abattre sur les fidèles agenouillés, les lanières de fer d'un fouet levé. Verges ou épées, combien de fois le Caravage répéta-t-il ce geste dans sa vie ou sur ses toiles, lui qui fit ses premiers pas quand la peinture séchait sur les murs et l'évêque rageur ?

Quant aux jeunes Bacchus, au sourire coquin et narquois de l'Amour vainqueur, aux joueurs de chapeaux et bergers alanguis ou farouches, nous les avons rencontrés, le 7 avril 1987, à Caravage. En sortant de San-Fermo-e-Rustico, et en descendant sur la gauche, on arrive bien vite à l'ex-couvent de San-Giovanni, devenu hôpital au seizième siècle, aujourd'hui en partie transformé en école primaire. Le côté sud, qui donne sur un champ d'herbes folles et un canal d'eau fangeuse, est en voie de restauration.

Trois jeunes ténorons, noirs comme des gamins napolitains, se trouvaient là, dans les gravats ocre-rouge, sous une arcade plein cintre, pour dégrossir ou couper de vieilles poutres : l'un, ployant de tout son corps sur la scie circulaire ; l'autre, avec une tronçonneuse dont il jouait au-dessus de sa tête autant que dans le bois vermoulu ; quand il nous vit, il arrêta le hurlement démoniaque de son instrument et, dans un bel éclat de rire, nous proposa, tout en se dirigeant derrière un pan de mur éboulé où couraient des lézards, de nous couper, zzzziip !, la jambe du milieu...

Le troisième était allongé sur un haut tas de planches, une jambe repliée sous lui, l'autre pendait dans le vide : débraillé, la braguette ouverte, le cou renversé en arrière, les yeux mi-clos sur de long cil, le visage et le corps un peu repeints, un peu mous : il se laissait doré par le soleil et offrir aux regards... Tel qu'en lui-même enfin Caravage le change.

(Lire la suite page 14.)

## AIR HAVAS



	NEW YORK	ATHENES	DAKAR	PALMA
à partir de	2100F	1290F	2520F	850F

Vol à dates fixes. Prix au 01.02.87.

En vente à la boutique AIR HAVAS :  
15, avenue de l'Opéra - 75001 Paris - Tél. 42 96 97 34  
et dans les 275 agences HAVAS-VOYAGES  
Conditions générales dans le catalogue AIR HAVAS.

**Havas Voyages : faites la différence**





## La route Pakistan-Sinkiang

A ce prix-là, on peut s'offrir en prime les *Souvenirs d'un voyage dans la Tartarie et le Thibet*, du Père Huc, un passionnant récit que rééditent Peuples du monde et la librairie Astrolabe (46, rue de Provence, 75009 Paris, tél. : 42-85-42-98). Jusqu'à fin juin, 240 F les deux volumes achetés sur place et 290 F frais d'envoi inclus.

## Musique à l'ancre

Ces croisières musicales (réservations dans les agences locales, tél. : 46-41-02-86 à La Rochelle, et renseignements à la Maison Poitou-Charentes, 4, avenue de l'Opéra, 75001 Paris, tél. : 42-96-01-88) sont organisées les vendredis 10 juillet et 7 août, et le

## Robert Enrico et Tahiti

## Patchwork américain

Au terme d'une succession de votes qui écartaient notamment le roman de Michel Crocs Spinelli *Bols d'épave*, ainsi que deux ouvrages collectifs — *l'Irlande* et *Buenos Aires* — des éditions Autrement, Léon l'Africain n'en parvenait pas moins en finale, où il s'inclinait devant l'Amérique passionnément de Lauretta de Soutirait (chez Carrère 197 p., 135 F.).



**Alésia, allons-y**

Ne cherchez pas Bibracte ou Alesia dans le dictionnaire des communes ou dans l'indicateur des chemins de fer. Si vous décidez de partir à la randonnée, entre les deux sites gaulois organisés de dimanche 18 au samedi 22 août par l'Association bourguignonne de randonnée (parc naturel régional du Morvan, Saint-Brissot, 58230-Mont-

Les forfaits — comprenant le carnet de route, l'assurance, l'hébergement et les repas — varient de 1.000 F pour un cycliste à 1.200 F pour un randonneur pédestre, 1.550 F pour un attelage, 1.600 F pour un cavalier indépendant (avec gibet et nourriture de son propre cheval), et 2.600 F si Ton doit louer une monture.

Un forfait de 200 F est demandé à ceux qui voudraient suivre l'itinéraire et participer aux animations en conservant pour le reste une autonomie digne de leurs ancêtres les Gaulois.

## HÔTELS

**LE VILLARD + TENNIS**  
Chamb. et duplex + cuisinette,  
350 F pers./sem. Tél. 92-45-82-62.  
**LAUREGARD + TENNIS + PISCINE**  
1190/1680 F sem. Demi-pension.  
910/1400. Tél. 92-45-82-62.

**HOTEL SYLVANA \*\*\***  
Idéal pour vacances d'été. Proche  
des centres. Situation calme. Vue pan-  
oramique. Arrang. familiaux.  
Fam. BONELLI, propr.  
R. 19-41/25/34-11-36. CH-1854 LEY

Et Leonardo Sciascia, qui vit disparaître son informateur anonyme comme il était apparu, sourit en coin à cette « hypothèse » pouvant bien se révéler la solution d'une de ces énigmes qui entourent la vie hors la loi et les crimes méconnus du Caravage.

**JEAN-NOËL SCHEFANO.**

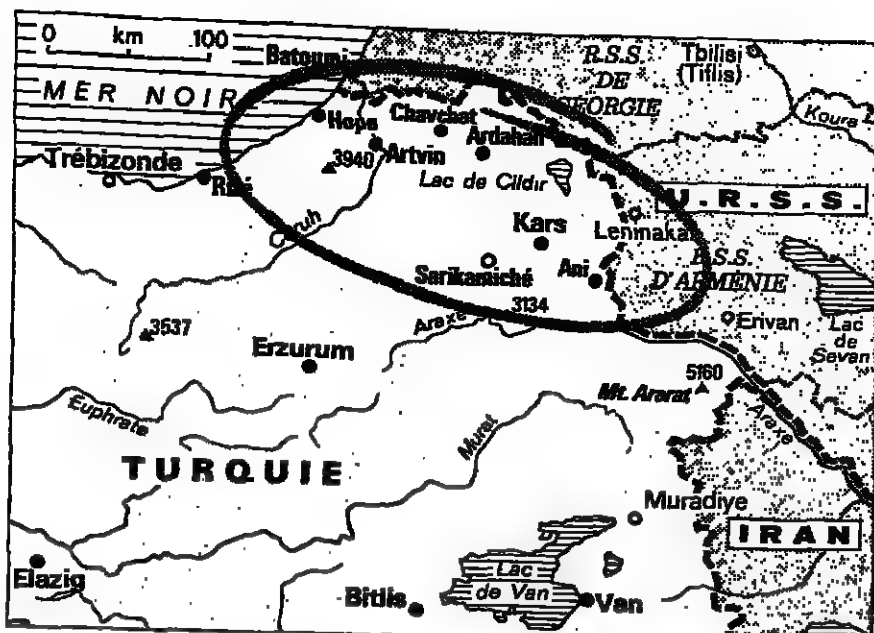
[illegible]



# DECOUVERTE

Le Monde sans visa • Samedi 13 juin 1987 15

## Ani, mille ans après



**Capitale des Bagratides au X<sup>e</sup> siècle, Ani, la cité aux mille et une églises, aujourd'hui en ruine, veille sur une frontière infranchissable, celle qui sépare la Turquie du Nord-Est de l'Union soviétique.**

Eglise en ruine dans la citadelle d'Ani. Photo extraite de la série « Documents d'architecture arménienne » éditée par la Faculté polytechnique de Milan et l'Académie des sciences d'Arménie soviétique. Editions Arès à Milan, Librairie Sanssouci à Paris.



« **U**n train pour Moscou ? Oui. Le mercredi... » C'est faux, bien sûr, et ces paysans dans la salle d'attente de la gare de Kars n'ont pas plus loin que leur village, quelque part entre cette ville et la frontière soviétique. Pourtant, l'Anatolie du Nord-Est semble garder la nostalgie de l'époque où la frontière qui court de la mer Noire au mont Ararat n'en faisait pas un bout du monde, une région en impasse.

Comme autrefois les caravanes, on peut partir de Trébizonde, encore languoureusement superbe du souvenir d'avoir abrité les fastes d'une capitale en exil. Sagesses de la dynastie des Comnènes, ces empereurs byzantins à l'œil après la prise de Byzance par les croisés latins en 1204 et qui ne reproduisent ici que la dédicace de leur fameuse basilique : intime, stoïque dans les ombres, Sainte-Sophie de Trébizonde semble arrachée de Saintonge.

En suivant la rivière d'Or, l'Albion, on remonte vers le monastère de Soumela. Derrière la façade incendiée, béante sur l'abîme, le gardien, mignon revêtu de Saint-Etienne, raconte en français la superposition des fresques heureusement bien restaurées, la vie des moines et leur départ en 1923.

Itinéraire gastronomique ? Ce serait sans doute pousser loin les charmes culinaires de la route côtière. Pourtant, où trouver ailleurs cette fœdus au fromage de montagne servie avec du pain de maïs, avant des croquettes ou un ragout d'anchois ? Dans l'étrange labyrinthe de la garnison, une bien sombre histoire de bureaucratie perverse : c'est un programme de la télévision de Géorgie soviétique.

On est déjà, ici, un peu dans le Caucase : après Rize et jusqu'au-

delà de la frontière, c'est le pays des Lazs, un peuple caucasien converti à l'islam, qui parle une langue appartenant au géorgien. Minorité sans problème, pourvoyeurs de thé d'un pays qui en consomme beaucoup, les Lazs ne se plaquent même pas d'occuper en Turquie le rôle ailleurs dévolu par les bédouins nationaux aux Belges ou aux Polonais.

Hop... c'est la fin de la route : ces fumées, un peu plus loin, appartiennent au port soviétique de Batoumi.

A Artvin, à la mi-juin, cafetiers et restaurateurs délaissent leurs commerces à flanc de montagne pour s'installer trois jours durant sur la prairie où se déroulent les combats de taureau. Ce sera aussi la saison pour explorer les ressources archéologiques de la région. Plusieurs ruines d'églises géorgiennes peuvent être atteintes depuis Chavchat qui disperse sur l'apage chalets de bois sculpté et greniers sur pilotis.

Dans cette soif de grandes et assuagées la moitié de l'année, un professeur de français « turque » en première nomination. Pour les futurs prédicateurs de mosquée, ses élèves, le contact avec notre littérature se fera par *Quatre-vingt-treize*, de Victor Hugo. A défaut du reste, la date sera certainement parlante : la guerre de 93 (1293 selon l'hégire) est encore ici dans toutes les mémoires : la débâcle, l'exode vers l'Ouest, une armée tsariste commandée par un général arménien, et le rattachement de la province de Kars et Ardahan à la Russie par le traité de Berlin en 1878, jusqu'à la Révolution d'octobre.

### Haute chrétienté d'Orient

Kars, qu'on rejoint en été au milieu des bergers transhumant par une piste qui emprunte, à 2600 mètres, l'un des plus hauts cols du pays, a gardé, dans le dernier de ses longues bâtisses de pierre, l'allure d'un relais sibérien. Muni des autorisations nécessaires délivrées par la police, et après avoir déposé ses appareils photo au poste militaire, on atteint, à la frontière russe, Ani, devenue au dixième siècle la capitale de la seigneurie arménienne des Bagratides, la ville aux mille et une églises.

Derrière les murailles intactes, les ruines s'étendent sur un éperon rocheux formant deux ravins : dans ce « désert des Tartares », la ville a attendu, trois siècles durant, ce Tchamarghan qui l'a mise à sac en 1239, anticipant de peu sur le déclin qui suivit, lors de la « paix mongole », le détournement des routes commerciales vers le nord de la mer Noire.

Artisans de l'une des plus prestigieuses écoles de l'architecture

arménienne, les constructeurs d'Ani se sont efforcés de réinterpréter tous les styles des premières époques du christianisme : des églises de forme circulaire et coiffées d'une coupole amorcée en cône dont on retrouve les lignes dans les monuments funéraires turcs seldjoukides, les *surbs* d'Anatolie.

D'autres, plus monumentales, sur plan rectangulaire, comme la cathédrale ruinée, rappellent la puissance et le rayonnement du catholicos d'Ani, riche de plus de cinq cents villes et villages à son apogée. Même dans les édifices les plus humbles, on est saisi par l'élégance des lignes, la finesse des reliefs : les rayons de soleil répondent, par l'ouverture des coupes effondrées, à l'ascension des colonnes vers le ciel.

Pas d'iconoclastie dans l'Eglise arménienne. Simplement une réticence à l'égard des images révé-

par les Grecs de Byzance. Les magnifiques fresques de saint Grégoire de Hontentz sont donc dues à des artistes géorgiens : elles racontent, dans les tons fauve qui sont encore ceux des tapis de la région, toute l'histoire de la chrétienté orientale, avec les vies de saint Grégoire et saint Nino, évangélistes de l'Arménie et de la Géorgie, et celles des deux saints Siméon stylites de Syrie représentés sur leurs colonnes.

Du haut des minarets de la mosquée construite par les Turcs seldjoukides, maîtres de la ville au douzième siècle, la vue plonge vers l'Arpa-Cay, impétueuse rivière frontière avec l'URSS. Le pont qui l'enjambe est aujourd'hui en ruine, et d'en face, derrière les miradors et la ligne de barbelés, on parvient à que des bruits mal identifiables. Un

train peut-être qui vient d'Erivan, tout près, derrière les sommets de l'Arménie soviétique ? Jusqu'en haut du minaret, des graffitis en arménien, remontant aux premières années d'occupation russe, témoignent à leur façon de la fin complexe d'une cohabitation séculaire.

Retour à Kars, pour plonger dans les vapeurs de l'un des deux hamans de la ville, au pied de la citadelle. Surprenante ambiance à la grande brasserie Hanedan (Dynastie). La longue salle, décor idéal d'un roman russe, s'orne de fresques fantastiques refaites tous les ans par un artiste local. Ataturk, ailleurs sévère, est ici un fringant Brummell bondissant hors de son cadre. Des maximes vantent « le bonheur qui calme les braves et donne du cœur aux lâches », et avertissent les consommateurs que « le plaisir ne se consomme pas à crédit ».

Le soir, l'étranger se voit dédier une ode improvisée au café Cobanoglu, où les *ashiks*, les bardes, s'affrontent en des joutes poétiques en s'accompagnant au *saz*, long instrument à cordes de la tradition populaire anatolienne. A 50 kilomètres au sud, on atteint Sarikamiché, pour ceux qu'attire le ski parmi les loups.

Au bout de la route, la très urbaine Erzurum, l'ancienne porte de la Perse, citadelle aujourd'hui du nationalisme antirusse, ne semble plus mériter sa réputation d'austérité. Vous rencontrerez peut-être le pacha du coin dans un restaurant : la salle reprendra, pour cette gloire locale, les mélodies de la musique classique turque, invitant à la révérence dans l'ombre du double minaret et des mosaïques illuminées d'Erzurum.

MICHEL FARRÈRE.

## 300.000 îles pour se perdre... 180.000 lacs pour se retrouver!..

**L**a Finlande, c'est le commencement des temps : une nature immense, intacte, aussi neuve que si elle venait tout juste de voir le jour.

Aller en Finlande, c'est renafre : rien ne compte plus, sauf le monde qui est si beau, le soleil qui est si chaud, le silence qui est si grand et la vie qui est partout.



PARIS-TRAVEMÜNDE: 990 KM ■ PARIS-STOCKHOLM: 1840 KM ■ TRAVEMÜNDE-HELSINKI: 221 H ■ STOCKHOLM-HELSINKI: 14 H ■ STOCKHOLM-TURKU: 11 H ■ KAPPELLSKAR-NAANTALI: 8 H.

Venez : nos ferries ont le luxe et le raffinement des transatlantiques. D'Allemagne de l'Ouest en Finlande : Navifrance pour Finnjet-Silja Line. De Suède en Finlande : Bennett Voyages pour Viking Line et Scanditours pour Finnjet-Silja Line.

Envoyez-moi vite votre documentation

Nom

Adresse

**Finlande**  
naturellement vôtre

Office du Tourisme de Finlande, 13, rue Aubert 75009 Paris. Tél. : 42 66 40 13

# FORFAITS

Special Angleterre

Pour tout séjour, quelle que soit sa durée, avec votre voiture en Angleterre, nous vous rappelons que Townsend Thoresen vous propose ses forfaits Big Ben Tours, à des tarifs qui méritent votre attention.

Par exemple : la traversée de Calais ou Boulogne à Douvres, 3 jours, deux nuits et le petit déjeuner, pour 4 adultes et une voiture, 688 F par personne dans les 350 guest-houses Wayfarer du Royaume-Uni, ou 850 F par personne en hôtel Consort (220 en Grande-Bretagne) en chambre double avec salle de bains.

A ce prix-là, l'Angleterre se rapproche. Renseignez-vous : 9, place de la Madeleine 75008 Paris - Tél. (1) 42 66 40 17



**TOWNSEND THORESEN**





LS en ont, du travail, les candidats au voyage, pour s'y reconnaître dans le tourbillon des tarifs aériens alléchantes qui leur sont proposés ! Sur les affiches des couloirs de métro, dans les pubs en quadrichromie des magazines, au fil des catalogues des agents de voyages, ce ne sont que Paris-New-York cassés, Hong-Kong pour pas cher et droit au voyage aérien à la portée de toutes les bourses. Pour guider un choix aussi malaisé, il est précieux de savoir que ces billets mirifiques sont les fruits de magouilles officielles.

Dans les années 70, les prix les plus bas du voyage aérien étaient consentis par les transporteurs aériens à la demande, les compagnies charters. Le principe en est simple : un ou plusieurs agents de voyages achètent les places d'un avion sur un vol donné. Le taux de remplissage à 100 % — et même à plus de 100 % — permet une

recette maximale et donc de pratiquer des prix plus bas que ceux qui doivent tenir compte d'un vol régulier, en moyenne plein à 60-70 %. Services à bord spartiates et appareils anciens contribuent à réduire l'addition.

Depuis 1980, les casseurs de prix ne sont plus les charters, mais les compagnies régulières. Celles-ci sont obligées d'en passer par là parce que les sièges de leurs avions ne peuvent être stockés. Les compagnies baissent leurs prix quand elles ont des difficultés financières et quand elles doivent absolument faire du chiffre d'affaires : par exemple, British Airways en 1980. Elles baissent leurs prix quand elles savent qu'elles auront inévitablement des sièges vides : par exemple, aujourd'hui Cathay Pacific entre Paris et Rome. Elles les baissent lorsqu'elles veulent s'approprier une part supplémentaire du marché : par exemple, en ce moment,

American ou Continental sur l'Atlantique Nord.

Ces baisses sont illégales. Elles contreviennent aux autorisations de vols qui ont été données à un prix minimal officiel, par les administrations des différents pays. C'est ici que les maquillages interviennent. Pour ne pas se voir retirer le droit de desservir la destination concernée, la compagnie passe des accords verbaux avec l'agence qui revend ses billets. (Encore que les Américains — depuis le scandale Lockheed — couchent par écrit le moindre de leurs contraventions au règlement !)

#### Fausse factures

L'avion de la compagnie régulière sera ainsi rempli d'une foule où personne n'aura payé le même prix. Il y aura la première, puis la classe affaires, la classe économique plein tarif, puis les tarifs APEX ou Super-APEX officiels

avec des contraintes de durée et de remboursement et enfin une kyrielle de sièges bradés, chaque agence de voyages ajoutant sa propre commission.

La clandestinité pousse les compagnies et les agences de voyages à des contorsions cocasses vis-à-vis des passagers. Telle agence vend le billet d'avion sec en l'accompagnant de faux bons d'hôtel, car il s'agit alors d'un forfait touristique pour lequel les prix exceptionnels sont autorisés. Telle autre porte sur le billet le prix officiel, mais ne fait payer qu'un montant bien moindre. Il s'agit, ni plus ni moins, de fausses factures ou de faux en écriture privée, comme disent les hommes de loi.

Toutes les compagnies régulières trichent un jour, mais aucune ne reconnaît ses pratiques répréhensibles : ni Air France, ni Philippines Airlines, ni PanAm, ni Iberia. En revanche, les bons revendeurs sont connus, car il leur faut avoir pignon sur rue pour attirer le client et être crédibles pour le retenir. Nouvelles Frontières est la plus connue de cette bande de brokers où figurent en

## ENQUETE

# Braderie en plein ciel

Depuis 1980, les casseurs de prix ne sont plus les compagnies charters mais les régulières. Un nouveau métier est né : bradeur de billets d'avion.

bonne place le Point Mulhouse, Go Voyages, Jumbo Charter (marque de la Sotair, filiale d'Air France), Air Havas et Inter Chart'air, qui appartient aux Wagons-Lits.

Écoutons René Chadoutaud, directeur d'Inter Chart'air, expliquer en toute discrétion comme il en est venu à vendre, cet été, le meilleur tarif français entre Paris et Los Angeles : « Il y a quelques années nous faisions comme tout le monde, c'est-à-dire que nous mettions sur notre publicité les prix des vols charters en gros et ceux des vols réguliers en petit, avec le sigle des Wagons-Lits à côté. Ça marchait. En cherchant des compagnies pratiquant de bons prix sur un nombre suffisant de départs, je suis tombé sur le problème des vols bidons, ces vols sur lesquels il n'existe que quelques sièges — ou même zéro — au prix annoncé. Il me fallait une compagnie qui casse les prix à mort et qui dispose de sièges en quantité pas trop ridicule. J'ai passé un très bon accord, en 1981, avec la compagnie X, qui était en pleine déconfiture. Je lui ai promis que ma main gauche ignorerait ce que ferait ma main droite et que les hommes d'affaires ne bénéficieraient pas de ces prix.

La compagnie X m'a dit que sa consœur Y était prête à me faire des conditions comparables. C'est alors que j'ai vraiment démarré pour parvenir en 1986 à 17 000 clients. Nous ne faisons appel qu'à des vols réguliers : en cas de pépin, le passager y est normalement pris en charge, nourri, logé à l'hôtel et ses bagages acheminés. Nous utilisons peu les compagnies du tiers-monde : certaines ont une flotte très réduite et, en cas de problèmes mécaniques, un touriste peut perdre plusieurs jours pour rentrer des Seychelles ; d'autres sont sérieuses, mais ne disposent que d'un seul vol par semaine pour l'Europe.

Qui se cache derrière WGT8R ?

Je choisis donc des compagnies offrant des prestations convenables et une bonne régularité. Il n'y a pas de secret : celles qui permettent de bonnes correspondances et qui ne vendent pas plus de billets qu'il n'y a de sièges dans leurs avions sont européennes, nord-américaines et asiatiques.

En septembre dernier, je suis allé faire le tour des compagnies pour leur demander leurs prix 1987 entre Paris et Los Angeles. La compagnie Z m'a offert un tarif aller-retour record de

3 640 F jusqu'au 31 mai, 3 890 F en juin et 4 070 F en juillet-août (1) pour un séjour de plus de sept jours et de moins de soixante et sur vingt-deux vols par semaine, à condition que je ne leur casse pas le marché en vendant aux hommes d'affaires. J'ai dit : OK, car rien n'est écrit.

Je n'ai pas un nombre fixe de places. C'est leur système électronique de réservation qui m'indique si la vente est possible au coup par coup. Le client sait, en achetant son billet chez nous ou par le canal de nos deux mille revendeurs, l'heure, le numéro du vol, le nom de la compagnie et le type d'appareil. Pour connaître quel transporteur se cache derrière la référence WGT8R, du catalogue d'Inter Chart'air, il suffit de téléphoner et la réponse sera immédiate. Hypocrisie.

René Chadoutaud s'amuse comme un petit fou. Il s'est lancé maintenant dans le marché des prix cassés pour l'homme d'affaires. Sur trente-cinq destinations, il offre la première classe jusqu'à 30 % de moins que les prix officiels, et la classe affaires jusqu'à 25 % de moins. A condition de ne pas baisser la qualité des prestations et de préciser les règles du jeu dans la brochure, le marché s'annonce prometteur : les entreprises surveillent de plus en plus leurs frais de déplacement.

Pour faire son choix dans cette grande braderie, il est donc indispensable de comparer des billets comparables. Le prix est l'un des critères, mais doit être autant entré en ligne de compte les durées minimales et maximales des vols (très important : un billet cassé n'est valable que sur la compagnie qui l'a émis), le nombre d'escales, le type d'appareil (on est moins fatigué en descendant d'un Boeing 747 que d'un Boeing 707), les correspondances possibles, les retenuës en cas d'annulation (100 % du prix ou rien) ou de modification (600 F ou rien), les suppléments sur certains vols (100 F le dimanche) et toutes les « fleurs » comme « bébé gratuit », l'achat du billet intervient plus de quinze jours avant le départ.

Occasions à saisir uniquement après vérifications.

ALAIN FAIVAS.

(1) Sur vol régulier : 5 250 F à Nouvelles Frontières, 5 300 F à Point, 5 200 F à Go Voyages.

## Ne rêvez plus de l'Irlande.

### Voici 16 raisons comminatoires pour y aller tout de suite.

1. On compte 150 plages, au bas mot, en Irlande. En été, la densité moyenne y est de 1 000 oiseaux, 2 vaches et 1 humain.
2. Pour 1 490 F A.R. environ, vous êtes en Irlande avec votre voiture. Chaque jour, un car-ferry direct relie la France à l'Irlande.
3. Il pleut moins à Dublin qu'à Biarritz. Mais personne ne le croit, même pas à Dublin.
4. L'aller et retour avion démarre à 2 080 F. Mais, bien plus malin, avec 2 415 F, vous avez l'avion et une voiture de location pendant 6 jours.
5. 450 fermes irlandaises vous accueillent pour 88 F environ la nuit, plus les saucisses, œufs, tomates grillées, tranches de bacon, céréales, confitures et toasts de ce qu'ils appellent un « petit » déjeuner.
6. Toutes les routes d'Irlande accordent la priorité aux moutons, ânes, oies, vaches, chevaux, vélos.
7. Pour assouvir une mémorable flemme, rien ne vaut un château-hôtel irlandais : 7 nuits 3 990 F\* (avec votre voiture, transport compris).
8. L'Irlande n'est qu'un gigantesque terrain de golf : pour 55 F vous avez une leçon, pour 75 F vous faites un parcours. Et pour 5 615 F\* vous avez le grand jeu : l'avion, la voiture de location, 7 nuits d'hôtels somptueux et 4 green fees.
9. Un arbre gigantesque pousse en plein milieu de la rue principale de Castle-townshend. Pourquoi pas ?
10. Pour 2 530 F\*, si vous partez en ferry avec votre voiture, vous passez 7 nuits dans les fermes de votre choix (3 780 F\* pour des hôtels). La même chose si vous partez en avion avec une voiture : de location : 3 320 F\* (4 150 F\* pour les hôtels).
11. Un chef de gare irlandais a vraiment dit : « A quoi bon avoir deux horloges dans la gare si c'est pour qu'elles indiquent toutes deux la même heure ? ».
12. Une ribambelle de restaurants affichent des menus touristiques à 49 et 67 F env. Un « snack » dans un pub : 20 F.
13. Une des façons les plus économiques de passer des vacances en Irlande est d'y louer un cottage. Environ 2 000 F la semaine pour un cottage de 4/5 personnes. Tourbe en sus.
14. Dans le sud-ouest de l'Irlande, une espèce de pétanque itinérante bloque parfois les routes quand deux villages décident de s'affronter. On a vu pire.
15. Toute une série de prestations touristiques viennent de voir leurs prix baisser sous certaines conditions. L'Office du Tourisme irlandais est, heureusement, au courant de tout.
16. En une heure d'avion ou une nuit de ferry, on est en Irlande. Qu'est-ce que vous attendez au juste ?

**Irish Continental Line** 8 rue Aubert, Paris 9<sup>e</sup>. Tél. 42 66 90 00.

**Aer Lingus** 47 avenue de l'Opéra, Paris 2<sup>e</sup>. Tél. 47 42 12 50.

ou votre agent de voyages.

# Irlande

Allez loin sans aller loin.

Office National du Tourisme Irlandais - 9, bd de la Madeleine, 75001 Paris - Tél. 42.61.81.26.

**COMPTOIR D'ISLANDE**

VOYAGES ET DÉCOUVERTES SUR L'ÎLE DE L'ENTRE-DEUX-MONDES

Rais - Randonnées - Expéditions  
Voyages à thème - Billets d'avion  
Locations de véhicules, etc.

Toute l'Islande en car et en bus.

**LES SPECIALISTES**  
COMPTOIR D'ISLANDE  
8 Bd Pasteur 75015 PARIS  
TEL. 45 67 99 34

NOM \_\_\_\_\_

ADRESSE \_\_\_\_\_

**NOMADE ?**

Une vie à découvert.  
Des voyages insolites.

Randonnées & Expéditions  
NOMADE

Randonnées & Expéditions  
NOMADE

**HOTELS SEILER**  
CH-3920 ZERMATT

et encore bien d'autres  
détails à la carte !

Mont Cervin : Tél. : 1941/2866 11 21  
Tél. : 472 129

Mont Rose : Tél. : 1941/2866 11 31  
Tél. : 472 129

Schwarzsee : Tél. : 1941/2866 11 55  
Tél. : 472 101

Sellerhaus : Tél. : 1941/2866 35 20



# VOYAGE

## Qui est Malte ?

Aucun coin de terre n'a aussi souvent changé de maître. L'île, qui a assimilé les apports les plus divers, véritable carrefour méditerranéen, accueillera en juillet l'Université d'été euro-arabe.

« **U**n piccolo paese della grande storia ! » Etonnant destin, en effet, que celui de ce caillon de 27 km de long sur 14 km de large dont l'histoire se confond avec la mer qui le refléchit. « La Méditerranée est au centre de la civilisation et Malte est au centre du centre », nous disait Richard England, architecte, peintre et poète qui, comme son nom ne l'indique pas, est maltais et appartient à l'illustre famille des Testaferrata.

Aucun coin de terre n'a aussi souvent changé de maître et chacun a laissé sa trace : Phéniciens, Grecs, Carthaginois, Romains, Byzantins, Arabes, Normands, Angevins, Aragons, Castillans, Français, Anglais... Seuls les Turcs ont été tenus en échec par l'ordre des hospitaliers de saint Jean de Jérusalem, plus connus sous le nom de chevaliers de Malte. Tant de vagues culturelles auraient pu engendrer un patchwork ; or ce qui frappe le visiteur, c'est la cohérence de l'archipel : un carrefour de la Méditerranée, il a réussi la synthèse de ses vicissitudes.

« A Malte, la terre semble s'être effacée au profit de la pierre », écrit Anne-Marie Delcambre (1). Le génie des Maltais est d'avoir su tirer parti de ce handicap. Des carrières, où on l'extrait, aux fortifications, en passant par les palais et les sim-

ples maisons, la pierre tendre et blanche qui durcit et dore au soleil donne à l'île son unité et son harmonie. L'architecture, malgré la diversité des styles, réalise ainsi la synthèse entre la sobriété arabe et le baroque européen. Tout comme la langue : d'origine sémitique, sa syntaxe et 65 % du vocabulaire sont arabes, mais elle est transcrite en caractères latins.

La vie courante offre aussi d'étonnantes juxtapositions, mais le résultat final est typiquement maltais. Ainsi, presque toutes les maisons anciennes sont joliment ornées de moucharabiehs ; or, vena de Damas via l'Andalousie et la Sicile, ces balcons qui, en Orient, permettent aux femmes de voir la rue sans être vues grâce à des panneaux de bois ajourés, ont été, ici, rebaptisés *gallerias* et garnis de vitres.

En partant, les Anglais ont légué leurs cabines téléphoniques rouges et caractéristiques, leurs pubs, leurs clubs et leur sens du confort, mais si le Maltais, marqué par la réserve britannique, est moins exubérant que les autres Méditerranéens, il est resté profondément catholique. Saint Paul était venu prêcher l'Evangile et aujourd'hui Malte compte 313 églises et chapelles, presque trop pour moins de 400 000 habitants. On comprend qu'il « les fêches et les fêtes tiennent lieu d'arabes » (2) quand on sait que les paysans ont dû rapporter par sacs entiers de la terre de la Sicile voisine pour faire pousser la célèbre orange... maltaise !

« siècle », selon l'expression d'un historien, donnera un coup d'arrêt décisif à l'expansion ottomane en Méditerranée occidentale.

Les Français, qui ont la prééminence — 44 grands-maîtres sur 68 et 400 chevaliers sur 600, — ont eu une profonde influence dans tous les domaines. Ainsi, en 1782, le grand-maître Emmanuel de Rohan instaure le code qui porte son nom, introduisant nombre de coutumes du droit français qui sont encore en vigueur. L'Angleterre jette alors son dévolu sur Malte pour remplacer Minorque, perdue en 1783. Elle est devancée par Bonaparte, qui rêve de conquérir l'Orient et connaît l'importance de cette place, qui est la mieux fortifiée d'Europe. En route vers l'Egypte en 1798, il met fin au règne des chevaliers, qui obtient leur fief à la République française.

La semaine qu'il passe à La Valette est un souvenir cuisant pour les Maltais, car la législation moderne dont il dote le pays est occultée dans leur mémoire par ses mesures antireligieuses. Surtout, ils déplorent les pillages : il a fait charger le trésor de l'Ordre, évalué à 3 millions en or et en argent, sur deux navires qui seraient coulés par Nelson au large d'Aboukir où ils gisent toujours. Le Dr Censu Tabone, ministre des affaires étrangères, ne nous a pas caché qu'il est fort désireux de récupérer ce patrimoine, ce qui suppose un arrangement avec

l'Egypte et peut-être, aussi, avec la France.

La défaite de Bonaparte à Aboukir favorise les convoitises de Londres : au début du XIX<sup>e</sup> siècle, Malte devient une colonie de la Couronne. Irremplaçable bastion ! Pendant les guerres napoléoniennes, c'est un entrepôt qui sert à tourner le blocus continental en attendant de devenir une escale sur la route des Indes. Pendant la guerre 1914-1918, ses 27 000 lits lui valent le surnom d'« Hôpital de la Méditerranée » tandis qu'au cours de la seconde guerre mondiale elle devient un port-avions insubmersible. Les Britanniques installent dans les souterrains creusés sous La Valette leur grand QG que l'on peut toujours visiter : 3 215 raids ont, en effet, détruit 25 000 maisons mais l'ont laissé intact.

La guerre a profondément transformé les habitants. Le paysan est devenu ouvrier, et la bourgeoisie, méprisée et tenue à l'écart des affaires par les chevaliers puis par les Anglais qui lui interdisaient ses clubs, s'est trouvée en contact avec le monde entier. Les émigrés — presque aussi nom-

breux que les habitants de l'île — redevenaient fiers de leurs racines, même s'ils s'étaient assimilés dans d'autres pays où ils ont généralement bien réussi. Ainsi pourrait-on citer, en France, l'écrivain Jacques Ellul, l'ancien ministre Edgar Pisani ou le politologue Hugues Portelli.

### Retour du pendule

Jusqu'à l'indépendance, acquise le 21 septembre 1964, le destin de Malte aura donc toujours été d'appartenir au maître de la mer, à la notable exception des Turcs. Depuis, deux formations se sont partagées le pouvoir. Le Parti travailliste de Don Minotoff a consolidé l'identité nationale en rompant brutalement les liens avec Londres et en se rapprochant du tiers-monde ; il a également accéléré l'émancipation des femmes en luttant résolument contre une Eglise toute puissante. Mais il a secrété une lourde bureaucratie et fait régner un climat de suspicion qui a facilité, en mai dernier, la victoire du Parti nationaliste.

L'arrivée de la nouvelle équipe a décrié l'atmosphère. Le nou-

veau premier ministre, M. Eddie Fenech-Adami, a ramené le pendule vers l'Europe ; contrairement à ses prédécesseurs, il veut éviter le dialogue presque exclusif avec la Libye pour entretenir de bonnes relations avec l'ensemble du monde arabe. « Nous sommes depuis toujours, et à tous les points de vue, des Européens. Il est donc normal que Malte veuille trouver sa place légitime au sein de l'Europe et cherche à devenir membre de la CEE », nous a-t-il déclaré. C'est aussi pour « affirmer sa vocation de trait d'union », selon l'expression de M. Ugo Mifsud Bonnici, ministre de l'éducation et de la culture, que Malte accueille, du 13 juillet au 8 août, la deuxième session de l'Université d'été euro-arabe (voir encadré), considérée comme le principal événement culturel de la saison.

PAUL MALTA.

(1) L'Évolution du droit de la terre à Malte, thèse de doctorat d'Etat soutenue à Paris-V, en 1986. A paraître.

(2) Nicolas Sandray : Dieu est-il gentilhomme ? Editions du Seuil, 1986.



La statue du patriote Manuel Dimech devant la superbe auberge de Cassile édifiée par les Chevaliers de Malte et devenue siège du gouvernement.

### Carrefour

La deuxième session de l'Université d'été euro-arabe, organisée avec les concours du gouvernement maltais et de la Fondation pour les études internationales (La Valette), se tiendra à Malte du 13 juillet au 8 août, avec la participation de quelque quarante universités et d'une dizaine de coopérateurs, comme le Centre international des hautes études agronomiques méditerranéennes (Paris, Bari, Montpellier, Barcelone) et l'institut européen des hautes études internationales (Nîmes).

La première semaine (13-18 juillet) sera consacrée au Carrefour de la pensée, des savoirs et des comportements sociaux. La deuxième (20-25 juillet) aura pour thème le carrefour des cultures et comportera trois ateliers : littérature, architecture et artisanat, arts plastiques. La troisième (27 juillet-1<sup>er</sup> août) traitera des sciences et des techniques ; elle donnera lieu au lancement de la « Fusée de l'amitié » par l'Association nationale (française) sciences, techniques et jeunesse, sous le contrôle du Centre national d'études spatiales. La quatrième semaine sera axée sur les relations euro-arabes d'hier à demain.

\* Renseignements : au 42-39-13-25 les lundis et vendredis, et au 42-41-93-93 les autres jours. Pour les inscriptions, le billet d'avion et le séjour, contactez Air Malta (92, rue Vaucaux, 75007 Paris 14 ; 45-49-06-50).

### Bataille à un contre cinq

Après la prise de Jérusalem par Saladin (1187), puis la perte de Rhodes (1522), l'Ordre s'installe à Malte, peuplée alors de moins de 15 000 habitants. Le grand-maître Villiers de l'Isle-Adam y entre solennellement le 13 novembre 1530, et son premier soin est de restaurer les fortifications. Mais c'est Jean Parisot de la Valette qui donnera son nom à la ville dont il ordonne la construction après avoir résisté au grand siège turc de 1565.

Aidés des Maltais, les chevaliers se battent à un contre cinq car les Ottomans alignent 38 000 hommes dont 6 000 janissaires — le corps d'élite du sultan — et une flotte commandée par l'intéprete Dragut. Le siège durera du 19 mai 1565 au 8 septembre 1566 et fera 9 000 morts chez les chrétiens et près de 20 000 chez les musulmans. Ce « Verdun du XVI<sup>e</sup>

## JE VOYAGE COMME JE VEUX AVEC NOUVELLES FRONTIERES



**LE VOL. PARIS ATHENES ALLER RETOUR A PARTIR DE 1090 F**  
166 BD DU MONTPARNAISE 75014 PARIS 42 73 10 64

**NOUVELLES FRONTIERES**

# HORAIRES

Special Angleterre

Si vous envisagez un séjour en Angleterre, nous attirons votre attention sur la fréquence des liaisons Townsend Thoresen.

Entre Calais et Douvres, vous avez actuellement le choix entre 30 traversées par jour ; entre Boulogne et Douvres, 16 traversées par jour ; entre Le Havre ou Cherbourg et Portsmouth, jusqu'à 14 traversées par jour.

Soit jusqu'à 60 possibilités de traverser la Manche. Idéal pour un séjour sur mesure.

Renseignez-vous : 9, place de la Madeleine - 75008 Paris - Tél. (1) 42 66 40 17

**TOWNSEND THORESEN**



## JEUX

## échecs

N° 1232

LA MANŒUVRE  
ÉTAIT TROP LENTE

(Tournoi zonal de Bath, 1987)

Blancs : FLEAH

Noirs : CONNIE

Résultat : D. Vainqueur de Vienne

1. d4 d5 15. Cc6+ (1) Rb8 (b)  
2. g4 dxc4 16. Txd8+ Dxd8  
3. Cc3 Cb6 17. Cg5 (1) Dd7  
4. Cc5 d6 (a) 18. Dd3 (a) a6  
5. d4 Fb4 (b) 19. Fxg6 (a) Fg8  
6. Fg5 (a) h6 (d) 20. Dd3 Rg7 (o)  
7. Fxh6 Dxc6 21. Cxh6+ Dxd8  
8. Fxg4 d5 (b) 22. Cc7+ Kf5  
9. Dd7 (1) 23. Fb3 (p) Cg6 (q)  
10. g4 cxd4 (a) 24. Dd3 (r) Rb8  
11. Cc4 (b) e4 25. Td1 Dd7  
12. Dd4 Td8 26. Dd6+ Ee8  
13. Dd3 Dd7 (1) 27. Dg6 (a) aaaa  
14. Td1 Fg6

## NOTES

a) Les Noirs ont le choix entre plusieurs réponses, 4... a6; 4... g5; 4... Ff5; 4... d6 et 4... c5. Sur 4... a6 et 4... g5, la réponse 5. d4 donne aux Blancs un jeu actif; par exemple, 4... a6; 5. d4, b5; 6. e5, Cc5; 7. a4, Fd7; 8. e6, Fxg6; 9. Cc4 et 4... g5; 5. d4, b5; 6. e5, Cc5; 7. a4, a5; 8. a4b5, Cc3; 9. bxc3, cxb5; 10. Cc5, f6; 11. Dd3, Td7; 12. e6, Dd6; 13. d5 sont deux suites qui exigent des Noirs une défense extrêmement précise.

b) On 5... c5; 6. d5, e5; 7. f5, Cf7; 8. Fd3, f7; 9. Fxg7, Dxd7; 10. Cxd5, Dd8; 11. Fxc4, 0-0; 12. Dc2, Td8; 13. 0-0-0 Cxd5; 14. Td1, Cb6; 15. Cxd5, Cxd5; 16. Fb5 et l'attaque des Blancs est irrésistible. On peut jouer aussi tranquillement sur 5... c5 comme Hubner contre Radulov (Leningrad,

1973): 6. Fxc4, e5; 7. Cxd4, Cb-d7 (si 7... a6; 8. e5, Dd7; 9. Dd2); 8. 0-0, Fc5; 9. Cb3, Fd7; 10. Dd2, e5; 11. Fd3.

c) Retour à la « variante de Vienne » élaborée par Becker, Knoch et Grunfeld et pratiquement absente des tournois depuis plus de trente ans.

d) Trois défenses sont à envisager: 6... h6; 6... b5; 6... c5. C'est à cette dernière contre-attaque, dont Alekhine pensait qu'elle entraînait d'extraordinaires complications mais vraisemblablement favorables aux Blancs que Karpov eut récemment recours (Memorial Euwe, Amsterdam, 1987) contre Timman: après 6... c5; 7. e5, cxd4; 8. Dd4+, Cc6; 9. 0-0-0, b6; 10. e4, f6, h5; 11. Fg7, Tg8; 12. Cxd4, Fxc3; 13. bxc3, Dd5; 14. Dxa5, Cxa5; 15. h4, g4; 16. h5, Tg7; 17. h6, Td7; 18. Fd2, b6; 19. Fxc4, Fb7; 20. Cb3, Rg7; 21. Cc5, Td8; 22. h7, Fxg2; 23. Td6, Fg6; 24. f4, Rg7; 25. f5, e5; 26. Fd3, Td8; 27. Td1+, Rf8; 28. Fd4, Rg7 une position pénible pour les Noirs, ce qui confirme le jugement d'Alekhine. Timman poursuivait par 29. Td2, alors que 29. Td4 conduisait probablement au gain et, après une défense acharnée de Karpov, n'obtient que la nulle au 30. coup.

e) 8... 0-0 est, sans doute, meilleur; par exemple, 9. 0-0, Cd7; 10. e5, Dd8; 11. Dd2, Cb6; 12. Fd3, Cd5, bien que

les Blancs aient une position avantageuse comme le montre la partie Averkhine-Nikolich (Sofia, 1983): 13. Fd2, c5; 14. Cxd5, e5; 15. a3, Dxd5; 15. a3, Fa5; 16. Fd4 et 17. dxc5; 15. a3, Fa5; 16. dxc5, Fc7; 17. Cb4, Dd7; 18. Dd3, g5; 19. Td6, Dxc5; 20. e6, Dd6; 21. g3, Fd6; 22. Cf5, gxf5; 23. Dxf5, Rg7; 24. Dd7+, Rf6; 25. Dxd6+, Rg7; 26. Dg5+, Rg8; 27. Fd4+, abandon.

f) Ou 9... Dd8; 10. 0-0, Fc3 (si 10... cxd4; 11. Cb4); 11. bxc3, cxd4; 12. Dxd4, Cc6; 13. Dg4, 0-0; 14. Td1; 15. Dd3, Dd8; 16. e4, Dd7; 17. Dd3, Dd8; 18. e4, Dd7; 19. Dg4+, Rf6; 20. Dxd6+, Rg7; 21. Dg5+, Rg8; 22. Fd4+, abandon.

g) Une incertitude 10... Fc3 est nécessaire, même si les Blancs ont une bonne position après 11. bxc3, 0-0; 12. Dd2, Cc6; 13. a3, Td8; 14. Dd4. h) Avec la menace 12. a3, Fg5; 13. b4 et 14. Cd6+.

i) Un plan tactique qui ne tient pas compte de l'absence de forces défensives autour du Roi. Les Noirs veulent jouer Fd7, Fc6 et Cd7-8 mais la manœuvre est trop lente.

j) Une attaque foudroyante.

k) Le C ne peut être pris: si 15... gxf6; 16. Dxb6, fxf6; 17. Txd6+, Dd8; 18. Cxf6, exf6; 19. Dd8; 20. Dd8; 21. Dd8; 22. Dd8; 23. Dd8; 24. Dd8; 25. Dd8; 26. Dd8; 27. Dd8; 28. Dd8; 29. Dd8; 30. Dd8; 31. Dd8; 32. Dd8; 33. Dd8; 34. Dd8; 35. Dd8; 36. Dd8; 37. Dd8; 38. Dd8; 39. Dd8; 40. Dd8; 41. Dd8; 42. Dd8; 43. Dd8; 44. Dd8; 45. Dd8; 46. Dd8; 47. Dd8; 48. Dd8; 49. Dd8; 50. Dd8; 51. Dd8; 52. Dd8; 53. Dd8; 54. Dd8; 55. Dd8; 56. Dd8; 57. Dd8; 58. Dd8; 59. Dd8; 60. Dd8; 61. Dd8; 62. Dd8; 63. Dd8; 64. Dd8; 65. Dd8; 66. Dd8; 67. Dd8; 68. Dd8; 69. Dd8; 70. Dd8; 71. Dd8; 72. Dd8; 73. Dd8; 74. Dd8; 75. Dd8; 76. Dd8; 77. Dd8; 78. Dd8; 79. Dd8; 80. Dd8; 81. Dd8; 82. Dd8; 83. Dd8; 84. Dd8; 85. Dd8; 86. Dd8; 87. Dd8; 88. Dd8; 89. Dd8; 90. Dd8; 91. Dd8; 92. Dd8; 93. Dd8; 94. Dd8; 95. Dd8; 96. Dd8; 97. Dd8; 98. Dd8; 99. Dd8; 100. Dd8; 101. Dd8; 102. Dd8; 103. Dd8; 104. Dd8; 105. Dd8; 106. Dd8; 107. Dd8; 108. Dd8; 109. Dd8; 110. Dd8; 111. Dd8; 112. Dd8; 113. Dd8; 114. Dd8; 115. Dd8; 116. Dd8; 117. Dd8; 118. Dd8; 119. Dd8; 120. Dd8; 121. Dd8; 122. Dd8; 123. Dd8; 124. Dd8; 125. Dd8; 126. Dd8; 127. Dd8; 128. Dd8; 129. Dd8; 130. Dd8; 131. Dd8; 132. Dd8; 133. Dd8; 134. Dd8; 135. Dd8; 136. Dd8; 137. Dd8; 138. Dd8; 139. Dd8; 140. Dd8; 141. Dd8; 142. Dd8; 143. Dd8; 144. Dd8; 145. Dd8; 146. Dd8; 147. Dd8; 148. Dd8; 149. Dd8; 150. Dd8; 151. Dd8; 152. Dd8; 153. Dd8; 154. Dd8; 155. Dd8; 156. Dd8; 157. Dd8; 158. Dd8; 159. Dd8; 160. Dd8; 161. Dd8; 162. Dd8; 163. Dd8; 164. Dd8; 165. Dd8; 166. Dd8; 167. Dd8; 168. Dd8; 169. Dd8; 170. Dd8; 171. Dd8; 172. Dd8; 173. Dd8; 174. Dd8; 175. Dd8; 176. Dd8; 177. Dd8; 178. Dd8; 179. Dd8; 180. Dd8; 181. Dd8; 182. Dd8; 183. Dd8; 184. Dd8; 185. Dd8; 186. Dd8; 187. Dd8; 188. Dd8; 189. Dd8; 190. Dd8; 191. Dd8; 192. Dd8; 193. Dd8; 194. Dd8; 195. Dd8; 196. Dd8; 197. Dd8; 198. Dd8; 199. Dd8; 200. Dd8; 201. Dd8; 202. Dd8; 203. Dd8; 204. Dd8; 205. Dd8; 206. Dd8; 207. Dd8; 208. Dd8; 209. Dd8; 210. Dd8; 211. Dd8; 212. Dd8; 213. Dd8; 214. Dd8; 215. Dd8; 216. Dd8; 217. Dd8; 218. Dd8; 219. Dd8; 220. Dd8; 221. Dd8; 222. Dd8; 223. Dd8; 224. Dd8; 225. Dd8; 226. Dd8; 227. Dd8; 228. Dd8; 229. Dd8; 230. Dd8; 231. Dd8; 232. Dd8; 233. Dd8; 234. Dd8; 235. Dd8; 236. Dd8; 237. Dd8; 238. Dd8; 239. Dd8; 240. Dd8; 241. Dd8; 242. Dd8; 243. Dd8; 244. Dd8; 245. Dd8; 246. Dd8; 247. Dd8; 248. Dd8; 249. Dd8; 250. Dd8; 251. Dd8; 252. Dd8; 253. Dd8; 254. Dd8; 255. Dd8; 256. Dd8; 257. Dd8; 258. Dd8; 259. Dd8; 260. Dd8; 261. Dd8; 262. Dd8; 263. Dd8; 264. Dd8; 265. Dd8; 266. Dd8; 267. Dd8; 268. Dd8; 269. Dd8; 270. Dd8; 271. Dd8; 272. Dd8; 273. Dd8; 274. Dd8; 275. Dd8; 276. Dd8; 277. Dd8; 278. Dd8; 279. Dd8; 280. Dd8; 281. Dd8; 282. Dd8; 283. Dd8; 284. Dd8; 285. Dd8; 286. Dd8; 287. Dd8; 288. Dd8; 289. Dd8; 290. Dd8; 291. Dd8; 292. Dd8; 293. Dd8; 294. Dd8; 295. Dd8; 296. Dd8; 297. Dd8; 298. Dd8; 299. Dd8; 300. Dd8; 301. Dd8; 302. Dd8; 303. Dd8; 304. Dd8; 305. Dd8; 306. Dd8; 307. Dd8; 308. Dd8; 309. Dd8; 310. Dd8; 311. Dd8; 312. Dd8; 313. Dd8; 314. Dd8; 315. Dd8; 316. Dd8; 317. Dd8; 318. Dd8; 319. Dd8; 320. Dd8; 321. Dd8; 322. Dd8; 323. Dd8; 324. Dd8; 325. Dd8; 326. Dd8; 327. Dd8; 328. Dd8; 329. Dd8; 330. Dd8; 331. Dd8; 332. Dd8; 333. Dd8; 334. Dd8; 335. Dd8; 336. Dd8; 337. Dd8; 338. Dd8; 339. Dd8; 340. Dd8; 341. Dd8; 342. Dd8; 343. Dd8; 344. Dd8; 345. Dd8; 346. Dd8; 347. Dd8; 348. Dd8; 349. Dd8; 350. Dd8; 351. Dd8; 352. Dd8; 353. Dd8; 354. Dd8; 355. Dd8; 356. Dd8; 357. Dd8; 358. Dd8; 359. Dd8; 360. Dd8; 361. Dd8; 362. Dd8; 363. Dd8; 364. Dd8; 365. Dd8; 366. Dd8; 367. Dd8; 368. Dd8; 369. Dd8; 370. Dd8; 371. Dd8; 372. Dd8; 373. Dd8; 374. Dd8; 375. Dd8; 376. Dd8; 377. Dd8; 378. Dd8; 379. Dd8; 380. Dd8; 381. Dd8; 382. Dd8; 383. Dd8; 384. Dd8; 385. Dd8; 386. Dd8; 387. Dd8; 388. Dd8; 389. Dd8; 390. Dd8; 391. Dd8; 392. Dd8; 393. Dd8; 394. Dd8; 395. Dd8; 396. Dd8; 397. Dd8; 398. Dd8; 399. Dd8; 400. Dd8; 401. Dd8; 402. Dd8; 403. Dd8; 404. Dd8; 405. Dd8; 406. Dd8; 407. Dd8; 408. Dd8; 409. Dd8; 410. Dd8; 411. Dd8; 412. Dd8; 413. Dd8; 414. Dd8; 415. Dd8; 416. Dd8; 417. Dd8; 418. Dd8; 419. Dd8; 420. Dd8; 421. Dd8; 422. Dd8; 423. Dd8; 424. Dd8; 425. Dd8; 426. Dd8; 427. Dd8; 428. Dd8; 429. Dd8; 430. Dd8; 431. Dd8; 432. Dd8; 433. Dd8; 434. Dd8; 435. Dd8; 436. Dd8; 437. Dd8; 438. Dd8; 439. Dd8; 440. Dd8; 441. Dd8; 442. Dd8; 443. Dd8; 444. Dd8; 445. Dd8; 446. Dd8; 447. Dd8; 448. Dd8; 449. Dd8; 450. Dd8; 451. Dd8; 452. Dd8; 453. Dd8; 454. Dd8; 455. Dd8; 456. Dd8; 457. Dd8; 458. Dd8; 459. Dd8; 460. Dd8; 461. Dd8; 462. Dd8; 463. Dd8; 464. Dd8; 465. Dd8; 466. Dd8; 467. Dd8; 468. Dd8; 469. Dd8; 470. Dd8; 471. Dd8; 472. Dd8; 473. Dd8; 474. Dd8; 475. Dd8; 476. Dd8; 477. Dd8; 478. Dd8; 479. Dd8; 480. Dd8; 481. Dd8; 482. Dd8; 483. Dd8; 484. Dd8; 485. Dd8; 486. Dd8; 487. Dd8; 488. Dd8; 489. Dd8; 490. Dd8; 491. Dd8; 492. Dd8; 493. Dd8; 494. Dd8; 495. Dd8; 496. Dd8; 497. Dd8; 498. Dd8; 499. Dd8; 500. Dd8; 501. Dd8; 502. Dd8; 503. Dd8; 504. Dd8; 505. Dd8; 506. Dd8; 507. Dd8; 508. Dd8; 509. Dd8; 510. Dd8; 511. Dd8; 512. Dd8; 513. Dd8; 514. Dd8; 515. Dd8; 516. Dd8; 517. Dd8; 518. Dd8; 519. Dd8; 520. Dd8; 521. Dd8; 522. Dd8; 523. Dd8; 524. Dd8; 525. Dd8; 526. Dd8; 527. Dd8; 528. Dd8; 529. Dd8; 530. Dd8; 531. Dd8; 532. Dd8; 533. Dd8; 534. Dd8; 535. Dd8; 536. Dd8; 537. Dd8; 538. Dd8; 539. Dd8; 540. Dd8; 541. Dd8; 542. Dd8; 543. Dd8; 544. Dd8; 545. Dd8; 546. Dd8; 547. Dd8; 548. Dd8; 549. Dd8; 550. Dd8; 551. Dd8; 552. Dd8; 553. Dd8; 554. Dd8; 555. Dd8; 556. Dd8; 557. Dd8; 558. Dd8; 559. Dd8; 560. Dd8; 561. Dd8; 562. Dd8; 563. Dd8; 564. Dd8; 565. Dd8; 566. Dd8; 567. Dd8; 568. Dd8; 569. Dd8; 570. Dd8; 571. Dd8; 572. Dd8; 573. Dd8; 574. Dd8; 575. Dd8; 576. Dd8; 577. Dd8; 578. Dd8; 579. Dd8; 580. Dd8; 581. Dd8; 582. Dd8; 583. Dd8; 584. Dd8; 585. Dd8; 586. Dd8; 587. Dd8; 588. Dd8; 589. Dd8; 590. Dd8; 591. Dd8; 592. Dd8; 593. Dd8; 594. Dd8; 595. Dd8; 596. Dd8; 597. Dd8; 598. Dd8; 599. Dd8; 600. Dd8; 601. Dd8; 602. Dd8; 603. Dd8; 604. Dd8; 605. Dd8; 606. Dd8; 607. Dd8; 608. Dd8; 609. Dd8; 610. Dd8; 611. Dd8; 612. Dd8; 613. Dd8; 614. Dd8; 615. Dd8; 616. Dd8; 617. Dd8; 618. Dd8; 619. Dd8; 620. Dd8; 621. Dd8; 622. Dd8; 623. Dd8; 624. Dd8; 625. Dd8; 626. Dd8; 627. Dd8; 628. Dd8; 629. Dd8; 630. Dd8; 631. Dd8; 632. Dd8; 633. Dd8; 634. Dd8; 635. Dd8; 636. Dd8; 637. Dd8; 638. Dd8; 639. Dd8; 640. Dd8; 641. Dd8; 642. Dd8; 643. Dd8; 644. Dd8; 645. Dd8; 646. Dd8; 647. Dd8; 648. Dd8; 649. Dd8; 650. Dd8; 651. Dd8; 652. Dd8; 653. Dd8; 654. Dd8; 655. Dd8; 656. Dd8; 657. Dd8; 658. Dd8; 659. Dd8; 660. Dd8; 661. Dd8; 662. Dd8; 663. Dd8; 664. Dd8; 665. Dd8; 666. Dd8; 667. Dd8; 668. Dd8; 669. Dd8; 670. Dd8; 671. Dd8; 672. Dd8; 673. Dd8; 674. Dd8; 675. Dd8; 676. Dd8; 677. Dd8; 678. Dd8; 679. Dd8; 680. Dd8; 681. Dd8; 682. Dd8; 683. Dd8; 684. Dd8; 685. Dd8; 686. Dd8; 687. Dd8; 688. Dd8; 689. Dd8; 690. Dd8; 691. Dd8; 692. Dd8; 693. Dd8; 694. Dd8; 695. Dd8; 696. Dd8; 697. Dd8; 698. Dd8; 699. Dd8; 700. Dd8; 701. Dd8; 702. Dd8; 703. Dd8; 704. Dd8; 705. Dd8; 706. Dd8; 707. Dd8; 708. Dd8; 709. Dd8; 710. Dd8; 711. Dd8; 712. Dd8; 713. Dd8; 714. Dd8; 715. Dd8; 716. Dd8; 717. Dd8; 718. Dd8; 719. Dd8; 720. Dd8; 721. Dd8; 722. Dd8; 723. Dd8; 724. Dd8; 725. Dd8; 726. Dd8; 727. Dd8; 728. Dd8; 729. Dd8; 730. Dd8; 731. Dd8; 732. Dd8; 733. Dd8; 734. Dd8; 735. Dd8; 736. Dd8; 737. Dd8; 738. Dd8; 739. Dd8; 740. Dd8; 741. Dd8; 742. Dd8; 743. Dd8; 744. Dd8; 745. Dd8; 746. Dd8; 747. Dd8; 748. Dd8; 749. Dd8; 750. Dd8; 751. Dd8; 752. Dd8; 753. Dd8; 754. Dd8; 755. Dd8; 756. Dd8; 757. Dd8; 758. Dd8; 759. Dd8; 760. Dd8; 761. Dd8; 762. Dd8; 763. Dd8; 764. Dd8; 765. Dd8; 766. Dd8; 767. Dd8; 768. Dd8; 769. Dd8; 770. Dd8; 771. Dd8; 772. Dd8; 773. Dd8; 774. Dd8; 775. Dd8; 776. Dd8; 777. Dd8; 778. Dd8; 779. Dd8; 780. Dd8; 781. Dd8; 782. Dd8; 783. Dd8; 784. Dd8; 785. Dd8; 786. Dd8; 787. Dd8; 788. Dd8; 789. Dd8; 790. Dd8; 791. Dd8; 792. Dd8; 793. Dd8; 794. Dd8; 795. Dd8; 796. Dd8; 797. Dd8; 798. Dd8; 799. Dd8; 800. Dd8; 801. Dd8; 802. Dd8; 803. Dd8; 804. Dd8; 805. Dd8; 806. Dd8; 807. Dd8; 808. Dd8; 809. Dd8; 810. Dd8; 811. Dd8; 812. Dd8; 813. Dd8; 814. Dd8; 815. Dd8; 816. Dd8; 817. Dd8; 818. Dd8; 819. Dd8; 820. Dd8; 821. Dd8; 822. Dd8; 823. Dd8; 824. Dd8; 825. Dd8; 826. Dd8; 827. Dd8; 828. Dd8; 829. Dd8; 830. Dd8; 831. Dd8; 832. Dd8; 833. Dd8; 834. Dd8; 835. Dd8; 836. Dd8; 837. Dd8; 838. Dd8; 839. Dd8; 840. Dd8; 841. Dd8; 842. Dd8; 843. Dd8; 844. Dd8; 845. Dd8; 846. Dd8; 847. Dd8; 848. Dd8; 849. Dd8; 850. Dd8; 851. Dd8; 852. Dd8; 853. Dd8; 854. Dd8; 855. Dd8; 856. Dd8; 857. Dd8; 858. Dd8; 859. Dd8; 860. Dd8; 861. Dd8; 862. Dd8; 863. Dd8; 864. Dd8; 865. Dd8; 866. Dd8; 867. Dd8; 868. Dd8; 869. Dd8; 870. Dd8; 871. Dd8; 872. Dd8; 873. Dd8; 874. Dd8; 875. Dd8; 876. Dd8; 877. Dd8; 878. Dd8; 879. Dd8; 880. Dd8; 881. Dd8; 882. Dd8; 883. Dd8; 884. Dd8; 885. Dd8; 886. Dd8; 887. Dd8; 888. Dd8; 889. Dd8; 890. Dd8; 891. Dd8; 892. Dd8; 893. Dd8; 894. Dd8; 895. Dd8; 896. Dd8; 897. Dd8; 898. Dd8; 899. Dd8; 900. Dd8; 901. Dd8; 902. Dd8; 903. Dd8; 904. Dd8; 905. Dd8; 906. Dd8; 907. Dd8; 908. Dd8; 909. Dd8; 910. Dd8; 911. Dd8; 912. Dd8; 913. Dd8; 914. Dd8; 915. Dd8; 916. Dd8; 917. Dd8; 918. Dd8; 919. Dd8; 920. Dd8; 921. Dd8; 922. Dd8; 923. Dd8; 924. Dd8; 925. Dd8; 926. Dd8; 927. Dd8; 928. Dd8; 929. Dd8; 930. Dd8; 931. Dd8; 932. Dd8; 933. Dd8; 934. Dd8; 935. Dd8; 936. Dd8; 937. Dd8; 938. Dd8; 939. Dd8; 940. Dd8; 941. Dd8; 942. Dd8; 943. Dd8; 944. Dd8; 945. Dd8; 946. Dd8; 947. Dd8; 948. Dd8; 949. Dd8; 950. Dd8; 951. Dd8; 952. Dd8; 953. Dd8; 954. Dd8; 955. Dd8; 956. Dd8; 957. Dd8; 958. Dd8; 959. Dd8; 960. Dd8; 961. Dd8; 962. Dd8; 963. Dd8; 964. Dd8; 965. Dd8; 966. Dd8; 967. Dd8; 968. Dd8; 969. Dd8; 970. Dd8; 971. Dd8; 972. Dd8; 973. Dd8; 974. Dd8; 975. Dd8; 976. Dd8; 977. Dd8; 978. Dd8; 979. Dd8; 980. Dd8; 981. Dd8; 982. Dd8; 983. Dd8; 984. Dd8; 985. Dd8; 986. Dd8; 987. Dd8; 988. Dd8; 989. Dd8; 990. Dd8; 991. Dd8; 992. Dd8; 993. Dd8; 994. Dd8; 995. Dd8; 996. Dd8; 997. Dd8; 998. Dd8; 999. Dd8; 1000. Dd8; 1001. Dd8; 1002. Dd8; 1003. Dd8; 1004. Dd8; 1005. Dd8; 1006. Dd8; 1007. Dd8; 1008. Dd8; 1009. Dd8; 1010. Dd8; 1011. Dd8; 1012. Dd8; 1013. Dd8; 1014. Dd8; 1015. Dd8; 1016. Dd8; 1017. Dd8; 1018. Dd8; 1019. Dd8; 1020. Dd8; 1021. Dd8; 1022. Dd8; 1023. Dd8; 1024. Dd8; 1025. Dd8; 1026. Dd8; 1027. Dd8; 1028. Dd8; 1029. Dd8; 1030. Dd8; 1031. Dd8; 1032. Dd8; 1033. Dd8; 1034. Dd8; 1035. Dd8; 1036. Dd8; 1037. Dd8; 1038. Dd8; 1039. Dd8; 1040. Dd8; 1041. Dd8; 1042. Dd8; 1043. Dd8; 1044. Dd8; 1045. Dd8; 1046. Dd8; 1047. Dd8; 1048. Dd8; 1049. Dd8; 1050. Dd8; 1051. Dd8; 1052. Dd8; 1053. Dd8; 1054. Dd8; 1055. Dd8; 1056. Dd8; 1057. Dd8; 1058. Dd8; 1059. Dd8; 1060. Dd8; 1061. Dd8; 1062. Dd8; 1063. Dd8; 1064. Dd8; 1065. Dd8; 1066. Dd8; 1067. Dd8; 1068. Dd8; 1069. Dd8; 1070. Dd8; 1071. Dd8; 1072. Dd8; 1073. Dd8; 1074. Dd8; 1075. Dd8; 1076. Dd8; 1077. Dd8; 1078. Dd8; 1079. Dd8; 1080. Dd8;



# Fourchettes anglaises

OUI, la cuisine anglaise existe. Et même - n'en déplaise aux ironiques, qu'ils soient mal informés ou mal intentionnés - elle doit séduire le gourmet. C'est une cuisine sérieuse, que je dirais « gothique » par rapport aux fanfreluches latines dont Catherine de Médicis et ses cuisiniers enjoliveront et trahiront notre vraie cuisine française du Moyen Âge.

N'oublions pas que le gigot bouilli dont se moque notre stupide chauvinisme régalait déjà il y a huit siècles les habitants d'York; que le bacon est notre lard et les plus nos fastueux pâtés du temps de Villon; que l'appelle sauce (pour ne parler que d'elle) reste le symbole du sucre-salé de la cuisine du Moyen Âge qu'aujourd'hui la prétendue nouvelle cuisine retrouvera pour l'établissement des médias.

Et à propos de sauces, on cite Talleyrand : « L'Angleterre a deux sauces et trois cents religions, la France au contraire a deux religions mais plus de trois cents sauces ». Si l'Anglais avait trois cents religions, cela me semble-t-il, se saurait. Mais on peut énumérer, en cuisine, l'anchovy sauce, l'apple sauce, sans compter les sauces Worcestershire, Gloucester, Cumberland, etc. Il n'y a pas que la femme de Talleyrand qui était... d'Inde !

Au lieu de moquer, on pourrait, aussi, réfléchir sur l'ordre des repas britanniques, bien plus distictement sages que les nôtres. Le « morning tea », quelqu'fois remplacé par un jus d'orange, est la boisson du réveil, mais, toilette faite, on passe à la salle à manger pour le breakfast qui, littéralement, rompt le jeûne (ce qu'on

appelait autrefois chez nous le déjeuner, devenu un hâtif et inconsistant petit déjeuner). Sagement, l'Anglais en fait un vrai repas, solide prélude à une journée de travail. Ce qui permet un lunch, nécessairement moins important, une coupure moins néfaste de la journée de travail.

Passons, mais non sans avoir au passage salué les sept fromages anglais, le stilton (bleu de vache, un des meilleurs du monde); le cheddar, recherché depuis les Tudor; le caerphilly; le leicester à la saveur piquante; le wensleydale au goût mielux unique en son genre; le gloucester moelleux, et enfin le cheshire, dont la forte teneur en crème permet la cuisson au grill (et qui est à la base du fameux welsh rarebit).

## Le geste auguste du trancheur

Ce cheshire, que déjà les légions romaines occupantes de la luxuriante vallée de la Dee faisaient griller sur la pointe de leurs glaives, a donc donné ce welsh rarebit (que l'humour fit rebaptiser lapin galleois - welsh rabbit) que le gourmet préférera aux meilleurs fondus et qui, nous arrivant des brouillards de Londres avec un parfum d'aventure, out grand succès il y a un siècle. Alphonse Allais s'en régalaient au Weber, Mac Orlan au Chatham ou au Critérium, arrosé de l'ale en pinte d'éclair.

Et puis le welsh disparut mystérieusement des cartes.

L'autre mois, Michèle Champenot entraînait à Londres les lecteurs de ces pages. Cela me donnait envie d'y retrouver cette cuisine. De vous y convier. Las !

le Michelin 1987 du Grand Londres, s'il donne l'adresse de 61 restaurants de cuisine française (dont 9 étoilés), de 25 indiens-pakistanaï, de 58 italiens, de 12 japonais et de 58 chinois, n'indique que 6 restaurants de cuisine anglaise !

N'est-ce pas prendre les touristes pour des imbéciles ? Je ne pense pas qu'un Français gourmand puisse aller à Londres pour manger chinois (comme si les restaurants asiatiques manquaient à Paris) plutôt que découvrir la cuisine autochtone. Ne serait-ce que pour mieux comprendre les Anglais en vertu du proverbe : « Dis moi ce que tu manges... »

De ces restaurants-découverte, en tête bien évidemment le Simpson's in the Strand (100 Strand, tél. : 836-91-12 - fermé dimanche). Comme son voisin le Savoy (tél. : 836-43-43 - fermé samedi midi et dimanche), c'est le temple de la côte de bœuf. Simpson's est un peu le Lipp de Londres.

Ah ! ce train de côtes de bœuf ! Accompagné du Yorkshire pudding, n'est-ce pas une merveille ? Et avec quel respect est-il servi ! Ce n'est pas Rossini le maestro, c'est Eddie, le trancheur du Savoy ! Le geste auguste du trancheur, plein de dignité, de noblesse, de « largeur », de sérénité aussi. Face au baron de bœuf, c'est un adoucissement en quelque sorte. Une seconde consécration après celle d'Henri VIII : « Sir loin, baron of beef ! »

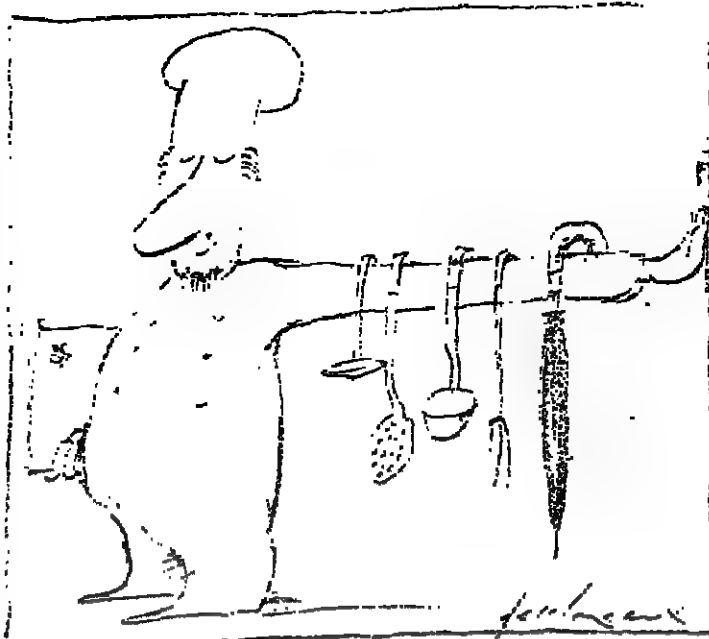
Autre restaurant cité, le Locks (Marshall Court, tél. : 834-95-52 - fermé samedi midi et dimanche). Par sa situation mais aussi par ce que je ne sais quel de « réservé » et de sage, Locks est le restaurant des parlementaires. Vous serez - si c'est jour de

séance au Parlement voisin - surpris, à 14 h 30, d'une somnolence ramenant au légalisme les esprits égarés par la table. Après une « stilton soup » suivie d'un « soft herring roes with mustard sauce » (accompagné de multiples « vegetables » - ah ! ce respect des légumes là-bas, qui ne sont pas « petits » ni mal cuisinés !), très dignes, les députés réclament leur addition, prennent parapluie et chapeau et s'en vont au travail.

Vous irez vous « pénétrer » de la cuisine anglaise familiale à l'English House (3, Milner Street, à Chelsea, tél. : 584-30-02), dont la carte propose des recettes régionales tirées des ouvrages anciens de cuisiniers ayant pour Elizabeth Cromwell, Anne Peckham, Agnes Marshall « and others ». Peut-être vous laisseriez-vous tenter par le « John Farley's veal chop », une recette de veau londonienne du dix-huitième siècle servie, explique avec humour la carte, avec une sauce tomate du dix-neuvième. Enfin, la troisième course (car le repas se compose de trois courses) sera la « Burn't cream », une recette du Trinity College de Cambridge d'après un ouvrage de 1769. Plongés ici dans cette cuisine britannique, choisissez un vin anglais comme le lambeth priory du Kent.

Michelin signale encore l'English Garden (10, Lincoln Street, tél. : 584-72-72).

A défaut de restaurants de cuisine anglaise à Paris, pouvons-nous du moins l'apprécier, cette cuisine, dans les livres ? Et à défaut de traductions d'Elizabeth Cromwell ou d'Agnes Marshall, que lisons-nous ? Peut-être la Cuisine française de M<sup>me</sup> Mary



Henderson, qui fut la femme de l'ambassadeur en France et qui savait si bien recevoir faubourg Saint-Honoré. Avec son chef James Vienne, qui, malgré son prénom, est né à Crépy-en-Valois, elle donne aussi d'authentiques et savoureuses recettes d'outre-Manche (Yorkshire pudding, pie de dinde, kedgeroe de haddock, pie de Mr. Pickwick, trilles de Cambridge, welsh rarebit, etc.).

On n'en dira pas autant de l'absurde bouquin paru sous le titre Lady Di chez elle, bien fait pour époustoufler les médias et subjuguer les amateurs de scandales dynastiques. Ils y apprendront (mais s'en apercevront-ils seulement ?) que l'on utilise à Buckingham le bouillon de volaille en cubes, le crabe congelé, les asperges en boîte, la vanille ersatz, etc. Et que Lady (Di, comme ils écrivent) préfère acheter le homard cuit chez le poissonnier. Pour le servir dans une sauce faite de concentré de tomate (en boîte), citron, vin rouge, confiture d'abricots et mayonnaise ! Good appetite, Charles !

Du moins se réjouira-t-on de l'ouverture, à Paris, d'un Saint James's Club (5, place du Chancelier-Adenauer, Paris-16<sup>e</sup>, tél. : 47-04-29-29). A l'image du Saint James's de Londres, avec toutes les prestations possibles et dans le cadre rénové de la Fondation Thiers, ses membres et leurs invités trouveront là un chef venu du Tallevend, un premier maître d'hôtel venu de Maxim's, un bar cossu, une salle à manger splendide et une cuisine... où malheureusement les plats d'Angleterre ne dominent pas la cuisine du marché. Mais du moins ceux-ci sont-ils excellents et non tirés des recettes de Lady D.

Et, petit à petit, espérons-le, la cuisine anglaise, celle qui existe et est succulente, s'imposera. On trouve à Paris toutes les cuisines ou presque, alors pourquoi pas la « vraie » cuisine anglaise ?

## LA REYNIÈRE.

PS. Ils sont plus heureux, les Lyonnais. Là-bas, Tom Higgins, à l'enseigne Mister Higgins (16, rue Dumège, tél. : 78-30-10-30), sert le Durham squid pie, le Lancashire hot pot, le meat loaf en croûte, etc.

## SEMAINE GOURMANDE

Le premier Festival des toques et étoilés se poursuit jusqu'au 21 juin dans le VII<sup>e</sup> arrondissement. Outre des dégustations dans la rue (véhicules EDF-GDF) le 13 juin (angle rue de la Bue - boulevard Saint-Germain) et le 18 juin (angle rue Saint-Dominique - avenue Bosquet), les restaurateurs participants proposeront un plat (ou un menu) « Festival » offert, avec un accueil très personnalisé, apéritif ou digestif.

Au nombre de ces bons restaurants, le Bellecour (22, rue Surcouf), le Beato (rue Malar), l'Arpège (84, rue de Varenne), Chez François (aérogare des Invalides), la Carrière des gourmets (avenue de

La Bourdonnais, et dont j'ai parlé la semaine passée), bien d'autres, et notamment :

### Le Divellec

Il n'est pas facile de venir de province et de conquérir Paris en quelques mois. C'est le fait d'un excellent cuisinier, inventif sans trop de fantaisie, travaillant en virtuose la fraîcheur de tout ce qui vient de la mer. Donc, depuis La Rochelle, nous retrouvons ici les huîtres « frémies », la salade de morue aux fèves et olives, et bien d'autres merveilles, à commencer par les huîtres du Perthe-de-Ré. Décor

clair ouvrant sur l'esplanade des Invalides. Compter 500 F.

LE DIVELLEC, 107, rue de l'Université. Tél. : 45-51-91-96. Fermé dimanche et lundi. Parking Invalides. AE-DC-CB

### La Ferme Saint-Simon

D'ici s'est élancé Francis Vandenbende jusqu'à son Manoir de Paris (rue Pierre-Demours). Mais il y revient jeter le coup d'œil du maître ; et, en ces petites salles amusantes et rustico-modernes, on se presse d'autant plus que la cuisine est bonne, originale (ravioles d'huîtres, aiguillettes de bœuf à la crème de raifort), les petits vins pas chers et les desserts merveilleux. Compter 250-300 F.

LA FERME SAINT-SIMON, 8, rue Saint-Simon. Tél. : 45-48-36-74. Fermé samedi midi et dimanche. Parking rue de la CB.

### D'chez eux

Bien entendu, ni Michelin ni Gault-Millau n'en parlent. Rustique

en son décor comme en sa cuisine, c'est ici le terroir sacré. Les cochonnailles à discrétion, la poule au pot, le cassoulet, l'avalanche des desserts « de bonne femme » et des petits vins de pays. Pigeonniers s'abstenir. Pour les autres, compter 300 F.

D'CHEZ EUX, 2, avenue de Lowendal. Tél. : 47-05-52-55. Fermé dimanche. DC-AE-CB. Salon 30 couverts.

### Isabelle et Muriel (Le Maupertu)

Un boudoir pour Corus ! Isabelle, au « piano », et Muriel, en salle, avec l'enthousiasme qui convient à ceux qui veulent réussir, sont deux jeunes personnes se mettant en quatre.

Il en résulte un steak de thon aux deux poivrons, une aile de raie au vieux pinsons, le lapereau moutarde et pruneaux, la crème brûlée à la cannelle, le nougat glacé aux fruits rouges, que sais-je ? Tous plats misonnés avec amour et, eût dit Curmoussky, cuisinés « comme l'oiseau chante ». Muriel, qui sait apprécier les vins, vous conseillera avec le sourire.

A la carte, compter 250-300 F. Avec un menu-carte à 170 F (choix de deux plats, fromage, dessert et demi de vin) et, aux dîners, le « repas spontané » : une entrée et un plat, ou un plat et un dessert, quart de vin, pour 100 F. Petite terrasse au calme sur les Invalides.

LE MAUPERTEU, 94, boulevard de Latour-Maubourg. Tél. : 45-51-37-95. Fermé samedi et dimanche. Parking Invalides. CB.

L. R.

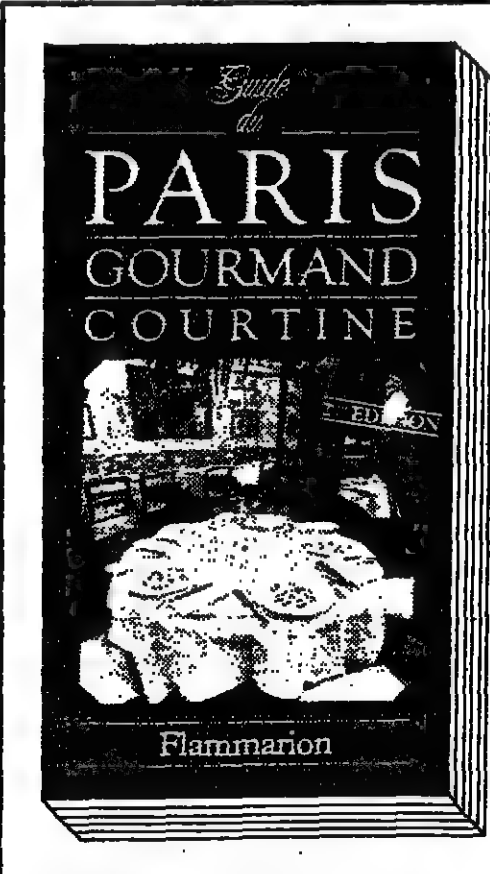
● Histoires de pieds. - A la suite de mon article sur les pieds de cochon à la sainte Menchould (« le Monde sans visa » du samedi 9 mai), M. de Singy, créateur du Pied d'Or, qui, en son Auberge du Soleil d'Or (aucun guide ne la signale, notons-le en passant), propose huit recettes de pieds de porc, m'assure avoir une nouvelle recette qui garantit l'os friable. Et un correspondant milanaise me signale qu'en Piémont ces pieds sont appelés « batusa » (contraction des mots français « bas de soie »). Quant à lui, n'en trouvant pas au restaurant, il les cuisine lui-même (cuisson cinq heures, déossement, panage à l'œuf double avant réchauffement leur donnant la couleur dorée des bas de soie).

## Aux quatre coins de France

### Vins et alcools

MERCUREY A.O.C. Vente directe 12 bouteilles 1984 : 480 F TTC franco dom. TAIRIE SUR DEMANDE - Tél. 55-67-13-84 Louis Mochet, viticulteur, 71090 Mercurey.

CHAMPAGNE Claude DUBOIS A la propriété LES ALMANACHS VENTEUIL 51200 ÉPERNAY. T. 28-58-48-37 Vin vieilli en foudre. Tarif sur demande.



## Le Paris exquis de la Reynière.

Courtine nous offre maintenant sur un plateau plus de 500 bonnes adresses gourmandes de Paris et sa banlieue. Le plus parisien des guides gourmands. Nouvelle édition revue et augmentée comprenant 150 nouveaux restaurants et 52 nouvelles boutiques. 328 Pages, 110 F.

Flammarion

## RÉSIDENCES CAMPAGNE MER MONTAGNE

### VILLAS A LOUER GRÈCE

Des locations Juin à octobre. Tél. 43-25-28-38.

### A vendre, à 2 kilomètres AIX-EN-PROVENCE

BASTIDE ancienne dans un cadre d'exception avec vue imprenable sur les paysages de Cézanne. Site classé 600 m<sup>2</sup> habit. 15 p. princip. Beaux salons, bibliothèque, 9 ch., 6 s. de b., cheminées. Tr. conf. Mais. d'amis. Log. gard. Dépend. Parc closuré de 4 ha avec 600 m allées goudronnées. B. entrée arbr. séculaires. Import. verger oliviers. Jardins. Jets d'eau et fontaines. S. à manger d'été. Orange. Gde piscine avec pool house. Tennis. CHEETHAM IMMOBILIER 2, route Aix-en-Provence 13410 LAMBESC - Tél. (16) 42-92-48-92.

### VILLE SAINT-GIRONS

A 5 km de la mer, votre maison sur un terrain de 1 000 m<sup>2</sup>. T. 3 à partir de 238 000 F, clé en main. Ecr. SO.CO.PIT, avenue de la Gare 40100 DAX. Tél. (16) 58-90-00-98.

### PROVENCE

Bois et forêts, en limite AIX-EN-PROVENCE 150 hectares de bois. 1 600 000 F CHEETHAM IMMOBILIER 4, route Aix-en-Provence 13410 LAMBESC - Tél. (16) 42-92-48-92.

### 31110 LUCHON (Pyrénées-Orientales)

Deux pièces, équipées, balcons, parking, dans petite résidence ensoleillée, centre ville, gestion locative assurée. DREUILLE 46, allée d'Égny, 31110 LUCHON Tél. 61-79-33-51.

## GASTRONOMIE

### Rive gauche

CUISINE BONNE-FEMME 5, rue de Portofino CHEZ TOUTOUNE (5) 43-26-56-81 F. dim. et lundi. Menu carte 120 F env. s. c.

### Auberge des Dames

UN CHEF PATISSIER plein de talent MENU A 180 F, service compris. Prix moyen à la carte 300 F TTC. A 2 ou à 20, tout, même ambiance sympath. Musique classique au laser. Sábana jusqu'à 50 personnes 48, rue Galvande (9<sup>e</sup>), fermé dim. Tél. 43-25-48-58 et 43-25-00-48 Parking rue Lagrange et Notre-Dame

### Rive droite

LES FRIPTES PHARMOND 43-35-06-72 J. 22 h. F. dim. et lundi midi. 24, r. de la Gare-Trouadec, 1<sup>e</sup> TRIPES, POISSONS, GRILLADES feu de bois

### SANTAMARIA

Couscous - Tapines Pastilla - Paella Pâtisseries Orientales PHARMOND CHESTNUT 101 - 43-35-06-72 15, rue Léon Jost M<sup>me</sup> Coucoulas - 42 67 27 99

## OFFREZ-LUI UN BOUQUET, MEME A 3 HEURES DU MATIN



### LE SAYERN

La grande brasserie bavaroise de Paris Fruits de mer, choucroutes, Salons de W à 150 couverts. Place du Châtelet Réservation : 42-33-48-44

### LA CHAMPAGNE

La grande brasserie sur la rive Vues de l'horizon et de l'architecture 10 bis, place de Cligny Paris 9<sup>e</sup> Réservation : 49 74 44 78

### CHEZ HANSI

La grande brasserie alsacienne 3 place du 18 Juin-1940 Paris 8<sup>e</sup> Angle Montparnasse Rue de Rennes Réservation : 45 48 96 42



الرياضيات

# Le Monde SPORTS

RUGBY : Coupe du monde

## Alan Jones met les Wallabies dans sa poche

SYDNEY  
de notre envoyé spécial

SA secrétaire vient de tourner les talons, emportant, avec le sourire de l'habitude, une tonne de travail pour le lendemain. Alan Jones n'a pas eu le temps d'être surpris. Dans un verre oublié sur une table, des glacons sont en train de noyer le whisky qu'il avait cru pouvoir s'accorder. On l'attend déjà quelque part pour dîner avec les joueurs. Pourtant, l'entraîneur australien accueille les journalistes avec cordialité, s'excusant d'être « trop fatigué pour parler français ».

Alan Jones n'a jamais refusé d'interview. C'est l'un des multiples détails qui font la légende de ce personnage peu commun. Il est avant tout un homme de communication, doublé d'un travailleur forcené. Chaque matin, il se lève à 3 h 30 pour préparer le talk show de trois heures qu'il anime quotidiennement sur la station de radio qu'il possède à Sydney.

Un soir sur deux, on le retrouve dans des dîners-conférences, où il exerce au prix fort ses talents d'orateur sur les sujets les plus variés. Ces deux activités insolites ne déparent pas son curriculum vitae. Professeur de français et d'anglais après des études de bel canto, Alan Jones a été directeur du patronat de Nouvelle-Galles du Sud. Puis, pendant trois ans, il a rédigé les discours de l'ancien premier ministre conservateur, Malcolm Fraser. On lui prête aujourd'hui des ambitions politiques qu'il se garde bien de démentir.

Son itinéraire sportif est tout aussi pittoresque. A quarante-trois ans, il est l'un des experts du rugby les plus écoutés : sans avoir jamais pratiqué ce sport. Pas plus, en tout cas, que le football ou le cricket, et plutôt moins que le tennis, où il fut jadis classé. Mais le jeune Jones a été séduit très tôt par le virus de l'entraînement. Depuis qu'il a pris la responsabilité de l'équipe nationale en 1983, l'Australie vole de succès en succès.

Le redressement du rugby australien, amorcé par son prédécesseur Bob Dwyer, s'est transformé en marche conquérante, après les victoires de 1984 sur l'Angleterre, l'Ecosse, l'Irlande et le pays de Galles. Au cours d'une tournée mémorable dans les îles Britanniques, les Wallabies ont confirmé, en

Lorsqu'il évoque le rugby australien, contre lequel se battent les Français, samedi 13 juin, à Sydney, lors de la demi-finale de la Coupe du monde de rugby, Jacques Fouroux distingue deux périodes : avant et après « l'avènement » d'Alan Jones, l'entraîneur des Wallabies. « Avant », estime l'entraîneur français, les Australiens avaient un jeu qui laissait une grande part à l'improvisation, ce qui offrait la possibilité de les prendre en contre. Aujourd'hui, le pragmatisme semble régner. Cette équipe cherche davantage à faire perdre l'adversaire qu'à gagner le match. « Ce jugement est partagé en Australie par les détracteurs de Jones, dont l'engouement personnel suscite des jalousies. A ceux qui l'accusent d'avoir trahi l'esprit du jeu australien, l'entraîneur répond depuis trois ans par une impressionnante série de succès sur les meilleures équipes du monde.

battant la France, et surtout les All Blacks sur leur propre terrain. S'autoproclamant favori, Alan Jones a abordé la Coupe du monde sans appréhension. Il est sûr de ses joueurs comme de ses méthodes.

### Un jeu minoritaire

Le Quinze australien s'appuie en effet sur une génération de joueurs exceptionnels. « Nous avons réussi à conserver nos meilleurs éléments, au lieu de les voir partir au Treize », explique Alan Jones. Sport amateur minoritaire en Australie (12 000 licenciés), le rugby à quinze est pillé par les riches clubs de rugby à treize (500 000 joueurs) ou par cet autre sport de balle ovale, typiquement local et d'une violence difficilement exportable, l'Australian Rules (« 430 000 pratiquants »). Grâce à ses nombreuses relations dans le monde des affaires, Alan Jones a pu procurer des emplois à ses joueurs. Il a surtout réussi à créer un climat unique dans le monde du rugby. Non content de réunir tous ses sélections chaque mercredi soir depuis le mois de janvier dernier, il ne cesse de les bombarder de coups de téléphone, les consultant sur les problèmes les plus divers et les informant de ses moindres décisions. Depuis le début de la Coupe du monde, l'intensité des échanges a redoublé. « Chaque détail est discuté avec les joueurs, y compris la composition de l'équipe. Il n'est pas question qu'ils la découvrent en lisant le journal », explique le coach australien.

Sur le plan technique, Jones est un méticuleux. Pendant les matches, il note les carnets de notes. A l'entraînement, il démonte poste par poste, toutes les situations de jeu : « Nous les répétons inlassablement », dit-il, convaincu que « la clé

du rugby moderne n'est plus seulement de conquérir le ballon, mais de savoir l'utiliser ». Sous sa férule, le pack australien, piètre manieur de ballon en 1983, a acquis une dextérité phénoménale.

Toutefois, l'obsession d'Alan Jones, qui avoue s'être inspiré de l'exemple néo-zélandais, c'est la condition physique. Celle des Australiens s'est nettement améliorée au fil des matches depuis le début de la Coupe, tandis que certaines équipes, notamment britanniques, se sont effondrées. L'entraîneur australien est sévère pour les formations qui,

selon lui, étaient mal préparées. « Les blessures trop nombreuses ont cassé la continuité du jeu, déplorait-il. Ces interruptions incessantes ont mis au spectacle, et misent au public. Le fossé entre les équipes était trop large. Il faut en particulier que l'Angleterre, l'Ecosse, l'Irlande et le pays de Galles arrivent à prendre le rythme. » « Si l'on veut que cette Coupe du monde survive face à la concurrence du football et du jeu à treize, nous devons être des missionnaires de notre sport. Nous devons pouvoir le vendre, grâce à la qualité du jeu produit. Pour ça, il faut que nos joueurs soient en forme. »

Décidément, très sévère pour la Grande-Bretagne, à qui il reproche son conservatisme frileux, Alan Jones décrit que « derrière l'Australie, la Nouvelle-Zélande, l'Afrique du Sud et la France il n'y a rien ». L'équipe de France, constamment préoccupée par sa fraîcheur physique, après une saison interminable, n'aura pas la faveur du pronostic, sur la pelouse de Concord Oval, malgré la qualité que lui reconnaît le coach australien. « Elle est imprévisible. C'est une force. »

JEAN-JACQUES BOZONNET.

GOLF : Open de France

## La balle sort du green britannique

Aucune réjouissance particulière de la part des organisateurs n'a salué, le jeudi 11 juin, le parcours de 64 ans du deuxième tour de l'Open de France Peugeot et de l'Américain Joey Sindelar. Pourtant cette carte le propulse au troisième rang ex-aequo avec l'Africain du Sud Balech et à deux coups du Britannique Clark, leader à six balles de cette 71<sup>e</sup> édition de l'Open.

Sindelar est devenu ainsi un vainqueur potentiel de l'épreuve. Mais parmi la foule qui arpente les 6 145 mètres trempés de parcours de Saint-Cloud, peu de spectateurs suivent Sindelar ou son compatriote Dan Pohl à cinq longueurs du leader, mais encore bien en course. Tous les deux sont d'excellents golfeurs comptant chacun deux victoires sur le circuit américain. Pohl, lui, termine à la cinquième place sur la liste des jeunes aux Etats-Unis, l'année dernière. Du solide, des talents bien au carré, rien à voir avec leur compatriote de quarante-sept ans, Lee Trevino, dit « Supermex », artisan de génie qui « bricole » ses coups d'audace en bavardant avec la foule et en déridant ses partenaires. D'où les mises tristes devant le tableau, jeudi soir, au moment où Trevino rata le « cut » dans un terrain européen, pour la première fois de sa carrière.

L'Open de France, il y a cinq ans, le trucidait Brian Barnes déclarait : « Pourquoi jouer le French ? Parce que l'avenir est ici. Nous sommes plusieurs à en être convaincus : d'ici le golf décollera comme Concord. Nous voudrions y participer, aller, et, bien sûr, en récolter les fruits. » Et de lever l'immense drapeau qu'il transportait partout avec lui et de proposer un toast à l'avenir du golf continental.

Barnes, avec sa silhouette de Falstaff, s'est retiré du circuit. Mais il avait vu juste. Depuis, à Saint-Cloud, les dotations ont presque doublé en un an, un village de sponsors est sorti de terre et l'Open de France fait partie d'une série d'épreuves qui montrent désormais la voie. Si le circuit européen est en pleine expansion, cela est dû surtout au « continental golf ».

Si l'on écarte l'Open britannique et la Coupe Danhill, une épreuve par équipes montée par l'IMG de Mario McCormick et dotée de 1 million de dollars (autant que l'Open), les séries ont lieu aujourd'hui hors du Royaume-Uni : l'Open de Suisse (3,3 millions de francs), le Trophée Lancôme (2,9 millions de francs) et, dans un monchoir, l'Open d'Allemagne, le Masters allemand et l'Open de France-Peugeot avec 2,5 millions de francs de prix.

Bientôt, nous serons obligés d'ouvrir un bureau scif et non plus simple antenne sur le continent même, déclare John Paramore, coordinateur général pour le circuit à la PJA (association de golfeurs professionnels européens).

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1986, l'association de golfeurs profes-

MARC BALLADE.

## Hommage à Ferrari



Quarante-cinq voitures des collections de Pierre Berdion (Mas du Clos) et de Jack Setton, depuis la 188 Corsa de 1950 à la dernière formule 1 de Niki Lauda, exposées dans un parc de 15 hectares, les reportages spécialement réalisés pour la circonstance par onze photographes de renom, les moteurs V12 et V8, la maquette d'une chaîne de montage de l'usine de Maranello avec le processus de fabrication de la fabuleuse Testarossa, des figurines (dessins originaux de Pininfarina, le plus prestigieux des carrossiers : le Fondation Cartier pour l'art contemporain rend un hommage à Ferrari jusqu'au 26 juillet. Cette exposition est ouverte tous les jours de 11 heures à 19 heures avec des nocturnes les samedis et dimanches jusqu'à 21 heures.

\* Fondation Cartier pour l'art contemporain, 3, rue de la Manufacture, Jouy-en-Josas, tél. 39-56-46-46.

## LES HEURES DU STADE

**Athlétisme**  
Meeting de Dijon. Samedi 13 juin.  
Paris-Colmar à la marche. Arrivée samedi 13.  
**Automobilisme**  
24 Heures du Mans. Samedi et dimanche. TF 1, départ (15 h 45) et arrivée (en direct).  
**Basket**  
Championnat d'Europe. Jusqu'au dimanche 14 juin à Athènes.  
**Escalade**  
Internationaux de France. Thonon-Le Biot. Samedi 13 et dimanche 14 juin. FR 3 dimanche à partir de 14 h 50.  
**Football**  
Championnat d'Europe des Nations. Norvège-France, mardi 16 juin à Oslo. TF 1 à 18 h 45.  
**Golf**  
Open de France. Saint-Cloud jusqu'au 13 juin. A 2 samedi à 14 h 25. US Open. San-Francisco du 18 au 21 juin.  
**Motocyclisme**  
Championnat du monde de vitesse. Grand Prix de Yougoslavie à Grobnik. TF 1 en direct à partir de 14 h 30.  
**Rugby**  
Coupe du monde. Demi-finales. Antenne 2 en direct, samedi 13 à 7 h. Australie-France ; dimanche 14 juin, Nouvelle-Zélande-Pays-de-Galles. Petite finale pour les perdants des demi-finales, jeudi 18 juin, A 2 à 5 h.

## Le Monde

7, RUE DES ITALIENS,  
75427 PARIS CEDEX 09  
Tél. MONDPAR 650572 F  
Télécopieur : (1) 45-23-06-81  
Tél. : (1) 42-47-97-27

Edité par la S.A.R.L. le Monde

Gérant :  
André Fontaine,  
directeur de la publication

Anciens directeurs :  
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)  
Jacques Fauriol (1969-1982)  
André Laurens (1982-1985)

Durée de la société :  
cent ans à compter  
du 10 décembre 1944.

Capital social :  
620 000 F

Principaux associés de la société :  
Société civile  
« Les Rédacteurs du Monde »,  
Société anonyme  
des lecteurs du Monde,  
Le Monde-Entreprises,  
MM. André Fontaine, gérant,  
et Hubert Beuve-Méry, fondateur.

Administrateur général :  
Bernard Woinet.

Rédacteur en chef :  
Daniel Vernet.

Correspondant en chef :  
Claude Saut.

## Le Monde PUBLICITE

5, rue de Montigny, 75007 PARIS  
Tél. : (1) 45-55-91-82 et 45-55-91-71  
Tél. MONDPUB 206 136 F

Le Monde USPS 795-910 is published daily, except Sundays for \$400 per year by Le Monde  
c/o Speedprint, 45-45 38 th street, L.G.I., N.Y. 11104. Second class postage paid at  
New York, N.Y. postmaster : send address changes to Le Monde c/o Speedprint U.S.A.,  
P.O. Box 45-45 38 th street, L.G.I., N.Y. 11104.

ABONNEMENTS  
BP 507 09  
75422 PARIS CEDEX 09  
Tél. : (1) 42-47-98-72

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE  
254 F 472 F 554 F 1 200 F

TOUTS PAYS ÉTRANGERS  
PAR VOIE NORMALE  
667 F 1 337 F 1 952 F 2 530 F

ÉTRANGER (par messagerie)  
1. - BELGIQUE-LUXEMBOURG  
PAYS-BAS  
399 F 762 F 1 089 F 1 380 F

2. - ALGERIE, TUNISIE  
504 F 972 F 1 404 F 1 800 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.

Changements d'adresse détaillés ou  
provisaires : nos abonnés sont invités à  
formuler leur demande deux semaines  
avant leur départ. Joindre la dernière  
bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire  
tous les noms propres en capitales  
d'imprimerie.

Le Monde

TÉLÉMATIQUE  
Composés 36-15 - Tapez LEMONDE

Impression  
du Monde  
7, rue des Italiens  
PARIS-IX

Reproduction interdite de tous articles  
et publications, n° 57437  
ISSN : 0395 - 2037



Ne commandez pas  
votre PEUGEOT  
sans nous avoir rendu visite !

NEUBAUER  
c'est la garantie du prix et du service !

227, bd Anatole-France 93200 ST-DENIS ☎ 48.21.60.21  
4, rue de Châteaudun 75009 PARIS ☎ 42.85.54.34



DANSE

Hommage à Janine Charrat

Mémoire...

Le Centre Georges-Pompidou rend hommage à l'ex-prodige devenue sa conseillère pour la danse.

Janine Charrat fut l'enfant prodige qui, à sept ans, improvisait sur des musiques orientales. A douze ans — en 1936 — elle était Rose Sorel, le petit rat d'Opéra du film de Benoît-Lévy, la Mort du cygne. A l'âge des Ballets des Champs-Élysées elle orchestrait un chef-d'œuvre architectural et plein d'esprit, Jeu de cartes.

Dans les années 50-60 elle fut avec Roland Petit et Maurice Béjart l'un des trois chorégraphes « modernes » de l'après-guerre. Puis c'est l'accident de 1961. Transformée en torche vivante sur un plateau de télévision, elle lutte pendant des mois contre la mort. En 1963 elle redécouvre, Responsable du Ballet de Genève, elle propose sa version personnelle de Tristan et Yseult.

Mais dans les années 1968-1970 un décalage s'est produit. Les deux de Janine Charrat sont morts. Une autre mythologie est née qui lui est étrangère. En 1979 elle est nommée conseillère pour la danse au Centre Georges-Pompidou et se trouve confrontée brutalement à la jeune génération.

Le cycle organisé aujourd'hui à Beaubourg, c'est la fête à Janine. Les amis la retrouvent dans des films ou à travers un ballet, Les Lignes (1957) inspiré par les danseurs des J.M.F. Sollicitée par Alain Germain, elle a accepté de participer à l'inventaire de son passé en compagnie de Jean Babilas.

Tout cela est sympathique, fénel. Mais comment régit la chorégraphie ? A-t-elle encore quelque chose à dire ? Sa nouvelle création, le Palais des glaces, composée sur un argument de Pierre Rihoult, met en scène d'inquiétants fantasmes : obsession de la beauté, désir de séduire, vécus à la limite de la vulgarité par Marlene Dietrich.

Désireuse de renouveler son écriture, la chorégraphe s'égare dans un univers de minets et de poupées gonflables vaguement inspiré (à cause de la robe corse par Aline Rubini) de l'univers « sado-maso » de Karine Saporta. Loth, très loin dans les mémoires fortes le souvenir d'un thème voisin qui lui avait inspiré Adame Miror, la danse du martelet avec son reflet. En 1948.

MARCELLE MICHEL.  
★ Centre Pompidou, grande salle : le Palais des glaces, 12 juin, à 18 h 30 ; Inventaire, 12 juin, à 20 h 45 ; Les Lignes et Inventaire, 13 juin, à 20 h 45 ; 14 juin, à 16 heures.

THÉÂTRE

« La Nuit même », de Joseph Danan, à Rouen

Trompeuse illusion

Au Théâtre des Deux-Rives, à Rouen, Alain Bezu met en scène la première pièce de Joseph Danan : la Nuit même. Une fable sur le rêve, le théâtre et la vie.

Qu'un directeur de théâtre parie sur la création, l'engagement est sympathique. C'est le cas d'Alain Bezu, au Théâtre des Deux-Rives à Rouen. Après avoir fréquenté les classiques, Corneille notamment, il crée, dans le cadre du Festival d'été de Seine-Maritime la Nuit même, première pièce de son dramaturge favori, Joseph Danan, professeur de lettres de trente-cinq ans, qui n'est pas un néophyte de l'écriture : il est l'auteur d'une étude sur Queneau parue aux Cahiers de l'Herne ainsi que de poèmes et nouvelles publiés à l'Instant perpétuel.

Il a travaillé, pour la Nuit même, en compagnie avec Alain Bezu. C'est

à double tranchant, car si l'un ni l'autre n'ont eu le recul suffisant pour tailler, soustraire, alléger, autant d'opérations qui seraient été tout à fait salutaires à la Nuit même. Non que le propos soit à jeter aux orties : la pièce tente de cerner le désordre amoureux, la confusion des sentiments quand tout se mêle, le rêve, le théâtre, la vie. Cette réflexion sur l'illusion, construite en cinq actes, prend pour héros un écrivain égaré dans le labyrinthe de ses souvenirs : il a jadis aimé une femme, assassinée dans cette maison même où il est de retour, avec sa nouvelle compagne. Il erre la nuit dans la ville, croise dans une boîte une jolie strop-tesseuse, une comédienne, un loupard, un barman fon, moins défrôqué qui, soudain, avoue sur le ton de la confiance poétique les vices sadiques qu'il a commis, sans omettre les détails les plus horribles.

On se perd, on décroche, on pense en tout cas vivre dans le rêve de Simon, comme nous le suggère le

jeu de double perspective du décor (Denis Cochaux) : des toiles peintes en trompe l'œil, qui reproduisent les objets installés sur la scène. Erreur. Au dernier acte tout bascule : tout était théâtre. Nous n'avons assisté qu'à la répétition d'une pièce de Simon. Pas seulement, toutefois, car la passion de l'auteur pour le théâtre lui vaut des problèmes conjugaux, et, dans sa tête, tout s'embrouille : « La vérité, dit-il, est obscure comme les rêves. »

Mis à part Philippe du Jancrand (Simon), qui balade dans ces arcanes le même petit personnage de grand faible, les comédiens — pris entre le grossissement du trait qu'impose le rêve et le jeu du théâtre dans le théâtre — ont bien du mal à être crédibles. La pièce porte ce flou, et compte bon nombre de déclarations d'amour pour la scène assez naïves.

ODILE QUROT.

★ Jusqu'au 13 juin, 21 heures, Théâtre des Deux-Rives, Rouen.

Printemps du théâtre à Paris

Zazou fait un flop

Les spectacles du troisième Printemps du théâtre ne se ressemblent pas. A la Villette, Hector Zazou et son oratorio moldave font un flop.

Un an après l'attentat qui a causé la mort du compositeur David Klimberg, l'Association des Moldaves en exil et un prétendu ami intime du disparu organisent à la grande halle de La Villette un concert d'hommage à la victime autour de son œuvre ultime, un oratorio moldave dans sa version définitive. Voilà pour l'intrigue.

Hector Zazou, compositeur et metteur en scène, a rassemblé, à deux pas de la Cité des sciences, l'harmonie des Chemins de fer du Nord, l'ensemble Stimpendo, quelques percussionnistes et deux chanteuses sur l'immense plateau de l'espace nord aménagé, pour l'occasion, d'un écran vidéo, de deux écrans de cinéma, d'un cercueil et de six écrans de télévision placés autour de celui qui diffuse les images des bouquiers funéraires. Voilà pour la scénographie.

Six comédiens, sur scène ou sur les écrans, vont s'échiner, pendant

une heure et trente minutes, à nous raconter la vie et l'œuvre du compositeur « assassiné » sur un texte d'Elie Lassaing, abondamment inspiré de Hergé et du Sceptre d'Ottokar, catalogue de clichés sur la critique musicale, sur la dissidence à l'Est et sur ce qui se sait trop qu'il n'est pas. Voilà pour la dramaturgie.

Rien ne vient sauver ce spectacle des méfaits de la « fast culture » dont on ne dira jamais assez de mal. Ni la musique d'Hector Zazou —

qui a fait mieux par ailleurs. — ni le jeu, caricatural mais sans drôlerie, ni les participations filmées, telle celle de l'actuel ministre de la culture, François Léotard, plus vrai que nature dans son apologie émue du disparu. On oubliera bien vite cette Version définitive.

OLIVIER SCHMITT.

★ La Version définitive, par la Compagnie Décor, Grande halle de La Villette. A 21 h 30 jusqu'au 20 juin.

AVEC LE CONCOURS DE LA  
Fondation Inac

1 9 8 7  
M.A.R.S  
SERA EN NOVEMBRE

**MARS** (Marché International des Arts de la Scène) c'est le premier marché du spectacle vivant en Europe, du 9 au 14 novembre 1987, à la Grande Halle - La Villette.

**MARS**, c'est 70 spectacles français, francophones et européens, présentés en une semaine.

**MARS**, c'est la rencontre de la production artistique avec 1 500 organisateurs de spectacles français et étrangers venant de 25 pays.

**MARS**, c'est 200 stands mis à disposition des artistes, agents, producteurs, pour diffuser la création nationale et internationale.

THÉÂTRE / MUSIQUE CLASSIQUE  
DANSE / CHANSON / JAZZ / ROCK



DÉLÉGUÉ GÉNÉRAL : J.F. MILLIER / DIRECTEUR : O. GLIZMAN  
2, RUE DE LANCERY, 75010 PARIS - TÉL. : (1) 46.07.00.27  
REMERCE SES PARTENAIRES :

MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DE LA COMMUNICATION / MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES / CENTRE FRANÇAIS DU COMMERCE EXTERIEUR / AMBASSADE DE FRANCE À PARIS / DÉPARTEMENT DES CULTURES / FONDATION EUROPEENNE DE LA CULTURE  
ASSOCIATION POUR LE SIXIÈME DE LA CHANSON, DES VARIÉTÉS ET DU JAZZ / SOCIÉTÉ DES AUTEURS, COMPOSITEURS ET ÉDITEURS DE MUSIQUE GÉNÉRALE / FONDATION POUR LA CRÉATION ET LA DIFFUSION MUSICALE ET DANSE  
FOURMIER / SOCIÉTÉ POUR L'AMÉNAGEMENT DES CRÉDITS DES ARTISTES ET DES INTERVENANTS MUSICAUX  
FONDATEUR DU PAYSAN INTERNATIONAL DE LA COMMUNICATION ET DE LA CULTURE / GRANDE HALLE - LA VILLETTE / FRANCE CULTURELLE / DES CONVENTIONS ET DES INSTITUTIONS MUSICALES

ROCK

Simply Red au Zénith

Doré sur tranche

Voici comment Mick Hucknall, un rouquin de Manchester amoureux de soul et de rhythm'n'blues, a fondé son groupe, Simply Red.

A Liverpool, les Beatles ont fait école, c'est une tradition. A Manchester, c'est plus compliqué, il y en a pour tous les goûts : on écoute de la soul depuis toujours et des groupes locaux (The Smiths, New Order) qui ont fait une percée au sommet national. Dans les deux villes, l'alternative est réduite : rock ou football d'un côté, travail à la chaîne de l'autre et le chômage entre les deux. Le chômage fait un tabac.

Dans le port de Manchester, comme dans tous les ports, il y a des marins qui boivent et dans leurs bagages des cigarettes américaines et des disques inédits de soul et de rhythm'n'blues pour ceux qui ça intéressent. Ils sont nombreux, mais Mick Hucknall était plus intéressé que les autres. Il a découvert le rock avec les Beatles, puis les premiers chocs ce sont James Brown, Otis Redding, Sly Stone qui les lui ont procurés. Au fil des années et des recherches, il a réuni l'une des plus belles collections de disques dans ce domaine. Voilà, grosse mode, le tableau de départ.

Dans la grisaille de Manchester, Mick Hucknall tranche par l'excentricité de ses mèches, ses cheveux poil de carotte et son visage aux taches de rousseur. Un original, toujours flanqué d'une canne à pommeau, et que tout le monde en ville finit par reconnaître. On le surnomme Red. Il est disco-jockey dans un club et on ne sait pas où il va dénicher les disques

inconnus qui remplissent illico la piste de danse.

En 1977, Manchester n'échappe pas à l'explosion punk. Les groupes poussent comme des champignons. Pour Red, c'est la perspective de l'accès à la scène. Il avait une voix, il va se découvrir chanteur avec les Frankie Elevators, qui tentent la symbiose entre rhythm'n'blues et punk-rock. Sur le papier, ça semble intéressant : en réalité, ça frôle la catastrophe. Après quatre 45 tours, aujourd'hui introuvables, le groupe disparaît, mais le pas franchi, un autre va suivre qui pousse cette fois directement dans les racines de la soul, sans maniérisme. Le nom est choisi : Simply Red (Simplement Rouge).

Quelques concerts brillants et la rumeur se propage vite. Les enregistrements montent et les maisons de disques se l'arrachent. Money's Too Tight To Mention, le premier 45 tours grimpe aussitôt dans les hit-parades. Un album (Picture Book) suit dans la foulée et les tubes s'enchaînent (Come To My Aid, Look At You Now), doré sur tranche, chaloupés en souplesse. Des mélodies entraînantes, des rythmes instantanés, une émotion palpable dans la voix : on danse.

On est en 1985, le rock britannique fait de l'œil au jazz avec Style Council et surtout Sade qui bat les records de vente. Mais Mick Hucknall, lui, tient magnifiquement la scène. Moins surprenant, parce que peut-être plus attendu, Men and Women, le second album sorti récemment, sonne pourtant un peu trop comme la réplique du précédent.

ALAIN WAIS.

★ Le samedi 13 juin à 20 heures au Zénith. Disques chez WEA.



130 CV

dez pas  
GEOT  
rendu visite.

UER



## Culture

## EXPOSITIONS

Les « Maîtres de l'art indépendant », au palais de Tokyo

## Le Salon des ressuscités

(Suite de la première page.)

En 1937, monter un cubiste dans un musée de la Ville pouvait encore passer pour scandaleux — et il faut rendre grâce à Escholler, par ailleurs excellent analyste de Matisse, d'avoir été l'homme de ces indépendants inattendus. Il n'aurait pas eu de la version actuelle, abrégée, condensée, mais fidèle aux choix de 1937 sont ces hommages.

L'exposition d'aujourd'hui, pas plus que son modèle, ne réunit un panorama de tout l'art moderne du premier tiers du vingtième siècle. On aurait tort de s'en offusquer, dans la mesure où le pari a été pris de suivre jusqu'à l'extrême l'évolution et la composition des styles d'autrefois. Si, des quinze cents œuvres rassemblées, il n'en demeure plus qu'un cinquième, les proportions par artiste ont été respectées, comme l'a été l'équilibre relatif entre peinture et sculpture, et comme l'ont été les préférences d'Escholler.

Celles-ci, confortées par un sens très sûr de la diplomatie, il fallait surprendre sans révolter... l'avein conduit à bannir l'abstraction, à l'exception de celle de Delaunay et du Léger de 1920, et à exclure presque absolument dadaïsme et surréalisme, esthétiques jugées « extrémistes ». En 1937, ces refusés s'étaient réfugiés au Jeu de paume dans une exposition appelée « Origine et développement de l'art international indépendant », qu'il n'a pas été possible de reconstruire de nos jours.

On le regrette, tout en sachant qu'aux yeux d'un visiteur de l'époque les 170 toiles géométriques, les Moudrian et Kandinsky du Jeu de paume existaient à peine, en comparaison des légions françaises du Petit Palais, des 60 Matisse, des 52 Delaunay ou des 47 Zadkine. Ceux-là étaient l'art moderne, sans contestation possible alors, un art moderne dont on aurait presque oublié de nos jours l'apparence, tant il a été depuis révisé au bénéfice d'une histoire recueillie, celle des purs et durs de l'abstraction.

On l'a si bien oublié que ces indépendants-bis prennent des airs de Salon des ressuscités, et qu'il faut s'y rendre autant pour les petits mal-



Pablo Gargallo. David, 1934. Bronze.

tres que pour les grands, les nécessaires. Ces derniers peuvent difficilement surprendre. Il y a donc, comme prévu, des Matisse, des Picasso, des Derain, dont l'étrange *Offrande*, revenue d'Allemagne, des Braque de l'entre-deux-guerres, d'estimables Bonnard et d'admirables Rodin. Des Denis proches d'un pompierisme symbolard géant, des Vuillard nets et roux, des Maillol luisants. Et Soutine, et Utrillo, et Modigliani.

Apprivoisés et bien élevés

Rien de très singulier là-dedans, si ce n'est la préférence

accordée aux toiles les plus « faciles », aux Matisse mondains, aux Picasso néo-classiques et aux Braque post-cubistes, les plus « lisibles ». A l'évidence, ces « indépendants » ne plaisaient jamais autant qu'apprivoisés et moins indépendants que bien élevés. Un Viaminck éprouvant, monumentale côte de boeuf sanglante, sur fond noir, incarne à elle seule cette manière tendancieuse de déguiser les novateurs en pères tranquilles, trop tranquilles, de la nature morte bien figurative. Mais quoi ? Il fallait convaincre, et donc séduire, fût-ce au prix de quelques compromissions.

De manière à confirmer cette tendance, dite alors du retour « à l'ordre » ou « à l'humain », Escholler choisit de faire figurer aux côtés des grands premiers rôles les seconds et troisièmes couteaux du réalisme et de l'expressionnisme d'entre les deux guerres. Et c'est grâce à eux, parce qu'ils ont été, eux aussi, réexposés comme autrefois, que l'exposition actuelle est passionnante.

## Le charitable oubli

Elle permet de voir — ce qui ne signifie pas d'admirer — La Pédalière, Bessingault, Favory, Lorron, Lac-Albert Moreau et, d'autres, coquilles de la mode dans les années 20, et dont il ne reste plus que les noms dans des revues du temps. Et pourtant ils étaient célèbres et admirés. Tous impressionnés par le cubisme, tous, aussi, passés par la guerre, ils étaient convaincus qu'ils devaient peindre avec clarté et sérénité, dans des gammes sobres, des sujets quotidiens.

Les uns s'empêchent dans le piège à la suite de Segonzac, d'autres cherchent un dessin solide et dur, comme Warquier. Il en est de pathétiques (Gromaire) et d'intimistes (Marla Blanchard), de futilités et d'éloquents. Des charmeurs à la Marcoussis et des sévères à la Desvallière. Certains ont une force qui arrête, tels Dufrene ou Desvallière encore. D'autres semblent ne mériter que trop le charitable oubli des générations futures. Mais il n'importe : leur rassemblement vaut par sa simple densité, par ce qu'il révèle et ce qu'il contraint à regarder.

Telle quelle, clairement disposée, soigneusement mise en scène, sans grands effets d'architecture à perspectives, cette seconde version des indépendants de 1937 contient en puissance l'analyse point encore accomplie de trente ans d'art en France. C'est dire sa richesse.

PHILIPPE DAGEN.

★ Musée d'art moderne de la Ville de Paris, 11, avenue du Président-Wilson, jusqu'au 30 août. Un catalogue exhaustif accompagne l'exposition et lui tient lieu de mémoire (285 pages, 250 F.).

★ Musée du Jeu de paume, jusqu'au 28 septembre. Une petite exposition d'œuvres fautes a été organisée parallèlement : on y voit des Dufy de jeunesse et d'excellents Derain.

## MUSIQUE

## La mort de la pianiste Monique Haas

La pianiste Monique Haas est morte, le 9 juin, dans un hôpital parisien. Elle était âgée de soixante-dix-sept ans.

Née à Paris le 20 octobre 1909, Monique Haas fait au Conservatoire des études complètes : outre le piano avec Lazare Levy et la musique de chambre avec Charles Tournemire, elle étudie l'histoire de la musique avec Maurice Emmanuel et l'harmonie avec Suzanne Desmarquiez. Après son prix de piano remporté à dix-huit ans, elle se perfectionne auprès de Robert Casadesu, Rudolf Serkin et Georges Enesco. Avec lui,

et avec Pierre Fournier, elle interprète de nombreuses sonates tout en poursuivant une carrière de soliste que la guerre interromp brutalement, et qu'elle reprend à la Libération, la doublant d'une activité pédagogique qui la conduit à enseigner au Conservatoire de Paris en 1968-1969.

Parallèlement, elle réalisera une série d'enregistrements marquants pour la firme Erato parmi lesquels une intégrale Debussy, une intégrale Ravel, en 1969, dominée par le souci de respecter la volonté expresse de l'auteur : « N'interprétez pas mon œuvre, jouez-la ». Et plus récemment, les *Etudes* de Chopin, dont on loua la clarté et la précision. Monique Haas, qui réservait toujours une place privilégiée dans ses programmes à la musique contemporaine, était la dédicataire de la *Sonata* n° 2, de Darius Milhaud, et des *Enfants*, de Florent Schmitt. Elle créa naturellement les œuvres pianistiques — *Toccata pour piano et orchestre*, *Ricercar* — du compositeur Marcel Mihalovici, son époux, dont la disparition, en août 1985, l'a profondément affectée.

Elle laissera le souvenir d'une artiste exigeante dont la probité, le sens architectural des œuvres qu'elle interprétait, étaient exemplaires.

GÉRARD CONDÉ.

SEUL AU VENDOME  
(2<sup>e</sup>) V.O.  
**MACBETH**  
LA RÉALISATION TOUCHE  
À LA PERFECTION  
LE SPECTATEUR EST AU  
CŒUR DE L'ACTION DU  
DEBUT JUSQU'À LA FIN.  
VSD

## Communication

Achat de films, quotas de diffusions, coproductions

## Canal Plus veut modifier ses relations avec le cinéma

Canal Plus ne cédera pas devant les revendications des professionnels du cinéma. M. André Rousselet, président de la chaîne payante, affiche une fermeté sereine et avance quelques arguments de poids. Frappée de plein fust par la baisse de fréquentation, la profession cinématographique veut retirer à Canal Plus les privilèges consentis en 1985, au moment où la chaîne était au creux de la vague. Canal Plus avait obtenu de diffuser un plus grand nombre de films et de les programmer à des heures plus favorables.

« Il est vrai, rétorque M. Rousselet, que nous devons renégocier cet accord dès que la chaîne atteindra son équilibre. Mais nous n'avons pas encore récupéré toutes nos pertes et renégocier ne signifie pas revenir à la case départ. De plus, je ne pense pas que nous soyons responsables de la désaffection des spectateurs du cinéma. »

Deuxième point de contentieux : la chaîne payante avait promis de consacrer 25 % de ses ressources à l'achat de films. Pourtant, le budget d'achat pour 1987 plafonne à 500 millions de francs, alors que le chiffre d'affaires de Canal Plus devrait atteindre 3 milliards de francs. Calculé à la main, les professionnels du cinéma demandent le strict respect du cahier des charges. M. Rousselet répond en brandissant une lettre. Celle que lui a signée, le 20 février 1986, M. Georges Fillard, alors secrétaire d'Etat chargé des techniques de la communication. Le ministre autorisait Canal Plus à calculer l'assiette de sa contribution cinématographique en déduisant de ses ressources la gestion des décoteurs et les sommes versées aux sociétés

d'amateurs et au compte de soutien. Un sensible allègement des charges de la chaîne négociée, semble-t-il, à l'insu des professionnels du cinéma. La même lecture demandait, toutefois, à la chaîne payante de consacrer 60 % de ses sommes (au lieu de 50 %) aux films français. Une obligation que M. Rousselet prétend avoir respectée.

Le président de Canal Plus ne se contente pas de camper sur la défensive derrière ses documents officiels. Il veut porter le débat au fond et repenser les rapports de la chaîne payante avec le cinéma. Contraint de programmer 50 % de films français, la télévision cryptée se voit obligée d'acheter la quasi-totalité de la production française qui est tombée à cent trente-neuf films par an en 1986. Pour le cinéma, c'est une sorte de financement automatique : chaque producteur peut, en montant son budget, compter sur 1 ou 2 millions vendus à titre de pré-achat par la chaîne payante. Mais pour Canal Plus cette obligation devient un handicap : la production française n'a pas chaque année la même qualité et n'est pas toujours capable de séduire les abonnés.

« Nous ne remettons pas en question la programmation des 50 % de films français, affirme M. Rousselet, mais nous ne voulons pas devenir la caisse-malade du cinéma. Si on nous oblige à acheter la totalité de la production nationale, il faut nous donner les moyens de l'analyser. Pourquoi ne pas permettre à Canal Plus d'intervenir en co-production, d'utiliser une partie de sa contribution cinématographique à aider certains films.

ceux qui correspondent le mieux à l'attente de nos abonnés ? » La revendication de M. Rousselet ne semble pas excessive. TF1, Antenne 2 et FR3 coproduisent déjà, depuis des années, une partie des films diffusés sur leurs antennes.

Mais les professionnels du cinéma sont-ils prêts à la négociation ? Devant des recettes en sèches qui cessent de diminuer, ils cherchent leur salut dans la vente des films aux télévisions et repoussent toute modification de la réglementation. Une opposition que Canal Plus retouve sur son projet de chaînes européennes par satellite. Pour M. Rousselet, ce projet aurait l'avantage incontestable de faire bénéficier l'industrie cinématographique française d'une audience élargie à l'étranger. Mais il serait infécond, selon lui, d'exiger que cette chaîne diffuse 50 % de films français.

M. Rousselet propose que l'on fixe pour sa chaîne cryptée un quota de 50 % de films européens dont 30 % à 35 % seraient français. Une proposition qui, face aux habiletés des professionnels du cinéma en Europe, s'écroule déjà, estime-t-il, « d'une politique volontariste » de la part de Canal Plus. Les professionnels du cinéma ne l'entendent pas ainsi, pas ainsi, leur refus de compromis aboutissant à bloquer la sortie des chaînes cryptées. M. Rousselet reste, pourtant, optimiste car, dit-il, « Canal Plus et le cinéma ont besoin l'un de l'autre ».

ANITA RIND  
et JEAN-FRANÇOIS LACAN.

## « Une chaîne sur les bras », de M. Hervé Bourges

## Les règlements de comptes d'un baroudeur des médias

Le personnage peut irriter. Par ses certitudes arrogantes et par son goût immodéré de l'autocélébration. Cette immédiatité éclipse à chaque page d'*Une chaîne sur les bras*, le livre qu'Hervé Bourges vient de consacrer à ses quatre années de présence à la tête de TF1. L'auteur s'y dépeint allègrement comme le centre des bouleversements audiovisuels, un personnage-clé de Paris politique-médiatique, d'un complexe de relations avec les grands de ce monde et les jugements louangeurs adressés à sa propre personne. La télévision rend fou », avoue-t-il. On ne peut que l'approuver.

On peut discuter aussi le bilan du président de la Une. M. Bourges se dit le sauveur d'une chaîne à l'art de la mort, le précurseur des mutations de la communication. On peut dire plus simplement qu'Hervé Bourges a « dopé » TF1 en appliquant à une télévision publique les bonnes vieilles recettes d'une chaîne commerciale. Et ce, malgré les carcans administratifs, les réticences du gouvernement socialiste, les injonctions de la Haute Autorité.

Mais il faut reconnaître à M. Bourges — même ses détracteurs les plus acharnés le concèdent — la séduction du combattant. L'ancien président de TF1 s'est battu avec succès contre l'inertie de sa chaîne,

l'agressivité de ses concurrents, les pressions politiques, les pièges de la privatisation. Un tel homme ne dispose pas des armes, et *Une chaîne sur les bras* continue, de fait, le combat. Hervé Bourges « déballe » les dessous de la privatisation, les grandes manœuvres secrètes du pouvoir et de la CNCL, les obscurs tractations des représentants. Il ne faut pas manquer ces morceaux d'anthologie qui sont, par exemple, la rencontre du PDG de la Une avec M. Robert Herminet, le vote des treize « sages » sur l'attribution de la seconde chaîne ou la réunion des « résistants » socialistes au domicile de François Sagat.

Surtout, M. Hervé Bourges règle ses comptes avec le petit monde de l'audiovisuel en quelques portraits d'une talentueuse férocité. Sur son prédécesseur à la tête de TF1, M. Michel May : « Je suis sûr qu'il s'insurgeait surtout aux bandes dessinées — les *Pléiades-Nickelées* notamment — et au café-théâtre. » Sur Gabriel de Broglie, président de la CNCL : « Il appartient à cette catégorie des défenseurs de l'ordre moral pour qui les médias doivent être tenus en main par des hommes sûrs, du sérail. » Sur Patrick Sabatier : « Il est difficile de parler avec lui d'autre chose que de télévision, de carrière et de gros sous. » On sur Francis Bouygues : « Cet Auvergnat pour qui un son est un son et qui pratique néanmoins la magnificence, cet autocrate du pouvoir enveloppant qui vous traite avec une cordialité désarmante, ce magnat qui ne supporte pas le moindre concurrent est un redoutable porteur. Dès le départ, j'étais sûr que sa méconnaissance de la télévision ne le conduirait à de graves erreurs. »

M. Hervé Bourges ne va pas se faire que des amis. Visiblement, l'homme s'en moque. Il rêve déjà à de nouvelles aventures : la direction du *Matin de Paris* ou celle de la chaîne européenne de M. Robert Maxwell. Pour le baroudeur des médias, le combat continue.

JEAN-FRANÇOIS LACAN.

★ Une chaîne sur les bras. Éditions du Seuil.

## Devant le blocage des négociations

## « Le Matin de Paris » en danger de mort

Le *Matin de Paris* vit-il son agonie ? En gîte depuis le début de la semaine du jeudi 11 juin, le personnel semble vouloir à tout casser.

Le quotidien vit, vendredi 12 juin, la journée la plus critique de ses dix ans d'existence. Une journée qui devrait être ponctuelle, une fois encore, d'assemblées générales et d'entraînés. Attente d'une rencontre qui pourrait déboucher, attente d'un ballon d'oxygène qui redonnerait une rédemption à la fois économique et financière. « On nous a menés en bateau », dit un journaliste.

Depuis une semaine, l'interyndicale du *Matin de Paris* négocie des suppressions d'emplois avec M. Jean-René Pothier, actuel PDG du journal, et M. Claude Levat, l'un des deux administrateurs judiciaires nommés après le dépôt de bilan de mai. Il y a deux jours, les deux parties étaient parvenues à un accord : la nouvelle société éditrice du *Matin de Paris*, (dont la mise en place est prévue la semaine prochaine) devait conserver 96 des 156 postes. Il ne restait qu'à régler le problème des salariés impayés de mai de mai. Depuis plusieurs jours, l'un des administrateurs du *Matin*, le groupe italo-luxembourgeois Interpart, sollicité pour ce versement, faisait la sourde oreille. Et voilà que, jeudi soir, les salariés apprennent qu'ils ne seraient payés qu'à condition de se contenter du maintien de 70 postes.

Ce « chantage au salaire », comme le dénonce la rédaction, met le feu aux poudres. La grève et l'occupation du journal sont votées : « Nous sommes décidés à finir au moins avec dignité », explique-t-on. Le Livre CGT, avec lequel le consensus est pour une fois réalisé, propose à la rédaction de fabriquer, pour vendredi 12 juin, un journal de huit pages — une leçon. « On se bat », qui retracera l'histoire du quotidien et celle du conflit.

A Lille, M. Hervé Bourges, ancien patron de TF1, présente pour prendre les rênes du journal, indique « ne pas être sûr que le *Matin* puisse continuer à vivre » et avoir « posé des conditions draconiennes » à sa venue : plus pouvoir au PDG, constitution d'un conseil d'administration « de combat », indépendance totale.

Depuis jeudi, le comité d'entreprise du quotidien réclame une rencontre avec les actionnaires. Mais M. Giancarlo Piretti (Interpart), M. Paul Quilès (Médias-Presses-Communication) et M. Max Théret restent muets. Le personnel, réuni en assemblée générale dans la matinée du 12 juin, a décidé de faire paraître le journal samedi tout en continuant la grève.

Y.-M. L.

## Lettres

## L'Académie française et l'Académie du Maroc sous la même coupole

L'Académie française innove. Fait sans précédent dans son histoire, elle a procédé, jeudi 11 juin, sous la coupole, à la réception solennelle d'une académie étrangère in corpus : celle du royaume du Maroc. Avec l'autorisation de son fondateur et protecteur, le roi Hassan II, cette dernière était venue tenir à Paris sa première session hors frontières avant de rejoindre sa grande sœur quasi Conti. La cérémonie s'est déroulée sous la direction de M. Léopold Sédar Senghor, membre associé de l'Académie chérifienne ainsi que de trois de ses confrères, MM. Jean Bernard, Edgar Faure et Maurice Druon, secrétaire perpétuel.

M. Druon a souligné l'importance géoculturelle autant que stratégique du Maroc, « point de passage le plus étroit, point de jonction peut-on dire, entre l'Europe et l'Afrique, en même temps que verrou de la Méditerranée », pays de double culture.

« Ajouterais-je que le Maroc (...) est à la tête des nations en train de sauver l'islam, l'islam auquel certaines de ses fractions fanatiques et intégristes font courir le risque de dresser contre lui une hostilité générale. » M. Senghor a, pour sa part, évoqué la place de la civilisation afro-arabe « dans la francophonie que nous sommes en train d'édifier ».

JEAN-MARIE DUNOYER.

(Publié)

C.F.P.A.

Centre formation professionnelle

57, rue Charles-Laffitte, 92230 Neuilly

47.45.08.10 ou 47.22.94.94

Préparation intensive en septembre

CEPES

LE MONDE

diplomatique

DOSSIER

LA SÉCURITÉ SOCIALE

DANS LE MONDE

NUMÉRO DE JUIN EN VENTE PARTOUT







## Radio-télévision

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément du samedi (sauf dimanche). Signification des symboles : **R** = Radio, **T** = Télévision, **M** = Musique, **C** = Cinéma, **F** = Film, **S** = Sport, **N** = Nouvelles, **O** = Ouverture, **P** = Pénalité, **Q** = Quotidien, **R** = Récit, **S** = Spectacle, **T** = Théâtre, **V** = Variétés, **W** = Week-end, **X** = X-mas, **Y** = Yéti, **Z** = Zéro.

## Vendredi 12 juin

## TF 1

20.35 Variétés : La vie de famille. Émission-jour de Patrick Sabatier et Remy Grumbach. Avec Alain Delon, la Compagnie créole, Dorothée, François Valéry, Casada, Bibi, Pierre Perret, Simply Red, Cœur de Pirate, 22.30 Série : Une occasion en or. Le frénétique. 23.25 Journal. 23.40 Magazine : Premier balcon. De Joseph Pili et Dominique Darzacq. Actualité théâtrale. 0.05 Télévision sans frontières (TSF). Spécial Zaire.

## A 2

20.30 : Deux films à Miami. On connaît la musique. 21.20 Apostrophes. Magazine. Rétrograde de Bernard Pivot. Les livres du mois : Hervé Bourges (Une chaîne sur les bras) ; Jacques Derogy et Jean-Marie Pontaut (Enquête sur un caractère dangereux). Jean Dieudonné (Pour l'honneur de l'espion humain). André Giroux (Seule la vérité mène). 22.35 Journal. 22.45 Ciné-club : A travers le miroir. Film suédois d'Ingmar Bergman (1960). Avec Gunnar Björnstrand, Max von Sydow, Harriet Andersson, Lars Passgård (v.o.). Un écrivain, son fils, sa fille et son genre passent leurs vacances dans une île du golfe de Finlande. La jeune femme souffre d'étranges hallucinations. Elle est victime d'une hérédité pathologique et cherche à rompre, par tous les moyens, la solitude. Premier volet de la trilogie des « films de chambre », où Bergman reprenait, dans un style dépouillé, austère, sa recherche fondamentale des rapports humains et son interrogation sur Dieu. Parfois très douloureux, toujours magistral.

## FR 3

20.35 Feuilleton : Florence ou la vie de château. 5<sup>e</sup> épisode : Les énarques aux champs. Avec Annie Girardot, Jean-Luc Bideau. 21.30 Portrait. Invité : Annie Cordy. 22.25 Journal. 22.50 Magazine : Pure-choc. 23.20 Prélude à la nuit. Quatuor en ré mineur K 421 de Mozart, interprété par le Quatuor Talich.

## CANAL PLUS

21.00 Cinéma : Macadam. Film français de Marcel Bresson (1966). Avec François Rosay, Paul Meurisse, Simon Signoret. Une femme de tête tient à Montmartre un hôtel touché. Un truand vient lui confier une grosse somme, fruit d'une escroquerie. Elle cherche le moyen de s'en emparer. Etrus en marge, climat noir et pessimiste, romantisme de l'émotion purifiée ; ce film porte la marque du réalisme français des années 30. Étonnante composition de Françoise Rosay, Simone Signoret à ses débuts. 22.40 Flash d'informations. 22.50 Cinéma : Le dernier secret du Poisson d'Or. Film américain d'Irwin Allen (1978). Avec Michael Caine. 0.40 Cinéma : Brazil. Film anglais de Terry Gilliam.

## Samedi 13 juin

## TF 1

14.30 Magazine : L'aventure des plantes. Émission de Jean-Marie Pelt et Jean-Pierre Curry. 1. Le plus fabuleux des deux. 15.00 Dessin animé : G3 Joe, héros sans frontières. 15.30 Tiroir à Erny. 15.45 Automoteur : 24 Heures du Mans. 16.15 Magazine : Temps X. Émission d'Igor et Grichka Bogdanov. 17.05 Mini-mag. de Patrick Drevet. 17.30 Feuilleton : Copie et page (11<sup>e</sup> épisode). 18.30 Série : Agence tous risques. Vacances en Floride. 19.30 D'accord, pas d'accord. 19.35 Cocoricochoc. 20.00 Journal. 20.30 Tirage du Loto. 20.35 Série noire : Noces de souffrance. Téléfilm de Raymond Vulliamoz. Avec Agnès Soral, Claude-Luce Barbey, Jean-Luc Bideau, Hugues Laudenbach. Un homme victime d'un accident de voiture alors qu'il s'enfuit avec le fruit de son larcin, une jeune fille trop éplorée, une championne de fleurs et un curieux inspecteur de police... 22.15 Droit de réponse. Émission de Michel Polac, thème : La magistrature. 0.00 Journal. 0.25 Série : Les Incorruptibles. 1.05 Automoteur : 24 Heures du Mans.

## A 2

14.25 Les jeux du stade. Rugby : Coupe du monde ; Golf : Open de France à Saint-Cloud. 17.30 Série : Le juge et le pécheur. Le comptable en savoir trop. 18.20 Les carnets de l'aventure. Paul-Emile Victor : Retour vers le futur. 18.50 Jeu : Des chiffres et des lettres. D'Armand Jammot, présenté par Patrice Laffont. 19.10 D'accord, pas d'accord. 19.15 Actualité régionale. 19.40 Affaire suivante. 20.00 Journal. 20.30 Variétés : Champagne-Elysées. Émission présentée par Michel Drucker, avec : Michel Sardou, Georges Moustaki, Maxime Leforestier, Adamo, Frédéric Chausson, Dédé Sals-Prix, Paul Pichet, Robbie Nevil, Berlin, Jean-Pierre Rampel, Claude Botling, Schumacher, Maria et François Pacôme pour la pièce Les Seins de Lola. 21.55 Feuilleton : Nam, de Maurice Cazeneuve, d'après Emile Zola. Avec Véronique Genest, Guy Tréjan, Patrick Préjean, Albert Simeoni (3<sup>e</sup> épisode). Description de la société de la fin du Second Empire. 23.35 Les enfants du rock. Musicalisation d'Huit parades à Los Angeles. Reportages : Concrète blonde, Dream syndicate, Fire base ; Music news ; Fleetwood Mac. 0.05 Journal.

## FR 3

13h30 Nicolas ANGEL présente "ENTREPRISES" L'EMBALLAGE - HANDYBAG, des sacs pour la congélation - ORBAL, le matériel plastique - CRYOVAC, l'emballage alimentaire - GASCONE SA, le papier.

## M 6

14.30 Série : L'île fantastique. Cowboy et la deuxième épouse. 15.30 Hit des clubs. Les meilleurs titres français et internationaux de la semaine. 16.30 Téléfilm : Cap au large.

(1984). Avec Jonathan Pryce, Robert De Niro, Michael Palin. 3.00 Cinéma : Une femme nommée désir (classé X). Film français de Michel Barry (1986). Avec Sabine K. Christophe Clark, Melissa Bracco. 4.30 Cinéma : Hors-la-loi. Film français de Robin Davis (1984). Avec Cloris Cornhill, Wladimir Stankov. Une bande d'adolescents français et maghrébins, évadés d'un centre de redressement, sont poursuivis par des paysans furieux. Scénario d'un simplisme extrême. 6.15 Série : Les Insulaires.

## LA 5

20.30 Série : L'inspecteur Derrick. 21.40 Série : Serpente. 22.40 Cinéma : L'histoire Monsieur Boileau. Film français de Maurice Labro (1949). Avec Fernandel. Un écolier timide trouve un cadavre dans son lit et est entraîné par des gangsters. Fernandel en herbe qui devient héros. Le nœud, qui l'a de 0.30 à 3.50 Rediffusions. 6.30 Série : Laurel et Hardy. 1.05 Série : Kung-fu. 2.00 Série : L'inspecteur Derrick. 2.55 Série : Kung-fu.

## M 6

14.00 20.30 Série : Dynamite. Machiavélisme. 21.30 Série : Cagney et Lacey. L'informateur. 22.30 Ciné-Club : La Belle et la Bête. Film français de Jean Cocteau (1946). Avec Jean Marais, Josette Day, Marcelle André, Milla Parély, Michel Audo. Pour sauver son père, la fille d'un marchand, qui ses parents ont résolu à l'école de sorcellerie, accepte de prendre sa place dans le château d'un monstre au corps d'homme et au visage répugnant. La propre magie, la propre mythologie de Cocteau dans l'adaptation du conte de Mme Leprince de Beaumont. Les extérieurs réels, les décors de Christian Bérard, les éclairages d'Henri Alekan et l'extraordinaire composition de Jean Marais ont fait de ce film un splendide poème fantastique. 6.10 Magazine : La sign du rock (rediff.).

## FRANCE-CULTURE

20.30 Dédit. La fabrique du corps humain et les droits de l'homme. 21.30 Musique : Black and blue. Les musiques de Zool Fiedler. 22.30 Nuits magiques. Les gens... tout de Les quatre quartiers de solitude. 0.10 De jour ne l'endorment.

## FRANCE-MUSIQUE

20.30 Concert (donné le 17 mai 1987 à Baden-Baden) : Die Bräut Messias, ouverture en ut mineur op. 100 ; Concerto pour violon et orchestre en ut mineur ; Symphonie 2<sup>e</sup> en ut mineur op. 61, de Robert Schuman, par l'Orchestre symphonique du Sudwestfunk, dir. Christoph Eschenbach, sol. Thomas Zehetmair, violon. 22.30 Les soirées de France-Musique. A 23.30 Les pêcheurs de perles ; à 0.30 Mélodrame.

## CANAL PLUS

14.00 Téléfilm : Une affaire mortelle. 15.30 Série : Flash Gordon. 15.50 Série : Mr. G. 16.15 Cadeaux. 16.40 Série : Éruption à la mode. 17.25 Documentaire : Les silences du sport. 17.50 Téléfilm : Profession, mannequin. 19.30 Flash d'informations. 19.35 Top 50. 19.38 Téléfilm : La mort s'est pas de couleur. 22.05 Flash d'informations. 22.15 Documentaire : L'homme dans la nuit africaine. 23.10 Cinéma : Cocaine. Film américain de Paul Markey (1985). Avec Marilisa Pera. Dans les bas quartiers de New-York, deux gangs de la drogue s'opposent. L'un, commandé par un Brésilien implacable, est composé de jeunes Latino-Américains, l'autre de Portoricains. Tous les détails sont vécus mais Paul Markey a pris ses distances avec le réalisme, piqué d'humour extravagant les scènes de bagarres, de meurtres, de tueries collectives. 0.40 Cinéma : Serpente party. Film français de Roger Vadim (1982). Avec Caroline Cellier. 2.15 Cinéma : Kamassette IV. Film français de Francis Leoni (1983). Avec Sylvia Kristel. Une journaliste qui ne peut plus supporter un monde trop masculin change d'apparence au Brésil, grâce à la chirurgie esthétique, et devient Emmanuelle, femme libre. Un voyage touristique et une initiative érotique. Version « soft » ou version « hard », c'est tout aussi excitant. 3.50 Cinéma : Seize qui sont (à la fois). Film français de Jean-Luc Godard (1980). Avec Isabelle Huppert, Jacques Dutronc. 5.15 Cinéma : Fox sur le gang. Film américain de Gordon Douglas (1951). Avec J. Cagney (v.o.).

## LA 5

14.10 Téléfilm : A cœur perdu. 15.50 Série : K 2000. 16.45 Dessin animé : Prince Sarah. 17.15 Dessin animé : Robotech. 17.40 Dessin animé : Cathy la petite fermière. 18.05 Série : Arnold et Willy. 18.35 Série : Happy days. 19.00 Série : Laurel et Hardy. 19.35 Série : J'ai vu. 20.30 Série : Supercopier. 21.35 Série : Kung-fu. 22.30 Série : Mike Hammer. 23.15 Série : Supercopier. 1.40 Série : Mike Hammer. 2.35 Série : Héros.

## M 6

14.30 Série : L'île fantastique. Cowboy et la deuxième épouse. 15.30 Hit des clubs. Les meilleurs titres français et internationaux de la semaine. 16.30 Téléfilm : Cap au large.

18.00 Série : La petite maison dans la prairie. Les grands frères (1<sup>re</sup> partie). 18.30 Série : Vagabond. Quelle auberge ! 19.30 Journal. 19.55 Infoprix. 20.00 Magazine : Turbo. Les 24 Heures du Mans : la 405 Peugeot ; meeting africain à La Ferté-Aleix ; Stadium-Cross à Châtelet. 20.30 Téléfilm : Les marais de la mort. Folle poursuite dans des marais de Floride. 22.00 Musique : Rythmika. Concert : France Gall au Zénith en 1984. 23.00 Série : Section 4. La justice privée. 23.50 Magazine : Jazz 6.

## FRANCE-CULTURE

20.30 Grand Gala. Jack l'Éventreur, d'André de Lorde.

## Dimanche 14 juin

## TF 1

7.45 Automoteur : 24 Heures du Mans. 8.00 Bonjour la France. Journal présenté par Jean-Claude Bourret. 8.40 Zappé : Zappé. Émission de Christophe Izard. Avec les marionnettes d'Yves Brunier. Dites-moi docteur Eka ; Dodo Dodo ; La vache Noire ; Antiole ; Les Buzick ; La maison de Tonton ; James Hound ; Salomon et Diabolo ; Calimero. 10.00 Série : Tintin. Le cirque. 11.00 Tintin et les mystères. Émission de Jean-Pierre Ruffin. Alphonse Boudard : La méthode à Mimi ; Les beaux carrosses ; Gros plan : le carrossier. 11.30 Magazine : Auto-moto. 12.15 Magazine : Tintin-foot. 13.00 Journal. 13.25 Série : Starzky et Martini. Enquête en tout genre. 14.20 Variétés : A la fête de la nuit et Sport dimanche. Émission présentée par Patrick Poivre d'Arvor et Jean-Michel Lénfant. Automoteur : 24 Heures du Mans. 16.25 Tintin à Chantilly. 16.35 Variétés : A la fête de la nuit. (Suite.) Avec Consuelo De Havilland, Gloria Lasso, Philippe Bouvier, Cecilia Noth. 18.00 Série : Tintin. Le cirque. Trois carrosses par ordinateur. 19.00 Magazine : 7 sur 7. Émission de Jean-Luc et Anne Sinclair. Invité : Edouard Balladur, ministre de l'économie et des finances. 19.55 Tirage du Loto sportif. 20.00 Journal. 20.30 Cinéma : Piste simple fée. Film français de Gérard Jugnot (1984). Avec Gérard Jugnot, Fanny Basterre, Patrick Bouchitey, Jean-Claude Biscailly, Pierre Mondy. Un gardien de la paix pas très malin, attaché à une brigade de police-secours, se trouve mêlé à une histoire de drogue à cause d'une délinquante dont il est tombé amoureux. La première réalisation — réussie — de Gérard Jugnot.

SUR  
DANS SPORT DIMANCHE SOIR

UNE PEUGEOT 205 GTI  
SERA GAGNÉE.

PARTIRAGE AU SORT  
TELELOTO Shell

22.00 Sport dimanche soir. 23.00 Journal. 23.20 Magazine : C'est à lire. Émission de Lucie Perrot, avec Jean Datoir.

## A 2

6.55 Rugby : Coupe du monde, demi-finale, au direct de Brisbane. 8.50 Informations et météo. 9.00 Conseilère France. 9.15 Dossiers hebdomadaires. A. Bible culture ; Le livre des nombres ; L'ange et le prophète ; La source de vie ; L'arbre pour tout. 10.00 Présence protestante. 10.30 Le Jour du Seigneur. 11.45 Messe, célébrée au foyer de charité de Tressaint dans les Côtes-du-Nord. 12.05 Dimanche Martin. Entre les artistes. 13.00 Journal. 13.25 Tout le monde s'agit. Invité : Gold, Jean-Louis Albert, Camille. The Wild One. Claude Baracat. Dail. Norman Cohen. L'ensemble orchestral de Paris, les Petits Chanteurs de Sainte-Croix de Neuilly. 14.30 Série : Les deux font le paire. La mangouste. 15.20 L'école des fans. Invité : Pierre Amoyal. 16.25 Le kiosque à musique. 17.00 Série : Bataillon. La croix de Revenon. 18.20 Stade 2. Automobile ; basket ; rugby ; cyclisme ; athlétisme ; jeu ; marche ; golf. 19.30 Série : Maguy. Epoux et maîtres. Avec Rosy Varte, Jean-Marc Thiébaud, Marthe Villalonga, Henri Garcin. 20.00 Journal. 20.30 Téléfilm : Je t'aime à la campagne. De Josée Dayan, d'après le roman de Paul Clément. Avec François Marthout, Gérard Desbarre, Roger Dumas, Sylvie Femen, La vengeance d'un homme défiguré dans un accident de la route. 22.05 Rugby : Coupe du monde. 22.45 Musique au direct. Émission d'Eve Ruggieri. Invité : Georges Prêtre, chef d'orchestre français. 23.00 Journal. 23.50 Jazz : Festival international d'Antibes-Juan-les-Pins 1986. Weather Update.

## FR 3

9.00 Débat les enfants. Zorro ; Croq'oleil ; Ulysse 31. 10.00 Magazine : Mosaïque. 11.30 Allégorie. Rubens. 11.35 Feuilleton : Fils de la pluie. 12.00 Choral, avec saint. 12.30 Espace 3 : Confédération nationale du Crédit mutuel. 12.45 Espace 3 : La grand écran. 13.00 Flash d'informations. 13.04 Météo. D'un rocher à l'autre. 13.30 Forum EMC-FR2. 14.30 Sports-Jobers. Ski nautique à Marignane ; Escalade à Thonon ; Course de canions au Castellet. 16.55 Amuse 3 ; Demain. 17.20 Dessin animé : Lucky Luke ; La famille Ducloux. 17.55 Série : Yoo. 18.20 RFO Héros. 18.30 Amuse 3 (suite). Signé Carl's Eyes : Les petits malins. 19.40 Les Champs de France. 20.00 Série : Benny Hill. 20.35 Série : Sur la piste du crime. 21.25 Série : La France à la carte. Première émission d'une série de trize. 1. La cuisine en fête : Paul Bocuse. 21.55 Journal. 22.20 Dessin animé : Tex Avery. 22.30 Cinéma de nuit : Marie-Martine. Film français d'Albert Valentin (1942). Avec Raulo Salt-Cyr. Un romancier fustueux et maître chanteur retrouve, dans une petite ville de province, une jeune femme mystérieuse dont il n'a connu qu'un moment de la vie et sur laquelle il a écrit un livre où elle passe pour une fille perdue. Un excellent scénario Valentin, le rythme d'un attachement d'écriture pas à pas révisé, une mise en scène d'inspiration du réalisme politique d'après-guerre, une trouillante composition de René Saint-

Pierre Chazot et Henri Barthe ; Le marquis de Sade, de Charles Mère. 22.10 Démonstrations. Bernard Fischer. 22.30 Musique : Xicarcare. La pratique du silence. 0.05 Clair de nuit.

## FRANCE-MUSIQUE

20.30 Concert (donné le 8 décembre 1986 à Ettlingen) : Caprice pour quatuor à cordes en ut mineur, op. 81 n° 3, de Mendelssohn ; Quatuor à cordes n° 3 en ré mineur, de Chopin ; Quatuor à cordes en si bémol majeur, op. 130, et Grande fugue en si bémol majeur, op. 133, de Beethoven par le Quatuor Melos. 23.00 Nuits parallèles. Radio amateur.

## CANAL PLUS

7.00 Ça cartonne ! 8.00 Cinéma : L'ont comédienne, film anglais de Richard Eyre (1966). Avec Stephen Rea, Lindsay Duncan, Ian McKellen. Une jeune femme de la classe moyenne se trouve obligée de voyager en voiture, de Londres à Munich, avec un ouvrier de Liverpool. Cet « incroyable périple à travers l'Europe », comme dit le bulletin de Canal Plus, est resté étrangement inconnu. 9.30 Cinéma : Brazil. Film anglais de Terry Gilliam (1984). Avec Jonathan Pryce, Robert De Niro, Michael Palin, Kim Cattrall. 12.00 Dessin animé. 12.05 Série : Rumba. 13.00 Flash d'informations. 13.05 Série : Rumba. 14.00 Téléfilm : Un siège en été. 15.35 Documentaire : Hiver à Yellowstone. 16.00 Série : Les monstres. 16.30 Basket professionnel américain. 17.55 Cinéma : Le blé blanc au printemps. Film français de Michel Vocoret (1978). Avec Jean-Marc Thibault, Jacques Jonasson, Jacques Chazot. Des soldats cantonnés dans une caserne et les jeunes filles d'un pensionnat créent un sous-sol qui doit résister à deux établissements. Et le film attend les barreaux du couloir à trépasser. 19.50 Flash d'informations. 19.55 Ça cartonne ! 20.30 Cinéma : Les bolshéiques. Film américain de Woody Allen (1978). Avec Kristin Griffith, Mary Beth Hurt, Richard Jordan, Diane Keaton. A solennité-trois ans, un homme, père de trois filles, décide de divorcer et de se remarier avec une femme qui est l'autorité de sa première épouse. Un film de Woody Allen, où il s'appuie sur un film sérieux, dramatique, où il est question du sexe de la vie, où frémissent les ondes d'une réalité intérieure captée par la mise en scène. Un film magistralement joué. 21.50 Flash d'informations. 22.00 Cinéma : Tirez sur le pianiste. Film français de François Truffaut (1960). Avec Charles Aznavour, Marie Dubois, Albert Remy, Nicole Berger. 22.20 Cinéma : Réactions en chaîne. Film américain de Ian Barry (1980). Avec Steve Buscemi, Anne-Marie Winchster, Ross Thompson, Ralph Corneill. 0.50 Cinéma : Une femme nommée désir (classé X). Film français de Michel Barry (1986). Avec Sabine K. Christophe Clark, Melissa Bracco, Laura Lane. 22.30 Série : Winchester à la nuit.

## LA 5

7.35, 8.25 Dessin animé : Prince Sarah. 8.00, 9.20, 10.15 Dessin animé : Cathy la petite fermière. 8.55 Dessin animé : Robotech. 9.50 Série : Arnold et Willy. 10.40 Série : J'ai vu. 11.35 Série : Supercopier. 12.30 Série : Laurel et Hardy. 13.05 Série : Héros. 14.00 Série : Mike Hammer. 14.55 Série : Kung-fu. 15.50 Série : J'ai vu (rediff.). 16.45 Dessin animé : Prince Sarah. 17.15 Dessin animé : Robotech. 17.40 Dessin animé : Cathy la petite fermière. 18.05 Série : Arnold et Willy. 18.35 Série : Happy days. 19.30 Série : Laurel et Hardy. 19.35 Série : J'ai vu. 20.30 Série : Supercopier. 21.35 Série : Kung-fu. 22.30 Série : Mike Hammer. 23.15 Série : Supercopier. 1.40 Série : Mike Hammer. 2.35 Série : Héros.

## M 6

12.15 Variétés : JM 6. 11.45. Jazz : Antiole. 12.45 Journal. 13.00 Série : L'île fantastique. Le retour de la médaille. 14.00 Jeu : Huit à la 12. 15.00 Série : L'île fantastique. Le parc d'attractions et la vedette de rock. 16.00 Musique : Revue des chansons. Émission de Philippe Meyer. 18.00 Série : La petite maison dans la prairie. Les grands frères (2<sup>e</sup> partie). 18.30 Série : Vagabond. Le meurtre du policier (1<sup>re</sup> partie). 19.30 Journal. 19.55 Infoprix. 20.00 Magazine : Caribbe FM. 20.30 Téléfilm : Le coup de la nuit. Un shérif à la recherche d'un sadique. 21.40 Journal et supplément sport. 21.55 Magazine : Images et dessert. Magazine des gastronomes de l'image. 22.55 Musique : Concert. Concerto pour piano ; Symphonie n° 38 de Haydn ; Concerto pour piano n° 12 de Mozart. 0.00 Flash d'informations. 0.45 Musique : 6 Nuits. 0.35 Flash d'informations. 0.20 Musique : 6 Nuits. 0.15 Flash d'informations. 0.35 Musique : 6 Nuits. 0.45 Flash d'informations. 0.50 Musique : 6 Nuits.

## FRANCE-MUSIQUE

19.30 Concert (au direct de Vienne) : Une barque sur l'océan, Albeniz del grancino. Concerto pour piano et orchestre en ré majeur pour le main gauche. Shéhérazade. Valse nobles et sentimentales. La valse, de Maurice Ravel par l'Orchestre national de France, dir. Seiji Ozawa. 23.00 Les soirées de France-Musique. A 23.05, Cinéma : musique acide bruxelles, par l'Ensemble Théodore Vassiliou ; à 1.00, Champ d'écailles, voyage à travers la chanson.

## FRANCE-CULTURE

20.30 Musique : Répertoire. Nadège, auteur, compositeur, interprète. 20.30 Atelier de création multilingue. 22.30 Musique. Jazz live. par l'Ensemble Théodore Vassiliou ; à 1.00, Champ d'écailles, voyage à travers la chanson.

## Audience TV du 11 juin 1987 (BAROMÈTRE LE MONDE/SOFRES-NIELSEN)

HORAIRE	FOYERS AYANT REGARDÉ LA TV (en %)	TF 1	A 2	FR 3	CANAL +	LA 5	M 6
18 h 22	40,9	Berni Boncompagni	Actual. région.	Actual. région.	Zénith	Laurel et Hardy	Vagabond
		18,7	11,4	2,6	1,6	5,2	1,6
18 h 45	44,6	Cocoricochoc	Théâtre Boncompagni	Actual. région.	Zénith	Walter Women	Journal
		17,1	18,1	3,6	0,6	5,2	0,0
20 h 15	67,0	Journal	Journal	La classe	Actual. région.	Walter Women	Filles et garçons
		16,0	23,8	6,8	2,8	6,7	0,6
20 h 35	86,6	Columbo	Hitel Amérique	La Jour J	Actual. région.	Triple-Croix	Commandes
		18,2	13,0	22,9	0,0	10,4	3,6
22 h 00	88,6	L'opéra	Hitel Amérique	La Jour J	Actual. région.	Triple-Croix	Commandes
		8,3	11,4	26,9	0,0	10,4	4,7
22 h 44	84,9	L'opéra	concert	La Jour J	Fonction	Mike Hammer	Falcoz Court
		6,7	8,7	30,1	1,0	11,4	0,6

Echantillon : plus de 200 foyers en Île-de-France, dont 153 répondent à la 3 et 115 répondent à la 6 dans de bonnes conditions.

**LOTO** 1987

1 21 23 32 38 48 26

PROCHAIN TRANCHE, EN DIRECT SUR TF1  
SAMEDI 13 JUIN 1987 À 20 H 30  
TRANSFERT 10 H 30 SUR TF1  
POUR LES DERNIÈRES TRANCHES DE LA REMISE PROCHAINE

6 RANG 1 <sup>er</sup>	6 400 650 000 F
5 RANG 1 <sup>er</sup>	184 360 000 F
4 RANG 1 <sup>er</sup>	14 795 000 F
3 RANG 1 <sup>er</sup>	190 000 F
2 RANG 1 <sup>er</sup>	12 000 F

**CHEZ PHOX PAS D'INTOX**

**1390 F** MINOLTA AF-DL. Compact 24 x 36 autofocus. Bifocal 35 et 50 mm. Exposition et flash auto, motorisés. Codage DX.

**350 PHOTOGRAPHES DANS TOUTE LA FRANCE**

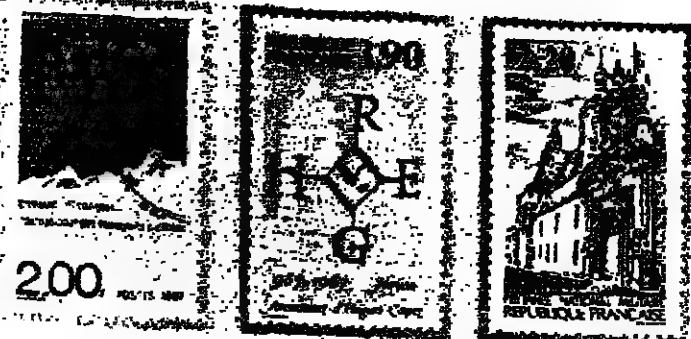
CHEZ PHOX PHOTO CINE - 81, rue de la République - Tél. 44 55 25 70  
LES LILAS : PHOTO CINE CHOISEL - 151, rue de Paris - Tél. 43 82 71 31  
PARIS 2<sup>e</sup> : PHOTO CINE CHOISEL - 87, passage Croixes - Tél. 42 98 07 38  
PARIS 8<sup>e</sup> : SELECTION PHOTO CINE - 24, boulevard Méliès - Tél. 47 42 33 66  
PARIS 14<sup>e</sup> : A.P.S. - 57, rue de Châteaudun - Tél. 48 74 73 81  
PARIS 16<sup>e</sup> : SELECTION PHOTO CINE - 51, rue La Fayette - Tél. 48 78 07 81  
PARIS 18<sup>e</sup> : PHOTO - CINE - VISION - 85, avenue Mozart - Tél. 42 66 37 68  
SENLIS : PHOTO DE LA HALLÉ - 27, place de la Halle - Tél. 44 53 10 67



# Informations « services »

## PHILATÉLIE

### Avalanche...



Entre le vendredi 19 et le lundi 22 juin, pas moins de trois timbres seront mis en vente générale.

● **Transports à câbles.** - Le 19 juin, un timbre sera émis à l'occasion du système congrès international des transports à câbles de Grenoble, qui a lieu du 15 au 20 juin. La France, dont les installations de remontées mécaniques représentent le plus important parc mondial, a été choisie pour le système congrès de l'UITAF (sigle correspondant au titre italien Organizzazione internazionale dei trasporti a fune), qui a pour vocation de regrouper toutes les organisations, services, sociétés et personnes qui, à travers le monde, s'intéressent aux transports à câbles ou aux remontées mécaniques.

Le timbre, d'une valeur faciale de 2 F, au format vertical de 26 x 40 mm (n° PTT 1987-27), est dessiné par René Dessirier et imprimé en héliogravure sur feuilles de cinquante.

● **Vente anticipée les 17 et 18 juin.** de 9 heures à 18 heures, au bureau de poste temporaire ouvert dans le hall d'entrée de Grenoble Alpes Congrès, avenue d'Imbstruck, à Grenoble (Isère) ; de 8 heures à 18 h 45 au bureau de poste de Grenoble RP.

● **Souvenirs philatéliques :** Club timbophile de Grenoble, M. François Nocca, 2 ter, rue des Violettes, 38100 Grenoble.

● **Avènement d'Hugues Capet.** - Le 22 juin sera mis en vente générale un timbre célébrant le millénaire du sacre d'Hugues Capet.

Petit événement : cette figurine sera le premier timbre français imprimé entièrement en offset à l'imprimerie des timbres-poste de Périgueux sur machine japonaise Komori. Cette presse n'autorise que le tirage feuille à feuille. La numérotation et la perforation des feuilles constituent deux manœuvres supplémentaires. Les lettres « OFF » dans la marge signalent l'impression offset. Le tirage ne constitue pas, à l'évidence, un progrès : la quantité de timbres à imprimer a imposé de nombreuses sujétions au personnel technique, habitué jusqu'à maintenant au tirage rapide des presses rotatives.

En effet, les timbres Arc de triomphe, émis par le gouvernement provisoire en 1944 étaient bien imprimés en offset mais venaient des Etats-Unis. Les timbres Conseil de l'Europe émis en décembre dernier, imprimés eux aussi en offset, ne pouvaient être utilisés que dans l'enceinte du Conseil de l'Europe à Strasbourg.

La France a déjà émis un timbre célébrant Hugues Capet, en 1967, dessiné et gravé par Albert Decaris, qui représentait l'élection du duc des Francs à la royauté. Le timbre dessiné par Alain Kouchner reproduit le monogramme d'Hugues Capet avec pour fond la cathédrale de Noyon, où se déroula son sacre le 3 juillet 987, après le décès, le 22 mai précédent, du carolingien Louis V.

Le timbre, d'une valeur faciale de 1,90 F, au format vertical de 26 x 40 millimètres (n° PTT 1987-25), est

dessiné par Albert Rouhier et imprimé en offset en feuilles de cinquante.

● **Vente anticipée les 20 et 21 juin.** de 9 heures à 18 heures, au bureau de poste temporaire ouvert au théâtre municipal, place Aristide-Briand à Noyon (Oise) ; le 20 juin, de 8 h 30 à 12 h 30, au bureau de poste de Noyon.

● **Prytanée national militaire.** - Le 22 juin sera émis un timbre consacré au Prytanée national militaire de La Flèche. L'église de cette ville apparaît déjà sur un timbre émis à l'occasion de la Journée du timbre de 1946 reproduisant les traits de Guillaume Fouquet (1560-1616), contrôleur des postes sous Henri-IV.

Henri de Navarre confia aux jésuites le soin d'ouvrir dans le château de sa grand-mère, Françoise d'Alençon, situé à La Flèche, un établissement d'éducation dont les premiers élèves franchirent la porte en 1604. Fermé en 1794, le collège rouvrit ses portes en 1808 pour y recevoir le Prytanée militaire, fondé en 1800, et, d'abord, installé à Saint-Cyr. Le mot Prytanée est de Lucien Bonaparte : le prytanée était le lieu où se réunissaient les édiles des cités grecques, les prytanes. On y éduquait gratuitement les fils de citoyens morts pour la patrie.

Ouvert d'abord aux fils d'officiers, le recrutement s'est ensuite démocratisé. Le prytanée accueille les jeunes filles depuis 1984.

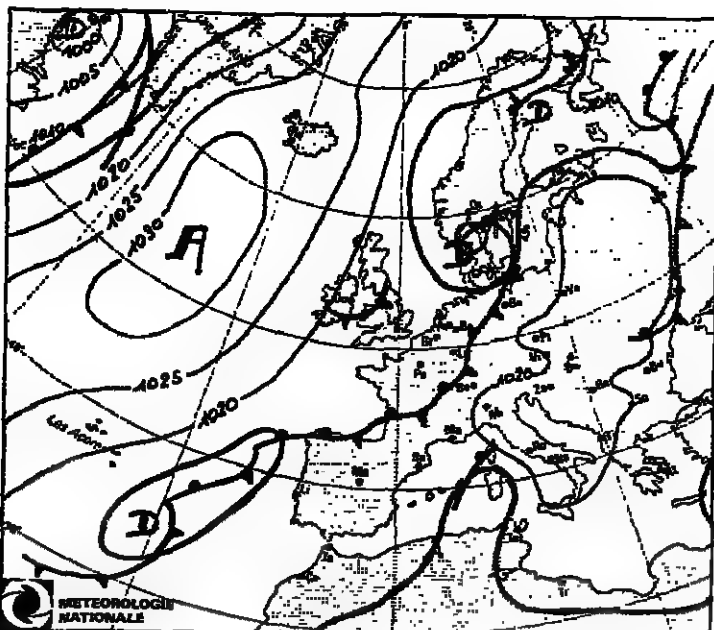
● **Le timbre, d'une valeur de 2,20 F,** au format vertical 26 x 40 millimètres (n° PTT 1987-26), est dessiné et gravé en taille-douce par Marie-Noëlle Goffin et imprimé en feuilles de cinquante.

● **Vente anticipée les 20 et 21 juin.** de 9 heures à 18 heures, au bureau de poste temporaire ouvert dans le hall d'honneur du Prytanée national militaire à La Flèche (Sarthe) ; le 20 juin, de 8 heures à 12 heures, au bureau de poste de La Flèche.

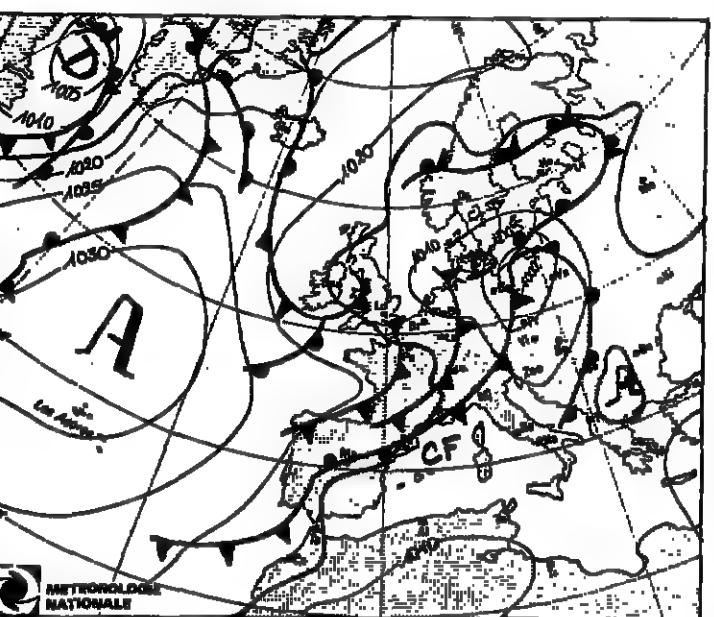
Rebrique réalisée par la rédaction du Monde des philatélistes, 24, rue Chancet, 75009 Paris. Tél. : (1) 42-47-99-08.

## MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 12 JUIN 1987 A 0 HEURE TU



PRÉVISIONS POUR LE 14 JUIN A 0 HEURE TU



Evolution probable du temps en France entre le vendredi 12 juin à 0 h et le dimanche 14 juin à 24 h.

Autour de la dépression qui persiste sur les îles Britanniques, le courant perturbé de sud-ouest perdure de l'Espagne à la Belgique tandis que le vent de nord-ouest souffle de l'Irlande à la côte atlantique.

Samedi : en début de matinée temps très nuageux en toutes régions. Des Pyrénées à la Méditerranée, aux Alpes et au Nord-Est le temps sera très nuageux avec des pluies orageuses et de fortes averses plus fréquentes l'après-midi. Les orages pourront être violents avec de fortes rafales.

Du nord de l'Aquitaine et de la Ven-

dée au Bassin parisien, à la Champagne, au Nord, des passages nuageux et des averses devenant orageuses.

Une amélioration se développera en fin d'après-midi sur la Vendée, le Poitou et les Charentes.

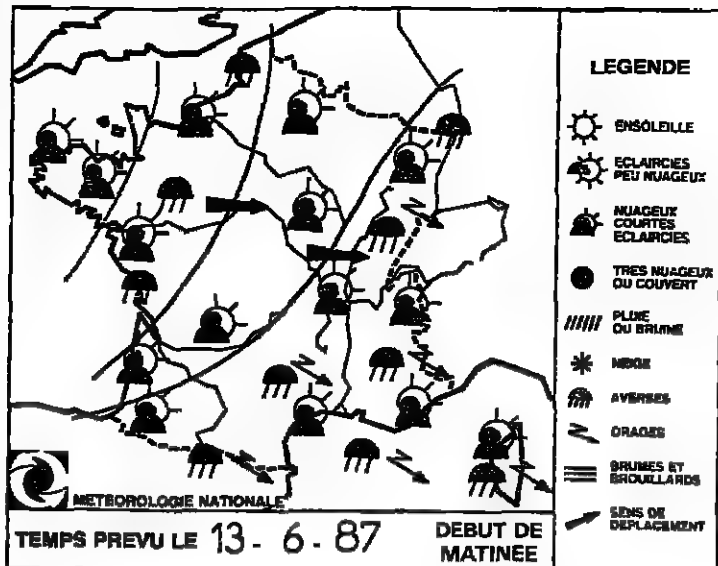
En Bretagne, en Pays de Loire, en Basse-Normandie des orages le matin et des averses l'après-midi.

Les températures seront dans l'ensemble en légère baisse.

Dimanche : sur la moitié nord-ouest, le ciel sera variable le matin avec des brumes locales, puis il y aura des averses orageuses.

Sur la moitié sud-est temps très nuageux et pluvio-orageux.

Les températures seront en baisse sur le Nord-Ouest.



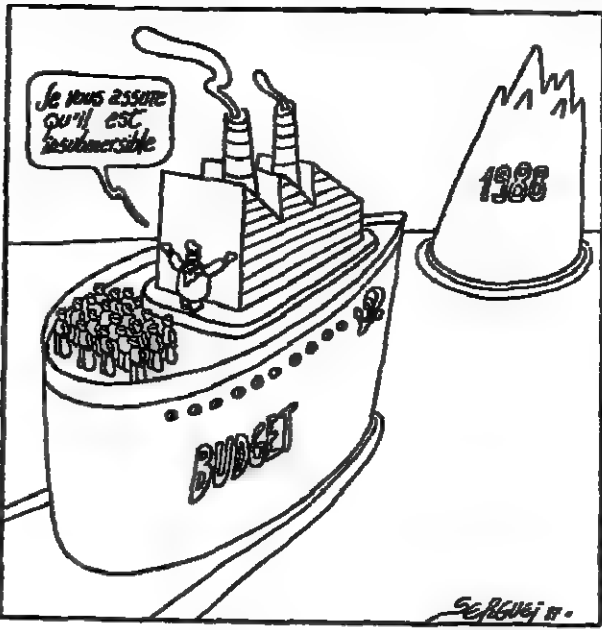
TEMPÉRATURES maxima - minima et temps observé									
Valeurs extrêmes relevées entre le 11-6 à 6 heures TU et le 12-6-1987 à 6 heures TU									
le 11-6-1987									
le 11-6-1987									
le 11-6-1987									
le 11-6-1987									
le 11-6-1987									
le 11-6-1987									
le 11-6-1987									
le 11-6-1987									
le 11-6-1987									
le 11-6-1987									
le 11-6-1987									
le 11-6-1987									
le 11-6-1987									
le 11-6-1987									
le 11-6-1987									
le 11-6-1987									
le 11-6-1987									
le 11-6-1987									
le 11-6-1987									
le 11-6-1987									
le 11-6-1987									
le 11-6-1987									
le 11-6-1987									
le 11-6-1987									
le 11-6-1987									
le 11-6-1987									
le 11-6-1987									
le 11-6-1987									
le 11-6-1987									
le 11-6-1987									
le 11-6-1987									
le 11-6-1987									
le 11-6-1987									
le 11-6-1987									
le 11-6-1987									
le 11-6-1987									
le 11-6-1987									
le 11-6-1987									
le 11-6-1987									
le 11-6-1987									
le 11-6-1987									
le 11-6-1987									
le 11-6-1987									
le 11-6-1987									
le 11-6-1987									
le 11-6-1987									
le 11-6-1987									
le 11-6-1987									
le 11-6-1987									
le 11-6-1987									
le 11-6-1987									
le 11-6-1987									
le 11-6-1987									
le 11-6-1987									
le 11-6-1987									
le 11-6-1987									
le 11-6-1987									
le 11-6-1987									
le 11-6-1987									
le 11-6-1987									
le 11-6-1987									
le 11-6-1987									
le 11-6-1987									
le 11-6-1987									
le 11-6-1987									
le 11-6-1987									
le 11-6-1987									
le 11-6-1987									
le 11-6-1987									
le 11-6-1987									
le 11-6-1987									
le 11-6-1987									
le 11-6-1987									
le 11-6-1987									
le 11-6-1987									
le 11-6-1987									
le 11-6-1987									
le 11-6-1987									
le 11-6-1987									
le 11-6-1987									
le 11-6-1987									
le 11-6-1987									
le 11-6-1987									
le 11-6-1987									
le 11-6-1987									
le 11-6-1987									
le 11-6-1987									
le 11-6-1987									
le 11-6-1987									
le 11-6-1987									
le 11-6-1987									
le 11-6-1987									
le 11-6-1987									
le 11-6-1987									
le 11-6-1987									
le 11-6-1987									
le 11-6-1987									
le 11-6-1987									
le 11-6-1987									
le 11-6-1987									
le 11-6-1987									
le 11-6-1987									
le 11-6-1987									
le 11-6-1987									
le 11-6-1987									
le 11-6-1987									
le 11-6-1987									
le 11-6-1987									
le 11-6-1987									
le 11-6-1987									
le 11-6-1987									
le 11-6-1987									
le 11-6-1987									
le 11-6-1987									
le 11-6-1987									
le 11-6-1987									
le 11-6-1987									
le 11-6-1987									
le 11-6-1987									
le 11-6-1987									
le 11-6-1987									
le 11-6-1987									
le 11-6-1987									
le 11-6-1987									
le 11-6-1987									
le 11-6-1987									
le 11-6-1987									
le 11-6-1987									
le 11-6-1987									
le 11-6-1987									
le 11-6-1987									
le 11-6-1987									
le 11-6-1987									
le 11-6-1987									
le 11-6-1987									
le 11-6-1987									
le 11-6-1987									
le 11-6-1987									
le 11-6-1987									
le 11-6-1987									
le 11-6-1987									
le 11-6-1987									
le 11-6-1987									
le 11-6-1987									
le 11-6-1987									
le 11-6-1987									
le 11-6-1987									
le 11-6-1987									
le 11-6-1987									
le 11-6-1987									
le 11-6-1987									
le 11-6-1987									
le 11-6-1987									
le 11-6-1987									
le 11-6-1987									
le 11-6-1987									
le 11-6-1987									
le 11-6-1987									
le 11-6-1987									
le 11-6-1987									
le 11-6-1987									
le 11-6-1987									
le 11-6-1987									
le 11-6-1987									
le 11-6-1987									
le 11-6-1987									
le 11-6-1987									
le 11-6-1987									
le 11-6-1987									
le 11-6-1987									
le 11-6-1987									
le 11-6-1987									
le 11-6-1987									
le 11-6-1987									
le 11-6-1987									
le 11-6-1987									
le 11-6-1987									
le 11-6-1987									
le 11-6-1987									
le 11-6-1987									
le 11-6-1987									
le 11-6-1987									
le 11-6-1987									
le 11-6-1987									
le 11-6-1987									
le 11-6-1987									
le 11-6-1987									
le 11-6-1987									
le 11-6-1987									
le 11-6-1987									
le 11-6-1987									
le 11-6-1987									
le 11-6-1987									
le 11-6-1987									
le 11-6-1987									
le 11-6-1987									
le 11-6-1987									
le 11-6-1987									
le 11-6-1987									
le 11-6-1987									
le 11-6-1987									
le 11-6-1987									
le 11-6-1987									
le 11-6-1987									
le 11-6-1987									
le 11-6-1987									
le 11-6-1987									
le 11-6-1987									
le 11-6-1987									
le 11-6-1987									
le 11-6-1987									
le 11-6-1987									
le 11-6-1987									
le 11-6-1987									
le 11-6-1987									
le 11-6-1987									
le 11-6-1987									
le 11-6-1987									
le 11-6-1987									
le 11-6-1987									
le 11-6-1987									
le 11-6-1987									
le 11-6-1987									
le 11-6-1987									
le 11-6-1987									
le 11-6-1987									
le 11-6-1987									
le 11-6-1987									
le 11-6-1987									
le 11-6-1987									
le 11-6-1987									
le 11-6-1987									
le 11-6-1987									
le 11-6-1987									
le 11-6-1987									
le 11-6-1987									
le 11-6-1987									
le 11-6-1987									
le 11-6-1987									
le 11-6-1987									
le 11-6-1987									
le 11-6-1987									
le 11-6-1987									
le 11-6-1987									
le 11-6-1987									
le 11-6-1987									
le 11-6-1987									
le 11-6-1987									
le 11-6-1987									
le 11-6-1987									
le 11-6-1987									
le 11-6-1987									
le 11-6-1987									
le 11-6-1987									
le 11-6-1987									
le 11-6-1987									
le 11-6-1987									
le 11-6-1987									
le 11-6-1987									
le 11-6-1987									
le 11-6-1987									
le 11-6-1987									
le 11-6-1987									
le 11-6-1987									
le 11-6-1987									
le 11-6-1987									
le 11-6-1987									
le 11-6-1987									
le 11-6-1987									
le 11-6-1987									
le 11-6-1987									
le 11-6-1987									
le 11-6-1987									
le 11-6-1987									
le 11-6-1987									
le 11-6-1987									
le 11-6-1987									
le 11-6-1987									
le 11-6-1987									
le 11-6-1987									
le 11-6-1987									
le 11-6-1987									
le 11-6-1987									
le 11-6-1987									
le 11-6-1987									
le 11-6-1987									
le 11-6-1987									
le 11-6-1987									
le 11-6-1987									
le 11-6-1987									
le 11-6-1987									
le 11-6-1987									
le 11-6-1987									
le 11-6-1987									
le 11-6-1987									
le 11-6-1987									
le 11-6-1987									
le 11-6-									







# Le casse-tête du budget 1988



(Suite de la première page.)

En améliorant nettement le pouvoir d'achat des Français — de 3,5 % en 1986, — en grossissant les revenus des entreprises, qui ont payé moins cher leur énergie et leurs approvisionnements, elle a élargi la matière imposable. Malgré des taux réduits, le rendement de l'impôt sur les sociétés et sur le revenu des personnes a beaucoup progressé. Il en a été de même pour la TVA, du fait d'une consommation en hausse.

Mais ces facteurs ont cessé de jouer cette année, et les effets s'en feront sentir l'année prochaine.

L'impôt sur les sociétés, qui apportera presque 120 milliards de francs cette année dans les caisses de l'Etat, avec une progression de plus de 15 % par rapport à 1986, va se ralentir. Il en sera de même pour l'impôt sur le revenu (plus de 210 milliards de francs cette année) du fait de la très faible progression du pouvoir d'achat des Français (+ 0,5 % en moyenne cette année). — L'INSEE prévoyait même une baisse de 0,8 % au second semestre.

La TVA, qui, avec 500 milliards de francs, fournit 45 % des rentrées fiscales, va voir son rendement baisser du fait de la réorientation de la croissance en France, beaucoup moins tirée par la consommation des ménages, davantage par l'investissement, qui, lui, ne supporte pas cet impôt.

A toutes ces raisons qui contribuent au freinage des recettes de l'Etat s'en ajoutent deux autres importantes. Les prélèvements effectués sur les recettes de TVA pour financer le budget de la CEE (46 milliards de francs cette année) et les subventions de l'Etat aux collectivités locales (une centaine de milliards de francs) progressent au rythme de 15 % l'an. Et ce rythme n'a aucune raison de se ralentir l'année prochaine.

## Coûteuses promesses

Il y a tout d'abord l'engagement pris fin juin 1984 au sommet de Fontainebleau d'augmenter — à partir de 1988 — les prélèvements opérés sur les ressources budgétaires nationales au bénéfice de la CEE. Ceux-ci passeraient de 1,4 % à 1,6 % (1), ce qui représenterait 5,5 milliards de francs supplémentaires. Depuis cette date, la Commission a modifié ses propositions, avançant l'idée d'un prélèvement de 1,4 % calculé cette fois sur le PNB, qui entraînerait une ponction plus importante qu'actuellement mais ne s'appliquerait sûrement pas avant 1989. Quoi qu'il en soit, la CEE, qui veut disposer d'un véritable budget, comme en ont tous les pays, a besoin de plus d'argent. Des engagements ont été pris et le financement du budget communautaire coûtera de plus en plus cher. Déjà, cette année, notre participation (46 milliards de francs, risque fort d'être majorée de 5 à 6 milliards pour boucler les comptes européens).

Une seconde raison interdit d'espérer un ralentissement de la progression des prélèvements opérés sur les recettes de l'Etat. Les subventions accordées aux collectivités locales — une centaine de milliards de francs — progressent plus vite que les recettes fiscales. Cette dérive s'explique : la dotation globale de fonctionnement (DGF), qui est la principale aide accordée aux collectivités locales, est indexée sur le rendement de la TVA, un des rares impôts dont les taux n'aient pas été réduits ces dernières années. C'est la raison pour laquelle la DGF (70 milliards de francs) doit progresser de plus de 5 % cette année par rapport à 1986 et d'au moins 4 % l'année prochaine.

Si l'on ajoute à tous ces motifs de pessimisme la faible croissance économique qui tarit les rentrées fiscales, l'on comprend pourquoi la progression des recettes de l'Etat, généralement à peu près parallèle à la croissance de la production nationale en valeur, sera plus lente l'année prochaine.

Ce changement est fondamental. La facilité avec laquelle le budget de 1987 avait été mis au point à l'automne dernier tenait précisément, et pour l'essentiel, à une croissance spontanée des recettes sensiblement supérieure à la croissance du produit national (effets de la manne pétrolière et du redressement des entreprises). Malgré une trentaine de milliards de francs de réduction d'impôts cette année, les recettes de l'Etat progresseront de 4 % par rapport à 1986. En 1988, c'est le contraire, qui va se produire.

Dans l'hypothèse où les impôts progresseraient de 4 % — avant tout allègement, et sans prendre en compte les pouvoirs prélèvements sociaux — les recettes de l'Etat atteindraient quelque 1 005 milliards de francs (2). C'est cette somme qu'il faudrait amputer de 20 à 22 milliards de francs pour

respecter les promesses gouvernementales.

Des promesses qui, pour l'essentiel, ont déjà été précisées : moins 2 milliards de francs d'impôts sur les sociétés, dont le taux passera de 45 % à 42 %; moins 2 milliards de francs sur la taxe fraie générale; et sur celle frappant le fuel lourd; moins 6 milliards de francs dont bénéficieront les entreprises du fait de l'extension de la TVA déductible aux communications; moins 2 milliards de francs sur la taxe d'habitation (3); moins 1,5 milliard du fait de la suppression de la retenue à la source sur les revenus d'obligations.

A ces promesses s'ajoute une baisse de l'impôt sur le revenu, uniforme pour tous, qui coûte 2 milliards de francs le point et ne pourra guère être inférieure à 3 % (on a renoncé à une nouvelle réduction du taux le plus élevé du barème); les premiers effets de plan d'épargne-retraite et ceux du plan d'épargne-logement pour encourager la construction de logements locatifs; enfin, la possibilité donnée à certains contribuables de déduire de leurs revenus les sommes versées pour l'emploi d'une aide à domicile.

On est déjà au-delà des 20 à 22 milliards de francs promis, même si le gouvernement, voyant venir le danger, a avancé sur 1987 — sous forme d'acomptes remboursables en 1988 — la baisse d'impôts sur les sociétés, ce qui allège de 6 milliards de francs les pertes de recettes de 1988.

Il n'empêche : les promesses contenues dans le plan-forme commun, puis celles qui ont été faites par M.M. Chirac, Balladur et Juppé ramènent à moins de 1 000 milliards de francs (985 milliards) les recettes prévisibles de l'Etat en 1988, soit une progression de 2 % seulement.

Dans ces conditions, pour réduire le déficit d'une quinzaine de milliards de francs, il faudrait que les dépenses progressent de moins de 1 %, chiffre qu'a d'ailleurs à peu près confirmé M. Balladur, le 3 mai dernier, au cours de l'émission « Le Grand-Jury RTL-Le Monde » : « Les dépenses ne devront augmenter que de 1 % en valeur au lieu de 3 %, avait précisé le ministre.

Reste à savoir si le gouvernement peut comprimer les dépenses de l'Etat au point de les faire baisser en valeur réelle (1 % d'augmentation en francs courants correspond à une baisse de 1 % en valeur réelle, puisque la hausse des prix envisagée est de 2 %). Pour répondre à une telle question, c'est-à-dire pour mesurer l'effort d'économies à accomplir, il faut s'interroger sur l'évolution spontanée des dépenses de l'Etat d'une année sur l'autre. Par spontanéité, entendons le rythme auquel auraient augmenté les dépenses publiques si le gouvernement s'était contenté de reconduire en 1988 le budget de 1987 sans rien retrancher ni ajouter.

## Plus vite que prévu

A partir de 1978, les dépenses ont progressé plus vite que la production nationale. Cette évolution a été particulièrement nette au cours de la période 1980-1983. Mais une véritable rupture s'est produite en 1984, année au cours de laquelle les dépenses publiques ont — après des coupes sévères et quelques astuces de présentation — augmenté de 8,1 % pour une production nationale qui croissait de 8,7 %. Même si les débudgétisations opérées ont artificiellement minimisé une partie de la dépense réelle, les faits sont là : depuis trois ans, les charges de l'Etat augmentent de moins en moins vite, le point de départ de cette nouvelle tendance étant un profond changement d'attitude des socialistes vis-à-vis de la politique budgétaire.

Nous enregistrons maintenant les effets de ce retournement qui a porté notamment sur un freinage des rémunérations des fonctionnaires, sur des réductions d'effectifs (moins dix mille durant les deux années 1984 et 1985), sur une réduction des bonifications d'intérêts consenties par l'Etat.

Dans le budget 1987, les dépenses progresseront — malgré les économies réalisées — à peu près comme les prix, c'est-à-dire d'un pourcentage compris entre 3 % et 3,5 %, soit sensiblement plus vite qu'il n'avait été prévu dans le texte de loi voté à l'automne 1986 (1,8 %). Il semble donc que la tendance spontanée — avant toute économie possible — soit à une progression de la dépense supérieure à la hausse des prix, mais un peu inférieure à celle de la production nationale. Soit, pour 1988, une progression qui se situerait aux alentours de 4 %.

En effet, si l'on sépare dans les dépenses de l'Etat celles qui progressent comme les prix (2 % prévues en 1988) — ou moins vite qu'eux — de celles qui augmentent

plus vite, on voit que les secondes représentent un volume nettement plus important que les premières. Progresseront très faiblement ou stagneront les dépenses d'équipement civil (80 milliards de francs environ sur un budget de 1 100 milliards) entraînées par les grands chantiers de la capitale, les aides et dotations à l'industrie, à la recherche; les interventions économiques (une centaine de milliards de francs), grâce notamment aux économies importantes réalisées sur les bonifications d'intérêts consenties par l'Etat.

Restent les dépenses augmentant plus vite que les prix. Le budget militaire (200 milliards de francs) si l'on prend en compte les pensions, dont la croissance risque d'atteindre 6 % l'année prochaine à cause de la forte progression des dépenses d'équipement prévues dans la loi de programme 1987-1991. Enfin, la dette publique — une centaine de milliards de francs, — dont la progression est conditionnée par l'évolution des taux d'intérêt, qui se révèlent sensiblement supérieurs à ce qui avait

été prévu (plus de 8 % actuellement contre 6,5 %).

Si l'on retient une progression spontanée de la dépense publique d'environ 4 % en 1988, on voit que le gouvernement va devoir économiser une trentaine de milliards de francs (4). Cela pour ramener à 1 % l'augmentation des charges de l'Etat, qui, progressant moins vite que les recettes, permettrait une réduction du déficit.

Tout cela est-il possible ? Probablement non, pour au moins trois raisons. La première est que de telles compressions n'ont jamais été réalisées, et l'exécution du budget 1987, qui prévoyait 40 milliards de francs d'économies, n'apportera pas la preuve contraire. Deuxième raison : ce n'est pas en année préélectorale qu'un gouvernement peut sabrer dans les dépenses, les électeurs étant souvent également des utilisateurs de fonds publics. Troisième raison : plus le temps passe, et plus il est difficile d'économiser massivement, sous peine de remettre en cause des fonctions essentielles de l'Etat, comme on l'a vu pour les prisons, par exemple (5), pour l'aide au logement et à l'agriculture, comme on le voit pour les collectivités locales, qui, malgré les textes de décentralisation, continuent de coûter très cher au budget de l'Etat.

Le budget de 1988 s'annonce donc extrêmement difficile à mettre au point après deux années de facilité qui ont pu donner lieu à des illusions. La tentation sera donc grande pour les pouvoirs publics d'utiliser plus amplement qu'il n'est prévu les recettes de privati-

sation pour financer des dépenses en capital que le budget de l'Etat assume traditionnellement. Cela va être fait pour les armées, mais aussi pour les autoroutes, pour l'aéronautique (SNIA, et SNECMA), pour le TGV...

Le problème posé par l'ampleur des économies que le gouvernement peut — au-delà des artifices de présentation — véritablement imposer au budget de l'Etat n'est pas secondaire. Il conditionne fondamentalement la poursuite de la réduction du déficit budgétaire. Il conditionne aussi et surtout le sérieux d'une politique de baisse des impôts tous azimuts, dont nous n'avons probablement pas les moyens.

ALAIN VERNHOLLE.

(1) Ce pourcentage est calculé sur l'assiette de la TVA.

(2) Dans ces chiffres sont comprises une partie des recettes tirées des privatisations. Les seules recettes fiscales nettes prévues fin 1986 pour 1987 sont de 862 milliards de francs.

(3) Les exonérations accordées pour la taxe d'habitation dépendent de celles qui sont accordées sur l'impôt sur le revenu (deux millions de contribuables ont été exonérés de l'IR). C'est l'Etat qui supporte en la rembourrant aux communes la perte de la taxe d'habitation.

(4) M. Balladur parle de 35 milliards de francs, car s'ajoutent 5 milliards de francs de dépenses nouvelles (déclaration de M. Juppé de décembre 1986).

(5) La construction des prisons sera généralement doublée mais en 1989, 1990 et 1991. En 1988, les crédits de paiement ouverts seront faibles...



Qui a initié, dans le cadre des « Masters de l'Economie », 85 000 élèves à la marche des entreprises et à l'industrie de demain ? Qui envoie les plus doués d'entre eux — ceux des clubs de Limoges et Saumur — aux Etats-Unis pour qu'ils découvrent pendant une semaine, New York et sa vie culturelle, Wall Street et les milieux financiers, Washington et la NASA ? Qui équipe de micro-ordinateurs les établissements auxquels appartiennent les meilleurs clubs d'investissement de ce concours ? Qui nous a entraînés, pendant le mois de mai, dans la « Ruée vers l'Art » ; à travers 1 000 manifestations culturelles relayées par son réseau d'agences ? Qui, enfin, a introduit 43 entreprises sur le Second Marché ?



## Le Groupe CIC touche les jeunes, secoue le monde de l'art, prend la première place sur le Second Marché.

BANQUE BONNASSE FRÈRES, BANQUE RÉGIONALE DE L'UN, BANQUE RÉGIONALE DE LOUEST, BANQUE SCALBERT DUPONT, CRÉDIT INDUSTRIEL D'ALSACE ET DE LORRAINE, CRÉDIT INDUSTRIEL ET COMMERCIAL DE PARIS, CRÉDIT INDUSTRIEL DE NORMANDIE, CRÉDIT INDUSTRIEL DE LOUEST, SOCIÉTÉ BORDELAISE DE CRÉDIT INDUSTRIEL ET COMMERCIAL, SOCIÉTÉ LYONNAISE DE BANQUE, SOCIÉTÉ NANCÉENNE VARIN-BERNIER, BANQUE DE L'UNION EUROPÉENNE.



## Economie

## AFFAIRES

La privatisation de la Société générale  
L'action à 407 francs

M. Edouard Balladur a fixé le vendredi 12 juin les conditions de la privatisation à 407 francs le prix de chacune des 20,9 millions d'actions mises en vente entre le 15 et 27 juin. La composition du « groupe des actionnaires stables » (noyau dur) qu'a retenu le ministre d'Etat comprendra 19 investisseurs qui se partageront 20 % du capital de la banque. Parmi ceux-ci, on retrouve les deux compagnies d'assurances encore publiques, les AGF et le GAN, la Compagnie électro-financière (du groupe Compagnie générale d'électricité) et la Compagnie financière pour l'industrie chimique (du groupe Rhône-Poulenc). Chacun de ces quatre actionnaires aura droit à 2 % du capital. Ils achèteront les actions à un prix supérieur de 5 % à celui proposé au public mais devront les conserver au moins deux ans.

A la veille de cette privatisation, on apprendait que la Société générale faisait l'objet d'un contrôle fiscal. D'après le quotidien *Libération* du 12 juin, celui-ci pourrait aboutir à un redressement fiscal pour la Société mère de quelque 600 millions de francs. Au siège de la banque, on rappelle que les grands établissements bancaires font l'objet de contrôles de redressements fiscaux réguliers. Le dernier en date à la Société générale remonte à 1981. On souligne également que des provisions sont régulièrement constituées à cet effet. Enfin, on ajoute que « tous les éléments chiffrés concernant ce contrôle ont été portés en leur temps à la connaissance des organes de contrôle et d'audit externe de la Société Générale ».

## REPÈRES

## Fonctionnaires

## Ralentissement de la croissance des frais de personnel

Selon une enquête de l'INSEE, « de 1982 à 1986, les dépenses de personnel des services civils de l'Etat sont passées de 211 milliards de francs à environ 268 milliards de francs, soit une progression de 27 % ». En francs constants, elles ont crû de 2 % de 1982 à 1986. En 1983 et 1984, les salaires bruts (charges patronales incluses) ont progressé davantage que les prix, alors qu'à partir de 1985 les dépenses de personnel de l'Etat ont enregistré une progression inférieure à celle du coût de la vie. L'INSEE explique ce « ralentissement de la croissance des frais de personnel de l'Etat » par la stabilisation des effectifs, dès 1984, et le freinage des hausses de salaires. De 1982 à 1986, « le coût salarial individuel moyen (salaire brut augmenté des prestations et des charges patronales) a augmenté de 26,3 % de 1982 à 1986, tandis que le coût salarial individuel moyen (salaire net moyen par tête et

taux de 1 % dans les services civils de l'Etat, entre 1982 et 1986, « alors que le pouvoir d'achat du salaire brut moyen a augmenté de 0,8 % ».

## Revenu national

## Baisse de 0,5 % au premier trimestre en RFA

Le produit national brut allemand d'estimé de 0,5 % durant le premier trimestre 1987, indique dans des statistiques provisoires, l'Office fédéral des statistiques. Non corrigé des variations saisonnières, cette baisse atteint 1 % en raison d'un hiver particulièrement rigoureux, qui a provoqué une quasi-paralysie dans la construction et a entraîné une baisse des achats de voitures nouvelles. Durant le dernier trimestre 1986, le PNB avait déjà fait apparaître une stagnation par rapport aux trois mois précédents. L'Office des statistiques de Wiesbaden souligne, toutefois, que les résultats de janvier à mars 1987 sont supérieurs de 2,4 % à ceux du premier trimestre 1986.

## Le capital d'EGT pourrait être ouvert au privé

Après les privatisations, la « respiration » du secteur public. Tout en poursuivant son programme de dénationalisations (voir le Monde d'hier), le gouvernement s'apprête à organiser l'ouverture du capital d'entreprises publiques à des investisseurs privés. L'une des premières opérations de ce type pourrait concerner, à l'automne prochain, la société EGT (Entreprise générale de télécommunications), dans l'orbite de la direction générale des télécommunications. Les ministères de l'économie, de l'industrie et des P et T y travaillent, conseillés dans ce dossier par la banque Arjel, créée au début de cette année par M. Jean-Luc Lagardère.

Dépendante de la Compagnie générale de communication (Cogcom), société holding détenue totalement par l'Etat français, qui regroupe les filiales de l'Etat dans les télécommunications, EGT est une entreprise moyenne (quatre cents personnes) qui commercialise des répéteurs téléphoniques, des téléphones de voiture, Eurosignal et des télécopieurs. Intervenant dans un secteur très concurrentiel et où les producteurs étrangers se font de plus en plus offensifs, cette entreprise d'Etat a opéré depuis 1983 un redressement important de sa rentabilité. Son chiffre d'affaires a atteint l'an dernier 522 millions de francs, en progression de 10,6 % par rapport à 1985, et son bénéfice après impôt 64 millions (+ 8,6 %). La perte avait été en 1983 de 131 millions de francs.

Souhaitant, « pour des raisons stratégiques », ouvrir depuis plusieurs années son capital (totalement détenu par l'Etat), M. Jacques Daucet, le président d'EGT, pourrait obtenir gain de cause. Le gouvernement envisage, en effet, de vendre environ 30 % du capital de la société à des partenaires de l'entreprise et au public. Les actions de la société pourraient être introduites sur le second marché de la Bourse de Paris en octobre ou novembre prochain. Dans le schéma, finalement retenu, la Cogcom, holding totalement possédée par l'Etat, devrait rester publique. Elle devrait être amenée à vendre partiellement certaines de ses filiales. Après l'EGT, ce pourrait être au tour de l'Élécom, société de services informatiques.

ERIK ISRAELWICZ.

## SOCIAL

## La grève des contrôleurs aériens

## Vive l'arbitrage !

Les contrôleurs aériens sont en train de mettre en péril le droit de grève en menant une guerre d'usure de huit semaines, afin d'obtenir l'intégration des primes dans le calcul de leur retraite. M. Michel Ghazal, consultant en management et négociation, pronostique cette montée des dangers en apprenant que des passagers excédés ont voulu prendre d'assaut la tour de contrôle d'Orly le 21 mai, et que les délégués sont prêts à retarder une journée de salaire pour toute heure de grève.

En décembre dernier, il estimait que le conflit de la SNCF était le fruit d'erreurs typiquement françaises (le Monde du 30 décembre 1986) : épreuve de force, positions rigides, chantage, culpabilisation de l'adversaire, etc. M. Ghazal n'en défend pas moins le droit de grève en le légitimant aux yeux des usagers qui pâtissent de son exercice.

Comment ? « En France, le processus de négociations fonctionne à l'envers, répète-t-il. Normalement, revendication, négociation et conflit s'enchaînent dans cet ordre. Chez nous, le conflit vient avant la négociation. Les deux parties refusent a priori les propositions de l'autre. Les syndicats de la navigation aérienne demandent-ils l'intégration de leurs primes ? La direction de l'aviation civile s'y oppose au nom de la grille de la fonction publique. La direction propose-t-elle à son tour de créer un établissement public pour sortir du carcan budgétaire ? C'est au tour des syndicats de s'y opposer. On aboutit à une guerre de position que les protagonistes essaient de tenir le plus fermement possible. En fait, la négociation n'en est pas une, car elle a pour but d'amener l'autre à la composition. Le compromis inévitable qui résultera de cette confrontation stérile ne satisfait personne parce qu'il sera fondé sur les positions

respectives et non sur les intérêts profonds qui sous-tendent ces positions ».

M. Ghazal verrait en tout autre processus. Devant les revendications des aiguilleurs du ciel, la direction de l'aviation civile répliquerait que le statut de la fonction publique rend impossible de les satisfaire car tous les fonctionnaires en profiteraient pour exiger l'intégration de leur prime dans le salaire. La création d'un établissement public serait une intelligente façon de tourner la difficulté. Malheureusement, les syndicats s'accrocheraient au statut de la fonction publique parce qu'ils ont peur d'en perdre les avantages. Il faudrait alors leur demander d'énumérer ces avantages et de dire les garanties qui leur permettraient de se sentir en sécurité dans un établissement public. Et si l'impasse persistait, ne pourrait-on inventer un système de plan d'épargne-retraite qui aboutisse à révaloriser les retraites des contrôleurs ? De l'inspiration, que diable !

L'opinion  
jugera

« Il faut moraliser le droit de grève en y introduisant une clause protectrice, un fusible, insiste M. Ghazal. Avant toute grève, les partenaires sociaux devraient être obligés par la loi de passer devant une commission d'arbitrage composée d'une personnalité unanimement reconnue, d'un spécialiste de l'objet du litige et d'un expert du processus de négociation. Cette commission aurait deux buts : d'abord, faire sortir les véritables enjeux et non les faux-semblants et les amours-propres ; ensuite imaginer des solutions inédites. La commission aurait le droit de publier ces propositions en cas de refus d'application par

l'une des parties. L'opinion jugerait de la légitimité des positions en présence ».

La proposition d'arbitrage légal obligatoire n'est pas si insolite qu'il y paraît. Un système comparable existe aux Etats-Unis et en Allemagne fédérale. En France même, la convention collective de la Fédération nationale des coopératives laitières contient une clause de conciliation préalable obligatoire et deux conflits sur trois s'arrêtent par le siège de l'arrêt de travail, grâce à cette procédure.

Le gouvernement et les contrôleurs aériens ne pourraient-ils se prêter à un essai ?

ALAIN FAUJAS.

## PIT

## Grève assez peu suivie

La grève lancée par la CGT, la CFDT et la CFTC dans les PIT a été relativement peu suivie le jeudi 11 juin : le ministère estimait à 16 % le taux de participation, avec un taux plus fort dans les télécoms (19 %) qu'à la poste (14 %). Les syndicats avancent des chiffres proches et notent une participation plus élevée en province qu'à Paris.

Les syndicats avaient appelé dans le désordre à ce mouvement : la CGT protestait contre la privatisation et la finalisation du secteur public, les autres aux garanties statutaires, et réclamaient l'amélioration du pouvoir d'achat et la création de dix mille postes, notamment. La CFDT entendait défendre le service public, le statut du personnel et le pouvoir d'achat. La CFTC limitait ses revendications aux salaires et aux effectifs.

FO, qui n'a pas pris part au mouvement, attend de connaître les projets de ministères sur l'ouverture de la concurrence dans les télécoms à l'automne avant, éventuellement, d'appeler à une grève, mais pas de vingt-quatre heures. — (AFP.)

UNIVERSITE DE LILLE - FLANDRES-ARTOIS  
INSTITUT D'ADMINISTRATION DES ENTREPRISES

## MAGISTÈRE DE MARKETING DIRECT

LE DIPLOME DES MANAGERS EUROPEENS DU MARKETING DIRECT ET DE LA V.P.C.

POUR LA PREMIERE FOIS AU COEUR DE L'EUROPE DES 12

En France plus de 2 500 entreprises importantes sont concernées directement par le Marketing Direct. De La Redoute, à La Garantie Mutuelle des Fonctionnaires, des 3 Suisses à La Banque Populaire, de Renault à Rhône Poulenc, pour ne parler que de la France, des milliers de Sociétés utilisent les techniques du Marketing Direct. Ces entreprises ont un besoin extraordinaire de Cadres Supérieurs et de Managers « Professionnels Pointus » de la communication, de la gestion, de la logistique, du droit, de la comptabilité, des fichiers, des achats, de l'informatique... spécifiques au Marketing Direct. L'Université de Lille-Flandres-Artois, au carrefour de l'Europe et au cœur du 1<sup>er</sup> Centre Européen de la Vente par Correspondance, Pôle d'Excellence du Marketing Direct, se désigne naturellement pour la création du 1<sup>er</sup> Magistère Européen de Marketing Direct.

## UN ENSEIGNEMENT DE HAUT NIVEAU EN MARKETING DIRECT

C'est probablement la 1<sup>re</sup> fois en Europe, et certainement en France, qu'un Diplôme aussi prestigieux délivré à l'issue d'une formation de haut niveau équivalent à un 3<sup>e</sup> Cycle, est conçu, lancé et supporté avec autant de conviction et de volonté d'aboutir, conjointement par des Universitaires éminents et les Présidents des Sociétés de Marketing Direct et de Vente par Correspondance parmi les plus importantes d'Europe. L'objectif : la création d'un véritable vivier de cadres supérieurs et de managers européens du Marketing Direct, capables de s'intégrer immédiatement au plus haut niveau dans les Entreprises de V.P.C., ou de créer et de développer de nouvelles activités de Marketing Direct dans les Sociétés de distribution, de services ou de production.

## LE MAGISTÈRE DE MARKETING DIRECT

- Accessible aux bacheliers + 2 ans, le Magistère s'inscrit dans le cursus universitaire en 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> Cycle.
- La fin de la 2<sup>e</sup> année équivaut à la maîtrise de sciences de gestion.
- Le diplôme du Magistère pourra permettre une correspondance avec un 3<sup>e</sup> Cycle de Marketing Direct.

## VOUS ADRESSEZ LE MAGISTÈRE

Les candidatures sont ouvertes :  
- aux titulaires d'un diplôme universitaire du 1<sup>er</sup> cycle D.E.U.G., D.E.U.S.T., D.U.T. de sciences, de gestion, de commercialisation, de droit, d'économie et de langues ;  
- aux titulaires de B.T.S. (gestion, commercialisation, informatique, sciences et technologie) ;  
- aux candidats admis aux Grandes Ecoles de Commerce et  
- aux diplômés européens équivalents.

LES EPREUVES D'ADMISSION : DATE LIMITE DES CANDIDATURES 20 JUILLET 1987.

PRE-SELECTION SUR DOSSIER : à demander au moyen du coupon-réponse ci-dessous ou par téléphone au 20.52.32.55.

SELECTION ET ADMISSION DEFINITIVES : entretien avec un jury d'universitaires et de professionnels ; test ; épreuves ; se dérouleront en septembre.

Les partenaires professionnels et les Professeurs de l'Université Lille-Flandres-Artois ont élaboré un programme de formation supérieure sur 3 ans, intégrant harmonieusement l'Enseignement magistère, les Travaux pratiques et Projets assurés par des professionnels et les Stages en entreprises (8 mois de stages sont prévus dans la durée du cursus).

## PRINCIPALES MATIERES ENSEIGNEES :

Marketing Général et International - Marketing Direct (structures et démarches) - Bases de données et Gestion des Fichiers - Technologie (édition, fabrication, techniques photographiques, Télécommunication, Transports et logistique, Télémarketing...) - Promotion - Communication Directe - Informatique spécifique fichiers et gestion - Statistiques et Prévisions - Relations Publiques - Economie d'Entreprise - Droit - Comptabilité et Finances - Psycho-sociologie et Négociations - Informatique - Langues

- Gestion de l'offre - Relations humaines et Management - Analyse de la valeur...

A vocation Européenne, le Magistère de Marketing Direct recrute des étudiants de tous les pays du Marché Commun, ou des correspondants Universitaires et Professionnels assureront la coordination des programmes, le suivi des projets et la préparation des stages dans les entreprises européennes.

LES RESPONSABLES : J.-P. Debourse : professeur de gestion à Lille I, directeur « Economie de la Fin » (unité associée au C.N.R.S.), membre correspondant de l'Académie des sciences commerciales, Pierre Grégory : professeur de gestion à Lille I, responsable de l'FER.E.M., membre du Conseil d'administration et du Bureau de l'Association Française de Marketing.

LE CONSEIL SCIENTIFIQUE réunit notamment aux côtés d'Universitaires de Lille, Montpellier et Nancy : E. d'André : P.-D.G. des Trois Suisses, M. Delcourt : président de la Blanche Porte, président de la Banque Populaire du Nord, J. Joubert : président du Syndicat de la vente par correspondance, J.-C. Sarrazin : P.-D.G. de la Redoute.

Parmi les entreprises qui ont participé à la création et à la stratégie d'évolution du Magistère de Marketing Direct et accepté de prendre des stagiaires, ou qui intégreront largement les techniques de Marketing Direct, on relève notamment :

- La Redoute, Les 3 Suisses, La Banque Populaire du Nord, La Garantie Mutuelle des Fonctionnaires, Vestro (Italie), La Blanche Porte, La Compagnie Générale de Chauffage, La Direction Générale des Postes, La Direction Générale des Télécommunications, Fusion, le Crédit Agricole, la Société Générale, Haras, La Comé, le Crédit du Nord, Damart, Canal, Quella, Rank Xerox, Renault, Rhône Poulenc, Sados, Vert Baudet, Télé Performance, Télé Ressources, Bernard Juhiet, Segin, Sigas Télématique, Polaris Direct...

## DEMANDE DE DOSSIER DE CANDIDATURE

☐ Adressez-moi le dossier de candidature ainsi que le programme d'études du Magistère de Marketing Direct

Nom : \_\_\_\_\_ Prénom : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

Ville : \_\_\_\_\_ Code postal : \_\_\_\_\_

N° de téléphone : \_\_\_\_\_

Dernier diplôme obtenu : \_\_\_\_\_

MAGISTÈRE DE MARKETING DIRECT  
1 bis, rue Georges-Lefèvre - 59043 LILLE CEDEX  
Tél. 20.52.32.55.



# M. Mitterrand parie sur l'avenir du Rafale

Arbitre de la controverse Giraud-Dassault

« Voilà un bel avion dont j'attends beaucoup et dont nous avons le plus grand besoin. » C'est ainsi que le président de la République, François Mitterrand, a déclaré, au début de son voyage en Espagne, devant les députés de la commission de l'Armement de l'Assemblée nationale, le 11 juin, à une présentation en vol de ce bi-réacteur de démonstration au Salon du Bourget. « Le Rafale existe et il est prêt à être construit », a-t-il ajouté. Ce n'est pas la seule fois que le chef de l'Etat s'est prononcé sur le Rafale. C'était la première fois que ce projet était présenté au président de la République.

Les propos de M. Mitterrand, qui était entouré par six ministres du gouvernement, ont été salués avec satisfaction par les dirigeants de la société Dassault-Breguet, où l'on s'attendait à ce que le ministre de la Défense, Jean-François Chirac, annonce la commande de prototypes pour une mise en service en 1996.

Les services de M. Giraud, en apparence, prennent leur temps face à un programme qui, coût de développement et dépenses de série additionnées, représente un engagement financier de l'ordre de 175 milliards de francs, c'est-à-dire l'équivalent de ce que la marine nationale a déjà consacré pour mettre au point sa flotte actuelle de sous-marins nucléaires lance-missiles (armement nucléaire non compris).

Au début de cette année, les responsables de Dassault-Breguet s'étaient réjouis des déclarations du premier ministre, à Toulouse, selon lesquelles le dérivé opérationnel du Rafale devait entrer en service en 1996. M. Serge Dassault, notamment, avait estimé que cette date était du mal à occuper sa société, durant la décennie prochaine, avec des ventes de Mirage 2000 à l'exportation compte tenu de la difficulté à exporter des marchés extérieurs. Depuis le commandement, l'an dernier, de neuf Mirage 2000 par l'Inde, Dassault-Breguet n'a signé à ce jour aucun autre contrat d'achat de combat à l'exportation, et il est même arrivé qu'un client,

le Pérou, décide de diminuer presque de moitié son ordre d'achat.

En dépit des assurances de M. Chirac, le sort du Rafale n'était pas scellé définitivement. Le nouvel avion de Dassault n'est pas seulement une cellule que l'on peut essayer de rendre plus ou moins discrète face à la détection des radars adverses, mais c'est aussi un radar, des armements, des réacteurs et des équipements qui devront rester modernes après l'an 2000.

Pour ces raisons, le ministre de la Défense veut y regarder à deux fois avant de passer commande de quoi que ce soit. Et l'opinion de ses experts est que la date de 1996, sans être totalement irréaliste, est peut-être optimiste et que la production peut faire envisager 1998 comme date raisonnable de mise en service si l'on veut être sûr du rendez-vous technologique.

Dans cette hypothèse, la marine nationale serait placée face à un problème délicat : le remplacement de ses intercepteurs Crusader sur ses porte-avions, qui devraient commencer dès 1993, soit trois ans, voire cinq, avant l'arrivée du Rafale.

Une solution, mise récemment en évidence par le secrétaire d'Etat à la Défense, M. Jacques Boyon, consisterait à commander (éventuellement en location) un avion intérimaire comme le F-18 américain, le temps de pouvoir remplacer, après l'an 2000, par des Rafale « navalisés », les Super-Etendard de l'aéronavale. Trop vieux et ne pouvant attendre leurs successeurs, les Crusader seraient relevés, après 1993, par une vingtaine de F-18 Hornet.

Soupponnant M. Giraud de partager cette analyse, les dirigeants de Dassault font pression auprès du chef du gouvernement pour que le recours à la technologie étrangère, qui n'est pas forcément « une mauvaise action », selon le ministre de la Défense, soit écarté au profit d'une solution nationale. « Il faut couper les ponts à ce F-18 américain », dit M. Dassault. Depuis que l'on a rebaptisé Charles-de-Gaulle notre futur porte-avions nucléaire, on ne va pas y laisser passer un avion américain.

Le constructeur du Rafale propose donc de moderniser provisoirement le Crusader, même si la marine pousse les hauts cris en faisant valoir qu'elle ne répond plus de la sécurité des vols. La cellule du Crusader a subi la corrosion de la mer et le risque est de ne plus avoir suffisamment d'avions de ce type en ligne.

En principe, le premier ministre devrait préciser ses choix lors du discours qu'il prononcera, samedi 20 juin, au déjeuner offert en l'honneur des délégations étrangères présentes au Bourget. Les industriels l'attendent. Tout comme la clientèle possible du nouvel avion de combat de la gamme Dassault-Breguet.

Car ce salon international de l'aéronautique et de l'espace marque, aussi, l'affrontement entre le Rafale et son principal concurrent, l'Eurofighter, présenté par la société British Aerospace en association avec des firmes allemandes et italiennes et avec la participation, toujours en discussion, des Espagnols. Des pays, comme la Belgique ou les Pays-Bas, par exemple, pourraient dès lors se tourner vers l'un ou l'autre de ces deux projets européens. Sans un Rafale à temps, c'est la survie de Dassault-Breguet qui est en jeu et, avec elle, la menace d'une « sidérurgie » de l'aéronautique française n'est pas exclue.

JACQUES ISNARD.

## Sur le marché des long-courriers Bras de fer Airbus-Boeing

Le lancement des deux nouveaux Airbus A-330 et A-340, confirmé le vendredi 12 juin par les ministres des transports espagnol, allemand, britannique, japonais et français, est une petite déclaration de guerre. La vieille Europe ne brille pas dans un si grand nombre de secteurs de haute technologie qu'elle puisse se rendre aux arguments des Etats-Unis qui lui demandaient d'arrêter leurs constructeurs aéronautiques. Fort de ses succès commerciaux, le consortium Airbus a décidé de défier l'Onco Sam en décidant au dernier domaine où celui-ci règne sans partage : les avions à très long rayon d'action, les long-courriers.

En vérité, Airbus n'avait guère le choix de la stratégie. Aucun avionneur n'est crédible en dessous d'une certaine part du marché mondial des avions civils. Il ne lui suffit pas de dépasser les 20 %, et Airbus s'est fixé un objectif de 30 % des ventes d'appareils de plus de 100 places à l'horizon des années 90. Pour y parvenir, le consortium européen devait, comme un constructeur automobile, offrir à ses clients une gamme complète d'avions adaptés aux besoins en matière de capacité, de rayon d'action, de prix et de coût d'exploitation.

### Le petit génie

La famille Airbus était, jusqu'à ce jour, trop étroite. Il y a le « vieux » A-300 conçu en 1969, bi-réacteur de 267 places et d'un rayon d'action de 6 800 kilomètres ; l'A-310, conçu en 1978, bi-réacteur de 218 places et d'un rayon d'action de 8 500 kilomètres ; et, enfin, le « petit génie » A-320 conçu en 1983, bi-réacteur de 150 places et d'un rayon d'action maximum de 4 800 kilomètres.

L'A-320 connaît un franc succès commercial, puisqu'il a été commandé à 270 exemplaires, auxquels il convient d'ajouter 160 options pour seize compagnies. Il empiète sur le territoire des « petits génies » américains, les MD-80 de McDonnell-Douglas et les 737 de Boeing, qui concourent dans la même catégorie que lui.

Il ne restait plus qu'un monopole : celui de Boeing avec son 747 de 400-500 places. Grâce à ce géant, le constructeur de Seattle réalise 30 % de bénéfice sur la vente de chacun de ses jumbos, c'est-à-dire de 200 à 250 millions de francs par avion !

C'est ce créneau qu'Airbus a choisi d'attaquer avec l'A-340 quadiréacteur proposé en deux versions : l'une pour transporter, à partir de 1992, 295 passagers sur une distance de 12 700 kilomètres, et l'autre, de 262 passagers sur une distance de 14 250 kilomètres.

Malheureusement, les ventes prévisibles de 500 appareils de ce type ne permettent pas de rentabiliser le programme. Airbus a donc trouvé le moyen de sortir de ce dilemme en lançant un avion jumbos, l'A-330 bi-réacteur, de 328 passagers sur une distance de 9 250 kilomètres et livrable en 1993. A-330 et A-340 auront la même aile, la même partie centrale du fuselage, le même cockpit, les mêmes chaînes d'assemblage à Toulouse. Du coup, Airbus prévoit de vendre un million d'avions des deux types, le point d'équilibre s'établissant à 600 exemplaires. Si l'on en croit le consortium, l'affaire n'a pas mal pris puisque à l'ouverture de Salons du Bourget, on dénombrait des commandes fermes ou des déclarations d'intérêt pour 130 appareils (89 A-340 et 41 A-330) émanant de dix compagnies.

A qui serviront ces appareils ? L'A-330 conviendrait aussi bien à Air-Inter pour effectuer des Paris-Marseille aux heures de grande affluence qu'aux compagnies effectuant des vols transatlantiques de Londres à San-Francisco. L'A-340, lui, est déjà prévu chez Air-France et Lufthansa pour effectuer des vols sans escale sur des destinations pas trop fréquentées où il est difficile de remplir les 400 places d'un Boeing-747. Les A-340 d'Air-France pourraient être équipés uniquement en classe affaires et en première classe à l'exclusion de tout siège « économique », tant la demande des hommes d'affaires sera forte pour ces vols non-stop.

Qui fabriquera ces nouveaux avions ? Comme pour l'A-320, British Aerospace (20 % du capital d'Airbus) est chargé de l'aile ; l'espagnol CASA (4,2 %) de l'empannage horizontal ; l'allemand MBB (37,9 %) du fuselage et le français Aérospatiale (37,9 %) du poste de pilotage, des commandes de vol, de certaines parties du fuselage et de l'assemblage final. Fokker (Pays-Bas), Belairbus (Belgique) et Fiat (Italie) apporteront leur contribution.

Qui paiera leur développement ? Chacun des partenaires en propor-

tion de sa part de production. D'ores et déjà, on sait que les deux programmes coûteront environ 36 milliards de francs. Sur cette somme, les Etats concernés ont accepté de prêter plus de la moitié. La RFA a avancé 10 milliards de francs d'avance remboursable, la France 5,8 milliards de francs et la Grande-Bretagne 4,5 milliards de francs. Le reste devra être trouvé auprès des banques et sur les marchés financiers.

### Concurrence déloyale

La participation des Etats européens au lancement de l'A-330 et de l'A-340 est surveillée de près par les Etats-Unis, qui estiment qu'Airbus est, en réalité, porté à bout de bras par les contribuables des quatre pays membres du consortium. Boeing a calculé que l'A-330 et l'A-340 auraient reçu de 45 à 60 milliards de francs de dons déguisés, car le rythme de commercialisation des deux plus anciens modèles a été trop lent pour permettre une rentabilité. Malheureusement pour les Américains, ils ne peuvent accuser ces avions de concurrence déloyale. L'accord relatif au commerce des avions civils, datant de 1979 et émis postérieurement au lancement des deux avions.

Pas de chance. Le modèle suivant, l'A-320, se vend comme des petits pains et, selon toute vraisemblance, il sera placé à un million d'exemplaires, dépassant de solides profits. Les gardiens de la libre entreprise d'outre-Atlantique ne peuvent s'empêcher d'appliquer qu'aux deux nouveaux Airbus lancés en ce mois de juin l'article 6 de l'accord, qui stipule : « Les signataires sont convenus que la détermination du prix des avions civils doit se fonder sur une perspective raisonnable couvrant tous les coûts. » Et, puisque les messages de la Maison Blanche n'ont pas empêché le programme A-330 et A-340 de devenir réalité, Washington a décidé de demander à un bureau d'études privé de radiographier les comptes d'Airbus pour y trouver les subventions déguisées et les coups de pouce budgétaires qui avantageront injustement l'A-340 par rapport à ses deux concurrents, le 747 de Boeing et le MD-11 de McDonnell Douglas.

Qu'on ne s'y trompe pas. Les Américains ne sont pas des partisans de libéralisme. Ils ont tout simplement une autre façon d'aider leurs constructeurs par le biais de la recherche et des programmes militaires. Il est frappant de constater qu'on réagit outre-Atlantique à des programmes aéronautiques européens menaçant la production nationale, mais qu'on ne semble pas échoquer que le « motoriste » français SNECMA ait reçu de son gouvernement 900 millions de francs d'avance remboursable pour développer le nouveau réacteur de l'A-340. Il faut dire que SNECMA le construira à parité avec l'américain General Electric.

### La riposte « atomique »

Les Etats-Unis ont parfaitement compris qu'Airbus était désormais un rival complet et présent dans toutes les catégories du jeu, qui entend conserver la maîtrise de ses produits et non pas devenir un sous-traitant des avions américains. Il y a gros à parier que l'on exerce, à la Maison Blanche, l'idée d'utiliser la section 301 du code du commerce américain autorisant le président des Etats-Unis à prendre toute mesure d'interdiction et de taxation. Pour éviter cette riposte « atomique », Airbus n'aura pas d'autre solution que de diviser l'ennemi est le géant Boeing avec ses 64 % de parts de marché, il sera de sage politique de s'associer avec l'autre américain, McDonnell Douglas, pour construire un « énorme » avion ou l'hypermotone du futur.

ALAIN FAUJAS.

La compagnie Air Inter vient de commander ferme cinq court-moyen courriers bi-réacteurs A 330 capables de transporter environ deux cent quatre-vingts passagers. Elle a pris en outre quinze options sur le même modèle d'avion.

## Accord franco-américain sur les matériaux composites

La Société européenne de propulsion (SEP), qui fabrique des moteurs d'Aviation, a signé, jeudi 11 juin, avec l'Américain du Port de Nemours, un accord de cession de licence sur certains matériaux composites à haute teneur mécanique et thermique. Ces matériaux — des céramiques armées par des fibres de carbone ou de céramique — développent ces dix dernières années par la SEP pour les besoins des programmes militaires sont, en effet, prometteurs à un bel avenir. La construction des moteurs d'avion, celle des propulseurs à poudre et à liquide des fusées, la réalisation des protections thermiques de la navette européenne Hermès, y feront demain largement appel, tout comme le futur avion spatial que les Américains envisagent de construire.

Devant l'ampleur du marché ouvert à ces produits nouveaux, les deux sociétés ont décidé de conclure un accord qui, au-delà de la cession de licence proprement dite, les engage dans une coopération à long terme. En effet, indé-

pendamment des « royalties » que la société américaine réglera pendant dix ans à son partenaire français, Du Pont coopérera financièrement pendant cinq ans avec la SEP pour lui permettre d'accroître son effort de recherche et développement. Pour la firme française, ce soutien est un atout d'autant plus important qu'il devrait lui permettre de conserver son avance technologique tout en s'appuyant sur les points forts de l'industriel américain la fabrication des fibres, les produits chimiques de base et son réseau commercial.

C'est le troisième accord de ce type que la SEP signe en quelques semaines avec des firmes américaines. En mai, elle avait cédé à BF Goodrich une licence sur l'utilisation d'un matériau — le Novolux — pour la fabrication des disques de freins d'avion et, début juin, une autre à Kaiser Aerospace sur le même matériau pour la réalisation de tuyères de moteurs de fusée.

J.-F. A.

Views of the woods not just the trees.

Your independent weekly view of World Affairs, Finance, Science.

Traduction du texte ci-dessus : « C'est l'arbre qui cache la forêt. » Chaque semaine, votre aperçu indépendant sur les affaires du monde, de la finance, de la science.

**PARTEZ A LA CONQUETE DU MONDE**

Choisissez vos atouts

**CPCE** Cycle de perfectionnement pour cadres de l'exportation Diplôme visé par le Ministère de l'Education Nationale.

**CPTE** Cycle de perfectionnement aux techniques de l'exportation Reconnu par l'Etat.

**FORMATION CONTINUE**

**I.C.I.** INSTITUT DE COMMERCE INTERNATIONAL

Téléphone : (3) 47.64.64

10 rue CARDINET PARIS 17

NOM \_\_\_\_\_ Prénom \_\_\_\_\_

Adresse \_\_\_\_\_

souhaite recevoir une documentation.



## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

## CAISSE NATIONALE DES TÉLÉCOMMUNICATIONS

CNT - Obligations 10,60 % 1979

Les intérêts dus du 21 juin 1986 au 20 juin 1987 seront payables à partir du 21 juin 1987 à raison de 190,80 F par titre de 2000 F nominal, contre détachement du coupon n° 8, après une retenue à la source d'impôt de 1 % sur le montant net de 156,90 F.

En cas d'option pour le régime de prélèvement d'impôt forfaitaire, le complément du prélèvement libératoire sera de 31,78 F augmenté de 1 % des intérêts bruts (contribution au bénéfice de la Caisse nationale des allocations familiales), soit un net de 156,90 F.

A compter de la même date, les obligations comprises dans les séries de numéros 331 753 à 370 068, 383 958 à 393 570, 407 460 à 416 245 et 430 135 à 431 894 seront au tirage au sort du 22 avril 1987 cessant de porter intérêt et seront remboursables à 2000 F, coupon n° 9 au 21 juin 1988 attaché.

Le paiement des coupons et le remboursement des titres seront effectués sans frais aux caisses des comptables directs du Trésor (Trésorerie générale, recettes des finances et perceptions) auprès des bureaux de poste, de la Caisse des dépôts et consignations, au siège de la CNT, 20, avenue Rapp, Paris-7<sup>e</sup>, ainsi qu'aux guichets de la Banque de France et des établissements bancaires habilités.

Il est rappelé :

— d'une part, que les intérêts concernant les titres nominatifs seront réglés directement aux titulaires par la CNT ;

— d'autre part, que le remboursement des obligations désignées ci-dessus et comprises dans les certificats nominatifs sera effectué également par la CNT dès réception, sous bordereau, des certificats nominatifs concernés ;

— enfin, que les titres compris dans les séries de numéros 370 069 à 383 957, 393 571 à 407 459, 416 246 à 430 134, 431 895 à 432 570, 433 251 à 434 926, 435 601 à 437 276, 437 951 à 439 626, 440 301 à 441 976, 442 651 à 444 326, 444 977 à 446 652, 447 327 à 449 002, 449 653 à 451 328, 451 979 à 453 654, 454 329 à 456 004, 456 655 à 458 330, 458 981 à 460 656, 461 331 à 463 006, 463 657 à 465 332, 465 983 à 467 658, 468 333 à 470 008, 470 659 à 472 334, 472 985 à 474 660, 475 335 à 477 010, 477 661 à 479 336, 479 987 à 481 662, 482 337 à 484 012, 484 663 à 486 338, 486 989 à 488 664, 489 339 à 491 014, 491 665 à 493 339, 493 991 à 495 666, 496 341 à 498 016, 498 667 à 500 342, 500 993 à 502 668, 503 343 à 505 018, 505 669 à 507 344, 507 995 à 509 670, 510 345 à 512 020, 512 671 à 514 346, 514 997 à 516 672, 517 347 à 519 022, 519 673 à 521 348, 521 999 à 523 674, 524 349 à 526 024, 526 675 à 528 350, 528 997 à 530 676, 531 351 à 533 026, 533 677 à 535 352, 535 999 à 537 678, 538 353 à 540 028, 540 679 à 542 354, 542 997 à 544 680, 545 355 à 547 030, 547 681 à 549 356, 549 997 à 551 682, 552 357 à 554 032, 554 683 à 556 358, 556 997 à 558 684, 559 359 à 561 034, 561 685 à 563 360, 563 997 à 565 686, 566 361 à 568 036, 568 687 à 570 362, 570 997 à 572 688, 573 363 à 575 038, 575 689 à 577 364, 577 997 à 579 690, 580 365 à 582 040, 582 691 à 584 366, 584 997 à 586 692, 587 367 à 589 042, 589 693 à 591 368, 591 997 à 593 694, 594 369 à 596 044, 596 695 à 598 370, 598 997 à 600 696, 601 371 à 603 046, 603 697 à 605 372, 605 997 à 607 698, 608 373 à 610 048, 610 699 à 612 374, 612 997 à 614 699, 615 375 à 617 050, 617 700 à 619 052, 619 701 à 621 054, 621 702 à 623 056, 623 703 à 625 058, 625 704 à 627 060, 627 705 à 629 062, 629 706 à 631 064, 631 707 à 633 066, 633 708 à 635 068, 635 709 à 637 070, 637 710 à 639 072, 639 711 à 641 074, 641 712 à 643 076, 643 713 à 645 078, 645 714 à 647 080, 647 715 à 649 082, 649 716 à 651 084, 651 717 à 653 086, 653 718 à 655 088, 655 719 à 657 090, 657 720 à 659 092, 659 721 à 661 094, 661 722 à 663 096, 663 723 à 665 098, 665 724 à 667 100, 667 725 à 669 102, 669 726 à 671 104, 671 727 à 673 106, 673 728 à 675 108, 675 729 à 677 110, 677 730 à 679 112, 679 731 à 681 114, 681 732 à 683 116, 683 733 à 685 118, 685 734 à 687 120, 687 735 à 689 122, 689 736 à 691 124, 691 737 à 693 126, 693 738 à 695 128, 695 739 à 697 130, 697 740 à 699 132, 699 741 à 701 134, 701 742 à 703 136, 703 743 à 705 138, 705 744 à 707 140, 707 745 à 709 142, 709 746 à 711 144, 711 747 à 713 146, 713 748 à 715 148, 715 749 à 717 150, 717 750 à 719 152, 719 751 à 721 154, 721 752 à 723 156, 723 753 à 725 158, 725 754 à 727 160, 727 755 à 729 162, 729 756 à 731 164, 731 757 à 733 166, 733 758 à 735 168, 735 759 à 737 170, 737 760 à 739 172, 739 761 à 741 174, 741 762 à 743 176, 743 763 à 745 178, 745 764 à 747 180, 747 765 à 749 182, 749 766 à 751 184, 751 767 à 753 186, 753 768 à 755 188, 755 769 à 757 190, 757 770 à 759 192, 759 771 à 761 194, 761 772 à 763 196, 763 773 à 765 198, 765 774 à 767 200, 767 775 à 769 202, 769 776 à 771 204, 771 777 à 773 206, 773 778 à 775 208, 775 779 à 777 210, 777 780 à 779 212, 779 781 à 783 214, 783 782 à 785 216, 785 783 à 787 218, 787 784 à 789 220, 789 785 à 791 222, 791 786 à 793 224, 793 787 à 795 226, 795 788 à 797 228, 797 789 à 799 230, 799 790 à 801 232, 801 791 à 803 234, 803 792 à 805 236, 805 793 à 807 238, 807 794 à 809 240, 809 795 à 811 242, 811 796 à 813 244, 813 797 à 815 246, 815 798 à 817 248, 817 799 à 819 250, 819 800 à 821 252, 821 801 à 823 254, 823 802 à 825 256, 825 803 à 827 258, 827 804 à 829 260, 829 805 à 831 262, 831 806 à 833 264, 833 807 à 835 266, 835 808 à 837 268, 837 809 à 839 270, 839 810 à 841 272, 841 811 à 843 274, 843 812 à 845 276, 845 813 à 847 278, 847 814 à 849 280, 849 815 à 851 282, 851 816 à 853 284, 853 817 à 855 286, 855 818 à 857 288, 857 819 à 859 290, 859 820 à 861 292, 861 821 à 863 294, 863 822 à 865 296, 865 823 à 867 298, 867 824 à 869 300, 869 825 à 871 302, 871 826 à 873 304, 873 827 à 875 306, 875 828 à 877 308, 877 829 à 879 310, 879 830 à 881 312, 881 831 à 883 314, 883 832 à 885 316, 885 833 à 887 318, 887 834 à 889 320, 889 835 à 891 322, 891 836 à 893 324, 893 837 à 895 326, 895 838 à 897 328, 897 839 à 899 330, 899 840 à 901 332, 901 841 à 903 334, 903 842 à 905 336, 905 843 à 907 338, 907 844 à 909 340, 909 845 à 911 342, 911 846 à 913 344, 913 847 à 915 346, 915 848 à 917 348, 917 849 à 919 350, 919 850 à 921 352, 921 851 à 923 354, 923 852 à 925 356, 925 853 à 927 358, 927 854 à 929 360, 929 855 à 931 362, 931 856 à 933 364, 933 857 à 935 366, 935 858 à 937 368, 937 859 à 939 370, 939 860 à 941 372, 941 861 à 943 374, 943 862 à 945 376, 945 863 à 947 378, 947 864 à 949 380, 949 865 à 951 382, 951 866 à 953 384, 953 867 à 955 386, 955 868 à 957 388, 957 869 à 959 390, 959 870 à 961 392, 961 871 à 963 394, 963 872 à 965 396, 965 873 à 967 398, 967 874 à 969 400, 969 875 à 971 402, 971 876 à 973 404, 973 877 à 975 406, 975 878 à 979 408, 979 879 à 981 410, 981 880 à 983 412, 983 881 à 985 414, 985 882 à 987 416, 987 883 à 989 418, 989 884 à 991 420, 991 885 à 993 422, 993 886 à 995 424, 995 887 à 997 426, 997 888 à 999 428, 999 889 à 1001 430, 1001 890 à 1003 432, 1003 891 à 1005 434, 1005 892 à 1007 436, 1007 893 à 1009 438, 1009 894 à 1011 440, 1011 895 à 1013 442, 1013 896 à 1015 444, 1015 897 à 1017 446, 1017 898 à 1019 448, 1019 899 à 1021 450, 1021 900 à 1023 452, 1023 901 à 1025 454, 1025 902 à 1027 456, 1027 903 à 1029 458, 1029 904 à 1031 460, 1031 905 à 1033 462, 1033 906 à 1035 464, 1035 907 à 1037 466, 1037 908 à 1039 468, 1039 909 à 1041 470, 1041 910 à 1043 472, 1043 911 à 1045 474, 1045 912 à 1047 476, 1047 913 à 1049 478, 1049 914 à 1051 480, 1051 915 à 1053 482, 1053 916 à 1055 484, 1055 917 à 1057 486, 1057 918 à 1059 488, 1059 919 à 1061 490, 1061 920 à 1063 492, 1063 921 à 1065 494, 1065 922 à 1067 496, 1067 923 à 1069 498, 1069 924 à 1071 500, 1071 925 à 1073 502, 1073 926 à 1075 504, 1075 927 à 1077 506, 1077 928 à 1079 508, 1079 929 à 1081 510, 1081 930 à 1083 512, 1083 931 à 1085 514, 1085 932 à 1087 516, 1087 933 à 1089 518, 1089 934 à 1091 520, 1091 935 à 1093 522, 1093 936 à 1095 524, 1095 937 à 1097 526, 1097 938 à 1099 528, 1099 939 à 1101 530, 1101 940 à 1103 532, 1103 941 à 1105 534, 1105 942 à 1107 536, 1107 943 à 1109 538, 1109 944 à 1111 540, 1111 945 à 1113 542, 1113 946 à 1115 544, 1115 947 à 1117 546, 1117 948 à 1119 548, 1119 949 à 1121 550, 1121 950 à 1123 552, 1123 951 à 1125 554, 1125 952 à 1127 556, 1127 953 à 1129 558, 1129 954 à 1131 560, 1131 955 à 1133 562, 1133 956 à 1135 564, 1135 957 à 1137 566, 1137 958 à 1139 568, 1139 959 à 1141 570, 1141 960 à 1143 572, 1143 961 à 1145 574, 1145 962 à 1147 576, 1147 963 à 1149 578, 1149 964 à 1151 580, 1151 965 à 1153 582, 1153 966 à 1155 584, 1155 967 à 1157 586, 1157 968 à 1159 588, 1159 969 à 1161 590, 1161 970 à 1163 592, 1163 971 à 1165 594, 1165 972 à 1167 596, 1167 973 à 1169 598, 1169 974 à 1171 600, 1171 975 à 1173 602, 1173 976 à 1175 604, 1175 977 à 1179 606, 1179 978 à 1181 608, 1181 979 à 1183 610, 1183 980 à 1185 612, 1185 981 à 1187 614, 1187 982 à 1189 616, 1189 983 à 1191 618, 1191 984 à 1193 620, 1193 985 à 1195 622, 1195 986 à 1197 624, 1197 987 à 1199 626, 1199 988 à 1201 628, 1201 989 à 1203 630, 1203 990 à 1205 632, 1205 991 à 1207 634, 1207 992 à 1209 636, 1209 993 à 1211 638, 1211 994 à 1213 640, 1213 995 à 1215 642, 1215 996 à 1217 644, 1217 997 à 1219 646, 1219 998 à 1221 648, 1221 999 à 1223 650, 1223 1000 à 1225 652, 1225 1001 à 1227 654, 1227 1002 à 1229 656, 1229 1003 à 1231 658, 1231 1004 à 1233 660, 1233 1005 à 1235 662, 1235 1006 à 1237 664, 1237 1007 à 1239 666, 1239 1008 à 1241 668, 1241 1009 à 1243 670, 1243 1010 à 1245 672, 1245 1011 à 1247 674, 1247 1012 à 1249 676, 1249 1013 à 1251 678, 1251 1014 à 1253 680, 1253 1015 à 1255 682, 1255 1016 à 1257 684, 1257 1017 à 1259 686, 1259 1018 à 1261 688, 1261 1019 à 1263 690, 1263 1020 à 1265 692, 1265 1021 à 1263 694, 1263 1022 à 1265 696, 1265 1023 à 1265 698, 1265 1024 à 1265 700, 1265 1025 à 1265 702, 1265 1026 à 1265 704, 1265 1027 à 1265 706, 1265 1028 à 1265 708, 1265 1029 à 1265 710, 1265 1030 à 1265 712, 1265 1031 à 1265 714, 1265 1032 à 1265 716, 1265 1033 à 1265 718, 1265 1034 à 1265 720, 1265 1035 à 1265 722, 1265 1036 à 1265 724, 1265 1037 à 1265 726, 1265 1038 à 1265 728, 1265 1039 à 1265 730, 1265 1040 à 1265 732, 1265 1041 à 1265 734, 1265 1042 à 1265 736, 1265 1043 à 1265 738, 1265 1044 à 1265 740, 1265 1045 à 1265 742, 1265 1046 à 1265 744, 1265 1047 à 1265 746, 1265 1048 à 1265 748, 1265 1049 à 1265 750, 1265 1050 à 1265 752, 1265 1051 à 1265 754, 1265 1052 à 1265 756, 1265 1053 à 1265 758, 1265 1054 à 1265 760, 1265 1055 à 1265 762, 1265 1056 à 1265 764, 1265 1057 à 1265 766, 1265 1058 à 1265 768, 1265 1059 à 1265 770, 1265 1060 à 1265 772, 1265 1061 à 1265 774, 1265 1062 à 1265 776, 1265 1063 à 1265 778, 1265 1064 à 1265 780, 1265 1065 à 1265 782, 1265 1066 à 1265 784, 1265 1067 à 1265 786, 1265 1068 à 1265 788, 1265 1069 à 1265 790, 1265 1070 à 1265 792, 1265 1071 à 1265 794, 1265 1072 à 1265 796, 1265 1073 à 1265 798, 1265 1074 à 1265 800, 1265 1075 à 1265 802, 1265 1076 à 1265 804, 1265 1077 à 1265 806, 1265 1078 à 1265 808, 1265 1079 à 1265 810, 1265 1080 à 1265 812, 1265 1081 à 1265 814, 1265 1082 à 1265 816, 1265 1083 à 1265 818, 1265 1084 à 1265 820, 1265 1085 à 1265 822, 1265 1086 à 1265 824, 1265 1087 à 1265 826, 1265 1088 à 1265 828, 1265 1089 à 1265 830, 1265 1090 à 1265 832, 1265 1091 à 1265 834, 1265 1092 à 1265 836, 1265 1093 à 1265 838, 1265 1094 à 1265 840, 1265 1095 à 1265 842, 1265 1096 à 1265 844, 1265 1097 à 1265 846, 1265 1098 à 1265 848, 1265 1099 à 1265 850, 1265 1100 à 1265 852, 1265 1101 à 1265 854, 1265 1102 à 1265 856, 1265 1103 à 1265 858, 1265 1104 à 1265 860, 1265 1105 à 1265 862, 1265 1106 à 1265 864, 1265 1107 à 1265 866, 1265 1108 à 1265 868, 1265 1109 à 1265 870, 1265 1110 à 1265 872, 1265 1111 à 1265 874, 1265 1112 à 1265 876, 1265 1113 à 1265 878, 1265 1114 à 1265 880, 1265 1115 à 1265 882, 1265 1116 à 1265 884, 1265 1117 à 1265 886, 1265 1118 à 1265 888, 1265 1119 à 1265 890, 1265 1120 à 1265 892, 1265 1121 à 1265 894, 1265 1122 à 1265 896, 1265 1123 à 1265 898, 1265 1124 à 1265 900, 1265 1125 à 1265 902, 1265 1126 à 1265 904, 1265 1127 à 1265 906, 1265 1128 à 1265 908, 1265 1129 à 1265 910, 1265 1130 à 1265 912, 1265 1131 à 1265 914, 1265 1132 à 1265 916, 1265 1133 à 1265 918, 1265 1134 à 1265 920, 1265 1135 à 1265 922, 1265 1136 à 1265 924, 1265 1137 à 1265 926, 1265 1138 à 1265 928, 1265 1139 à 1265 930, 1265 1140 à 1265 932, 1265 1141 à 1265 934, 1265 1142 à 1265 936, 1265 1143 à 1265 938, 1265 1144 à 1265 940, 1265 1145 à 1265 942, 1265 1146 à 1265 944, 1265 1147 à 1265 946, 1265 1148 à 1265 948, 1265 1149 à 1265 950, 1265 1150 à 1265 952, 1265 1151 à 1265 954, 1265 1152 à 1265 956, 1265 1153 à 1265 958, 1265 1154 à 1265 960, 1265 1155 à 1265 962, 1265 1156 à 1265 964, 1265 1157 à 1265 966, 1265 1158 à 1265 968, 1265 1159 à 1265 970, 1265 1160 à 1265 972, 1265 1161 à 1265 974, 1265 1162 à 1265 976, 1265 1163 à 1265 978, 1265 1164 à 1265 980, 1265 1165 à 1265 982, 1265 1166 à 1265 984, 1265 1167 à 1265 986, 1265 1168 à 1265 988, 1265 1169 à 1265 990, 1265 1170 à 1265 992, 1265 1171 à 1265 994, 1265 1172 à 1265 996, 1265 1173 à 1265 998, 1265 1174 à 1265 1000, 1265 1175 à 1265 1002, 1265 1176 à 1265 1004, 1265 1177 à 1265 1006, 1265 1178 à 1265 1008, 1265 1179 à 1265 1010, 1265 1180 à 1265 1012, 1265 1181 à 1265 1014, 1265 1182 à 1265 1016, 1265 1183 à 1265 1018, 1265 1184 à 1265 1020, 1265 1185 à 1265 1022, 1265 1186 à 1265 1024, 1265 1187 à 1265 1026, 1265 1188 à 1265 1028, 1265 1189 à 1265 1030, 1265 1190 à 1265 1032, 1265 1191 à 1265 1034, 1265 1192 à 1265 1036, 1265 1193 à 1265 1038, 1265 1194 à 1265 1040, 1265 1195 à 1265 1042, 1265 1196 à 1265 1044, 1265 1197 à 1265 1046, 1265 1198 à 1265 1048, 1265 1199 à 1265 1050, 1265 1200 à 1265 1052, 1265 1201 à 1265 1054, 1265 1202 à 1265 1056, 1265 1203 à 1265 1058,



# BOURSE DE PARIS

12 JUIN Cours relevés à 14 h 57

Réglement mensuel																	
Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Prémier cours	Deuxième cours	% + -	Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Prémier cours	Deuxième cours	% + -	Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Prémier cours	Deuxième cours	% + -
1623	A.S. 95 1873	1309	1381	1391	+ 1 15	1623	A.S. 95 1873	1309	1381	1391	+ 1 15	1623	A.S. 95 1873	1309	1381	1391	+ 1 15
4330	B.N.P. C. ....	4340	4332	4322	+ 0 18	4330	B.N.P. C. ....	4340	4332	4322	+ 0 18	4330	B.N.P. C. ....	4340	4332	4322	+ 0 18
1251	C.I.F. T.P. ....	1264	1265	1265	+ 0 30	1251	C.I.F. T.P. ....	1264	1265	1265	+ 0 30	1251	C.I.F. T.P. ....	1264	1265	1265	+ 0 30
1170	C.I.F. T.P. ....	1184	1183	1170	+ 0 47	1170	C.I.F. T.P. ....	1184	1183	1170	+ 0 47	1170	C.I.F. T.P. ....	1184	1183	1170	+ 0 47
1240	Créd. Lyonn. T.P.	1264	1212	1112	+ 1 08	1240	Créd. Lyonn. T.P.	1264	1212	1112	+ 1 08	1240	Créd. Lyonn. T.P.	1264	1212	1112	+ 1 08
2173	Edinburgh T.P.	2320	2320	2320	+ 0 00	2173	Edinburgh T.P.	2320	2320	2320	+ 0 00	2173	Edinburgh T.P.	2320	2320	2320	+ 0 00
2173	Edinburgh T.P.	2320	2320	2320	+ 0 00	2173	Edinburgh T.P.	2320	2320	2320	+ 0 00	2173	Edinburgh T.P.	2320	2320	2320	+ 0 00
1375	Edinburgh T.P.	2320	2320	2320	+ 0 00	1375	Edinburgh T.P.	2320	2320	2320	+ 0 00	1375	Edinburgh T.P.	2320	2320	2320	+ 0 00
1410	Edinburgh T.P.	2320	2320	2320	+ 0 00	1410	Edinburgh T.P.	2320	2320	2320	+ 0 00	1410	Edinburgh T.P.	2320	2320	2320	+ 0 00
476	Edinburgh T.P.	2320	2320	2320	+ 0 00	476	Edinburgh T.P.	2320	2320	2320	+ 0 00	476	Edinburgh T.P.	2320	2320	2320	+ 0 00
2223	Edinburgh T.P.	2320	2320	2320	+ 0 00	2223	Edinburgh T.P.	2320	2320	2320	+ 0 00	2223	Edinburgh T.P.	2320	2320	2320	+ 0 00
2960	Edinburgh T.P.	2320	2320	2320	+ 0 00	2960	Edinburgh T.P.	2320	2320	2320	+ 0 00	2960	Edinburgh T.P.	2320	2320	2320	+ 0 00
1896	Edinburgh T.P.	2320	2320	2320	+ 0 00	1896	Edinburgh T.P.	2320	2320	2320	+ 0 00	1896	Edinburgh T.P.	2320	2320	2320	+ 0 00
440	Edinburgh T.P.	2320	2320	2320	+ 0 00	440	Edinburgh T.P.	2320	2320	2320	+ 0 00	440	Edinburgh T.P.	2320	2320	2320	+ 0 00
2770	Edinburgh T.P.	2320	2320	2320	+ 0 00	2770	Edinburgh T.P.	2320	2320	2320	+ 0 00	2770	Edinburgh T.P.	2320	2320	2320	+ 0 00
586	Edinburgh T.P.	2320	2320	2320	+ 0 00	586	Edinburgh T.P.	2320	2320	2320	+ 0 00	586	Edinburgh T.P.	2320	2320	2320	+ 0 00
1220	Edinburgh T.P.	2320	2320	2320	+ 0 00	1220	Edinburgh T.P.	2320	2320	2320	+ 0 00	1220	Edinburgh T.P.	2320	2320	2320	+ 0 00
1620	Edinburgh T.P.	2320	2320	2320	+ 0 00	1620	Edinburgh T.P.	2320	2320	2320	+ 0 00	1620	Edinburgh T.P.	2320	2320	2320	+ 0 00
710	Edinburgh T.P.	2320	2320	2320	+ 0 00	710	Edinburgh T.P.	2320	2320	2320	+ 0 00	710	Edinburgh T.P.	2320	2320	2320	+ 0 00
1570	Edinburgh T.P.	2320	2320	2320	+ 0 00	1570	Edinburgh T.P.	2320	2320	2320	+ 0 00	1570	Edinburgh T.P.	2320	2320	2320	+ 0 00
1570	Edinburgh T.P.	2320	2320	2320	+ 0 00	1570	Edinburgh T.P.	2320	2320	2320	+ 0 00	1570	Edinburgh T.P.	2320	2320	2320	+ 0 00
300	Edinburgh T.P.	2320	2320	2320	+ 0 00	300	Edinburgh T.P.	2320	2320	2320	+ 0 00	300	Edinburgh T.P.	2320	2320	2320	+ 0 00
1220	Edinburgh T.P.	2320	2320	2320	+ 0 00	1220	Edinburgh T.P.	2320	2320	2320	+ 0 00	1220	Edinburgh T.P.	2320	2320	2320	+ 0 00
1620	Edinburgh T.P.	2320	2320	2320	+ 0 00	1620	Edinburgh T.P.	2320	2320	2320	+ 0 00	1620	Edinburgh T.P.	2320	2320	2320	+ 0 00
710	Edinburgh T.P.	2320	2320	2320	+ 0 00	710	Edinburgh T.P.	2320	2320	2320	+ 0 00	710	Edinburgh T.P.	2320	2320	2320	+ 0 00
1570	Edinburgh T.P.	2320	2320	2320	+ 0 00	1570	Edinburgh T.P.	2320	2320	2320	+ 0 00	1570	Edinburgh T.P.	2320	2320	2320	+ 0 00
300	Edinburgh T.P.	2320	2320	2320	+ 0 00	300	Edinburgh T.P.	2320	2320	2320	+ 0 00	300	Edinburgh T.P.	2320	2320	2320	+ 0 00
1220	Edinburgh T.P.	2320	2320	2320	+ 0 00	1220	Edinburgh T.P.	2320	2320	2320	+ 0 00	1220	Edinburgh T.P.	2320	2320	2320	+ 0 00
1620	Edinburgh T.P.	2320	2320	2320	+ 0 00	1620	Edinburgh T.P.	2320	2320	2320	+ 0 00	1620	Edinburgh T.P.	2320	2320	2320	+ 0 00
710	Edinburgh T.P.	2320	2320	2320	+ 0 00	710	Edinburgh T.P.	2320	2320	2320	+ 0 00	710	Edinburgh T.P.	2320	2320	2320	+ 0 00
1570	Edinburgh T.P.	2320	2320	2320	+ 0 00	1570	Edinburgh T.P.	2320	2320	2320	+ 0 00	1570	Edinburgh T.P.	2320	2320	2320	+ 0 00
300	Edinburgh T.P.	2320	2320	2320	+ 0 00	300	Edinburgh T.P.	2320	2320	2320	+ 0 00	300	Edinburgh T.P.	2320	2320	2320	+ 0 00
1220	Edinburgh T.P.	2320	2320	2320	+ 0 00	1220	Edinburgh T.P.	2320	2320	2320	+ 0 00	1220	Edinburgh T.P.	2320	2320	2320	+ 0 00
1620	Edinburgh T.P.	2320	2320	2320	+ 0 00	1620	Edinburgh T.P.	2320	2320	2320	+ 0 00	1620	Edinburgh T.P.	2320	2320	2320	+ 0 00
710	Edinburgh T.P.	2320	2320	2320	+ 0 00	710	Edinburgh T.P.	2320	2320	2320	+ 0 00	710	Edinburgh T.P.	2320	2320	2320	+ 0 00
1570	Edinburgh T.P.	2320	2320	2320	+ 0 00	1570	Edinburgh T.P.	2320	2320	2320	+ 0 00	1570	Edinburgh T.P.	2320	2320	2320	+ 0 00
300	Edinburgh T.P.	2320	2320	2320	+ 0 00	300	Edinburgh T.P.	2320	2320	2320	+ 0 00	300	Edinburgh T.P.	2320	2320	2320	+ 0 00
1220	Edinburgh T.P.	2320	2320	2320	+ 0 00	1220	Edinburgh T.P.	2320	2320	2320	+ 0 00	1220	Edinburgh T.P.	2320	2320	2320	+ 0 00
1620	Edinburgh T.P.	2320	2320	2320	+ 0 00	1620	Edinburgh T.P.	2320	2320	2320	+ 0 00	1620	Edinburgh T.P.	2320	2320	2320	+ 0 00
710	Edinburgh T.P.	2320	2320	2320	+ 0 00	710	Edinburgh T.P.	2320	2320	2320	+ 0 00	710	Edinburgh T.P.	2320	2320	2320	+ 0 00
1570	Edinburgh T.P.	2320	2320	2320	+ 0 00	1570	Edinburgh T.P.	2320	2320	2320	+ 0 00	1570	Edinburgh T.P.	2320	2320	2320	+ 0 00
300	Edinburgh T.P.	2320	2320	2320	+ 0 00	300	Edinburgh T.P.	2320	2320	2320	+ 0 00	300	Edinburgh T.P.	2320	2320	2320	+ 0 00
1220	Edinburgh T.P.	2320	2320	2320	+ 0 00	1220	Edinburgh T.P.	2320	2320	2320	+ 0 00	1220	Edinburgh T.P.	2320	2320	2320	+ 0 00
1620	Edinburgh T.P.	2320	2320	2320	+ 0 00	1620	Edinburgh T.P.	2320	2320	2320	+ 0 00	1620	Edinburgh T.P.	2320	2320	2320	+ 0 00
710	Edinburgh T.P.	2320	2320	2320	+ 0 00	710	Edinburgh T.P.	2320	2320	2320	+ 0 00	710	Edinburgh T.P.	2320	2320	2320	+ 0 00
1570	Edinburgh T.P.	2320	2320	2320	+ 0 00	1570	Edinburgh T.P.	2320	2320	2320	+ 0 00	1570	Edinburgh T.P.	2320	2320	2320	+ 0 00
300	Edinburgh T.P.	2320	2320	2320	+ 0 00	300	Edinburgh T.P.	2320	2320	2320	+ 0 00	300	Edinburgh T.P.	2320	2320	2320	+ 0 00
1220	Edinburgh T.P.	2320	2320	2320	+ 0 00	1220	Edinburgh T.P.	2320	2320	2320	+ 0 00	1220	Edinburgh T.P.	2320	2320	2320	+ 0 00
1620	Edinburgh T.P.	2320	2320	2320	+ 0 00	1620	Edinburgh T.P.	2320	2320	2320	+ 0 00	1620	Edinburgh T.P.	2320	2320	2320	+ 0 00
710	Edinburgh T.P.	2320	2320	2320	+ 0 00	710	Edinburgh T.P.	2320	2320	2320	+ 0 00	710	Edinburgh T.P.	2320	2320	2320	+ 0 00
1570	Edinburgh T.P.	2320	2320	2320	+ 0 00	1570	Edinburgh T.P.	2320	2320	2320	+ 0 00	1570	Edinburgh T.P.	2320	2320	2320	+ 0 00
300	Edinburgh T.P.	2320	2320	2320	+ 0 00	300	Edinburgh T.P.	2320	2320	2320	+ 0 00	300	Edinburgh T.P.	2320	2320	2320	+ 0 00
1220	Edinburgh T.P.	2320	2320	2320	+ 0 00	1220	Edinburgh T.P.	2320	2320	2320	+ 0 00	1220	Edinburgh T.P.	2320	2320	2320	+ 0 00
1620	Edinburgh T.P.	2320	2320	2320	+ 0 00	1620	Edinburgh T.P.	2320	2320	2320	+ 0 00	1620	Edinburgh T.P.	2320	2320	2320	+ 0 00
710	Edinburgh T.P.	2320	2320	2320	+ 0 00	710	Edinburgh T.P.	2320	2320	2320	+ 0 00	710	Edinburgh T.P.	2320	2320	2320	+ 0 00
1570	Edinburgh T.P.	2320	2320	2320	+ 0 00	1570	Edinburgh T.P.	2320	2320	2320	+ 0 00	1570	Edinburgh T.P.	2320	2320	2320	+ 0 00
300	Edinburgh T.P.	2320	2320	2320	+ 0 00	300	Edinburgh T.P.	2320	2320	2320	+ 0 00	300	Edinburgh T.P.	2320	2320	2320	+ 0 00
1220	Edinburgh T.P.	2320	2320	2320	+ 0 00	1220	Edinburgh T.P.	2320	2320	2320	+ 0 00	1220	Edinburgh T.P.	2320	2320	2320	+ 0 00
1620	Edinburgh T.P.	2320	2320	2320	+ 0 00	1620	Edinburgh T.P.	2320	2320	2320	+ 0 00	1620	Edinburgh T.P.	2320	2320	2320	+ 0 00
710	Edinburgh T.P.	2320	2320	2320	+ 0 00	710	Edinburgh T.P.	2320	2320	2320	+ 0 00	710	Edinburgh T.P.	2320	2320	2320	+ 0 00
1570	Edinburgh T.P.	2320	2320	2320	+ 0 00	1570	Edinburgh T.P.	2320	2320	2320	+ 0 00	1570	Edinburgh T.P.	2320	2320	2320	+ 0 00
300	Edinburgh T.P.	2320	2320	2320	+ 0 00	300	Edinburgh T.P.	2320	2320	2320	+ 0 00	300	Edinburgh T.P.	2320	2320	2320	+ 0 00
1220	Edinburgh T.P.	2320	2320	2320	+ 0 00	1220	Edinburgh T.P.	2320	2320	2320	+ 0 00	1220	Edinburgh T.P.	2320	2320	2320	+ 0 00
1620	Edinburgh T.P.	2320	2320	2320	+ 0 00	1620	Edinburgh T.P.	2320	2320	2320	+ 0 00	1620	Edinburgh T.P.	2320	2320	2320	+ 0 00
710	Edinburgh T.P.	2320	2320	2320	+ 0 00	710	Edinburgh T.P.	2320	2320	2320	+ 0 00	710	Edinburgh T.P.	2320	2320	2320	+ 0 00
1570	Edinburgh T.P.	2320	2320	2320	+ 0 00	1570	Edinburgh T.P.	2320	2320	2320	+ 0 00	1570	Edinburgh T.P.	2320	2320	2320	+ 0 00
300	Edinburgh T.P.	2320	2320	2320	+ 0 00	300	Edinburgh T.P.	2320	2320	2320	+ 0 00	300	Edinburgh T.P.	2320	2320	2320	+ 0 00
1220	Edinburgh T.P.	2320	2320	2320	+ 0 00	1220	Edinburgh T.P.	2320	2320	2320	+ 0 00	1220	Edinburgh T.P.	2320	2320	2320	+ 0 00
1620	Edinburgh T.P.	2320	2320	2320	+ 0 00	1620	Edinburgh T.P.	2320	2320	2320	+ 0 00	1620	Edinburgh T.P.	2320	2320	2320	+ 0 00
710	Edinburgh T.P.	2320	2320	2320	+ 0 00	710	Edinburgh T.P.	2320	2320	2320	+ 0 00	710	Edinburgh T.P.	2320	2320	2320	+ 0 00
1570	Edinburgh T.P.	2320	2320	2320	+ 0 00	1570	Edinburgh T.P.	2320	2320	2320	+ 0 00	1570	Edinburgh T.P.	2320	2320	2320	+ 0 00
300	Edinburgh T.P.	2320	2320	2320	+ 0 00	300</											

**Comptant**

## Second marché (évaluation)

VALEURS		% du nom.	% du coupon	VALEURS	Cours princ.	Dernier cours	VALEURS	Cours princ.	Dernier cours	VALEURS	Cours princ.	Dernier cours	VALEURS	Cours princ.	Dernier cours	VALEURS	Cours princ.	Dernier cours
Obligations																		
Emp. 7% 1977	8620			Chenier III	660	670	ORA Pacher	375	376	A.E.P. S.A.	1185	1185	Dracot-Assurances	808	808	M.M.B.	670	660
Emp. 8,30 % 77	126 00	0 026		Colinval I	665	665	Cyprien	380	370	Alcan Hydro	861	860	Dracot-Oil convert.	3530	3400	Alcan	281	278 80
Emp. 8,50 % 79/80	101 30	0 021		Colinval II	1824	1800	Orion	3000	2700	Aynaval	100	100	Nationale Bourse	720	720	Nationale Bourse	720	720
Emp. 8,50 % 79/84	103 80	0 024		Cogit	460	460	Orphey-Denroche	1210	1210	B.I.P.C.	380	380	Evic S. Dencault	720	720	Orphey-Leghans	500	510
Emp. 8,50 % 80/82	103 80	0 026		Comptech	655	616	Palma Neuvemont	931	930	Alcan Alum	370	370 10	Evic S. Dencault	720	720	Orphey-Leghans	500	510
Emp. 8,50 % 80/87	103 80	0 024		Comptech	655	616	Palma Neuvemont	931	930	Alcan Alum	370	370 10	Evic S. Dencault	720	720	Orphey-Leghans	500	510
Emp. 8,50 % 80/87	103 80	0 024		Comptech	655	616	Palma Neuvemont	931	930	Alcan Alum	370	370 10	Evic S. Dencault	720	720	Orphey-Leghans	500	510
Emp. 8,50 % 80/87	103 80	0 024		Comptech	655	616	Palma Neuvemont	931	930	Alcan Alum	370	370 10	Evic S. Dencault	720	720	Orphey-Leghans	500	510
Emp. 8,50 % 80/87	103 80	0 024		Comptech	655	616	Palma Neuvemont	931	930	Alcan Alum	370	370 10	Evic S. Dencault	720	720	Orphey-Leghans	500	510
Emp. 8,50 % 80/87	103 80	0 024		Comptech	655	616	Palma Neuvemont	931	930	Alcan Alum	370	370 10	Evic S. Dencault	720	720	Orphey-Leghans	500	510
Emp. 8,50 % 80/87	103 80	0 024		Comptech	655	616	Palma Neuvemont	931	930	Alcan Alum	370	370 10	Evic S. Dencault	720	720	Orphey-Leghans	500	510
Emp. 8,50 % 80/87	103 80	0 024		Comptech	655	616	Palma Neuvemont	931	930	Alcan Alum	370	370 10	Evic S. Dencault	720	720	Orphey-Leghans	500	510
Emp. 8,50 % 80/87	103 80	0 024		Comptech	655	616	Palma Neuvemont	931	930	Alcan Alum	370	370 10	Evic S. Dencault	720	720	Orphey-Leghans	500	510
Emp. 8,50 % 80/87	103 80	0 024		Comptech	655	616	Palma Neuvemont	931	930	Alcan Alum	370	370 10	Evic S. Dencault	720	720	Orphey-Leghans	500	510
Emp. 8,50 % 80/87	103 80	0 024		Comptech	655	616	Palma Neuvemont	931	930	Alcan Alum	370	370 10	Evic S. Dencault	720	720	Orphey-Leghans	500	510
Emp. 8,50 % 80/87	103 80	0 024		Comptech	655	616	Palma Neuvemont	931	930	Alcan Alum	370	370 10	Evic S. Dencault	720	720	Orphey-Leghans	500	510
Emp. 8,50 % 80/87	103 80	0 024		Comptech	655	616	Palma Neuvemont	931	930	Alcan Alum	370	370 10	Evic S. Dencault	720	720	Orphey-Leghans	500	510
Emp. 8,50 % 80/87	103 80	0 024		Comptech	655	616	Palma Neuvemont	931	930	Alcan Alum	370	370 10	Evic S. Dencault	720	720	Orphey-Leghans	500	510
Emp. 8,50 % 80/87	103 80	0 024		Comptech	655	616	Palma Neuvemont	931	930	Alcan Alum	370	370 10	Evic S. Dencault	720	720	Orphey-Leghans	500	510
Emp. 8,50 % 80/87	103 80	0 024		Comptech	655	616	Palma Neuvemont	931	930	Alcan Alum	370	370 10	Evic S. Dencault	720	720	Orphey-Leghans	500	510
Emp. 8,50 % 80/87	103 80	0 024		Comptech	655	616	Palma Neuvemont	931	930	Alcan Alum	370	370 10	Evic S. Dencault	720	720	Orphey-Leghans	500	510
Emp. 8,50 % 80/87	103 80	0 024		Comptech	655	616	Palma Neuvemont	931	930	Alcan Alum	370	370 10	Evic S. Dencault	720	720	Orphey-Leghans	500	510
Emp. 8,50 % 80/87	103 80	0 024		Comptech	655	616	Palma Neuvemont	931	930	Alcan Alum	370	370 10	Evic S. Dencault	720	720	Orphey-Leghans	500	510
Emp. 8,50 % 80/87	103 80	0 024		Comptech	655	616	Palma Neuvemont	931	930	Alcan Alum	370	370 10	Evic S. Dencault	720	720	Orphey-Leghans	500	510
Emp. 8,50 % 80/87	103 80	0 024		Comptech	655	616	Palma Neuvemont	931	930	Alcan Alum	370	370 10	Evic S. Dencault	720	720	Orphey-Leghans	500	510
Emp. 8,50 % 80/87	103 80	0 024		Comptech	655	616	Palma Neuvemont	931	930	Alcan Alum	370	370 10	Evic S. Dencault	720	720	Orphey-Leghans	500	510
Emp. 8,50 % 80/87	103 80	0 024		Comptech	655	616	Palma Neuvemont	931	930	Alcan Alum	370	370 10	Evic S. Dencault	720	720	Orphey-Leghans	500	510
Emp. 8,50 % 80/87	103 80	0 024		Comptech	655	616	Palma Neuvemont	931	930	Alcan Alum	370	370 10	Evic S. Dencault	720	720	Orphey-Leghans	500	510
Emp. 8,50 % 80/87	103 80	0 024		Comptech	655	616	Palma Neuvemont	931	930	Alcan Alum	370	370 10	Evic S. Dencault	720	720	Orphey-Leghans	500	510
Emp. 8,50 % 80/87	103 80	0 024		Comptech	655	616	Palma Neuvemont	931	930	Alcan Alum	370	370 10	Evic S. Dencault	720	720	Orphey-Leghans	500	510
Emp. 8,50 % 80/87	103 80	0 024		Comptech	655	616	Palma Neuvemont	931	930	Alcan Alum	370	370 10	Evic S. Dencault	720	720	Orphey-Leghans	500	510
Emp. 8,50 % 80/87	103 80	0 024		Comptech	655	616	Palma Neuvemont	931	930	Alcan Alum	370	370 10	Evic S. Dencault	720	720	Orphey-Leghans	500	510
Emp. 8,50 % 80/87	103 80	0 024		Comptech	655	616	Palma Neuvemont	931	930	Alcan Alum	370	370 10	Evic S. Dencault	720	720	Orphey-Leghans	500	510
Emp. 8,50 % 80/87	103 80	0 024		Comptech	655	616	Palma Neuvemont	931	930	Alcan Alum	370	370 10	Evic S. Dencault	720	720	Orphey-Leghans	500	510
Emp. 8,50 % 80/87	103 80	0 024		Comptech	655	616	Palma Neuvemont	931	930	Alcan Alum	370	370 10	Evic S. Dencault	720	720	Orphey-Leghans	500	510
Emp. 8,50 % 80/87	103 80	0 024		Comptech	655	616	Palma Neuvemont	931	930	Alcan Alum	370	370 10	Evic S. Dencault	720	720	Orphey-Leghans	500	510
Emp. 8,50 % 80/87	103 80	0 024		Comptech	655	616	Palma Neuvemont	931	930	Alcan Alum	370	370 10	Evic S. Dencault	720	720	Orphey-Leghans	500	510
Emp. 8,50 % 80/87	103 80	0 024		Comptech	655	616	Palma Neuvemont	931	930	Alcan Alum	370	370 10	Evic S. Dencault	720	720	Orphey-Leghans	500	510
Emp. 8,50 % 80/87	103 80	0 024		Comptech	655	616	Palma Neuvemont	931	930	Alcan Alum	370	370 10	Evic S. Dencault	720	720	Orphey-Leghans	500	510
Emp. 8,50 % 80/87	103 80	0 024		Comptech	655	616	Palma Neuvemont	931	930	Alcan Alum	370	370 10	Evic S. Dencault	720	720	Orphey-Leghans	500	510
Emp. 8,50 % 80/87	103 80	0 024		Comptech	655	616	Palma Neuvemont	931	930	Alcan Alum	370	370 10	Evic S. Dencault	720	720	Orphey-Leghans	500	510
Emp. 8,50 % 80/87	103 80	0 024		Comptech	655	616	Palma Neuvemont	931	930	Alcan Alum	370	370 10	Evic S. Dencault	720	720	Orphey-Leghans	500	510
Emp. 8,50 % 80/87	103 80	0 024		Comptech	655	616	Palma Neuvemont	931	930	Alcan Alum	370	370 10	Evic S. Dencault	720	720	Orphey-Leghans	500	510
Emp. 8,50 % 80/87	103 80	0 024		Comptech	655	616	Palma Neuvemont	931	930	Alcan Alum	370	370 10	Evic S. Dencault	720	720	Orphey-Leghans	500	510
Emp. 8,50 % 80/87	103 80	0 024		Comptech	655	616	Palma Neuvemont	931	930	Alcan Alum	370	370 10	Evic S. Dencault	720	720	Orphey-Leghans	500	510
Emp. 8,50 % 80/87	103 80	0 024		Comptech	655	616	Palma Neuvemont	931	930	Alcan Alum	370	370 10	Evic S. Dencault	720	720	Orphey-Leghans	500	510
Emp. 8,50 % 80/87	103 80	0 024		Comptech	655	616	Palma Neuvemont	931	930	Alcan Alum	370	370 10	Evic S. Dencault	720	720	Orphey-Leghans	500	510
Emp. 8,50 % 80/87	103 80	0 024		Comptech	655	616	Palma Neuvemont	931	930	Alcan Alum	370	370 10	Evic S. Dencault	720	720	Orphey-Leghans	500	510
Emp. 8,50 % 80/87	103 80	0 024		Comptech	655	616	Palma Neuvemont	931	930	Alcan Alum	370	370 10	Evic S. Dencault	720	720	Orphey-Leghans	500	510
Emp. 8,50 % 80/87	103 80	0 024		Comptech	655	616	Palma Neuvemont	931	930	Alcan Alum	370	370 10	Evic S. Dencault	720	720	Orphey-Leghans	500	510
Emp. 8,50 % 80/87	103 80	0 024		Comptech	655	616	Palma Neuvemont	931	930	Alcan Alum	370	370 10	Evic S. Dencault	720	720	Orphey-Leghans	500	510
Emp. 8,50 % 80/87	103 80	0 024		Comptech	655	616	Palma Neuvemont	931	930	Alcan Alum	370	370 10	Evic S. Dencault	720	720	Orphey-Leghans	500	510
Emp. 8,50 % 80/87	103 80	0 024		Comptech	655	616	Palma Neuvemont	931	930	Alcan Alum	370	370 10	Evic S. Dencault	720	720	Orphey-Leghans	500	510
Emp. 8,50 % 80/87	103 80	0 024		Comptech	655	616	Palma Neuvemont	931	930	Alcan Alum	370	370 10	Evic S. Dencault	720	720	Orphey-Leghans	500	510
Emp. 8,50 % 80/87	103 80	0 024		Comptech	655	616	Palma Neuvemont	931	930	Alcan Alum	370	370 10	Evic S. Dencault	720	720	Orphey-Leghans	500	510
Emp. 8,50 % 80/87	103 80	0 024		Comptech	655	616	Palma Neuvemont	931	930	Alcan Alum	370	370 10	Evic S. Dencault	720	720	Orphey-Leghans	500	510
Emp. 8,50 % 80/87	103 80	0 024		Comptech	655	616	Palma Neuvemont	931	930	Alcan Alum	370	370 10	Evic S. Dencault	720	720	Orphey-Leghans	500	510
Emp. 8,50 % 80/87	103 80	0 024		Comptech	655	616	Palma Neuvemont	931	930	Alcan Alum	370	370 10	Evic S. Dencault	720	720	Orphey-Leghans	500	510
Emp. 8,50 % 80/87	103 80	0 024		Comptech	655	616	Palma Neuvemont	931	930	Alcan Alum	370	370 10	Evic S. Dencault	720	720	Orphey-Leghans	500	510
Emp. 8,50 % 80/87	103 80	0 024		Comptech	655	616	Palma Neuvemont	931	930	Alcan Alum	370	370 10	Evic S. Dencault	720	720	Orphey-Leghans	500	510
Emp. 8,50 % 80/87	103 80	0 024		Comptech	655	616	Palma Neuvemont	931	930	Alcan Alum	370	370 10	Evic S. Dencault	720	720	Orphey-Leghans	500	510
Emp. 8,50 % 80/87	103 80	0 024		Comptech	655	616	Palma Neuvemont	931	930	Alcan Alum	370	370 10	Evic S. Dencault	720	720	Orphey-Leghans	500	510
Emp. 8,50 % 80/87	103 80	0 024		Comptech	655	616	Palma Neuvemont	931	930	Alcan Alum	370	370 10	Evic S. Dencault	720	720	Orphey-Leghans	500	510
Emp. 8,50 % 80/87	103 80	0 024		Comptech	655	616	Palma Neuvemont	931	930	Alcan Alum	370	370 10	Evic S. Dencault	720	720	Orphey-Leghans	500	510
Emp. 8,50 % 80/87	103 80	0 024		Comptech	655	616	Palma Neuvemont	931	930	Alcan Alum	370	370 10	Evic S. Dencault	720	720	Orphey-Leghans	500	510
Emp. 8,50 % 80/87	103 80	0 024		Comptech	655	616	Palma Neuvemont	931	930	Alcan Alum	370	370 10	Evic S. Dencault	720	720	Orphey-Leghans	500	510
Emp. 8,50 % 80/87	103 80	0 024		Comptech	655	616	Palma Neuvemont	931	930	Alcan Alum	370	370 10	Evic S. Dencault	720	720	Orphey-Leghans	500	510
Emp. 8,50 % 80/87	103 80	0 024		Comptech	655	616												

**SICAV** (selection)

11/6

[illegible]

**Hors-cote**

[illegible]

## Droits et bons

### Cote des changes

## Marché libre de l'or

[illegible]



ÉTRANGER	POLITIQUE	SOCIÉTÉ	CULTURE	ÉCONOMIE	SERVICES	MINITEL
2 La visite de M. Reagan à Berlin-Ouest. 3 Le voyage du pape en Pologne. 4 L'accroissement de la tension en Corée du Sud. 5 Les troubles à Panama et l'instauration de l'état d'urgence.	6-7 Le gouvernement et le droit de grève des fonctionnaires : M. Chirac et le PR contre M. Séguin. 8 Un sondage SOFRES pour le Monde : les sympathisants communistes sont en majorité sensibles aux thèmes des rénovateurs du PC.	10 Le procès de Klaus Barbie : le témoignage de M. Chaben-Delmas. 11 Affaires Chaumont : enquête en vue de l'ouverture d'une information judiciaire. 20 Rugby : la Coupe du monde. - Golf : l'Open de France.	21 Le 3 <sup>e</sup> Printemps du théâtre, à Paris : Simply Red, au Zénith. 22 La mort de Monique Haas. - Communication : Canal Plus et le cinéma. - La grève au Matin de Paris.	28 La grève des contrôleurs aériens. 29 La controverse Giraud-Dassault, M. Mitterrand parle sur l'avenir du Rafale. 30 A travers les entreprises. 30-31 Marchés financiers.	Radio-télévision ..... 24 Annonces classées ..... 25 Carnet ..... 26 Météorologie ..... 26 Philatélie ..... 25 Mots croisés ..... 18 Abonnements ..... 20 Loto ..... 24 Spectacles ..... 23	• Les corrigés du bac philo. ETU • Grande-Bretagne : « Victory » pour M <sup>me</sup> Thatcher. JOUR • Questions à André Froese. BAR Actualité, Sports, International, Bouffe, Culture, Immobilier. 38-15 Tapez LEMONDE

## La limitation du droit de grève des fonctionnaires M. Chirac justifie son offensive

M. Denis Baudouin, porte-parole de Matignon, a affirmé, vendredi 12 juin, que M. Chirac avait bien l'intention de partir jeudi à Bonn des instructions à propos du retour à la règle du « trentième indivisible » en cas de grève dans la fonction publique. M. Baudouin et M<sup>me</sup> Marie-Hélène Bérard, conseiller à Matignon pour les affaires sociales, ont confirmé que M. Chirac était parfaitement au courant de la teneur de l'amendement Lamassoure déposé jeudi soir au Palais-Bourbon.

M<sup>me</sup> Bérard a expliqué que la grève des contrôleurs de la navigation aérienne, qui dure depuis neuf semaines, avait été « la goutte qui avait fait déborder le vase ». Le fait que la loi Le Pors de 1982 permette aux grévistes de n'être financièrement pénalisés que pour la durée de la grève conduit à « tous les détournements possibles ». « Il suffit de

faire une heure de grève au bon moment pour bouleverser complètement le service », a-t-elle expliqué.

M<sup>me</sup> Bérard a également insisté sur le fait que M. Chirac ne souhaitait en aucun cas attester au droit de grève : « L'amendement accepté par le gouvernement marque, a-t-elle affirmé, simplement le retour à ce qui avait été la règle de droit commun de la fonction publique de l'après-guerre à 1982 ».

Pour protester « par tous les moyens » contre cette mesure, la CGT appelle à une manifestation devant l'Assemblée le 12 juin à 16 heures. La CFDT organisera une journée de grèves et de manifestations lundi 15. La CFDT de la navigation aérienne affirme que les parlementaires « prennent l'entière responsabilité d'une paralysie quasi totale du trafic aérien ».

## Le président des Etats-Unis confirme qu'il espère recevoir cette année M. Gorbatchev à la Maison Blanche

Venise (AFP). — Le président Ronald Reagan a déclaré, jeudi 11 juin à Venise, lors d'une conférence de presse, qu'il pourrait avoir une nouvelle rencontre au sommet cette année avec M. Mikhaïl Gorbatchev pour signer, à Washington, un accord sur les armes nucléaires intermédiaires (INF).

Le chef de la Maison Blanche a notamment déclaré : « Je pense qu'il y a une possibilité accrue d'une conférence au sommet et d'une réelle réduction des armements, particulièrement dans le domaine nucléaire. (...) Tout ce que je sais, c'est que nous avons explicitement déclaré qu'il [les Soviétiques] ont l'intention, et nous les attendons. Nous croyons qu'ils devraient être invités à venir à ce moment le mieux approprié ou le plus facile pour eux ».

M. Reagan a aussi fait l'éloge de M. Gorbatchev, « le premier dirigeant soviétique, si ma mémoire ne me trahit pas, qui se soit prononcé pour l'élimination d'armes déjà construites et déployées ».

A la question de savoir s'il faisait confiance à M. Gorbatchev et s'il croyait en sa sincérité, le président américain a hésité avant de répondre : « C'est un gentleman amical, mais je lui ai cité un proverbe russe en lui disant : « Doves may prove » rai. » Cela veut dire : Fais confiance, mais vérifie ».

En plein air, près de la piscine de l'hôtel Cipriani, M. Reagan, qui avait l'air en forme, s'est félicité des résultats du sommet économique de Venise (8-10 juin), allant jusqu'à le qualifier de plus positif que celui de Tokyo (1986).

Évoquant la question politique la plus brûlante abordée à Venise, celle du Golfe, le président s'est déclaré

« complètement satisfait » par l'appui de ses alliés sur ce point : « Il y a eu un soutien complet à ce que nous essayons de faire parce qu'ils comprennent que nous n'essayons pas de provoquer de quelconques hostilités. Nous tentons de maintenir la paix et nous sommes tous fermement unis dans notre désir de mettre fin au conflit Iran-Irak ».

### Offensive présidentielle envers les médias

A propos de la présence soviétique dans le Golfe, le chef de l'exécutif américain a eu l'air de considérer comme normal que l'URSS escorte ses bateaux sur place. Mais il a indiqué fermement qu'il n'envisageait pas de faire de Moscou un garant de la paix dans le Golfe en coopération avec Washington.

Le président américain a indiqué que l'affaire des ventes d'armes à l'Iran n'avait pas été ses relations avec ses alliés participant au sommet de Venise.

Dans l'affaire de l'Irangement, « la loi n'a pas été violée », a estimé le président Reagan, comparant une nouvelle fois les « contras » aux brigades internationales de la guerre d'Espagne.

La conférence de presse du président américain a marqué le déclenchement d'une véritable offensive en direction des médias, qui n'ont pas été tendus à son égard à Venise, insistant sur la diminution de son leadership. Cette campagne devait se poursuivre par le discours de ce vendredi à Berlin-Ouest, un discours à la nation lundi, et une conférence de presse pour la presse régionale américaine, mardi, à Washington.

## Malgré la « gaffe » de M. Reagan sur le dollar

### Le calme prévaut sur les marchés des changes

Les marchés des changes se sont remis de la surprise provoquée, le jeudi 11 juin, par le président Ronald Reagan. Rompant avec les déclarations de sa propre équipe, M. Reagan avait envisagé, lors d'une conférence de presse à Venise, « une certaine baisse du dollar à l'égard des autres monnaies ».

Pour les cambistes peu convaincus de l'importance du sommet des pays industriels, il n'en fallait pas plus pour précipiter une tendance à la baisse. L'entourage du président s'est empressé d'atténuer la portée de ces propos. La rapidité de la réaction à une « gaffe » supplémentaire, mais particulièrement inopportune, donne la mesure de l'inquiétude et du scepticisme des marchés.

Certains n'excluent d'ailleurs pas une discrète et modeste intervention des banques centrales pour stopper un mouvement menaçant la fragile stabilisation monétaire à laquelle on assiste depuis peu. Le dollar, après être retombé à 1,79 DM, reprendait quelque vigueur. Cette tendance s'est maintenue vendredi, le billet

vert s'inscrivant à 1,79 DM, 1,42 yen et 5,99 F.

Désormais les cambistes, peu impressionnés par la baisse des ventes de détail en mai aux Etats-Unis (-0,6 %, soit le plus fort recul depuis quatre mois), attendent les résultats du commerce extérieur américain, cet après-midi, pour se prononcer. Ils n'ont apparemment pas tenu compte des conclusions préoccupantes d'un rapport réalisé pour l'agence de planification économique japonaise et envisageant une chute du dollar à 100 yens d'ici à 1993 si l'arme monétaire était seule utilisée pour atténuer les déséquilibres entre les excédents japonais et les déficits américains.

## AFGHANISTAN

### Un Antonov-26 abattu par la guérilla : 53 morts

Un appareil civil afghan, avec cinquante-cinq passagers à bord, a été abattu, jeudi 11 juin, par un missile au-dessus de la localité de Shah-Joy, dans la province de Zaboul (au sud du pays). Cinquante-trois passagers ont été tués et deux autres blessés, a annoncé Radio-Kaboul. Il y aurait eu dix femmes et seize enfants à bord. L'agence Tass a affirmé, jeudi soir, que c'est un missile Stinger, de fabrication américaine, qui a touché l'avion, un Antonov-26 de fabrication soviétique. L'une des organisations de la résistance, le parti Hezb Islami de M. Golbuddin Hekmatyar (radical), a revendiqué cette action, affirmant qu'il s'agissait en fait d'un avion militaire qui transportait du ravitaillement et des munitions de Kandahar (sud) à Kaboul. Le Hezb Islami a démenti qu'il y ait eu des femmes et des enfants à bord de l'appareil.

D'autre part, Radio-Kaboul a rapporté jeudi que le général Qayyum Sediq a été tué à Kandahar, alors qu'il s'adressait à la population. Le parti Hezb Islami a affirmé qu'il avait été tué lors de combats.

Enfin, des moudjahidins afghans de la province de Badghis (sud-ouest du pays) auraient détruit un poste frontière soviétique à proximité de la localité afghane de Marichak, le 17 mai, et une centaine de civils auraient été tués dans les représailles qui ont suivi, selon des informations parvenues jeudi à Onetta (sud-est du Pakistan). Selon des sources proches de la guérilla, plusieurs dizaines de soldats soviétiques ont été tués le lundi suivant dans un village occupé par les troupes hélicoptères soviétiques arrivées dans la région à la suite de l'attaque du poste frontière pour rechercher les assaillants. Les Soviétiques ont réagi le lendemain par des bombardements aériens au cours desquels une centaine de personnes, civiles et moudjahidins, ont été tuées. Des rescapés ont communiqué ces informations à partir de Meshad (Iran), où ils se sont réfugiés. Quatre moudjahidins ont par ailleurs été capturés par les Soviétiques, ont indiqué les mêmes sources. Les médias soviétiques ont reconnu ces derniers mois, pour la première fois, l'existence d'intrusions armées de la guérilla afghane sur leur territoire. — (AFP.)

## RÉPUBLIQUE SUD-AFRICAINE

### Renforcement de la censure

JOHANNESBURG  
de notre correspondant

L'an II de l'état d'urgence sera un peu plus contraignant que le précédent. Le texte publié, jeudi 11 juin, à la Gazette gouvernementale, l'équivalent du Journal officiel, modifie certaines mesures préliminaires, élargit certaines définitions, mais surtout réintroduit les mesures qui avaient été invalidées par les tribunaux. La première concerne la presse, qui voit à nouveau sa liberté d'action considérablement entravée, et lui interdit d'être présente, de filmer ou de photographier toute force de sécurité en action, lors de scènes

de violence ou de meetings déclarés illégaux. La seconde a trait à la promotion et à la diffusion des idées d'une organisation interdite.

Non seulement le nouvel état d'urgence a combié certaines lacunes techniques du texte précédent mais la marge de manœuvre des forces de sécurité a été renforcée. La durée des arrestations arbitraires, qui était auparavant de quatre jours, a été portée à trente jours, sans qu'il soit besoin, pour la justice, de motiver celles-ci ou de délivrer des mandats. Comme par le passé, la détention peut être prolongée indéfiniment sur simple décision du ministre de la loi et de l'ordre. Le pouvoir discrétionnaire de tout membre des forces de sécurité est donc élargi.

Enfin, le nouveau texte a intégré les différentes dispositions prises au cours de l'année dernière dans le domaine de l'éducation, pour interdire l'accès des écoles, prohiber les slogans, les « T-shirts », les documents, les autocollants jugés subversifs. Toute infraction peut entraîner une condamnation à deux ans d'emprisonnement.

Dans l'ensemble, pas de modifications d'envergure, juste un rajustement pour combler certaines lacunes, mais chacun se demande si l'Afrique du Sud n'est pas entrée dans l'ère de l'état d'urgence permanente. Le régime de Pretoria s'est installé un peu plus confortablement sous le règne des lois d'exception, en attendant de pouvoir résoudre la crise politique et de régler les questions de fond. Nombreux sont ceux qui s'accrochent, y compris au sein du pouvoir, à dire que l'état d'urgence ne résout rien et permet simplement de contenir le mécontentement dans la perspective de négociations qui n'en finissent pas de se faire attendre.

MICHEL BOLE-RICHARD.

Washington dénonce la reconduction de l'état d'urgence. La porte-parole du département d'Etat a déclaré, le jeudi 11 juin, que la décision des autorités de Pretoria de reconduire l'état d'urgence traduit son « incompréhension des causes fondamentales des troubles et de la violence » en Afrique du Sud. (AFP.)

Deux expulsions de Basques espagnols. — Selon la procédure d'urgence absolue, deux Basques espagnols, interpellés le jeudi 11 juin dans le banlieue de Bayonne, ont été expulsés le soir même et renvoyés à la police espagnole. Il s'agit de Ignacio Echarri-Quintana, trente-trois ans, et de Segundo Clemente-Lazaro, vingt-six ans, tous deux proches, selon la police, de l'organisation séparatiste ETA-militaire.

Le numéro du « Monde » daté 12 juin 1987 a été tiré à 476 513 exemplaires

Le Monde Infos-Spectacles sur Minitel 36-15 + LEMONDE

## Sur le vif Qui est le père ?

Il y a des gens, on se demande vraiment comment ça marche dans leur tête. Vous êtes au courant pour cette Allemagne, la première femme au monde à être titulaire d'une chaire de théologie catholique. Elle enseigne depuis trois ans l'histoire de l'Eglise primitive et du Nouveau Testament à l'université d'Essen. Elle enseigne... Parce que là, le vif, la vif, l'actualité, que le pape est furieux après elle.

Pourquoi ? Eh bien figurez-vous que cette folle, il n'y a pas d'autre mot, s'est mis dans l'idée que le père de Jésus c'était pas le Saint-Esprit. C'était qui alors ? Le mari de sa maman, Joseph, tout simplement. Conclusion ? Oui, vous avez deviné, Marie, c'était pas une vraie jeune fille. Qu'elle le pense, M<sup>me</sup> Ranks-Heinemann, pense encore, mais qu'elle le dise et à qui, à ses diocèses, des bûches brûlées, faut vraiment être ravagée.

Qu'est-ce qu'elle en sait d'abord ? Elle tenait pas le chan-

delier. Et puis qu'est-ce que ça peut lui faire ? De quoi se mêle-t-elle ? Non, c'est vrai, foutra en l'air des années d'études, d'efforts, d'investissement, une carrière exceptionnelle, unique, parce qu'elle tient absolument à savoir qui a couché avec qui, il y a deux mille ans, c'est pas raisonnable. Surtout à son âge. Elle a cinquante-neuf ans. Elle enseigne... Parce que là, le vif, la vif, l'actualité, que le pape est furieux après elle.

Pourquoi tu tiens absolument à ce que ce soit un biologique et pas un adopté, le petit Jésus, hein ? A l'époque des bibles-éprouvettes, des banques de sperme et des mines portables, c'est d'un rétro, ma pauvre chérie ! Et Marie, vierge ou pas, quelle importance ? Ça n'a pas empêché de faire un bon mariage. Avec un brave garçon, juif, dévoué et tout. Mazel tov !

CLAUDE SARRAUITE.

En Une Demi-Heure Chez Vous vos Repas, votre Plateau de Fruits de Mer par « LAYRAC à domicile » en téléphonant à 46.34.21.40 (Vous pouvez acheter vos Mmes sur MINITEL à 43.34.24.26) Prix nets + Livraison gratuite

## LITRERIES CAPELOU

Les meilleures marques aux meilleurs prix

TRECA EPEDA  
SIMMONS PIRELLI

37, Av. de la République 75001 PARIS Tél. (1) 43 57 46 35 Métro : PAINLEVÉ

## Peut-on réussir dans la vie simplement en développant sa mémoire ?

### ou l'étrange histoire d'un grand avocat

En ce jour de vacances d'été, qu'étais-je venu faire, avec mes 18 ans, dans ce grenier ouaté de poussière et de silence ?

Dehors, le reste de la bande s'ébattait dans le piscine de cette grande et belle demeure où m'avait invité mon ami François. Mais je ne m'étais jamais senti très à mon aise dans la compagnie des autres.

Ah, j'étais là, au milieu de ces meubles qui avaient cessé de plaire, je détaillais l'air courtois des souvenirs d'une vie qui, visiblement, avait été brillante. J'avais plusieurs tiroirs et décapés dans l'un d'eux un petit livre que je feuilletai machinalement.

Mais bientôt, m'essayant sur l'osier grinçant d'une paroi, je continuai ma lecture. Page après page. Négligent même la lumière du jour qui baissait. Dans ce livre j'apprenais que tout le monde possède une mémoire fantastique, mais que seuls quelques-uns savent l'utiliser.

J'étais sceptique, bien sûr, mais une méthode simple était décrite. Ce qui me conduisit à prendre un vieux annuaire du téléphone oublié là, pour constater qu'en suivant la méthode, effectivement, j'étais capable après une seule lecture attentive de tout retenir : les noms, les professions et les numéros de téléphone de deux colonnes d'abonnés.

C'est-à-dire que qu'on me le pinge, j'avais de ma lecture d'autres expériences. Mais toutes furent aussi convaincantes. Et je pus même vérifier que, trois heures après avoir simplement lu 83 numéros de téléphone (sur je les avais comptés), je n'en avais toujours oublié aucun.

C'était tellement étrange que, ce soir-là, je m'endormis tard. Attendant le lendemain et le chant du premier coq qui, avec un jour nouveau, me dirait que j'avais rêvé.

Or j'avais tort. Tout était toujours dans ma tête. Et la fin des vacances, pour cela, en fut transformée.

Mon ami François me dit : « Mais on t'a changé ! » La bande me découvrit comme elle ne m'avait jamais vu. Je n'osais pourtant rien de plus. Simplement j'étais autre, instable et sûr. Répondant à tout au tac au tac, après m'avoir eu si souvent que l'esprit de l'escalier.

Et plus tard, à la rentrée, moi qui peinais jusqu'alors sur mes cours de droit, je sus maîtriser les dates des lois et les articles du Code. J'apprenais même l'anglais en quelques mois.

A partir de cette simple méthode, je me souvenais de tout : des visages, des noms, des musiques, de poèmes entiers dont spontanément je pouvais dire quelque extrait dans un dîner en ville.

Depuis, le temps a passé. Même les médias m'accrochent aujourd'hui l'autorité que donnent conjointement le talent et l'assurance et j'ai eu cet article pour rendre hommage à un être exceptionnel, qui a révélé en moi l'homme qui était au delà de l'homme.

Si vous voulez savoir comment obtenir les mêmes résultats et acquérir cette puissance mentale, qui est encore notre meilleure chance de réussir dans la vie, priez simplement l'éditeur de vous envoyer « Les Lois Éternelles du Succès », intégrant tout ouvrage écrit par W.R. Borg comme introduction à sa méthode. Vous le recevrez gratuitement comme quiconque désire améliorer sa mémoire. Voici l'adresse : Méthode W.R. Borg, chez Autant, 405 878 - 6, place St-Pierre, 94057 Avignon Cedex.

BON GRATUIT

A remplir en lettres majuscules en donnant votre adresse personnelle et à retourner à : Méthode W.R. Borg, chez Autant, 405 878 - 6, place St-Pierre, 94057 Avignon Cedex, France, pour recevoir sans engagement de votre part et sous pli fermé « Les Lois Éternelles du Succès ».

Nom ..... Prénom .....  
N° ..... Rue .....  
Code postal ..... Ville .....  
Age ..... Profession .....  
Aucun démarcheur ne vous rendra visite

## SOCIETA' ITALIANA TRASMISSIONI INDUSTRIALI

RECHERCHONS AU PLUS VITE SUR LE MARCHÉ FRANÇAIS DES REVENDEURS EXCLUSIFS ET DES AGENTS REGIONAUX

Via Brodolini, 16  
40069 ZOLA PREDOGA - (Bologna) ITALIE

